

سكنا من الامم

« Initiatives » : le tourisme se professionnalise



Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14756 - 7 F

MERCREDI 8 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

A propos d'un attentat...

L'ATTENTAT dont ont fait les victimes M. Danielle Mitterrand et M. Bernard Kouchner a soudain révélé l'importance de ce voyage et rappelle de la manière la plus pénible les difficultés du problème de droit international que pose la situation au Kurdistan irakien depuis la guerre du Golfe.

Le régime de Bagdad a-t-il voulu adresser un avertissement à sa manière, à coup d'explosifs, pour souligner sa protestation contre ce qu'il considère comme des atteintes répétées et intolérables à la souveraineté irakienne? Les Kurdes le pensent, et il est vrai que la presse irakienne avait vivement dénoncé cette visite française.

Le droit d'ingérence à titre humanitaire, établi implicitement par la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies du 5 avril 1991, est toujours en question. Ce texte a « légalisé » l'intervention de la communauté internationale pour secourir et protéger la population kurde du nord de l'Irak. Mais les frontières de l'Irak n'ont été remises en cause par aucun des principaux représentants de cette même communauté.

Il ne suffit pas, en effet, que les Kurdes se soient récemment, après des élections libres, d'une structure administrative autonome - Parlement, gouvernement et blânté président - pour oublier que le Kurdistan fait toujours partie de l'Irak. Washington ne veut pas d'un éclatement de ce pays, ses trois voisins, la Syrie, l'Iran et la Turquie, se montrant pour leur part très inquiets des velléités d'autodétermination de leurs fortes « minorités » kurdes.

Il faudra un jour « quand même faire un Etat pour les Kurdes » et « bouger les frontières » au lieu de « laisser assassiner des hommes pour le plus grand profit des vendeurs d'armes », déclarait en mars dernier M. Kouchner, se voulant, de son propre aveu, « plus royaliste que le roi », puisque les Kurdes n'en demandent pas tant, ou en tout cas n'osent pas le dire tout haut. Il allait ainsi à l'encontre de la position de la France, que le président François Mitterrand avait définie dès avril 1991 et à l'occasion de sa visite en Turquie. Elle tient en ceci : respect du « droit des Kurdes, là où ils vivent, à leur identité, à leur culture », mais - et c'est le plus important - « dans le respect des Etats ». Au demeurant, la résolution 688 réaffirmait elle-même dans ses attendus « l'engagement pris par tous les Etats membres de l'ONU de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Irak et de tous les Etats de la zone ». La démarche de M. Mitterrand et de M. Kouchner a eu lieu au moment où l'ONU mène des négociations difficiles avec l'Irak pour le renouvellement de l'accord - déjà venu à expiration - régissant la présence du personnel « humanitaire » de l'ONU sur le territoire irakien. Déjà, certaines organisations telles que Médecins sans frontières ont été contraintes de quitter Bagdad. S'il ne s'agit pas de ménager le régime de M. Saddam Hussein, il convient de poursuivre le débat de droit, et d'y adapter politiques et initiatives.

Lire l'article de PASCALE ROBERT-DIARD et nos informations page 7

M0147 - 0708 0 - 7.00 F



La rencontre à Munich des pays les plus industrialisés

Les Sept prônent l'allègement de la dette de la CEI

M. Boris Eltsine, président de la Russie, devait se joindre, mardi 7 juillet au soir, au sommet des sept grands pays industrialisés à Munich. Selon le porte-parole allemand, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont déclarés favorables à un allègement de la dette de la CEI. A propos de la Bosnie-Herzégovine, ils n'ont pas exclu l'utilisation de « moyens militaires » pour assurer la réussite des opérations humanitaires.



Lire l'article de PAUL FABRA et nos informations pages 3 et 4

La Russie, grande puissance?

Par Daniel Vernet

Comme son rival Mikhaïl Gorbatchev l'an dernier au sommet de Londres, Boris Eltsine arrive à Munich alors que les dirigeants des sept pays les plus industrialisés auront déjà largement statué sur son sort.

M. Gorbatchev représentait une Union soviétique en voie de décomposition rapide et ne devait qu'au statut que ses adversaires de la veille voulaient bien lui octroyer de pouvoir s'asseoir à la table des Grands. Boris Eltsine, quels que soient ses mérites, n'est pas dans une position beaucoup plus confortable. Malgré toutes ses rododendrites - « nous ne nous mettrons pas à genoux » pour obtenir l'aide de l'Occident, a-t-il déclaré avant de quitter Moscou - le président russe est dans une situation de demandeur. Ce

n'est pas parce qu'il est le représentant d'une grande puissance qu'il a été invité à Munich, mais parce qu'il est si faible que cette faiblesse menace la stabilité de toute l'Europe.

Comme Mikhaïl Gorbatchev avant lui, Boris Eltsine joue de ces difficultés pour tenter d'obtenir des crédits occidentaux, un moratoire sur sa dette et des investissements massifs. Il fait de sa faiblesse un atout. Quand il invoque « les limites de la patience de notre peuple », la menace est claire : si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour sauver ce qui reste d'économie en Russie, le chaos politique et social ne pourra être circonscrit. La différence avec la situation qui prévalait il y a un an est toutefois essentielle, mais elle n'incite pas nécessairement à l'optimisme.

Lire la suite page 3

Malgré la signature d'un texte avec les salariés et le gouvernement

Le patronat routier maintient son ordre de grève

Les organisations professionnelles et syndicales des transporteurs routiers ont signé, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 juillet, un texte sur l'aménagement du temps de travail des conducteurs et l'aménagement du permis à points. Cependant, les deux principales organisations patronales maintiennent leur mot d'ordre de grève, tandis que les forces de l'ordre poursuivent le démantèlement des barrages.

La négociation tripartite (Etat-patronat-syndicats) engagée, lundi 6 juillet, sous l'égide de M. Jean-Louis Bianco, ministre des transports, de M. Martine Aubry, ministre du travail, et de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, a abouti dans la nuit du 6 au 7 juillet à la signature d'un « relevé de conclusions ». Le texte adopté porte sur le calcul de la durée et de la rémunération du travail des chauffeurs routiers, ainsi que sur l'aménagement du permis à points.

Malgré cet accord dont elles ont signifié, la FNTR (Fédération nationale des transporteurs routiers) et l'UNOSTRA (Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles) maintenaient, mardi matin, leur mot d'ordre de grève. La consigne était de débloquer les axes routiers tout en empêchant les camions de circuler. Les forces de l'ordre ont poursuivi, le 7 juillet, le démantèlement des principaux barrages. L'autoroute Paris-Lille a été entièrement ouverte à la circulation.

Lire aussi

■ L'accord sur le temps de travail et le permis à points

par OLIVIER PIOT

■ La recours aux forces armées

par ERICH INCYAN

■ L'activité industrielle fortement perturbée

pages 12 et 26

DEBATS

■ Déficit social, par Dominique Bouchet

■ Personne n'écoute, par François Dupuy

page 2

POINTS

Un conflit social mal traité

page 13

M. Tapie vend Adidas à Pentland

Le groupe britannique Pentland a annoncé, mardi 7 juillet à Londres, avoir conclu un accord de reprise de 79,95 % de la société BTF GmbH qui contrôle Adidas. La transaction s'est faite au prix de 621 millions de Deutschmarks (2,11 milliards de francs) au comptant.

Pentland, qui détenait déjà 20,05 % du capital de BTF GmbH et disposait d'un droit de préemption sur le reste des actions, devient ainsi le propriétaire quasi exclusif de la célèbre marque aux trois bandes. Cette opération scelle le retrait quasi complet de M. Bernard Tapie des affaires.

C'est après d'ultimes négociations à Londres, lundi 6 et mardi 7 juillet, entre les représentants de M. Bernard Tapie, Mme Gilberte Beaux et M. Elie

Fellous d'une part, et le milliardaire britannique Stephen Rubin d'autre part, que le groupe Pentland a pris le contrôle du groupe de sport Adidas. Une issue logique, qui conclut six semaines d'incertitude, ouvertes par le départ du gouvernement de M. Tapie le 23 mai.

L'ancien ministre de la ville se donnait alors un mois pour choisir entre la politique et les affaires. Depuis, la cession de Terrillon, les projets de RES (reprise de l'entreprise par ses salariés) de Testut et de la Scaine allaient dans le sens du désengagement que la cession de la majorité de contrôle d'Adidas vient parachever.

P.-A. G. et C.M.

Lire la suite page 21

Bâtisseur de l'atome

Francis Perrin, décédé le 4 juillet, était l'un des artisans du programme nucléaire français

par Jean-Paul Dufour

De petite taille, barbe blanche et cheveux en bataille, grands yeux étonnés cachés derrière d'épaisses lunettes d'écaillé qui lui mangeaient le visage, timide en apparence, Francis Perrin n'avait pas vraiment le physique de l'homme d'action. Ce qui ne l'empêcha pas, après une brillante carrière de chercheur et d'universitaire, d'occuper pendant près de vingt ans le poste de haut commissaire au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Une charge qui l'amènera à participer activement au lancement du programme électronucléaire français et, malgré ses convictions pacifistes, à celui de la « force de frappe ».

Ce profil de carrière correspondait d'ailleurs très exactement à ceux de son ancien patron Frédéric Joliot-Curie, ou de son père, Jean Perrin, dont un grand buste en bronze décorait le petit bureau qu'il avait gardé au Collège de

France, longtemps après avoir cessé toute activité scientifique. Prix Nobel de physique 1926 et ministre sous le Front populaire, ce père aurait pu lui faire de l'ombre, l'écraser de sa personnalité. Il fut, au contraire, à l'origine de sa carrière.

Le jeune Francis ne fréquentera l'école, uniquement pour les matières littéraires et la philosophie, précisait-il, qu'à partir de la troisième. Pour toutes les autres matières, ses seuls professeurs seront son père et les amis de ce dernier, qui avaient nom Paul Langevin, ou Pierre et Marie Curie. Un enseignement de qualité puisque, après une année de « maths spé » au lycée Henri-IV, le jeune Francis entre à l'Ecole normale supérieure en 1918, à dix-sept ans.

Jean Perrin complètera l'éducation de son fils en le faisant travailler dans son laboratoire. Une époque fascinante pour un jeune tourné vers la science.

Lire la suite page 11

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Le retour de Giotto ■ Vers l'éradication de la muscovidiose ■ La nature, sculpteur de la vallée des Merveilles ■ Les splendeurs des Barbares de la mer.

pages 15 et 16

L'ÉTÉ FESTIVAL

Les grands orchestres de jazz entament leurs tournées à travers la France. On les a vus à Paris, McCoy Tyner au Zénith, Gerry Mulligan à la Grande Halle de La Villette et la New Orleans Revue au Palais des sports de la porte de Versailles. Demain, ils seront à Vienne, La Rochelle, Nîmes, Nice ou Antibes.

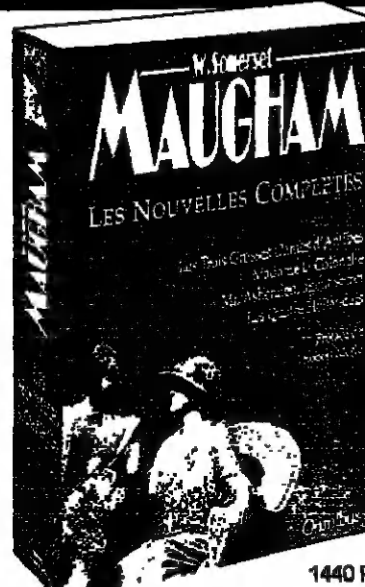
Côté classique les pianistes ne font guère recettes sur la côte basque en dépit de l'excellente acoustique des églises où ils jouent. A Paris enfin, le corps de ballet de l'Opéra Garnier profite de la saison pour monter un Lac des cygnes à la Bastille.

pages 17 et 18

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

OMNIBUS

GROS LIVRES
POUR LECTEURS VORACES



56 TITRES PARUS / PRESSES DE LA CITÉ

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 8 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Espagne, 150 PTA; G.-B., 60 p.; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 \$; Italie, 2,300 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Roumanie, 450 F CFA; Suède, 16 KR; Suisse, 1,90 RS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Routiers

Déficit social

par Dominique Bouchet

NATTENDUE mais pas forcément imprévisible, la protestation des conducteurs routiers contre la mise en application du permis à points révèle en réalité une maladresse profonde de la profession que les maladroites du gouvernement n'ont fait que raviver.

Car on aurait tort de croire que cet important mouvement de protestation, quasi spontané, et qui s'est traduit par des centaines de barrages capables de paralyser toute l'activité économique, ne serait que le refus corporatiste des « gros bras » de la route d'une politique de sécurité routière plus contraignante.

Même si quelques extrémistes, complaisamment mis en valeur par les chaînes de télévision, ont pu exprimer une volonté irréductible de continuer les barrages jusqu'au retrait pur et simple du permis à points, tel n'est pas le point de vue majoritaire chez les conducteurs routiers. La sécurité routière, c'est leur sécurité de travail et ils n'ont

pas plus que d'autres envie de mourir sur la route.

Quand on sait de plus qu'ils sont en effet en général de bons professionnels et qu'ils sont plutôt moins responsables que les autres catégories de conducteurs des accidents, on peut croire sans trop de difficulté que la réalité est qu'ils trouvent même que le permis à points est une bonne chose. Et pas seulement pour ces autres catégories de conducteurs. Pour eux-mêmes aussi.

Seulement, en étant aussi rigide sur cette notion d'égalité des citoyens devant la loi, ce qui s'est traduit par un refus obstiné de prendre en compte la spécificité de cette profession dans les modalités de mise en œuvre du permis à points, le gouvernement a commis un péché de formalisme.

Cela ne marche pas car il a fait comme si le permis de conduire était le même pour tout le monde. Ce n'est que formellement vrai. Pour un conducteur professionnel.

Il est en même temps son brevet professionnel et le perdre c'est perdre son travail. Une hantise tout à fait présente dans un pays qui a déjà trois millions de chômeurs.

Mais, et c'est ce qu'on entend dire partout avec raison, cette particularité ne saurait par elle-même justifier un statut particulier. On est en droit d'attendre des conducteurs professionnels un respect scrupuleux du code de la route.

Les serfs des temps modernes

Ils se doivent d'être des auxiliaires exemplaires de la sécurité routière. Interrogez-les et vous verrez qu'aucun d'entre eux ne dira le contraire. C'est que la question n'est pas seulement la loi, à ne l'aborder que de cette manière, ce qui a été la démarche du gouvernement, on en omet la dimension essentielle qui fait qu'il s'agit bien d'un conflit social que d'un conflit corporatiste.

Car, pour les conducteurs rou-

qu'ils fassent pression sur leurs patrons ?

C'est l'expression d'une grande indifférence à la question sociale, et il y a une grande hypocrisie à ne pas vouloir reconnaître cette réalité du monde du transport routier.

« Le conducteur n'a qu'à désobéir aux ordres de mission qui peuvent le conduire à ne pas respecter les réglementations et à perdre des points de son permis. D'ailleurs, la loi prévoit même une corresponsabilité des donneurs d'ordres... », dit-on au ministère, ou plus exactement dit-on avant que la France ne soit en partie paralysée par les barrages. Bien bête serait celui qui donnerait de tels ordres de mission par écrit, ce qui est évidemment la condition que la loi prévoit pour qu'il y ait poursuite. Et bien bête serait l'employeur qui ne trouverait pas un autre motif que la volonté de son conducteur de respecter la réglementation pour le licencier.

Un fort sentiment d'iniquité

On parle là naturellement de situations extrêmes devenues aujourd'hui marginales dans cette profession. Mais moins qu'on ne le voudrait, tout le monde le sait. C'est bien pourquoi ces conducteurs ont réagi aussi spontanément et avec un sentiment aussi fort d'iniquité à leur égard. Ils ont pensé qu'il y avait dans cette mise en application du permis à points une façon de les envoyer sans filet au casse-pipe sur le front social.

C'est ce qu'ils disent quand ils annoncent que, dans les conditions actuelles, c'est-à-dire dans les conditions de travail qui leur sont faites en général, leur permis ne tiendra pas plus de six à huit mois pour les cas les plus difficiles. Là sans doute avec l'exagération propre à ce genre de situation. Les permis d'ailleurs ne sont pas pour autant contre le permis à points.

C'est ce qui nous conduit à penser que, d'une part, il ne s'agit pas de scandales qu'il soit tenu compte de l'ensemble de cette situation par exemple en leur accordant le filet de sécurité dont nous notions l'absence tout à l'heure. Ce pourrait être que le permis poids lourds utilisé à titre professionnel ait un capital de points plus important, 10 ou 12 par exemple.

Il paraît aussi indispensable de ne pas revenir sur ce qui a été en partie accordé sous la pression des derniers jours sans d'ailleurs que le gouvernement donne l'impression d'avoir compris le sens réel de sa décision. Il s'agit de celle écartant les contrôles sur disques de chronotachygraphes (les « mouchards » des camions) comme moyens de dissimulation. Les dispositions initiales prévoyaient en effet des contrôles sur sept jours en arrière et même sur douze mois en entreprise, ces disques devant être archivés. C'était là complètement confondre le contrôle des conditions de travail avec le contrôle commun à celui de tous les usagers de la route.

Le gouvernement l'a, semble-t-il, accordé comme une concession au rapport de forces exprimé par les chauffeurs. Il serait plus fructueux pour l'avenir qu'il le conçoive comme une révision de son approche de la question et qu'il décide définitivement qu'il n'y a pas lieu de faire éventuellement sauter des points du permis à partir de contrôles des conditions de travail. Ce qui est dire aussi que ceux-ci restent nécessaires, mais pour les conditions de travail !

► Dominique Bouchet est directeur des rédactions de France Routes et de Transport Magazine.

Personne n'écoute

par François Dupuy

Le permis à points est une arme supplémentaire dans l'arsenal des dispositions devant imposer le respect des règles de la circulation. Il doit de ce fait conduire à un accroissement de la sécurité de tous, et personne ne comprend bien comment telle ou telle catégorie peut demander à bénéficier d'avantages particuliers. Cela revient à revendiquer une moindre obligation au respect de la loi, et donc, si celle-ci est bien faite, une moindre implication dans la sécurité collective.

Et pourtant les routiers manifestent durement, ou, pour reprendre l'expression de la représentante de l'association contre la violence routière, « comme si quelque chose de grave leur arrivait ». C'est en effet quelque chose de très grave qui leur arrive : ils essaient à leur façon - parfois très contestable - de le dire, mais personne ne les écoute. Non que les pouvoirs publics ne fassent pas preuve de bonne volonté, eux qui veulent discuter, négocier ou aménager les dispositions. Mais les modes de raisonnement et de décision qui sont ceux aujourd'hui du monde politico-administratif ne permettent pas cette écoute.

Que les routiers eux-mêmes ne sachent pas ce qu'ils veulent n'est pas réellement un problème : on a toujours admis, dans le monde du travail, que grèves et manifestations puissent exprimer des malaises qu'il ne suffit pas de vivre pour expliquer. Mais que ni les autorités politiques et administratives, ni même d'ailleurs les organisations professionnelles ne soient à même de comprendre et d'interpréter la demande, cela est inquiétant, car, en vérité, c'est leur rôle. Sortir d'une vision morale qui définit l'acceptable ou l'inacceptable, et d'une vision juridique dans laquelle la règle est la règle et n'a d'autre effet que ce qu'elle prévoit, semble aujourd'hui un pas intellectuel que nos élites n'arrivent pas à franchir.

Et cependant, la vitesse excessive, ce n'est pas principalement un irresponsable qui roule trop vite. Dans le cas des transports routiers, c'est le résultat concret, le « bout de chute » d'un système complexe, à acteurs multiples, qu'il faut d'abord comprendre si on veut en changer la logique. Le transporteur, et surtout le petit, celui qui conduit son camion, se trouve, comme le chauffeur salarié, dans une situation d'extrême dépendance. Faut-il d'ailleurs qu'il le soit, pour en arriver à admettre sur la place publique que non seulement il fraude mais encore que c'est la condition de sa survie. Car, qu'est-ce que la fraude, dans ce système, qu'elle se traduise en termes de vitesse, de surcharge, de temps de conduite, etc. ? Elle est la réponse, la solution en quelque sorte, dont dispose le routier pour gérer le problème qui est le sien : le fret. Le fait que les prix du transport chutent, que les transactions se fassent au plancher, est un signe de l'état du marché, et ce depuis longtemps : ce qui est rare, ce n'est pas le camion, c'est le fret, et dans la compétition dure qui s'instaure, ce que l'on peut offrir pour faire la différence, c'est d'abord de la souplesse, terme pudique qui traduit l'acceptation de ne pas respecter la loi. Seulement le petit transporteur fraudeur constitue la partie émergée de l'iceberg, celui vers qui convergent tous les regards. Et le raisonnement politico-administratif contribue largement à cette vision des choses : pour lui, le transport se réduit au véhiculaire, à des marchandises dans un camion, le tout n'étant justement appréhendé que lorsque l'activité s'effectue dans des conditions irrégulières.

Une logique infernale

Mais, dans les faits, les acteurs sont plus nombreux : les chargeurs sont le choix de nos transports eux-mêmes pour ne pas avoir à supporter la double contrainte de leur propre activité et celle du transport, exprimant par là même toute la contradiction entre leurs demandes et les exigences de la loi : les intermédiaires de tous ordres ensuite, véritables spécialistes de ce monde, fins connaisseurs à la fois des chargeurs, des transporteurs et du maquis touffu des réglementations. Eux, non seulement l'administration des transports ne les connaît pas, puisqu'en tant qu'auxiliaires ils ne transportent pas, mais encore, plus ils deviennent puissants, plus leur expertise est utile, plus leur capacité à jouer est importante.

Ils savent bien par exemple qu'un transport très fraudé n'est

acceptable que par un routier très démuné, que plus celui-ci est en quelque sorte « ficelé », plus il passe d'heures dans son camion, moins il est à même de choisir un fret déjà rare. Le transporteur plus puissant enfin, celui qui a « réussi », ce qui dans le métier veut dire celui qui ne conduit plus un de ses camions : non seulement cette liberté lui permet un minimum d'action commerciale, mais il devient lui-même affruteur des plus petits que lui, parfois ses propres salariés, auxquels il a conseillé de « se mettre à leur compte ». Bien sûr il a pu leur promettre du fret, et de fait il tient sa promesse. Mais il résout de cette façon un problème grave pour lui : comment accepter un transport, même très fraudé, et donc ne pas perdre le client, sans assumer directement le risque : on comprend que la sous-traitance, qui est principalement celle de la fraude, véritable pierre angulaire de tout ce système, soit un moyen d'évacuer la contrainte vers plus démuné que soi.

Le problème ce n'est donc pas de trouver les coupables, ceux qui ne respectent pas les règles. Ce n'est surtout pas d'accroître l'arsenal répressif. La simple mise en œuvre de celui qui existe déjà est impossible et rajouter des règles ne fait finalement que rendre les puissants plus puissants et les plus démunis plus dépendants. Paradoxe étonnant d'ailleurs : en accroissant la dépendance de ceux qui n'ont déjà aucune marge de liberté, elle les conduit à en accepter toujours plus, toujours plus vite, toujours moins cher, donc à devenir finalement plus dangereux.

La vraie question est de savoir si cette logique infernale peut être renversée, et, après tout, il nous faut comprendre qu'elle est tout aussi infernale, mais pas plus, que la situation des petits transporteurs ou celle de bon nombre de chauffeurs salariés. C'est cette réalité-là qu'il nous faut appréhender, même si les routiers eux-mêmes ont du mal à la formuler, empêchés, qu'ils sont dans leur rhétorique de la solidarité - « Tous sympas », - de la liberté - « Je n'ai pas de contremaître sur le dos » ou du Far West - « Si certains ont réussi, pourquoi pas moi ? ».

Mise à plat du système

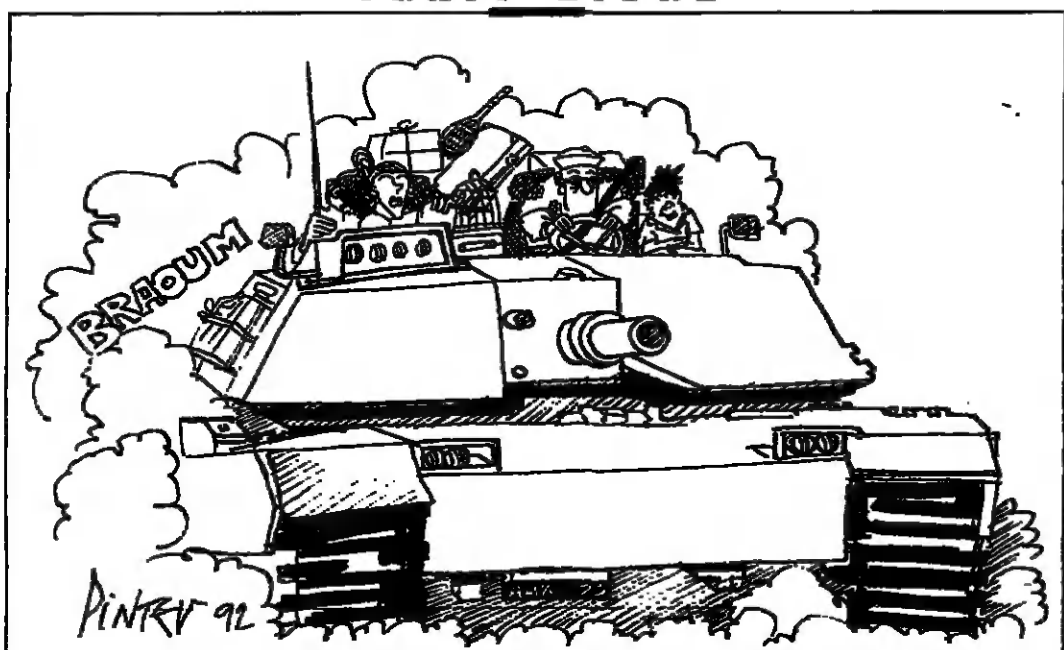
Que faire ? Comprendre d'abord que ce qui rend possible le fonctionnement d'un tel système, c'est qu'une bonne part de son coût - l'accident par exemple - est supportée par d'autres. L'automobiliste, via la compagnie d'assurances, paie avec ses primes les coûts matériels qui sont occasionnés par la fraude excessive. Il y a là un phénomène classique d'« externalisation » sur lequel on pourrait réfléchir. Car, après tout, rendre les acteurs de ce système plus solidaires, au sens vrai du terme, c'est faire que les conséquences cumulées du comportement de chacun soient réparties entre tous : c'est faire qu'il n'y ait pas d'un côté ceux que la loi connaît et d'un autre ceux qu'elle ne connaît pas, parce que le raisonnement politico-administratif est linéaire et causal, jamais systémique.

Mais si agir par l'assurance est impossible ou politiquement trop coûteux, peut-être l'interdiction du permis à points, gérée autrement que celle qui s'est faite pour le moment, pourrait constituer la première opportunité d'une véritable mise à plat de ce système. Car après tout, si aujourd'hui les routiers les plus durs orientent d'autant plus fort que personne ne les écoute, au moins nous disent-ils qu'ils ne veulent pas être les seuls, dans cet univers complexe, à payer le prix du tour de vis supplémentaire. Pourquoi faudrait-il qu'il n'y ait autour de la table que les pouvoirs publics et des organisations professionnelles elles-mêmes extrêmement ambiguës par rapport au problème de la fraude.

Une telle approche de la négociation renvoie à nouveau l'image que la route, c'est l'affaire de ceux qui roulent, et seulement la leur. Renverser la logique infernale, s'occuper véritablement du problème, ce pourrait être aussi organiser la négociation de tous les intérêts contradictoires qui sont en cause. Faute de quoi, les soubresauts ne sont pas terminés, et seront d'autant plus douloureux que les conditions de la circulation routière, d'une part, les nouvelles exigences de la gestion industrielle, d'autre part, accroîtront la capacité de nuisance de ceux que personne ne veut entendre.

► François Dupuy, sociologue, est l'auteur, avec Jean-Claude Thoenig, de l'Administration en miettes (Payot).

TRAIT LIBRE



Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e)
FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES
Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (vous trouverez ce numéro en haut et à gauche de la « une » de votre journal)

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ : _____

c. Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)
du _____ au _____

d. Transfert sur le lieu de vacances (France métro-journaux uniquement)
du _____ au _____

Votre adresse de vacances : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

Vous n'êtes pas abonné(e)
RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES
Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	78 F	2 mois (52 n°)	309 F
3 semaines (19 n°)	114 F	3 mois (78 n°)	460 F
1 mois (26 n°)	156 F		

VOTRE ABONNEMENT VACANCES :
DURÉE _____ du _____ au _____

VOTRE ADRESSE DE VACANCES : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE ADRESSE HABITUELLE : _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE RÉGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N° _____

Espèce _____

Date et signature obligatoires _____

A envoyer à : LE MONDE, Service abonnements, 201 rue de la Harpe, 75005 Paris

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

tiers, la route c'est l'usine, les conditions dans lesquelles ils conduisent sont leurs conditions de travail. Ils n'en ont pas les seuls maîtres, loin s'en faut. Les contraintes imposées par les chargeurs, les exigences des responsables d'exploitation des entreprises de transport, l'organisation même de cette activité du transport, encore très peu industrialisée, composée d'une myriade de très petites entreprises très dépendantes des donneurs d'ordres, les données économiques, pesent infiniment plus sur ces conditions de travail que le libre arbitre du conducteur routier.

Or, d'une certaine manière, la raideur du gouvernement dans l'application du permis à points, est oubli du déficit social de cette profession, bien que le président de la République ait évoqué à ce propos des « serfs des temps modernes », revient à faire peser sur leurs épaules tout le poids d'une évolution au fond vers de meilleures conditions de travail. Comment imaginer que des conducteurs routiers, parce qu'ils sont désormais menacés de perdre des points, puis de perdre leur permis et donc leur emploi, seront à même de transformer par la seule vertu de cette répression les conditions de travail qui leur sont imposées ?

A-t-on imaginé hier, pour passer à la semaine de 40 heures, sanctionner individuellement tous les employés et ouvriers qui auraient continué à travailler plus de 40 heures par semaine de façon

COURRIER

Ras le bol

Je vous écris pour dire tout bêtement le ras-le-bol que je ressens. Assez de routes barrées pour des prétextes incompréhensibles. Passons sur les agriculteurs, dont tout le monde sait que les barrages sur les routes ne régleront aucun des problèmes.

Mais, pour le permis à points, comment peut-on se sentir au-dessus de la loi sous prétexte qu'on dispose d'un 36 tonnes et qu'on a fait son métier de rouler au volant d'un poids lourd ?

Motard ou automobiliste, on rencontre souvent des conducteurs de poids lourds qui sont d'une correction parfaite. Mais on a aussi tous croisé des camionneurs dange-

reux, et il paraît fou de refuser le principe du permis à points sous le prétexte qu'on roule plus que le commun des mortels. Peut-être que si on roule plus, on a le droit de boire plus d'alcool ou de griller plus de feux rouges ?

Enfin, il était bien évident que le démarrage de la réforme du permis à points un 1^{er} juillet était d'une maladresse extrême de la part des ministères concernés.

De plus, comme des millions de Français, je suis obligé de rouler en voiture et je ne me sers pas de mon véhicule pour ennuier les routiers, car moi aussi je travaille pour gagner ma vie.

GÉRARD DONZEL
Fontaine

150-60-30

سكنا من المرحله

ÉTRANGER

Le sommet des pays les plus industrialisés à Munich

Les Sept ont regretté l'insuffisance de la reprise économique

Le tour de piste économique auquel se sont livrés les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés (le « groupe des sept » ou G7), lundi 6 juillet, s'est révélé plutôt morose. Les dirigeants n'ont pu que regretter l'insuffisance de la reprise économique, et constater la « mollesse » de la croissance et la montée du chômage dans l'ensemble des pays. La situation économique mondiale apparaît un peu meilleure que l'an dernier dans certains domaines ; la hausse des prix est actuellement très faible dans la plupart des Etats du G7. Comme l'a souligné le ministre français de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, « la croissance est dans les chiffres, mais pas dans les têtes ».

Au cours de la première journée du sommet des Sept, la question des taux d'intérêt, qui avait soulevé de vives discussions il y a quelques mois encore,

provoquant l'animosité de la partie allemande – accusée de maintenir un coût du crédit trop élevé, – a été écartée. Les délégations ont déclaré comprendre la nécessité pour l'Allemagne de maintenir des taux d'intérêt élevés afin de contenir son inflation. Une baisse concertée des taux d'intérêt ne paraît pas être à l'ordre du jour des prochaines semaines.

A propos des négociations commerciales de l'Uruguay Round, menées dans le cadre du GATT, aucune avancée n'a été réalisée lundi, malgré les efforts du chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et ceux du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui devait rencontrer mardi le président américain, M. George Bush. Les Etats se sont félicités de l'accord passé, dimanche 5 juillet, entre le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, et le gouvernement russe,

portant sur un prêt de 1 milliard de dollars conditionné à la poursuite des réformes économiques en Russie. Mardi 7 juillet au soir, le président russe, M. Boris Eltsine, qui devait arriver plus tôt que prévu à Munich, devait participer à un dîner organisé avec les Sept par le ministre-président de Bavière. Mercredi, les discussions se poursuivront, en présence de M. Eltsine, sur l'aide des pays occidentaux à l'économie russe, dont la situation a été jugée lundi « alarmante », sur un moratoire de deux ans de la dette extérieure, réclamé par le président russe.

D'ores et déjà, le groupe des Sept s'est déclaré, mardi 7 juillet, favorable à un allègement de la dette de la CEI, évaluée à 70 milliards de dollars. L'appui occidental, qui sera macro-économique mais aussi tourné vers les entreprises, doit « jeter les bases d'une conception d'aide globale à l'Est ». « Le G7

doit appuyer les réformes de M. Eltsine », a indiqué le porte-parole allemand, M. Dieter Vogel. Le montant de l'allègement de la dette n'a pas été précisé, puisque l'organisme responsable en est le Club de Paris et que la Russie doit d'abord en faire la demande officielle.

Le Japon aurait accepté de participer à un programme d'assistance internationale, ayant obtenu que le différend territorial qui l'oppose à la Russie à propos des îles Kouriles soit mentionné dans un communiqué des Sept.

Enfin, il semble que les propositions américaines de transformer le G7, qui tient à Munich son 18^e sommet, en G8, qui inclurait la Russie, aient été repoussées. Le compromis trouvé ferait de la Russie un « observateur », invité permanent aux rencontres des Sept, ainsi transformées en « G7 + 1 ».

La méthode Coué érigée en doctrine

MUNICH

de notre envoyé spécial

N'avait-on pas dit et écrit de la conférence au sommet ouverte entre les Sept à Munich, lundi 6 juillet, qu'elle se présenterait comme la réunion des mal-aimés de leurs électeurs respectifs ? Hormis le premier ministre britannique, M. John Major, tous les chefs d'Etat et de gouvernement rassemblés dans la Résidence de l'ancienne famille régnante de la Bavière (jusqu'en 1918) ont devant eux des élections rapprochées et probablement difficiles. Celles que doit affronter M. Kiichi Miyazawa, premier ministre japonais au pouvoir mal assuré, auront lieu dans trois semaines. L'inquiétude est-elle bonne conseillère ? Pendant les premières séances, lundi, la réponse est à chercher dans les trois sujets traités.

Il a d'abord été largement question de l'état de l'économie. « La croissance est dans les chiffres, pas encore dans les têtes », commente un membre de la délégation française. Voilà ce qui expliquerait l'insigne faiblesse des investissements. Les chefs d'entreprise se sont laissés gagner par la monnaie. Comment en est-on arrivé là ? A entendre les comptes rendus des séances livrés à la presse, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont gravement interrogés sur ce point. Dans l'entourage immédiat de M. François Mitterrand, on parle de « difficultés de communication ». Ce argument – si c'est un argument – semble être mis par les temps qui courent à toutes les sauces. On s'en est beaucoup servi depuis le référendum danois. Chaque fois, du reste, il s'agit de transmettre la même idée : si les

citoyens se montrent si négatifs, c'est parce qu'ils n'ont pas eu le loisir de comprendre ; si on leur avait expliqué, ils auraient un avis plus positif. Les peuples seraient-ils incapables de porter un jugement ?

Un des participants non nommé, mais sans doute s'agit-il de M. George Bush, a cité au cours de la discussion les statistiques suivantes, que l'on qualifie dans l'entourage élyséen d'« intéressantes » : 92 % des nouvelles diffusées dans ce pays par la télévision sont de tonalité négative ; 91 % de celles où il est question du chef de l'Etat sont à ranger dans cette catégorie ; 60 % des informations que donne la télévision de ce pays sont mauvaises. Pourtant, dit-on encore de même source, les économies des sept pays participants au Sommet sont presque toutes dans un état sain ; dans le pays où les choses allaient le plus mal, l'Italie, le gouvernement ne vient-il pas de prendre des mesures courageuses, qui inaugurent « une nouvelle politique » ? Bref, « Tout va mieux et nous allons bien », ajoutent-ils.

Les points noirs du tableau

Dans ces conditions, les gouvernants concernés n'ont qu'une chose à faire : croire en eux-mêmes et, par leur exemple, rétablir un climat de confiance. Ils auraient, en cours de séance, montré « beaucoup de mordant, beaucoup d'allant ». Cela dit, ils ne nient pas les points noirs du tableau, à commencer par la montée du chômage. Un tour de table a eu lieu pour donner à chacun des participants l'occasion d'expliquer ce qui marche et ce qui ne marche pas dans leur pays respectif.

Le compte rendu que l'on donne de cette prise de conscience collective confinerait au déballage. On reconnaît désormais du côté français que la montée du chômage pose un problème de société. On s'est montré jusqu'à ce jour trop « productiviste », comme si le fin mot de la bonne gestion et de la rationalisation était d'occuper dans les entreprises le moins de monde possible. La solution se trouverait dans le développement des services. Bref, tant le président Mitterrand que le chancelier Kohl, vétérans l'un et l'autre des sommets à Sept, auraient eu le sentiment de n'avoir encore jamais participé à une discussion où l'on soit allé si profond dans l'analyse de l'état de l'économie mondiale.

Quelles conclusions pratiques a-t-il été tiré de ces entretiens approfondis ? L'exercice n'est pas simple, et la version simplifiée qu'en donnent les porte-parole des intéressés n'est pas de nature à en faire ressortir le premier coup d'œil la profondeur logique. Aux Allemands, il est demandé de dépenser moins pour réduire leur déficit budgétaire. Avec le même objectif en tête de favoriser la reprise mondiale, il est demandé aux Japonais, auxquels on suppose une marge de manœuvre budgétaire, de dépenser plus. L'Etat nippon se voit ainsi attribuer l'un des plus endettés du monde. Mais sans doute de cette dernière considération parlera-t-on dans un autre sommet. Aux Américains, dont le déficit budgétaire a plus que doublé en deux ans pour s'approcher de quelque 400 milliards de dollars (c'est du moins ce qu'affirment les dernières prévisions), on ne demande rien de précis, tout en leur faisant quelques remarques en passant.

C'est dans ce contexte que le premier ministre japonais a été amené à présenter une nouvelle fois son dernier programme de relance, annoncé quelques jours avant la tenue du sommet. Il comporterait quelque 6 000 milliards de yens, soit environ 40 milliards de dollars, de dépenses supplémentaires à engager. Ces dernières pourraient être à partir du mois de novembre. L'impression qu'il tire les Occidentaux des projets de M. Miyazawa est qu'à Tokyo on est bien décidé à mettre en œuvre ce programme. Du côté de la délégation nipponne, on est plus subtil. On y fait remarquer que déjà les dépenses budgétaires du premier semestre étaient en augmentation sensible de 6 % pour ce qui concerne les travaux publics. Quel en a été l'effet ? Il faut un certain temps pour s'en apercevoir. D'ici un mois, un premier bilan sera tiré. C'est à ce moment-là que le cabinet nippon se déterminera pour la suite.

L'attente

d'un accord au GATT

En attendant, le Japon a ajourné la publication des derniers chiffres de l'exercice commercial. Ils auraient pu faire l'effet d'une douche froide. Le surplus pour le mois de mai 1992 serait environ le double de celui de mai 1991. Pour l'année en cours tout entière, on s'attend désormais à un excédent de la balance commerciale nipponne de quelque 150 milliards de dollars. C'est le double du chiffre qui était enregistré en 1985. Au mois de décembre de cette année-là s'était tenue la conférence du Plaza, dont l'objectif était de faire baisser le dol-

lar, afin notamment de rétablir les grands équilibres commerciaux dans le monde.

Si on admet que l'économie mondiale est en train de résorber les excès commis pendant les années 1986 à 1989 en matière de crédits, de spéculation immobilière, peut-être aussi d'investissements inconsidérés, on peut se demander si les gouvernements sont vraiment à même de changer le cours des événements. Une décision qui dépend théoriquement d'eux pourrait, selon toute vraisemblance, rétablir un meilleur climat et hâter la reprise : un accord au GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). De cela, les sept participants sont hautement conscients, mais le dossier n'est pas de ceux qui se prêtent à une décision brusquée. « Trop politique pour être traitée par les techniciens ; trop technique pour que les hommes politiques puissent à leur discrétion en venir à bout », a dit un des négociateurs, qui citait un membre de la délégation nipponne.

Le moment viendra cependant où il faudra conclure. On n'en est pas encore là, pour des raisons, en partie politiques. Voir-on, rappelle-t-on dans l'entourage du président de la République, la France consentir dans la hâte un accord au détriment de nos agriculteurs ? Quant à ceux qui espèrent de ce sommet l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt, ils en seront sans doute pour leurs frais.

Encore plus compliquée apparaît la question russe. Visiblement, les Occidentaux hésitent à mettre à la disposition de M. Eltsine les sommes qu'il demande et dont il a, de toute évidence, un besoin urgent. Pour amener les Japonais à participer avec les autres pays occidentaux à l'octroi des crédits à la Russie, les pays occidentaux ont accédé avec prudence à la demande de Tokyo : faire allusion dans la déclaration politique qui est prête à l'affaire épineuse des îles Kouriles. Il sera dit dans le texte que les Sept se félicitent du changement d'orientation de la politique extérieure russe « dans la justice et le respect du droit ». Les Sept espèrent que ces valeurs seront prises en compte pour le règlement des différends territoriaux existant entre la Russie et le Japon. Les réticences japonaises ne seront levées que si le président Eltsine prend des engagements au sujet de la rétrocession de ces territoires. Actuellement, le Japon, par exemple, n'est prêt

qu'à donner 25 millions de dollars pour financer le programme d'assistance technique à la sécurité des centrales nucléaires. Ce programme est prévu pour 700 millions de dollars.

L'expérience aidant, on redoute, non sans quelque raison, que de nouveaux crédits pourraient servir à financer les dépenses courantes. Le président russe doit arriver, à l'invitation du ministre-président de la Bavière, dès mardi soir. En attendant, M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), est arrivé lundi à Munich en provenance de Moscou, où il avait signé un accord en vertu duquel une première somme de 1 milliard de dollars devrait être débloquée en faveur de Moscou, le 7 août. Les 3 autres milliards que comporte le crédit du Fonds monétaire seraient versés au fur et à mesure que se déroulerait le programme de redressement en trois étapes. C'est seulement à la troisième étape – pour laquelle aucune date précise n'a été fixée (étant attendu que la deuxième devrait, avec un peu de chance, commencer en octobre) – que la Banque centrale de Russie pourrait disposer du fonds de stabilisation du rouble. Ce fonds serait pourvu de quelque 6 milliards de dollars, que les pays membres du groupe des Dix (en réalité onze en comptant la Suisse) prêteraient sous conditions au FMI.

Dans ces conditions, que doit-on penser de la décision prétendument prise à Moscou de rendre le rouble convertible ? Est-il possible de demander aux Russes d'appliquer une thérapie de choc sans mettre à leur disposition en même temps les moyens nécessaires pour stopper la chute de la monnaie ? Mais la situation en Russie inspire les inquiétudes les plus vives. L'inflation y serait de 15 à 20 % par mois, tandis que le déficit budgétaire atteindrait des sommes astronomiques et représenterait 17 % du produit intérieur brut (mais qui est capable de calculer le PIB russe ?).

Bref, les pays de l'Ouest, incapables, semble-t-il, de résoudre leurs propres problèmes, ne sont pas prêts à s'engager à l'Est dans une politique à la hauteur des événements qui s'y sont produits.

PAUL FABRA

La Russie grande puissance ?

Suite de la première page

Mikhail Gorbatchev essayait de ménager les anciennes élites pour sauver l'URSS, et devait être encouragé par les Sept à décider des réformes économiques radicales auxquelles, au fond, il répugnait. Boris Eltsine n'a pas hésité à employer la « thérapie de choc » que quelques jeunes loups russes éduqués aux dures réalités de Harvard lui ont conseillée.

Le résultat n'est pas à la hauteur des espérances, et la Russie, comme d'ailleurs les autres républiques issues de l'Union soviétique, est menacée par l'hyperinflation, le manque de moyens financiers, une chute de la production industrielle et la pénurie alimentaire. Tout cela sans que l'économie de marché qui était le but proclamé, et la véritable démontstration qui devait aller de pair, aient fait des progrès significatifs.

La Russie se trouve dans une phase de transition, comparable à la période postérieure à la révolution de février 1917, où tout ou presque est possible, aussi bien la poursuite d'un processus pouvant aboutir à une forme de régime démocratique, que la prise de pouvoir par une coalition de conservateurs issus des rangs de l'ancien parti communiste et des mouvements nationalistes.

L'héritage international

Boris Eltsine doit faire face aux critiques des ultra-nationalistes qui lui reprochent de brader les intérêts de la Russie, comme Gorbatchev et Chevardnadze ont, selon les mêmes milieux, bradé avant lui les intérêts de l'Union soviétique. Il s'en est défendu avec quelques fortes paroles propres à rassurer les Russes vivants hors des frontières de la fédération

de Russie et par la nomination de quelques généraux à poigne, mais les surenchères ne se sont pas tu pour autant. Les dirigeants russes ont beaucoup de mal à définir une politique extérieure qui rompe à la fois avec l'hégémonie communiste et l'impérialisme russe, qui fasse de la Russie un « pays normal » (Andréi Kozirev, ministre des affaires étrangères), tout en défendant ses intérêts.

La Russie a reçu de l'ancienne Union soviétique les attributs extérieurs de la grande puissance : elle a hérité de ses places dans les institutions internationales, notamment le siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, de l'essentiel de son arsenal nucléaire, etc. Elle a perdu toutefois des éléments qui faisaient de l'URSS l'interlocuteur privilégié, sinon l'alter ego, des Etats-Unis, à savoir une responsabilité globale dans les affaires du monde, un système économique largement artificiel mais qui assurait le fonctionnement d'un complexe militaire-industriel capable de rivaliser avec l'Occident, et une idéologie messianique qui « couvrait » les interventions soviétiques hors des frontières.

L'URSS, c'est « une Haute-Volta avec des fusées », disait-on dans les années 80. Si les fusées disparaissent, avec l'accord sur la réduction des deux tiers des arsenaux signés le mois dernier à Washington, ne restera-t-il que la Haute-Volta ? C'est-à-dire une économie sous-développée, dans un pays en voie de tiers-mondisation accélérée, condamné à se replier sur lui-même ou à un ultra-nationalisme risqué de remplacer le marxisme-léninisme comme idéologie d'Etat ?

La position de la Russie en Europe et dans le monde reste déterminée par trois facteurs : au-delà des diffi-

cultés conjoncturelles, elle est d'abord un pays potentiellement puissant, par sa taille (elle représente les trois quarts de l'ancienne URSS), par ses ressources naturelles et par sa population, sans compter son armée, qui, malgré la démocratisation actuelle est toujours la plus forte du continent.

Elle reste ensuite une composante essentielle de la stabilité (ou de l'instabilité) en Europe. Elle est enfin un interlocuteur irremplaçable dans la constitution d'un système de sécurité en Europe, et son action sera d'autant plus utile que les dirigeants de Moscou réussiront à associer leur politique extérieure sur les principes de la coopération à la sécurité des nations occidentales. La Russie est donc un pays avec lequel il faudra compter à l'avenir, même si, et surtout, le jeu des alliances changeantes qui a conduit à deux guerres mondiales en moins d'un siècle est définitivement abandonné.

S'ancrer à l'Europe

Cette recherche d'une nouvelle identité russe se heurte actuellement aux contradictions liées à la dissolution de l'Union soviétique. Vouloir rompre avec la pratique communiste, la Russie ne peut trouver dans le passé de référence démocratique. Pour elle, le retour à la tradition comporte le risque d'une orientation à la fois impérialiste et anti-occidentale, à un moment où justement elle voudrait s'ancrer à l'Europe et définir avec les autres peuples de l'ex-empire des liens fondés sur le respect mutuel des droits. Sera-t-elle simplement une nation parmi les autres, comme la Turquie kémaliste a réussi à l'être après la dissolution de l'Empire ottoman ? Ou la tradition coloniale tsariste sera-t-elle la plus forte ?

Avec les Etats de l'ancien glacis d'Europe centrale, il est assez aisé d'emprunter la première voie, mais c'est beaucoup plus difficile avec les Républiques de l'ex-URSS, où vivent encore disséminés vingt-cinq millions de Russes. Pour couper court aux critiques qui l'accusent d'abandonner

des compatriotes, Boris Eltsine est monté au créneau pour défendre les Russes de Moldavie et d'ailleurs.

Son ministre des affaires étrangères, sans exclure des modifications de frontières, veut que les différends soient résolus pacifiquement, mais les déclarations de bonnes intentions des dirigeants de Moscou et des autres Républiques n'ont pas mis fin aux violences. Des généraux récemment promus par Boris Eltsine ont eu des propos faisant craindre une nouvelle mutation de la « doctrine Brejnev », qui donnerait à l'armée russe le droit d'intervenir dans toute l'ancienne Union soviétique pour y défendre non plus le socialisme menacé, mais les intérêts des Russes.

Or des dizaines de milliers de soldats de l'ancienne armée rouge se trouvent encore dans les Républiques « périphériques » sans être soumis au pouvoir local. Dans les Etats baltes, les négociations sur le retrait des troupes russes et la fermeture des bases sont dans l'impasse. Boris Eltsine a promis qu'elles partiront « pas d'ici deux ans » comme le demande le président lituanien Landsbergis, mais à une échéance plus lointaine et non précise. Divers prétextes sont invoqués pour justifier ces attermoissements, mais implicitement il s'agit bien pour Moscou de préserver des intérêts stratégiques et garder un moyen de pression sur des gouvernements indépendants.

Autant que sur les réformes économiques, c'est sur ses relations avec les Etats voisins nouvellement indépendants que Boris Eltsine doit être jugé par la communauté internationale. Comme l'a déclaré Andréi Kozirev, « la démocratie à l'intérieur et les méthodes du national-communisme à l'extérieur sont incompatibles ». L'avertissement s'adressait à quelques nostalgiques de la Grande Russie qui font le poids des difficultés économiques. Mais les Occidentaux qui s'interrogent sur l'appartenance de la Russie à l'Europe doivent également être intrigués sur ces critères.

DANIEL VERNET

L'ALGERIE DECHIRÉE

Rachid Boudjedra

FIS de la haine

Denoël

DIPLOMATIE

Le sommet des sept pays les plus industrialisés à Munich

Les mesures de sécurité suscitent de nombreuses critiques

MUNICH

de notre envoyé spécial

« Fanfanes et scènes de violence : c'est le sommet ». Une honte pour Munich : les journaux populaires de la capitale bavaroise n'allaient pas de main morte, mardi matin 7 juillet, pour dénoncer l'attitude des forces de police dans les opérations de maintien de l'ordre.

Le trop-plein de sécurité aux abords des lieux de réunion du G7, dans le cœur historique de Munich, où neuf mille policiers, hommes et femmes, traquent les bandes au détecteur pour éviter le moindre risque, suscite un début de polémique contre le gouvernement conservateur de Bavière.

Placées sous la responsabilité du chef de la police de la ville, les forces de l'ordre régionales avaient bloqué derrière l'hôtel de ville, pendant plusieurs heures lundi matin, quelques centaines de manifestants qui avaient tenté de troubler les cérémonies d'ouverture du sommet. Sous les yeux de l'un des maires adjoints de la ville, M. Christian Ude, qui menace de déposer une plainte contre un policier, des manifestants ont été vio-

lemment matraqués avant d'être embarqués. Le ministre-président de Bavière, M. Max Streibl, qui est l'un des dirigeants de la CSU bavaroise (aile droite de la coalition gouvernementale allemande), réagit apparemment de donner l'image d'une Bavière idyllique, avec ses associations folkloriques invitées à accueillir ses hôtes. Les consignes étaient strictes. Deux jeunes gens ont été emmenés sans ménagement pour avoir lancé du troïtoir un « US go home » sonore à l'arrivée du président Bush.

Un ancien député est-allemand, invité comme observateur, a interpellé le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Dieter Vogel, au cours d'une conférence de presse pour protester contre ces attitudes trop répressives. 482 personnes au total ont été interpellées au cours de la journée. Elles ont été relâchées au compte-gouttes dans la soirée après un contrôle d'identité au siège de la police municipale. Selon un avocat, cinq manifestants traduits en flagrant délit pour troubles de l'ordre public, ont été acquittés par leur juge au nom du droit de manifestation.

HENRI DE BRESSON

Bière et saucisses pour M. Mitterrand

Lundi, au terme de la longue séance de travail qu'il venait d'avoir avec ses partenaires du sommet des pays industrialisés, le président François Mitterrand a choisi de quitter à pied la « Residenz » où se déroula la conférence pour une promenade dans les rues de Munich, au milieu d'une foule qui se montrait surprise de le voir ainsi déambuler.

Après plus d'une demi-heure de marche, il est entré dans la brasserie « Dosnri », où il a consommé les traditionnelles saucisses et une choppe de bière, tandis qu'un orchestre bavarois jouait des airs d'accordéon. La clientèle, nombreuse en cette fin de journée, ne

paraissait pas le moins du monde perturbée par la présence du président français. Seuls deux ou trois Munichois sont venus lui serrer la main, tandis qu'un troisième lui demandait un autographe.

En quittant la brasserie, au bout de trois quarts d'heure, M. Mitterrand a eu droit aux applaudissements des clients et du personnel et à quelques « Vive la France ! », lancés ça et là sur son passage. Aussitôt après cette promenade improvisée, le chef de l'Etat est rentré à pied à son hôtel avant d'aller retrouver les chefs d'Etat et de gouvernement pour leur premier dîner de travail. — (AFP.)

L'avenir de l'aviation de combat européenne

Londres se bat le dos au mur pour sauver l'EFA

Le gouvernement britannique s'efforce de faire revenir les Allemands au sein du « club » à quatre formé pour le développement de l'aviation de combat européen, et de convaincre les Italiens et les Espagnols de ne pas en sortir.

LONDRES

de notre correspondant

Le divorce apparaît sans retour entre l'Allemagne et le Royaume-Uni s'agissant de l'avenir de l'aviation de combat européen (EFA), la visite effectuée, lundi 6 juillet, à Londres par le ministre allemand de la Défense, M. Volker Rühe, n'ayant servi qu'à souligner l'étendue des désaccords.

L'Allemagne ne veut plus d'un avion qu'elle considère comme trop cher et inadapté au nouvel environnement international, alors que Londres fait mine de croire que tout peut être encore sauvé avec de judicieuses économies. Ce dialogue de sourds était manifeste au cours des conférences de presse tenues séparément par les deux ministres de la Défense. Dépasser le débat, prendre son temps : telle est la stratégie de M. Malcolm Rifkind, le ministre britannique de la Défense. Rien n'est pressé, s'il est assuré, « nous n'avons pas besoin d'aboutir à une décision la semaine prochaine, mais seulement au cours de l'année prochaine ».

Une position « illogique »

« Essayons de voir, a-t-il ajouté, si nous pouvons adapter l'EFA ». Des « économies substantielles ont été mises à jour ces deux derniers mois, on peut en trouver d'autres ». Autre discours, côté allemand : « Il n'est pas possible d'alléger (financièrement) l'EFA, nous l'avons déjà fait », affirme M. Rühe. C'est comme si, ayant besoin d'une Mercedes ou d'une Rolls-Royce, vous décidiez de faire des économies, de vous passer des roues, cela n'a aucun sens. Outre la question du coût du programme, M. Rühe souligne que « la menace a changé », et qu'il est tout aussi utile pour l'Allemagne de « réserver un peu d'argent » à d'autres systèmes de défense, notamment les missiles.

Selon Bonn, la seule manière de sauver le « club » des quatre pays (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et Espagne) qui se sont associés pour construire l'EFA est donc d'envisager un avion radicalement nouveau, éventuellement en y associant d'autres partenaires, comme la France. Dans l'immédiat, l'Allemagne ne semble pas prête à verser de nouvelles contributions financières, y compris pour la phase de développement. M. Rifkind n'hésite pas à qualifier cette position de « vraiment illogique », notamment parce qu'elle revient à considérer que les quelques 5 milliards de livres (1) d'argent du contributeur qui ont déjà été dépensés au cours de la phase de développement l'ont été en pure perte, sans compter sept années de travail pour rien.

Londres se bat manifestement le dos au mur pour sauver l'EFA. A Munich, au sommet des sept pays les plus industrialisés (G7) le premier ministre britannique, M. John Major, a eu des entretiens difficiles à ce sujet avec son homologue italien, M. Giuliano Amato, et tout laisse penser qu'il en sera de même lorsqu'il rencontrera jeudi, à Helsinki, à l'occasion de la réunion de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. A Rome, comme à Madrid, les considérations budgétaires prennent de plus en plus d'importance depuis l'annonce du retrait allemand. D'autant que Britanniques et Allemands ne sont pas d'accord sur le coût unitaire et final de l'EFA : Londres parle de 45 millions de livres, Bonn de 69 millions de livres.

La position de M. Rifkind est d'autant plus incertaine qu'au sein même du gouvernement britannique, l'unité n'est pas là. La situation économique de la Grande-Bretagne reste préoccupante, et le principal problème auquel est confronté M. Major est de réduire le déficit grandissant des finances publiques. Le Trésor reçoit actuellement les dépenses de chaque ministre et l'on prête à M. Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier, la volonté de réduire de façon drastique le coût du projet d'aviation de combat européen.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 10 francs.

Des « moyens militaires » ne sont pas exclus pour assurer l'aide humanitaire en Bosnie

Les sept pays les plus industrialisés, réunis à Munich, d'accord pas un recours à la force militaire si les opérations de secours actuellement en cours en Bosnie-Herzégovine sont menacées par les parties en conflit.

Dans un communiqué commun, publié mardi 7 juillet, les Sept condamnent le « blocus de Sarajevo », demandent la fin immédiate des bombardements et précisent que si les belligérants refusent « de coopérer pleinement avec les Nations unies, nous pensons que le Conseil de sécurité devrait examiner d'autres mesures, sans exclure les moyens militaires, afin d'atteindre ses objectifs humanitaires ». Les Sept souli-

gnent également que « toutes les parties [ont] contribué à la situation actuelle », même si « la plus grande part de responsabilité revient aux dirigeants serbes et à l'armée yougoslave qui les contrôlent ».

Autre priorité : la défense des minorités. Après avoir réaffirmé leur soutien aux divers initiatives de paix déployées par la Communauté européenne et l'ONU, les participants du sommet de Munich envisagent, éventuellement, « la tenue d'une conférence internationale qui se saisirait des questions en suspens, notamment celles relatives aux minorités ». Le communiqué a été particulièrement ferme en ce qui concerne la

province du Kosovo, rattachée à la République de Serbie mais majoritairement peuplée d'Albanais de souche. Les Sept mettent en garde Belgrade contre « toute nouvelle répression au Kosovo » et demandent l'ouverture d'un « dialogue sérieux (...) en vue de définir un statut d'autonomie » pour cette province.

Les Etats-Unis ont, par ailleurs, précisé qu'ils étaient prêts à déployer des forces navales et aériennes pour protéger la mise en place de corridors terrestres pour acheminer l'aide alimentaire à Sarajevo et, éventuellement, à d'autres régions de la Bosnie-Herzégovine, à l'indiqué un responsable de la délégation américaine à Munich. « Si l'opération de l'ONU échoue, a-t-il poursuivi, nous sommes prêts à appeler le Conseil de sécurité à autoriser d'autres moyens, y compris la force militaire ». Jusqu'à présent, les Etats-Unis n'avaient évoqué une telle possibilité que pour la protection des opérations à l'aéroport de Sarajevo.

La télévision de la capitale bosnienne a en outre annoncé, lundi soir, que le président de Bosnie-Herzégovine, le musulman M. Alija Izetbegovic, s'entretenait jeudi avec M. George Bush à Helsinki, en marge de la réunion de la CSCE. — (Reuters, AFP, AP.)

AFRIQUE

Angola : les retrouvailles avec l'Afrique du Sud

Les ennemis d'hier « nettoient » ensemble le territoire qu'ils avaient miné et s'apprentent à échanger des ambassadeurs

LUANDA

de notre envoyé spécial

Sept kilos d'explosif, et le carrosse de voiture, qui servait de repère, disparaît dans les airs. Trente secondes plus tard, un champignon de poussière monte en grosses volutes dans un ciel bleu d'hiver austral. La détonation suit, assourdissante. Le sol frémit. Deux cent quatre-vingt kilos d'explosif viennent de nettoyer un champ de mines de 900 mètres carrés. Les instructeurs sud-africains sont fiers de leurs élèves angolais. A l'abri du souffle, au pied d'un baobab gigantesque, quatre-vingts journalistes, venus spécialement de Johannesburg, pourrout témoigner de l'efficacité de la coopération militaire entre l'Angola et l'Afrique du Sud.

Hier, ennemis, les deux pays sont aujourd'hui sur le point d'établir des relations diplomatiques. Le drapeau sud-africain flotte déjà à Luanda, sur un bâtiment entièrement rénové. Un vol régulier des South African Airways relie tous les lundis Johannesburg à Luanda, et une seconde liaison hebdomadaire est prévue dans les prochaines semaines. Les avions sont pleins : un tiers de Zairais, commerçants et trafiquants, un tiers d'hommes d'affaires sud-africains et un tiers de Portugais d'origine angolaise, établis en Afrique du Sud et tentés par le retour. Le cocktail traduit l'intérêt réciproque de deux pays aux économies complémentaires.

Dès que les élections pluralistes de fin septembre auront levé les incertitudes qui persistent en Angola, Luanda et Pretoria nommeront des

ambassadeurs. Pendant seize ans de guerre civile, les deux pays se sont affrontés. L'Afrique du Sud, inquiète du « péril communiste », soutenait financièrement, logiquement et militairement les troupes de l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNLTA) de Jonas Savimbi, le champion de l'Occident, contre l'armée gouvernementale du Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir) appuyée par l'Union soviétique et des dizaines de milliers de soldats cubains. Ni vainqueurs, ni vaincus.

Les blindés au musée

Le MPLA n'est jamais venu à bout du « rebelle » Jonas Savimbi. L'UNLTA n'a jamais réussi à renverser le parti marxiste au pouvoir. Directement impliquée dans le conflit, l'armée sud-africaine a connu quelques succès. Elle a aussi essuyé de cuisantes défaites, notamment à Cuito Cuanavale.

L'effondrement du bloc de l'Est et la fin de la guerre froide ont mis fin à ce conflit anglo-sud-africain. L'accord de New-York, en 1988, a été suivi d'effet : les Cubains et les Sud-Africains se sont progressivement retirés du pays et la Namibie a obtenu son indépendance de Pretoria. Sous les pressions conjuguées de Washington et de Moscou, le MPLA et l'UNLTA ont fini par signer un cessez-le-feu, puis un accord de paix, à Lisbonne.

Un nombre record de mutilés

La collaboration militaire entre les deux pays est née d'une proposition du président Frederik De Klerk au président Jose Eduardo dos Santos, en novembre 1989. Les anciens ennemis se sont engagés à fournir toutes les informations concernant la

localisation des champs de mines. La formation, par les Sud-Africains, de quarante-quatre militaires angolais issus, en nombre équivalent, des forces régulières et des troupes de l'UNITA, a débuté le 22 avril. Au terme d'un stage de neuf semaines, ces militaires angolais seront à leur tour en mesure de former d'autres soldats aux techniques de repérage, d'identification et de destruction des mines. Car il n'est pas question pour les instructeurs sud-africains de désamorcer ces engins dont beaucoup ont été piégés.

Plusieurs centaines de milliers de mines, encore enfouies dans le sol angolais, menacent les populations civiles et ralentissent le retour à une vie normale. Depuis la signature des accords de paix, plus de cinquante mille engins antipersonnel et antichars ont été neutralisés au cours de campagnes très risquées. Trente-trois soldats ont été tués, des mines non repérées au cours de ces opérations. Huit d'entre eux ont été tués. L'Angola est l'un des pays au monde ayant le plus grand nombre de mutilés par rapport à sa population.

Les champs de mines n'ont pas tous fait l'objet de relevés systématiques. « Il nous faudra au moins vingt ans pour nettoyer le territoire », reconnaît le général Heider Cruz. La paix et la démocratisation du pays ne sont donc pas synonymes de sécurité. Une réalité dont la population angolaise devra tenir compte le temps d'une génération.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

EN BREF

■ AFGHANISTAN : le nouveau premier ministre est arrivé à Kaboul.

■ Le nouveau premier ministre afghan, membre du parti fondamentaliste Hezb-i-Islami, est arrivé à Kaboul, lundi 6 juillet. M. Abdul Sabur Fared, un Tadjik de quarante ans, a déclaré à son arrivée : « Pendant quarante ans de guerre, le peuple afghan a souffert des atrocités infligées par un pouvoir athée et communiste (...). Les hommes qui ont combattu contre les moudjahidins ne serviront pas à nos côtés », a-t-il ajouté, faisant allusion aux généraux de Kaboul ralliés au nouveau pouvoir. D'autre part, le Conseil de direction des moudjahidins a adopté un nouveau drapeau national rouge, blanc et noir portant les inscriptions « Dieu est grand » et « Il n'y a d'autre dieu qu'Allah et Mohamed est son prophète ». — (AFP, Reuters.)

■ CHINE : le principal collaborateur de M. Zhu Ziyang va passer en jugement. — M. Bao Tong, principal collaborateur de l'ancien secrétaire général du PC chinois Zhu Ziyang — limogé après la répression du printemps de Pékin en juin 1989 — va passer prochainement en jugement, a indiqué son fils, qui se trouve aux Etats-Unis. Emprisonné depuis plus de trois ans, M. Bao est accusé d'« incitation à la contre-révolution ». Son procès devrait être le premier procès politique à ce niveau depuis celui de la « bande des quatre » en 1980-1981. Le département d'Etat américain a demandé qu'il « soit jugé de façon impartiale ». — (AFP.)

■ COMORES : limogeage du premier ministre. — Le président Saïd Mohamed Djohar a démis de ses fonctions, vendredi 3 juillet, le premier ministre, M. Mohamed Taki Abdoukarim. Ce dernier, candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, avait été accusé par M. Djohar d'avoir nommé, comme conseiller spécial pour les investissements à l'étranger, un ancien mercenaire français, M. Patrick Klein, compagnon de baroud de M. Bob Denard. La plupart des anciens mercenaires avaient dû quitter l'archipel, après l'assassinat de feu le président Abdallah, fin 1989. — (Reuters.)

■ CONGO : nouvelles élections législatives. — Le deuxième tour des élections législatives aura lieu le 19 juillet, selon le nouveau calendrier électoral adopté lundi 6 juillet par le Conseil supérieur de la République, organe législatif de transition. Les élections sénatoriales, décidées d'une semaine, sont prévues pour le 26 juillet et les deux tours de l'élection présidentielle auront lieu les 2 et 16 août. — (AFP, Reuters.)

■ ETHIOPIE : les funérailles de l'ex-empereur Haile Selassié sont reportées. — Le mouvement monarchiste éthiopien Moa-Ambessa a annoncé, dimanche 5 juillet, le report à une date indéterminée des funérailles de l'ex-empereur Haile Selassié, qui devaient avoir lieu le 23 juillet. Selon des sources proches du mouvement, ce report serait dû au refus du gouvernement de transition d'en faire un événement de portée nationale. — (AFP.)

■ GUINÉE-ÉQUATORIALE : arrestation de cinq membres de l'opposition. — Dans les milieux politiques en exil à Libreville (Gabon), on a indiqué, lundi 6 juillet, que cinq membres de l'Union populaire (UP), un parti d'opposition légalisé en mai, avaient été arrêtés par la police quelques jours plus tôt à Ebebyin, dans le nord de la partie continentale du pays. Ils auraient été interpellés alors qu'ils tentaient d'organiser une réunion de leur parti. — (AFP.)

■ HONGKONG : pas d'accord entre Londres et Pékin sur le nouvel aéroport. — Les premières négociations sino-britanniques à haut niveau sur le financement du futur aéroport de Hongkong se sont achevées, lundi 6 juillet, sur un constat de désaccord. « Nous avons fait des progrès, mais nous n'avons pas résolu nos problèmes » car « la partie chinoise a soulevé un nombre important de questions », a déclaré l'envoyé spécial de M. John Major, Sir John Coles. Ce qui n'a pas empêché un responsable du Bureau chinois des affaires de Hongkong et Macao d'affirmer que « la partie chinoise est optimiste ». — (AFP.)

■ MOZAMBIQUE : le chef de la RENAMO se déclare prêt à un cessez-le-feu. — Le chef de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), M. Afonso Dhlakama, s'est déclaré prêt, samedi 4 juillet, à un cessez-le-feu « immédiat », s'il obtenait la garantie qu'aucune représaille ne serait exercée contre ses troupes. « Nous pouvons ensemble, entre frères, trouver une solution car

cette guerre est néfaste pour le Mozambique et pour toute la région », a déclaré M. Dhlakama lors d'une conférence de presse à Gaborone, la capitale du Botswana, après un entretien avec les présidents Robert Mugabe du Zimbabwe et Quett Masire du Botswana. — (AFP.)

■ NIGÉRIA : le Parti social-démocrate largement majoritaire. — Le Parti social-démocrate (PSD), l'un des deux partis en lice lors des élections législatives du samedi 4 juillet (le Monde daté 5-6 juillet), a obtenu la majorité absolue dans le futur Sénat et la future Chambre des représentants, selon les résultats partiels diffusés lundi à Abuja. Au Sénat, le PSD a remporté, en l'état des résultats, 47 sièges sur 91, tandis que la Convention nationale républicaine (CNR) n'a obtenu que 32 sièges. A la Chambre des représentants, le PSD a obtenu 305 sièges, et la CNR 259, sur un total de 569. — (AFP.)

■ Constitution d'une Union interafricaine des droits de l'homme. — Réunies à Ouagadougou, une vingtaine d'organisations africaines ont constitué, samedi 4 juillet, une Union interafricaine des droits de l'homme (UIDH). Le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, M. René Dégni-Ségui, qui purge actuellement une peine de deux ans de détention, a été nommé à la vice-présidence du bureau de coordination. — (AFP.)

150-44-00

سكنا عن الاموال

EUROPE

Pour assurer la sécurité de l'acheminement des vivres vers la capitale de la Bosnie

L'ONU tente de mettre en place des couloirs humanitaires entre l'aéroport de Sarajevo et le centre-ville

La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a entamé, lundi 6 juillet, des négociations avec les Serbes, les Bosniaques et les Croates pour l'établissement de deux corridors « sûrs » permettant d'acheminer l'aide humanitaire de l'aéroport de Sarajevo au centre-ville, distant de huit kilomètres.

Le négociateur de la FORPRONU, le colonel Jones, commandant le bataillon canadien, doit obtenir de ses interlocuteurs le démantèlement des barrières des différentes factions, l'enlèvement des carcasses de véhicules et la mise en place à certains carrefours de transports de troupes blindés

pour dissuader les tireurs isolés. Le porte-parole de la FORPRONU a indiqué que ces négociations n'avaient pas abouti lundi soir et pourraient prendre « plusieurs jours », notamment pour l'un des deux parcours.

Pendant le déroulement de ces entretiens, les forces serbes ont utilisé, lundi, pour la première fois depuis plusieurs jours, leurs plus grosses pièces d'artillerie, des canons de 155 mm, pour bombarder le centre-ville. Malgré de nouveaux tirs de mortiers sur le quartier de Dobrinja, proche de l'aéroport, le pont aérien humanitaire s'est poursuivi à un rythme soutenu. Selon le Haut Commis-

sariat des Nations unies pour les réfugiés, au moins quatre avions ont atterri dans la journée à Sarajevo. Autant d'appareils mobilisés dans le cadre de l'action humanitaire décriée au début du mois de juillet par l'ONU, étaient attendus mardi dans la capitale bosniaque.

Les ambiguïtés du président Tudjman

Selon la télévision croate, la ville stratégique de Derвента, à 160 kilomètres au sud-est de Sarajevo, serait tombée, lundi soir, aux mains des forces serbes après plusieurs mois de combats. Peuplée de cinquante mille habitants, Der-

вента contrôle l'accès à un couloir convoité par les Serbes et les Croates. Grâce à ce couloir, Belgrade veut relancer la Serbie à la Krajina, région de l'est de la Bosnie à majorité serbe, et les Croates souhaitent établir un corridor nord-sud entre les différentes régions de Bosnie qu'ils contrôlent.

Par ailleurs, le président croate, M. Franjo Tudjman, a tenté, lundi, de rassurer son homologue bosniaque, M. Alija Izetbegovic, en affirmant que l'intégrité territoriale de sa République n'était pas remise en cause. Une déclaration qui survient après l'annonce, vendredi, de la formation d'une

« Communauté croate d'Hercegovina » dans le sud de la Bosnie-Herzégovine. Cette entité, dotée de tous les attributs d'un Etat, y compris de forces armées, a été proclamée par une faction radicale des Croates de Bosnie. Toutefois, le président Tudjman s'est montré

ambigu en accusant « certaines parties de la direction musulmane » de provoquer « par des tentatives unitaristes » l'émigration, parmi les croates bosniaques, d'initiatives tendant au rattachement de zones croates à la « patrie mère ». — (AFP, Reuters.)

Deux intellectuels dans les ruines de la ville

Le théâtre comme combat

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Que faire quand on est un habitant de Sarajevo, que l'on veut « agir », mais que l'on n'a pas d'armes ? Que faire, quand on est un intellectuel égaré dans la barbarie, un écrivain, un homme de théâtre en mal d'action ? Dubravko Bibanovic et Safet Plakalo ont trouvé la réponse. Le premier, quarante-trois ans, est metteur en scène, le second est un écrivain de quarante-deux ans.

Ensemble, ils ont écrit une pièce sur le thème, le dilemme plutôt, qui les obsède : que faire — et faut-il faire quelque chose — aujourd'hui, lorsque l'on est un intellectuel de Sarajevo bloqué, comme des centaines de milliers d'autres habitants de la capitale bosniaque, dans un abri ?

L'abri, tel est d'ailleurs le nom de la pièce de Dubravko Bibanovic et Safet Plakalo, décrivant leurs propres personnages — un metteur en scène et un écrivain — qui s'affrontent sur la question : « Faut-il ou non faire quelque chose ? » L'un, le metteur en scène, veut obliger l'autre, l'écrivain, à lui écrire une pièce. Ce dernier résiste, veut traiter la proposition de son interlocuteur par la dérision, le cynisme, la provocation, à coup de citations de Shakespeare ou de Beckett. L'échange, le débat, la dispute, d'écritures, de ce que l'ordre leur soit donné de... créer une pièce. Le dilemme est dépassé.

« Se donner à la vie »

« La pièce prouve qu'il faut agir, se donner à la vie, ne jamais baisser les bras », explique Dubravko Bibanovic, planté sur sa « scène », qui est également sa chambre à coucher, son appartement, son abri, depuis que sa maison a été détruite par les obus. Pour l'heure, la salle de théâtre-appartement-abri est bondée, enfumée, emplit de conversations.

C'est que les répétitions de l'abri ont dû être repoussées de quelques jours pour cause de tournoi d'échecs. Les joueurs, eux, tentent, difficilement, de se concentrer dans le brouhaha, car les habitudes du « cabaret du théâtre de la jeunesse », où l'on se trouve, n'ont pas renoncé à leur rendez-vous autour d'un vin blanc ou d'une eau-de-vie. Outre l'occasion de se retrouver entre artistes, le lieu offre l'avantage

d'être sûr : c'est un sous-sol du centre-ville, perdu dans un dédale de rues aux immeubles noircis, endommagés. Au moins, ici, n'entend-on pas les explosions sourdes, les longues rafales qui rappellent la guerre.

Barbu, cheveux longs, Dubravko Bibanovic parle calmement au milieu de sa « scène », dont il faudra, le jour venu, qu'il retire son matelas. « Notre pièce prouve que le théâtre est vital et peut s'adapter à toutes les situations », dit-il. Dubravko espère pouvoir donner les premières représentations fin juillet. Mais, s'il refuse, dans un premier temps, de faire quelques commentaires politiques que ce soit sur la guerre — « Je suis un artiste », — il finit par « craquer » et s'excuse de ce qu'il va dire.

Et il le dit avec, toujours, le même calme : « Il est hypocrite de la part de la communauté internationale de nous envoyer une aide alimentaire, comme de l'eau ou du lait, dont nous n'avons pas besoin. En revanche, si le monde veut véritablement nous aider, qu'il nous envoie des armes. Nous avons besoin d'armes ; le reste, nous pouvons toujours nous le procurer. »

Y. H.

L'aide, camion après camion...

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Enclavé croate aux portes de Sarajevo, Stup est une véritable plaque tournante humanitaire ayant permis, depuis près de deux mois, de maintenir un fil d'aide vitale à la population de la capitale bosniaque assiégée par les forces serbes. Le Père Stipan, petit curé discret d'une paroisse s'étendant sur plusieurs quartiers — croates et serbes — en reste l'âme et l'organisateur scrupuleux.

Depuis son presbytère, à quelques mètres d'une mine aux portes noircies qui, jusqu'à ce que les obus serbes la détruisent le 14 mai dernier, fut son église, il anime un vaste réseau d'aide discrète appuyé sur l'infrastructure Caritas... Camion après camion, il a réussi à établir un corridor humanitaire qui, de Split sur la côte dalmate, arrive à Sarajevo et ses faubourgs, en passant par les lignes

serbes. Pour mener à bien sa mission, le père Stipan joue l'écuménisme sans réserve. Son principal interlocuteur, de « l'autre côté », est son homologue orthodoxe d'Iliđa, place forte serbe, qui pouvait lui apporter son aide pour les camions Caritas. Résultat : on négocie et on partage le contenu d'une partie va, par l'intermédiaire de l'Eglise orthodoxe, à la population serbe locale en fonction de ses besoins. Grâce à cet échange de bons procédés — partage contre passage, — le Père Stipan est arrivé à assurer un minimum de vivres pour la population prise au piège.

Un répit précaire

Sans commune mesure avec les moyens récemment déployés par la communauté internationale via l'aéroport, le travail de l'homme de Stipan ainsi que celui de l'associa-

tion humanitaire musulmane Merhamet n'en ont pas moins permis, bien avant le « pont aérien » étranger, de maintenir le flux de vivres. Depuis près d'une semaine maintenant, l'acheminement de l'aide bénéficie de la réouverture de l'aéroport de Sarajevo sous contrôle de l'ONU : un lien encore soumis à la menace des canons serbes que les Nations unies n'ont toujours pu écarter suffisamment des pistes, comme en attestent de régulières bombardements dans la région de l'aéroport. Reste qu'une dizaine d'avions-cargos en moyenne parviennent à se poser quotidiennement.

Vivres et médicaments peuvent ensuite atteindre la ville grâce au déploiement des blindés canadiens le long de la route et à certains carrefours. Des convois visibles de loin mais qui ne parviennent pas à rassurer la population. Celle-ci en aurait pourtant grandement besoin, nom-

breux étant ceux à ne se faire aucune illusion sur l'avenir, à ne voir aucun motif pour que les combats cessent du jour au lendemain en l'absence de tout règlement politique, à ne voir aucune raison pour que les Serbes renoncent soudain à leurs objectifs territoriaux.

Le répit actuel — tout relatif — n'est que « le calme avant la tempête », estime Meira, une habitante de Sarajevo qui se rassure en pensant que cela fait déjà cinq jours qu'elle ne passe plus toutes ses nuits dans un abri, qu'elle peut, de temps à autre, se servir d'un fil d'eau et bénéficier de quelques heures d'électricité. Les « canons bleus » à Sarajevo ? « A leur arrivée, cela a été comme le soleil ; mais maintenant, je ne vois pas à quoi ils peuvent servir. » Régulièrement, explosions et rafales retentissent dans la cuvette de Sarajevo.

YVES HELLER

DIAGONALES

L'ILIOUCHINE portant la marque bleu roi de Médecins du monde vire sec au-dessus de Sarajevo. L'ailé salue de kérouane les toits calcinés des maisons proches de l'aéroport. L'avion pique brutalement vers la piste, train rentré.

L'état-major des Nations unies a autorisé, samedi 4 juillet, ce premier vol humanitaire civil, moyennant certaines précautions. Dans l'axe du terrain, on distingue nettement des canons et des chars serbes prêts à faire un carton facile sur les appareils en approche. L'équipage a reçu de la tour la consigne de pouvoir reprendre de l'altitude au dernier moment, en cas de tir.

Apparemment, les forces serbes ont renoncé à compromettre le trafic par air. Sur l'axe de parking, que quadrillent les blindés blancs de l'ONU, seules s'entendent quelques rafales d'armes automatiques parties d'on ne sait où, visant on ne sait quoi. Le débarquement du fret peut commencer, tandis que, sur les toits de l'aéroport dévasté, les « casques bleus » français, des commandos de marine, scrutent à la jumelle les nids invisibles de « snipers ».

Les douze tonnes de vivres et les trois tonnes de médicaments de notre chargement vont être acheminées en ville par camions sous escorte. Des associations caritatives de toutes origines et religions assureront la distribution selon un écuménisme exemplaire, comparé à l'intolérance ambiante. Dimanche, ont suivi des arrivages grecs, norvégiens, italiens. Le libre arrivage de l'aide humanitaire semble un fait acquis.

Ce pont aérien présente moins de dangers que les convois routiers, mais il sera limité tôt ou tard par son prix, six à huit fois supérieur. Le vol de samedi n'a pas coûté moins de 125 000 F.

Encore les dirigeants de Médecins du monde avaient-ils calculé au plus juste, dans un souci qui nous change des mentalités administratives et mérite d'être connu de leurs bienfaiteurs. Les compagnies aériennes de la Communauté européenne exigeaient une surprime de risque de 200 000 dollars par rotation, soit plus de 1 million de francs : c'est comme ça, les pays riches !

Seule a soumissionné une obscure société à capitaux japonais, volant sur avions russes à bout de bord, avec des équipages polonais. L'avion-cargo venu de Varsovie et chargé à Paris dans la nuit répond au mystérieux prénom d'Hubert. Tous les avions ne peuvent pas s'appeler Château-de-Chambord !

Les lieux voués au luxe supportent moins bien le sacage que les autres. Dans l'aéroport de Sarajevo, les pancartes qui veillaient hier au confort et à la joie des skieurs ou des touristes n'indiquent plus, absurdement, que des tas de

Autre chose que les mots

verre pilé, des débris fumants, des comptoirs éventrés, des papiers volants, des chambres improvisées à l'abri de matelas et de sacs de sable. La vie militaire en état d'alerte a installé ses repères habituels, ses gais de chiffonniers, ses odeurs de graisse et de godasses, ses allées et venues silencieuses, ses ordres brefs, ses regards de tension amicale.

Tous engagés, les quatre cents membres du détachement français, le plus nombreux après les Canadiens, affichent une imposante plénitude. Tel officier devait démentir ces jours-ci, tel soldat allait se marier : et les ravails casqués de bleu, chargés de ne pas tenir pour inexorable et fatale la vieille bêtise de la violence.

Techniquement, la tâche est subtile. Il n'y a pas un « ennemi », mais plusieurs, imbriqués et n'affichant, hormis la rage de s'entr'exterminer, aucune tactique lisible sur le terrain. Ce coup de feu ou de mortier dans la nuit vise-t-il à « tester » le dispositif de l'ONU, saule-t-il le mort d'un Serbe ou d'un Musulman, la visite jugée désagréable de lord Carrington, ou le temps fort d'une beuverie ? La consigne est de ne répliquer qu'en cas de légitime défense, de tir à tuer. Le cas (croisons les doigts) ne s'est pas encore produit. Aucune antenne chirurgicale ne permettrait d'y faire face, pour l'instant. Si une offensive en règle se dessinait, on voit mal quelle riposte pourrait s'ensuivre.

La cuvette de Sarajevo évoque à s'y méprendre le piège de Dien Bien Phu, que les officiers, même supérieurs, n'ont pas connu — ils étaient à peine nés, — mais qui fait tristement partie de la mémoire militaire. Sur les crêtes alentour, des engins de fort calibre prennent position sans se cacher, menaçant l'ensemble du site. Comment les neutraliser sans risque de mettre le feu à la poudrière ? Comment s'opposer au droit des peuples, jamais proscrit ni prescrit, de s'étriper ?

Rouvrir la voie à l'aide civile était un devoir. Seul, ce devoir ne résout rien.

Dans l'iliouchine polono-nippon de retour vers Paris, Gilles Brucker, président de Médecins du monde, s'interroge sur les limites et les sources de malentendus de l'action humanitaire.

Bien sûr, celle-ci doit être poursuivie, développée, protégée ; y compris au-delà de Sarajevo, par exemple à Split, escale de retour, où 15 000 réfugiés bosniaques et croates, entas-

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

sés au stade, survivent dans des conditions d'hygiène plus que précaires. Mais l'« humanitaire » ne suffit pas. Comme le remarquait une habitante de Sarajevo, au plus fort du blocus et des bombardements : « A quoi bon recevoir un sandwich le matin, si c'est pour être abattu le soir ? »

« Nous n'avons pas le monopole de la générosité et de la solidarité », admet Gilles Brucker. Mais il faudrait que les politiques, au lieu de faire notre travail, fassent le leur, qui est de régler le conflit. Or aucune formation, dans l'opposition comme dans la majorité, ne propose de solution.

Jean-François Deniau, qui a tenu à accompagner ce premier vol civil à Sarajevo, craint que les corridors humanitaires n'équivalent bientôt à des « réserves d'Indiens ». Le scandale des populations prises en otage s'estompe, l'urgence de traiter le problème de fond ne paraît plus aussi évidente.

De plus en plus, l'opinion vit au rythme des événements et des gestes symboliques tels qu'ils sont susceptibles d'intéresser les médias : Vukovar, Dubrovnik, Sarajevo. Les sujets d'indignation et les réactions admirables se succèdent en s'effaçant les uns les autres. Les hommes politiques cherchent plus à faire preuve de bon cœur sous l'œil des caméras qu'à résoudre les crises.

Les préteurs et les monteurs d'images ne se contentent plus de désigner à notre place nos centres d'intérêt et nos dirigeants, selon les critères du spectacle — télévisé, vedettariat, contraste avec les autres « actualités », heures d'écoute —, ils attirent l'ensemble des décideurs et des intellectuels vers ce qui a le plus de chances d'émouvoir les foules, au risque de déconsidérer la politique, de brouiller les devoirs moraux et de ruiner l'aspirat de responsabilité.

Depuis que s'enfèvre l'ex-Yougoslavie, il n'est pas un commentateur qui ne rappelle : et cela se passe à deux heures de Paris ! Que veulent-ils dire par là ? Gare aux balles perdues, à la contagion ? Ou bien : qu'as-tu fait de ton frère, de ton cousin, de ton voisin de palier ?

A deux heures de Sarajevo, des Français prennent en otage d'autres Français afin de conserver le droit de les menacer de mort sur les routes. Sont-ils tellement moins barbares que ces « fous » de Serbes ?

Sur nos autoroutes congestionnées, on ne ramasse pas, comme en Bosnie, des douilles éparpillées — ces aveux d'impulsion dont les guerres jonchent le sol. Mais ici et là-bas les pneus brûlés répandent la même odeur âcre, on sent remonter le même besoin ancestral de faire parler autre chose que les mots.

4000 adresses accueillantes et pas chères

LE GUIDE DU ROUTARD
HOTELS, RESTOS
de FRANCE
89F

LE MONDE diplomatique

Juillet 1992

- **YUGOSLAVIE** : Un banc d'essai de la nouvelle Europe ? La coïncidence myopie de la communauté internationale, par Paul-Marie de La Gorce. — La Serbie en plein désarroi, par Catherine Lutard. — Du projet d'union libre à l'échec de la politique, par Catherine Samary. — La charte et le « gendarme », par Marcel Guérin.
- **ÉTATS-UNIS** : Quand la Maison Blanche est à vendre, par Serge Halimi. — A Canton, Ohio, un monde en sursis, par notre envoyée spéciale Ingrid Carlander.
- **RUSSIE** : Climat de fronde dans la Fédération, par Pierre Clermont.
- **INÉGALITÉS** : De la production des richesses à la production des inégalités, par Denis Clerc. — Recréer l'échange social en France, par Jean-Pierre Bultez. — Opulente Europe aux 53 millions de pauvres, par Anne-Marie Michel.
- **CHINE** : Un capitalisme nommé socialisme, par Roland Lew.
- **ÉCOLOGIE** : Rio, la foudre et le ciel, par Ignacio Ramonet.
- **BANDE DESSINÉE** : En quête de l'Eldorado, découverte du diable blanc, par Philippe Vidier.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

EUROPE

CEI : le sommet de Moscou

Les chefs d'Etat n'ont pu se mettre d'accord sur le statut des forces nucléaires stratégiques

Accord sur quatorze des quinze points inscrits à l'ordre du jour : si l'on s'en tient à cette comptabilité, le sixième sommet des chefs d'Etat de la Communauté des Etats indépendants (CEI), qui s'est tenu lundi 6 juillet à Moscou, aura été un franc succès. Pourtant, le retrait de ce même ordre du jour du problème le plus épineux, à savoir le contrôle des forces nucléaires stratégiques, comme le peu de substance des résolutions adoptées d'autre part incitent à nuancer cette impression positive.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Si le projet de texte commun sur le statut des forces nucléaires stratégiques déployées sur le territoire de quatre des Etats de la CEI (Russie, Ukraine, Kazakhstan, Biélorussie) a été évacué, ce n'est pas faute d'en avoir parlé. Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a en effet répété toute la journée que son pays souhaitait conserver le contrôle « administratif » des forces stratégiques placées sur son territoire, c'est-à-dire la possibilité de recruter les cadres de ces forces, de les payer, de les ravitailler mais aussi de leur faire prêter serment.

Pour les trois autres pays concernés, mais pas pour l'Ukraine, cette volonté est en contradiction avec les engagements pris tant au sein de la CEI que vis-à-vis de la communauté internationale. Le président biélorusse, M. Stanislav Choukhovitch, a pourtant déclaré qu'un accord serait trouvé. « Nous sommes sûrs », a-t-il précisé au cours de la conférence de presse conjointe, qu'un seul Etat nucléaire restera et que ce sera la Russie. M. Boris Eltsine opinait du bonnet.

Maintenant de la zone rouge

Les « Dix » - l'Azerbaïdjan était présent en tant qu'observateur - ont eu aussi des discussions difficiles sur la résolution des conflits internes à leur Communauté. Ils ont toutefois décidé d'accélérer la création des « casques bleus » de la CEI, dont le principe avait déjà été approuvé, et ont donné une semaine à leurs ministres de la défense et des affaires étrangères pour concrétiser cet engagement.

Selon M. Boris Eltsine, ces forces d'interposition devraient être envoyées le plus rapidement possible en Moldavie. Evoquant



le conflit du Haut-Karabakh, le chef de l'Etat arménien, M. Levon Ter-Petrossian, a pour sa part, regretté que « la CEI n'ait aucun mécanisme pour résoudre les conflits interethniques » et que « toutes les déclarations d'aujourd'hui ne restent que des paroles en l'air ».

Dans le domaine économique, les chefs d'Etat de la CEI ont décidé la création d'une cour d'arbitrage et d'un conseil de coordination devant notamment leur permettre d'harmoniser leurs points de vue vis-à-vis de l'extérieur, par exemple pour leurs exportations de matières premières. Ils ont aussi adopté une déclaration sur le maintien de la zone rouge. Même si un pays décide de créer sa propre monnaie, des mécanismes devraient être trouvés pour qu'une telle décision ne mette pas en péril la cohésion de l'ensemble.

Autre point difficile abordé : le partage des biens de l'ex-URSS. Les participants n'ont pu, apparemment, s'entendre sur la répartition des archives. En ce qui concerne la dette de l'ex-URSS, le président russe a déclaré qu'il plaiderait la cause de l'ensemble de la CEI lors de sa rencontre, mercredi, à Munich, avec les dirigeants du G7. Une occasion, pour M. Boris Eltsine, de déridier tous les participants à la conférence de presse finale en déclarant que « le mieux serait, bien entendu, que cette dette soit totalement supprimée ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

NORVÈGE : ancien haut fonctionnaire emprisonné pour espionnage

Arne Treholt a été gracié

STOCKHOLM

de notre correspondant

Vendredi 3 juillet à midi, Arne Treholt, un ex-haut fonctionnaire du ministère norvégien des affaires étrangères condamné en juin 1985 à vingt ans de prison pour espionnage au profit de l'Union soviétique et de l'Irak, était un homme libre. Le roi, en conseil, venait de signer la décision du gouvernement de lui accorder sa grâce, après huit ans de détention, « pour raisons de santé ». L'année dernière, le gouvernement avait refusé une telle décision, en estimant que cela était contraire à la pratique. « Nous avons trouvé maintenant qu'il y avait des motifs plus solides, et la situation était, de ce fait, différente », a indiqué M. Gro Harlem Brundtland, le premier ministre norvégien.

Arne Treholt avait été arrêté le 20 juin 1984 à l'aéroport d'Oslo-Fornebu, alors qu'il s'apprêtait à partir pour Vienne. La police, qui le tenait sous surveillance depuis onze ans, trouvait dans sa serviette des documents confidentiels du ministère des affaires étrangères qu'il entendait remettre à celui qui l'attendait dans la capitale autrichienne, Guennadi Titov, alors général du KGB. Trois jours plus tard, Arne Treholt était inculpé. L'affaire allait provoquer des remous considérables dans la vie politique autrichienne et jeter un froid dans les relations entre Oslo et Moscou, le premier ministre, M. Kaare Willoch, rejetant l'entière

responsabilité du scandale sur l'URSS. Trois diplomates et deux fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Oslo étaient expulsés. Moscou répondait en expulsant deux interprètes norvégiens d'URSS.

Un procès sans précédent

L'instruction de ce procès, sans précédent dans l'histoire de la Norvège, devait durer cinq mois pendant lesquels Arne Treholt fut soumis à plusieurs centaines d'heures d'interrogatoires. Il a toujours maintenu n'avoir jamais remis quelque document ou renseignement que ce soit susceptible de porter atteinte à la sécurité de son pays. Le verdict surpris par sa durée exemplaire, par la suite, que les conditions de détention du prisonnier, considéré comme un risque pour la sécurité de l'Etat.

De sa cellule, Arne Treholt a, du reste, dénoncé dans un ouvrage le régime carcéral norvégien avec

■ ALBANIE : nouvel afflux de candidats au départ. - Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées lundi 6 juillet devant les ambassades occidentales à Tirana pour demander le droit à l'émigration. Les forces de l'ordre ont par ailleurs vainement tenté de disperser quelque quatre mille Albanais rassemblés dans le port de Durres dans l'espoir d'embarquer pour l'Italie. - (AFP).

■ ITALIE : arrestation du président du conseil régional de Vénétie. - Le président démocrate-chrétien du conseil régional de Vénétie, M. Gianfranco Cremonesi, qui serait soupçonné de corruption, a été placé en garde à vue, lundi 6 juillet, dans le cadre d'une enquête sur des pots-de-vin. Cette affaire, a priori, n'a pas de lien direct avec l'affaire des pots-de-vin milanaise. - (Corresp.)

FRANÇOISE NIETO

EUROPÉENS AVANT L'HEURE

Pas de frontière pour les Grünen

SARRELOUIS

de notre envoyé spécial

Au café Wichtig qu'embaument les rosiers grimpants, Joachim Renn, aux lunettes sévères, retrouve comme chaque semaine ses copains Grünen, militants écologistes, Lutz, Gabriel, Robert et Philipp, le géant rouquin du conseil municipal. Allemand, Joachim habite près de Metz et enseigne dans un collège expérimental du Land. Il fut un temps porte-parole de l'Euroregional des Verts, implantée en Lorraine, en Belgique-Sud, au Luxembourg, en Rhénanie-Palatinat et en Sarre. Son épouse, française, vient d'entrer au conseil régional lorrain sur la liste des Verts. Chacun s'exprime dans sa langue, comprenant l'autre : « Un choix ».

Au tour d'un verre dans ce bistrot autogéré, les Grünen racontent leur dernier coup de « Robin des Bois » à leur compère Joachim. Le président-ministre du Land, Oscar Lafontaine, « en rougit de colère ». Ce dernier cumulait discrètement des avantages financiers d'exception. « Scandale, lui qui prône l'austérité ». Les Grünen dévoilèrent le

pot-aux-roses. En pleine session parlementaire, du balcon ouvert au public, ils firent pleuvoir trois cents billets de 1000 marks (un million de FF), couvrant le montant contesté. Les députés tentèrent d'en attraper au vol. Stupeur, sous l'œil des caméras nationales : les coupures étaient contrefaites. Joachim Renn rit à gorge déployée : « Quel style ! ». « De quoi prendre de la graine », commente sobrement son épouse.

« Invasion boche »

Ce sont les mêmes Grünen qui firent du porte-à-porte autour de la centrale nucléaire de Cattenom, pour installer au domicile de familles lorraines françaises une station d'auto-contrôle de radioactivité. Comme celle-ci, à Gravière, dans un placard du couloir, un micro-ordinateur, écran télé et imprimante reliés 24 heures sur 24 à un petit capteur collé à la cheminée du toit. « Invasion boche » hurlèrent quelques Lorrains. Chaque mois, les Grünen relèvent les compteurs et envoient pour analyses les listings à un institut indé-

pendant de Munich. Toujours eux, à battre le campagne pour leurs compagne Véro. Aux dernières Régionales, ils collèrent des affiches et participèrent aux meetings de l'autre côté de cette frontière « qui n'existe pas pour nous. Même objectif, même combat ».

Au-dessus du bar plane le capot rouge d'une estafette VW à l'immatriculation française, dont les phares éclairent la sonde à l'heure du blues tendre pour la foule des jeunes clients. Tout à côté du Wichtig, le hangar reste vide : la mairie, fière d'avoir si bien restauré après les bombardements la maison natale du maréchal Ney, refuse tout permis d'aménagement à ce nid de contestataires. Les Verts peuvent comprendre... Joachim Renn se souvient des tracasseries imposées par les autorités allemandes à son épouse. Au moment du contrôle des changes, de part et d'autre, « ils fouillaient nos porte-monnaies, comme si nous étions des voleurs ». Lui et ses compagnons Grünen affrontant Maastricht, à reculons pour aller de l'avant, pour éviter le retour des démons.

DANIELLE ROUARD



PAYS-BAS : les souvenirs controversés de l'ancien ministre des affaires étrangères

L'« histrion » Joseph Luns et les coups d'Etat manqués

LA HAYE

de notre correspondant

Au fil des livres et des interviews, M. Joseph Luns, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas de 1956 à 1971 et secrétaire général de l'OTAN de 1972 à 1984, sème ses souvenirs, comme le Petit Poucet à ses pieds. Mais, contrairement à ce dernier, il semble avoir du mal à rebrousser chemin dans sa longue carrière. C'est avec un scepticisme aux confins de l'incrédulité que la presse néerlandaise a accueilli récemment l'affirmation par l'ancien ministre, âgé de quatre-vingt-un ans, qu'un coup d'Etat militaire à La Haye a été déjoué en mars 1965.

« J'ai reçu la visite de trois ou quatre généraux (...) qui voulaient perpétrer un coup d'Etat et qui me demandèrent de devenir ministre-président », confie M. Luns à l'auteur du livre-entretien Le Monde selon Luns, précisant qu'il avait obtenu le renoncement des comploteurs en échange de sa discrétion, afin d'éviter que les Pays-Bas ne

deviennent « une monarchie bananière ». Le chef de la diplomatie néerlandaise ne mit pas moins le ministre-président Cals et le vice-président du Conseil d'Etat au courant de ce projet dont il n'éclaira pas les mobiles, évoquant simplement « l'immense frustration d'un certain nombre de militaires ».

Une « histoire de fantômes » ?

Mais les deux seuls témoins « par procuration » cités par M. Joseph Luns, qui ne donne pas le nom des généraux félons, sont décédés, et la presse trouve ce hasard suspect, bien qu'il puisse expliquer que l'ancien ministre ait décidé de lever le voile. A défaut, elle fait donc parler d'autres responsables gouvernementaux de l'époque, que leur ignorance de l'épisode n'empêche pas d'être catégoriques : « Histoire de fantômes », dit l'un, « invraisemblable », affirme un autre, « recherche de la sensation », estime un troisième.

Pourtant, l'actuel président de

la Banque centrale des Pays-Bas, M. Wim Duisenberg, est la preuve vivante qu'une information aussi sensible ne vient pas forcément aux oreilles de tout un gouvernement : il est le seul ministre - à l'époque, des finances - que le ministre-président Den Uyl ait mis dans la confidence d'une menace de coup d'Etat, « en 1975 ou 1976 ». Le chef du gouvernement de La Haye tenait l'information... d'un certain M. Joseph Luns, venu spécialement de Bruxelles où il l'avait apprise ! Il est quand même très invraisemblable qu'une chose pareille se produise deux fois en dix ans, constate le président de la Banque Néerlandaise. Les Néerlandais, qui désespèrent y voir clair, n'ont plus qu'à prendre toute l'histoire comme la dernière « sortie » d'un ancien homme d'Etat qui ne reculait jamais devant un trait d'humour et qui se qualifie une fois... d'« histrion ».

CHRISTIAN CHARTIER

551

PROCHE-ORIENT

Près de Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak

L'attentat auquel a échappé M^{me} Danielle Mitterrand a fait quatre morts et quatorze blessés

Juste avant l'ouverture du sommet du G7 à Munich, M. François Mitterrand a été prévenu, lundi 6 juillet, de l'attentat à la voiture piégée auquel M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la fondation Franco-Libertés, et M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, venaient d'échapper près de Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak.

Le président de la République a pu par la suite rejoindre son épouse, par téléphone, au Kurdistan. « Il ressort de cette conversation », que M^{me} Mitterrand est « en parfaite santé », comme l'ensemble des personnes de la délégation qu'elle conduisait avec M. Kouchner, a

déclaré le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Mustelli. « Nous attendons des informations supplémentaires pour pouvoir tirer des conclusions sur la façon dont les choses se sont passées et sur l'origine de cette affaire », a ajouté M. Mustelli, qui, faute d'« éléments suffisants », s'est abstenu de « faire d'autres commentaires ou de se livrer à des spéculations ».

L'attentat a fait quatre morts et quatorze blessés, dont dix graves. L'explosion a projeté le véhicule piégé, une Toyota Land Cruiser des pechmanga (combattants kurdes) de l'escorte de M^{me} Mitterrand, sur une dune de sable, où il a pris feu, tuant sur le coup trois de ses occupants.

Soufflé par l'explosion, un minibus rempli de passagers a fait plusieurs tonneaux sur le bas-côté, tuant un enfant de deux ans et blessant les occupants du véhicule. M^{me} Mitterrand et M. Kouchner, qui se rendaient de Souleimaniyeh à Halabja, n'ont pas été touchés. Au siège du Haut Commissariat des Nations unies à Genève, on indique que, parmi les blessés se trouvent un fonctionnaire des Nations unies et une journaliste. Il s'agit de la correspondante de la télévision allemande à Paris, M^{me} Sabine Roubert, touchée au bras par des éclats de verre.

Le premier ministre turc, M. Souleiman Demirel, a condamné cet acte terroriste, derrière lequel des

mouvements d'opposition groupés au sein du Conseil national irakien (CNI) et le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalal Talabani, ont vu la main de Bagdad. « Des violations aussi scandaleuses de la dignité humaine ne prendront fin que lorsque [le président irakien] Saddam Hussein sera chassé du pouvoir », estime le CNI. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a lui aussi condamné l'attentat « avec la plus grande fermeté ».

M^{me} Mitterrand, dont la visite avait pour objectif de rencontrer les réfugiés kurdes qui vivent dans des conditions précaires, s'est rendue au chevet des blessés. Elle devait regagner Paris mardi. (AFP.)

Dans le territoire de Gaza

Violents heurts entre des Palestiniens de Hamas et du Fath

Vingt-quatre Palestiniens ont été blessés, dont un par balles, lundi 6 juillet, dans la bande de Gaza, lors d'une série d'affrontements entre des partisans du Fath (principal composant de l'OLP) et ceux du mouvement de la résistance islamique Hamas. Les incidents les plus violents se sont produits dans le camp de réfugiés de Khan Younés. Dans la soirée, les deux formations ont lancé un appel, par tracts, pour mettre fin à ces heurts. Par ailleurs, l'Association israélienne des droits du citoyen a appelé le futur gouvernement du premier ministre désigné, M. Itzhak Rabin, à « respecter davantage les droits de l'homme dans les territoires occupés », dénonçant notamment les

« punitions collectives, destructions de maisons de suspects et le banissement de Palestiniens, ainsi que leur détention en Israël ». De son côté, M. Rabin a affirmé qu'il avait « honte, en tant que juif et qu'Israélien, de la situation des quelque 700 000 Arabes d'Israël » qui souffrent d'inégalités juridiques, économiques et sociales.

Par ailleurs, une cour d'appel d'Athènes a condamné lundi à la prison à perpétuité deux Palestiniens, MM. Ibrahim Al Baikir et Assad Al Nubani, principaux responsables d'un attentat qui avait fait, le 19 avril 1991, sept morts, à Patras, dans l'ouest de la Grèce. (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Une commission aboutit au gouvernement de toute implication dans les violences entre Noirs

La commission Goldstone, mise en place par le président Frederik De Klerk en septembre 1991 pour enquêter sur la violence, a abouti, lundi 6 juillet, le président et les principaux responsables du gouvernement de toute implication directe dans les affrontements entre groupes rivaux dans les cités noires.

Dans un communiqué, le juge Richard Goldstone, président de cette commission, a rejeté les accusations portées contre le gouvernement et les forces de l'ordre, les jugeant « malvenues, injustes et dangereuses », car susceptibles d'exacerber les violences. Néanmoins, la commission reproche au gouvernement et à la police d'avoir « ignoré » ses recommandations. Celles-ci concernaient notamment l'interdiction des armes dans les foyers pour travailleurs migrants et l'ouverture d'une enquête sur la mise en cause de membres de la police dans un complot visant à assassiner un dirigeant du Congrès national africain (ANC). L'ANC a rejeté les conclusions de la commission, en estimant que son travail était incomplet. (AFP, Reuters.)

ALGÉRIE
Deux journalistes condamnés pour atteinte à l'intérêt national

Le directeur et le chroniqueur de l'hebdomadaire en langue arabe *Ech Chourouk el Arabi*, MM. Ali Fodhil et Saad Bouakba, ont été condamnés, lundi 6 juillet, à quatre mois de prison par le tribunal de Birmendia (banlieue d'Alger) pour atteinte à l'intérêt et à l'unité de la nation, a indiqué Radio-Alger. Les deux journalistes avaient été interpellés le 21 juin à la suite d'articles mettant en cause des militaires et des dirigeants politiques du pays (le Monde du 23 juin).

Le gouvernement avait adressé, dimanche, une ferme mise en garde à la presse contre « les rumeurs tendancieuses et les informations faussées ». Deux journalistes du quotidien en langue arabe *Al-Khabar* avaient été placés en garde à vue, samedi, après l'annonce par le journal de la démission du ministre de l'Intérieur, M. Larbi Belkheir, information aussitôt démentie par les autorités. Ils ont bénéficié, lundi, d'un non-lieu. (AFP, Reuters.)

DJIBOUTI
Treize manifestants ont été blessés lors de l'ouverture d'un procès politique

De violents incidents ont marqué, dimanche 6 juillet, à Djibouti, l'ouverture du procès de l'ancien président du conseil de gouvernement de l'ex-territoire français des Afars et des Issas, M. Ali Araf Bourhan, notamment inculpé de complot. Selon l'Association djiboutienne des droits de l'homme et des libertés (ADDHL), policiers et gendarmes ont ouvert le feu sur des habitants du quartier d'Arhiba (majoritairement peuplé d'Afars), qui tentaient de manifester

leur « soutien » à M. Ali Araf et à ses quarante-sept co-accusés.

Treize personnes ont été blessées, selon un premier bilan de l'ADDHL, qui dénonce, par ailleurs, l'arrestation de quatre opposants, durant la manifestation. Les représentants de l'opposition unie (qui s'étaient réunis, en juin, à Paris) ont « déploré ces incidents », dont ils rejettent « toute la responsabilité » sur le régime. « En ordonnant de tirer sur la foule, le gouvernement a démontré que ses promesses d'ouverture n'étaient que de la poudre aux yeux », nous a, de son côté, indiqué un des représentants et porte-parole du Front pour l'unité et la restauration de la démocratie (FRUD), M. Ahmed Diri, de passage à Paris.

JAPON

Tokyo reconnaît sa responsabilité dans le recrutement de prostituées pendant la seconde guerre mondiale

Le gouvernement japonais a officiellement reconnu, lundi 6 juillet, que l'ex-armée impériale japonaise était directement impliquée dans la création et la gestion de maisons de prostitution pour militaires en Asie pendant la seconde guerre mondiale, recrutant systématiquement des jeunes Coréennes, Chinoises, Taïwanaises ou Philippinnes. Entre 100 000 et 200 000 Asiatiques, dont 80 % de Coréennes, auraient ainsi servi d'« épouses de consolation ». Selon le rapport gouvernemental, la création de ces bordels militaires avait pour but de maintenir le moral et la discipline de l'armée tout en contrôlant le développement des maladies sexuellement transmissibles. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères sud-coréen a reconnu la « bonne foi » des Japonais, ajoutant qu'il doutait que la vérité avait été entièrement dévoilée. Taiwan a, pour sa part, exigé des excuses formelles de Tokyo pour « fournir à ces femmes une réparation spirituelle ». (AFP, UP.)

MAROC
Le roi Hassan II assure qu'il n'y a plus de détenus politiques dans le pays

Dans un entretien publié par *Libération* dans son édition de mardi 7 juillet, le roi Hassan II du Maroc explique les raisons qui l'ont conduit à annoncer des consultations électorales - référendum sur la Constitution, élections municipales, législatives et professionnelles - pour l'automne prochain (le Monde du 22 juin 1992) et à étendre l'organisation de ces scrutins au Sahara occidental. Le roi précise qu'un référendum aurait dû avoir lieu en mai dernier dans cette région sous l'égide de l'ONU et ajoute : « Ne voyant rien venir, j'ai donc décidé de faire des élections (...). Il ne faut voir là-dedans ni un défi ni une provocation. »

Interrogé sur l'existence de prisonniers politiques ou d'opinion, le roi Hassan II a répondu : « Il y en a eu. Il n'y en a plus. » Quant au bague de Tazmamart, il a déclaré : « Il n'a plus de raison d'être. Ce chapitre est clos. Il y a eu, il n'y a plus. C'est tout. » Il affirme que « le mot bague n'est pas le mot juste », préférant parler de « lieu où ont été gardés des personnes qui y ont été administrativement assi-

« Femme libre » et « femme de président »

Présidente de France-Libertés, organisation non gouvernementale qu'elle avait créée en 1986, M^{me} Danielle Mitterrand est une militante opiniâtre des droits de l'homme, qu'elle défend sans toujours se plier aux impératifs diplomatiques. Elle se veut une « femme libre » autant que « momentanément femme de président de la République ».

« Savoir bien écouter, c'est aussi pouvoir bien transmettre. » La présidente de France-Libertés sait écouter. L'épouse du président de la République est bien placée pour transmettre. Celle qui, le 12 mai 1981, affirmait qu'elle ne « renoncerait pas à [son] rôle de militante » tient sa promesse. En toute ambiguïté.

C'est une femme libre qui part en Afrique du Sud, séjourne au Tibet et lie amitié avec le dalaï-lama, rentre d'Argentine, apporte son soutien aux Indiens du Canada, franchit la frontière kurde, visite le quartier de la Goutte-d'Or à Paris ou défend Télé-Free-DOM à la Réunion. Mais c'est de la femme du président de la République que les Kurdes attendent la reconnaissance de leur cause. C'est à l'épouse de M. Mitterrand que les autorités de Pékin adressent la reproche qu'un « pays ami de la Chine soit allé jusqu'à recevoir le dalaï-lama et ait fait des remarques qui consti-

tuent une ingérence dans les affaires intérieures chinoises ». C'est de la première dame de l'Etat que les jeunes du quartier du Chaudron espèrent le soutien au lendemain des émeutes de Saint-Denis de la Réunion. Ce n'est pas seulement la présidente de France-Libertés qui, en pleine affaire du foulard islamique, en octobre 1989, plaide, au nom du respect des traditions et de la tolérance, en faveur du port du voile à l'école.

Certes, depuis la création de sa fondation, en 1986, M^{me} Mitterrand revendique toujours l'indépendance de ses choix, de ses combats. « J'ai une conscience qui me dicte ce que je peux et ce que je ne peux pas faire », confie-t-elle en juillet 1988 à l'hebdomadaire américain *Newsweek*. Vous ne pouvez pas simplement dire : je suis la femme du président, je dois faire ceci, je dois faire cela. Vous restez un homme ou une femme voulant parler de choses proches de votre cœur. » Pourtant, il lui arrive de reconnaître : « Quand nous ne serons plus à l'Elysée, sans doute serai-je, dans mon action, plus audacieuse ! »

Les foudres de Hassan II

Si France-Libertés, comme n'importe quelle organisation non gouvernementale, n'a « aucune raison de céder à la raison d'Etat », sa présidente, elle, ne peut en dire autant. En novembre 1990, Danielle Mitterrand doit

ainsi renoncer au voyage qu'elle avait projeté dans le camp sahraoui à Tindouf, en Algérie au nom de la sauvegarde des bonnes relations diplomatiques entre la France et le roi Hassan II, particulièrement irrité des initiatives de France-Libertés. Tandis que M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères, s'efforce de calmer les esprits en se rendant lui-même à Rabat, M^{me} Mitterrand tiendra tout de même à manifester son indépendance en recevant, à Paris, l'épouse du chef du Front Polisario, M^{me} Abdelaziz. Un an plus tard, M^{me} Mitterrand s'attire une fois de plus les foudres d'Hassan II, qui ne comprend décidément pas les combats de « l'épouse morganatique » de M. Mitterrand - selon l'expression qu'il avait employée dans un entretien accordé à TF1, - qui crée au nom de sa fondation un Collectif de vigilance chargé de surveiller le bon déroulement du référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Les ambassades se sont agitées à plusieurs reprises des enthousiasmes dérangeants de France-Libertés et de sa présidente. « Elle a le charisme involontaire », souligne joliment M. Georges Klejman. Le chef de l'Etat lui, répète à l'envi que sa femme ne lui demande pas son avis. Il sait apprécier à sa juste valeur le crédit de gauche que les actions et les voyages de Danielle Mitterrand portent au compte commun du couple. Lorsque,

en mai 1991, au lendemain des propos de M. Jacques Chirac, président du RPR, sur les « odeurs », M^{me} Mitterrand va visiter le quartier de la Goutte-d'Or à Paris, tout en affirmant que le rendez-vous « était pris depuis plus de deux mois », la gauche respire. Lorsque, le 16 janvier 1992, la présidente de France-Libertés s'associe à un communiqué publié par la commission consultative des droits de l'homme déclarant « inacceptable, tant sur la forme que sur le fond », l'amendement de M. Philippe Marchand, alors ministre de l'Intérieur, qui visait à légaliser les zones de transit, ce sont tous les défenseurs des droits de l'homme qui se sentent soutenus contre le gouvernement.

Le dérangeant, la spontanée, la libre présidente de France-Libertés ne serait-elle pas, malgré elle, l'opportune caution humaniste d'une gauche qui, avec le pouvoir, a dû en rabattre sur sa générosité au nom de la raison d'Etat ? Au conseil d'administration de sa fondation à l'indépendance siégeant ou ont siégé bon nombre d'hommes du président, l'ancien ministre des relations extérieures, M. Claude Chysson, le financier traditionnel de la gauche, M. Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint Laurent, ou l'écrivain Erik Orsenna. « Bien transmis », est une opération à double sens.

PASCALLE ROBERT-DIARD

Un bilan pessimiste des droits de l'homme dans le monde arabe

Dans son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde arabe, l'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH) a dressé un bilan pessimiste, estimant que « les progrès réalisés dans certains secteurs sont occultés par des reculs évidents dans d'autres », notamment « la violation du droit à la vie », qu'il s'agisse de la guerre du Golfe ou des guerres civiles en Irak, en Somalie et au Soudan. Des mesures de grâce partielles ont été notées dans plusieurs pays (Arabie saoudite, Syrie, Irak, Maroc), qui ont permis la libération de milliers de prisonniers, mais « les portes des prisons s'ouvraient pour des milliers d'autres », principalement des militants islamistes en Algérie, en Tunisie et en Egypte.

Les mauvais traitements, dont la torture jusqu'à la mort, sont le lot courant des prisonniers, indique également l'OADH, qui déplore les restrictions exercées aux droits civils et politiques, et à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté de circulation. En mai dernier, l'Organisation égyptienne des droits de l'homme avait relevé dans son propre rapport annuel que 1991 avait été « l'une des pires (...) en Egypte ». (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

IRAK : des inspecteurs de l'ONU empêchés d'effectuer leur mission

Le Conseil de sécurité « exige » la coopération de Bagdad, sans recourir à des menaces

Une mission d'experts de l'ONU attendait, mardi 7 juillet, depuis dimanche, devant le ministère irakien de l'Agriculture, que les autorités lui accordent l'autorisation d'accéder au bâtiment qui abriterait des données sur l'arsenal chimique irakien.

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

Un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies avait été élaboré, lundi matin, pour menacer le gouvernement de Bagdad de « conséquences graves », en cas de non-coopération. Mais le texte officiel adopté dans la soirée a étonné par sa modération. Les membres du Conseil escomptaient que le refus du gouvernement irakien de permettre l'inspection du ministère constituait une « violation substantielle et inaccepta-

ble ». Le Conseil « exige » la coopération de Bagdad.

Selon des sources informées, c'est à la demande de Washington que la menace a été supprimée. « Ce n'est pas la peine de brandir des menaces si on n'est pas sûr de pouvoir les tenir », a déclaré un diplomate. Evoquer des « conséquences graves » pourrait impliquer une nouvelle action militaire, ce qui, en cette période électorale, « ne convient pas » à Washington. D'après un autre diplomate, les documents tant convoités par les inspecteurs de l'ONU pourraient se révéler « embarrassants » pour l'administration du président George Bush, au moment où la presse se livre à ce que l'on appelle déjà ici « l'irakgate », à propos de l'octroi, par le ministère de l'Agriculture américain, avant la crise du Golfe, de prêts importants à Bagdad, qui les a utilisés à des fins militaires.

Les diplomates rappellent néanmoins que les relations du Conseil de sécurité avec Bagdad restent « très

tendues » car, hormis le désaccord actuel, les négociations sur la vente du pétrole irakien à des fins humanitaires sont toujours bloquées et Bagdad refuse toujours de renouveler un mémorandum permettant la présence du personnel de l'ONU sur son territoire.

Aussi, en dépit de la modération du ton de la déclaration du Conseil de sécurité, son président pour le mois de juillet, l'ambassadeur du Cap-Vert, M. José Luis Jesus, a convoqué le chargé d'affaires irakien pour lui faire part de la « préoccupation sérieuse du Conseil ». Le chargé d'affaires, M. Samir Al-Nima, a déclaré aux journalistes que les ministères en Irak sont des « symboles de la souveraineté irakienne » et que Bagdad « ne se laisserait pas humilier ». « Demain, ils vont pouvoir entrer chez les gens à Bagdad, ou même dans les mosquées, juste parce que telle ou telle résolution l'ordonne », s'est-il exclamé.

AFSANE BASSIR POUR

LES GRANDS ESPACES
RANDONNÉES & DÉCOUVERTES
AUX 4 COINS DU MONDE
NOMADE

Le Monde de l'éducation
juillet - août 1992
Universités :
Le palmarès des étudiants
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

PROCHE-ORIENT

Israël : la clé de la relance économique est à Washington

Pour réaliser son ambitieux programme, M. Rabin, le nouveau chef du gouvernement, a besoin de l'aide américaine et des garanties bancaires refusées à M. Shamir, pour sa perte

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« J'espère que notre politique... nous aidera à obtenir les garanties bancaires... » C'était mercredi 24 juin, sur les écrans d'un grand « network » américain. En Israël, on est au cœur de la nuit. A New-York, c'est déjà la télé-breakfast. M. Itzhak Rabin vient tout juste d'apprendre que les urnes lui ont été fastes. Sans perdre une minute, en duplex de Tel-Aviv, l'ancien général a relancé la question la moins débattue et pourtant la plus brûlante de toute la campagne : l'aide américaine.

Sans elle, sans la fameuse garantie bancaire de Washington dont l'Etat juif a absolument besoin pour emprunter 10 milliards de dollars sur cinq ans – plus une dizaine de milliards supplémentaires qui pourraient être levés avec les garanties, notamment, de l'Allemagne et du Japon, elles-mêmes dépendantes de « l'exemple » américain –, les travaillistes savent qu'ils ont peu de chances de réussir le vaste programme de relance économique qu'ils sont en train d'élaborer.

3 milliards de dollars par an, dont un peu moins des deux tiers à titre militaire, c'est, depuis 1985, le montant nominal de l'aide directe des Etats-Unis à l'Etat juif. Sans compter les 3 milliards supplémentaires versés en 1985 et 1986 par l'Onu pour faciliter la mise en œuvre d'un vaste « programme de stabilisation économique ». Sans compter non plus la rançonne exceptionnelle de plus de 1 milliard, versée au lendemain de la guerre du Golfe, sans compter encore les prêts et les facilités de remboursement accordées, notamment, sur une dette de 4,5 milliards de dollars en 1987-1989. Bref, par la seule ampleur de son soutien financier, on aura compris pourquoi

l'administration américaine joue un rôle aussi prépondérant sur la politique israélienne.

« Il ne faut pas se tromper, glissera d'ailleurs, cynique, perfide et réaliste, tel haut fonctionnaire de l'administration sortante, ce n'est pas Rabin qui a vaincu Shamir, c'est George Bush. » En refusant, avant les élections, d'accorder à l'inflexible nationaliste les garanties bancaires qu'il réclamait depuis plus d'un an pour sortir son économie de l'impasse et absorber la dernière vague de l'immigration soviétique, le locataire de la Maison Blanche aurait en quelque sorte enfoncé le dernier clou dans le cercueil politique du vieux luit.

Finis les vaches maigres et les sacrifices librement consentis. La société israélienne s'est embourgeoisée. Elle est moins disposée que jamais à se serrer la ceinture pour des idées ou pour intégrer des centaines de milliers de nouveaux venus. Représentant d'une autre génération, d'une autre époque, c'est essentiellement cette mutation-là que M. Shamir n'aurait pas comprise.

Ralentissement de l'immigration

En attendant, plus de quatre cent mille personnes, venues pour l'essentiel de la défunte URSS, sont arrivées en Israël depuis deux ans. Il faut les nourrir, leur donner un toit et du travail. Faute de quoi l'alyia, c'est-à-dire la « montée » des juifs vers la Terre promise, cessera. Le mouvement s'est déjà considérablement ralenti puisque seulement trois mille ou quatre mille émigrés de l'ex-URSS arrivent encore chaque mois à Tel-Aviv, alors qu'ils étaient trois à

quatre fois plus nombreux en 1990 et 1991. La situation se serait-elle mystérieusement améliorée au royaume de Boris Eltsine ? Non, elle s'est simplement, et fortement, détériorée en Israël. Les nouveaux immigrants, pour un tiers d'entre eux sans emploi, l'ont fait savoir à ceux qui sont restés.

Sans être catastrophique, le tableau de l'économie est très loin d'être encourageant. Le chômage est à son plus haut niveau depuis un quart de siècle : 11,6 %, probablement 12 ou 12,5 % d'ici à la fin de l'année. La hausse annuelle des prix (18 % en 1991) file encore au rythme de 16-18 %. En dépit d'une forte hausse de l'activité du bâtiment (+ 29 %) la croissance nette, par tête d'habitant, fut négative en 1991. L'amélioration de la productivité par individu a baissé de moitié (2,4 %) la même année. Les importations augmentent puissamment (+ 19 %), les ventes à l'étranger diminuent (- 2,3 %). La balance des paiements courants fut déficitaire l'an dernier de 900 millions de dollars, alors qu'elle était excédentaire de 600 millions en 1990.

Or, M. Itzhak Rabin l'a dit et répété tout au long de la campagne, « ce ne sont pas quatre cent mille immigrants que nous espérons, c'est un million, un million et demi peut-être ». En refusant de se plier aux conditions américaines, en laissant se dégrader la fameuse « relation spéciale » entre l'Etat juif et la Maison Blanche, M. Itzhak Shamir a compromis la sacro-sainte alyia. Après l'écroulement de l'Union soviétique et la destruction du potentiel guerrier de l'Irak, le nouveau premier ministre désigné estime, lui, que « les plus grands dangers pour l'existence même d'Israël ont été, sinon éliminés, au moins repoussés ».

L'Etat juif, selon lui, « a deux, trois, quatre années » devant lui

pour exploiter « les formidables opportunités qui s'offrent ». L'équation est simple. Pour encourager l'alyia, il faut remplir, ne serait-ce que partiellement, au moins deux conditions : la paix et la prospérité, d'autant plus dépendantes l'une de l'autre que Washington, grand maître du jeu dans la région depuis la disparition de l'empire rouge, les a directement liées. En d'autres termes, pas de garanties bancaires sans un gel des implantations juives en territoires occupés, condition sine qua non, selon Washington, pour une amélioration des chances de paix au Proche-Orient.

Déjà une détente avec les Etats-Unis

Pragmatique, M. Rabin, qui n'est pas hostile au principe d'un échange de parties des territoires occupés contre la paix, a annoncé le « gel », pendant au moins un an, des plus grands axes de la colonisation. Rien ne dit que cela sera suffisant pour débloquer le dossier des garanties bancaires, et M. Rabin a d'ailleurs honnêtement reconnu, dès avant l'élection, qu'il n'avait reçu, à ce sujet, « aucune assurance ». Cependant, l'atmosphère entre l'Amérique et l'Etat juif s'est d'ores et déjà nettement détendue. M. Rabin devrait être reçu à Washington dès après la présentation de son gouvernement, le 13 juillet, à la Knesset. Et la plupart des économistes, tablant à terme sur l'obtention de tout ou partie des fameuses garanties, révisent leurs prévisions avec davantage d'optimisme.

Dans un épais rapport, intitulé « Israël vers l'an 2000 », les experts britanniques de la très sérieuse Economist Intelligence Unit estiment que le pays, « grâce au large afflux d'immigrants hautement qualifiés de l'ex-URSS, devrait enregistrer une période de croissance soutenue dans les années à venir ». Mais pourvu que le pays obtienne ces fameuses garanties bancaires – « Israël aura besoin d'au moins 50 milliards de dollars d'argent frais dans les cinq ans pour financer les investissements industriels et d'infrastructure qui lui sont nécessaires », précisent-ils.

Évalué à 15 milliards de dollars, l'endettement net d'Israël, avec un service annuel de la dette représentant environ 6 % du produit intérieur brut (11 % en 1986), n'est pas honteux. Beaucoup d'économistes locaux estiment qu'il pourrait doubler sans trop de problèmes en quelques années. Justement, le marché intérieur des capitaux ne pourra, au mieux, fournir qu'une quinzaine de milliards d'ici à 1996. Encore faudra-t-il qu'il subisse, lui aussi, une profonde réforme de structures. C'est l'autre grande condition à remplir par le nouveau gouvernement pour avoir une chance d'obtenir la garantie américaine.

M. William Harrop, l'ambassadeur des Etats-Unis à Tel-Aviv, l'a précisé sans ambages le mois dernier devant un assemblée de chefs d'entreprise : il faut absolument que « dans les cent premiers jours » de son existence, le nouveau gou-

vernement démontre sa volonté de « réformer profondément » les structures de l'économie, faute de quoi, disait-il, « les programmes d'assistance massive » que son administration accorde à l'Etat juif ne seront pas aussi « efficaces ». Le rapport des experts britanniques déjà cités est aussi net : il faut que les autorités « accélèrent » les réformes de fond, spécialement en matière de libéralisation du commerce et de privatisation.

L'Etat israélien possède exactement 161 entreprises, dont la moitié seulement sont des organisations à but non lucratif. Propriétaire d'environ 20 % de l'industrie, de 90 % des terres, et actionnaire majoritaire de l'essentiel du secteur bancaire, l'Etat emploie, directement et indirectement, plus de cinq cent mille personnes, soit un bon quart de la main-d'œuvre nationale. « Héritage d'une trentaine d'années de socialisme travailliste », accusent, non sans raison, les partisans de M. Shamir. Seulement voilà, commanditaire d'un rapport complet sur le sujet en 1988, le gouvernement sortant n'a pas fait grand-chose pour mettre fin à l'anomalie.

Alors que les experts américains engagés par lui avaient identifié une trentaine d'entreprises publiques non stratégiques à privatiser dans les cinq ans, pour une somme évaluée à 7 ou 8 milliards de dollars, seules des participations minoritaires dans une demi-douzaine de sociétés ont été vendues en quatre ans. Pour 1,5 milliard de dollars environ. Les travaillistes affirment leur intention d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin. « Le gouvernement, déclarait M. Rabin peu avant l'élection, n'a pas à se mêler de la gestion du business, il doit créer les conditions du développement. » Je suis pour la privatisation, ajoutait-il, mais pas pour tout. Il nous

faut tenir compte de la situation stratégique d'Israël en cas d'urgence. » Pas question, par exemple, de vendre El Al, la compagnie nationale aérienne.

7 à 10 milliards de dollars ici – évaluation de l'Intelligence Unit, si l'Etat vend ses participations d'ici à 1996, – 1 milliard d'économies sur les territoires occupés – plus question de subventionner le logement, l'infrastructure et les services nécessaires aux cent vingt mille colons juifs installés par le gouvernement précédent en Cisjordanie et à Gaza, – une bonne « relance de la collecte des fonds auprès de la communauté juive internationale » – selon le programme électoral du parti, – etc. La nouvelle équipe en gestation n'a pas encore chiffré avec exactitude les coûts de sa politique de redéploiement et de relance, mais elle affiche sa volonté de frapper fort.

« Les travaillistes, expliquent les économistes qui leur sont proches, entendent bel et bien procéder à une vaste relance des investissements publics dans les secteurs générateurs d'emploi. » Grands travaux d'infrastructure – « routes, communication, tourisme, exploitation des eaux » –, réduction des impôts sur le revenu et des taxes d'importation, démantèlement des cartels et des monopoles qui favorisent artificiellement des entreprises locales et nourrissent l'inflation : c'est ce que M. Rabin a appelé le « changement de l'ordre des priorités nationales ». Et c'est ce que certains de ses proches ont nommé « le grand programme de croissance sociale », sans la réussite duquel les Israéliens ne sont vraiment pas au bout de leurs peines.

PATRICE-CLAUDE

FINS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



Avec la fin du communisme impérial, notre siècle a manifesté jusqu'au bout sa vocation de fossyeur d'empires. Les puissances austro-hongroise, ottomane, germanique et russe ont péri dans la Grande Guerre. Le III^e Reich nazi a flambé à Berlin en 1945. Le pouvoir bolchevique lui-même a rendu les armes. Dans le Monde, pendant tout l'été, une équipe d'historiens retrace sur quarante-trois siècles les avatars de l'idée impériale. De la Perse à Rome, de Byzance à Vienne ou à Moscou, une retrospective des violences, des échecs et des espoirs qui ont fait et défaits tant d'empires.

Fins d'empires, un grand feuilleton à lire cet été.

dans

Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 20 JUILLET 1992
(numéro daté mardi 21)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
Bruno Prost, directeur de la publication
Jacques Guis, directeur de la rédaction
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Arnauld
Thierry Ferec
Philippe Harvenan
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bouye-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Jaurès (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-0337
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Crou, directeur général
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avri
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDOPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-49-73, fax 46-62-49-74
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 75 301 MON 01
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

100 11 150

POLITIQUE

La préparation du congrès extraordinaire du PS à Bordeaux

M. Delebarre souhaite entraîner les écologistes dans une « mouvance de progrès »

A trois jours de l'ouverture du congrès extraordinaire du Parti socialiste, à Bordeaux, M. Michel Delebarre réfléchit, comme M^{me} Catherine Trautmann (le Monde du 7 juillet), sur les perspectives de rassemblement et de renouveau que doivent envisager les socialistes. Il souhaite que le PS propose aux écologistes une « élaboration commune de perspectives ».

Maire de Dunkerque, vice-président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, M. Delebarre, est un pionnier - controversé - de l'alliance avec les écologistes. Il peut aussi se prévaloir d'une certaine avance dans le domaine de la « recomposition » en général. « Je fais des travaux pratiques », dit-il, en rappelant que la situation à Dunkerque, en 1989,

ressemblait assez à celle que connaît aujourd'hui, nationalement, le PS : un niveau électoral « plus proche de 20 % que de 30 % », avec la nécessité absolue de « rassembler » pour avoir une chance de l'emporter. M. Delebarre avait rassemblé, en effet, les socialistes, le PCF, les « rénovateurs » communistes, les radicaux de gauche, les Verts et la moitié du CDS local, dont les dissidents s'étaient rebaptisés « démocrates ».

Trois ans plus tard, en mars dernier, il avait rassemblé encore, après les élections régionales, mais dans de tout autres conditions. L'accord conclu avec les communistes et les Verts, à la dernière minute, ne reposait pas sur des « perspectives communes », mais sur la volonté des socialistes d'éviter le basculement du pouvoir régional à droite et sur celle des écologistes d'accéder aux responsabilités. « Nécessité a fait loi », dit-il, sans nier les difficultés résultant de ce tardif « mariage de raison ». Une

autre leçon peut en être tirée : dans un cas - à Dunkerque - il s'agit pour le PS de conquérir une mairie déteuée depuis longtemps par la droite ; dans l'autre - la région - les socialistes cherchaient à conserver un pouvoir ébranlé dans les urnes. La première opération s'est révélée plus facile que la seconde.

« L'exigence de renouveau »

N'en ira-t-il pas de même lors qu'il s'agira, aux élections législatives de mars prochain, d'essayer de convaincre une majorité de se réunir autour du PS ? Certains en concluent qu'il nous faut retourner dans l'opposition pour reprendre des forces, convient M. Delebarre. Je ne partage pas leur avis. Si l'on est convaincu qu'une société ne se transforme que sur la longue durée, on ne se résigne pas à abandonner le pouvoir aux conservateurs sous prétexte que les circonstances

deviennent contraires. L'important, aux yeux de M. Delebarre, est que le PS, à Bordeaux, ne se présente pas en parti « dominé » et sûr de lui. « Les éléments de programme que nous adopterons au congrès extraordinaire ne doivent pas être « bouclés », explique-t-il. Il faut proposer à nos partenaires éventuels une élaboration commune des perspectives. La mouvance de gauche peut se retrouver, à cette condition, réunie sur un programme. Inversement, s'il est en phase descendante, en raison de « la crise des formations politiques », des conséquences de « l'effondrement du communisme » et des « affaires » ; s'il souffre d'une « mutation trop lente » et si « le regard des autres sur nous est terriblement déprimant », le Parti socialiste ne doit pas pour autant, selon M. Delebarre, « confier à d'autres l'exigence du renouveau », ni se présenter lui-même comme le seul porteur de « l'héritage de l'histoire ». « N'oublions pas, sou-

ligne-t-il, que ceux que l'on dit porteurs du renouveau - les écologistes - sont des praticiens de la politique depuis vingt ans ! »

Quant aux centristes, le maire de Dunkerque n'imagine pas qu'ils puissent changer d'alliances avant l'élection présidentielle de 1995, à moins, peut-être, que le résultat des élections législatives de mars prochain ne soit « plus serré que prévu ». En attendant, c'est vers les écologistes et les communistes et anciens communistes que le PS doit, selon lui, se tourner pour être « l'élément dynamisateur d'une mouvance de progrès ». Il lui faut aussi, estime M. Delebarre, montrer à la classe moyenne que la lutte contre l'exclusion peut être conjuguée avec la volonté d'assurer des perspectives aux « inclus », menacés par le chômage ou privés d'espoir de progrès social.

PATRICK JARREAU

Le référendum du 20 septembre

Des trotskistes, des socialistes et des communistes se prononcent pour un « non » de gauche à Maastricht

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a lancé, lundi 6 juillet, un appel « pour l'Europe, contre Maastricht », cosigné notamment par MM. Alain Krivine, porte-parole du mouvement trotskiste, Didier Motchane, membre du comité directeur du PS, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, député européen (PS), également proche de M. Chevènement, Anicet Le Pors, ancien ministre, communiste refondateur, René Dumont, ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974, Didier Daeninckx, Siné et Gilles Perrault, écrivains.

Les signataires de cet appel affirment : « Maastricht, ce n'est pas notre Europe. C'est l'Europe de la monnaie et des marchandises contre celle des hommes et des femmes. C'est l'Europe des banquiers et des juges contre celle des citoyens. C'est un ensemble économique égoïste, qui met en friche ses bonnes terres dans le désert de la misère qui est le monde. C'est une forteresse intégrée à l'Alliance atlantique, sous la houlette américaine, prête à de nouvelles guerres du Golfe et donc, à terme, xénophobe. Ils ajoutent que « l'enjeu du référendum n'est pas « pour » ou « contre » l'Europe, mais pour ou contre ce traité, contre une Sainte-Alliance des riches contre les pauvres, qui refuse les nations pour mieux étouffer l'expression démocratique ».

« A question claire, réponse claire : la nôtre est non », annoncent les signataires. « Alors que représentants du gouvernement et dirigeants de l'opposition libérale scellent une alliance révélatrice pour mener campagne pour le « oui », nombreux sont ceux et celles qui refusent Maastricht, mais craignent, à juste titre, de mêler leur voix au « non » réactionnaire et chauvin d'un Le Pen ou d'un de Villiers. Il faut donc, concluent-ils, que se fasse entendre, sans compromission avec la droite et dans le respect de notre diversité, un « non » à Maastricht qui, loin de tourner le dos à l'Europe, soit un « non » européen et internationaliste, pour une Europe sociale et citoyenne, facteur de plus d'égalité et de justice entre les peuples du monde. »

« M. Longuet se félicite de la décision « congruente » de M. Chirac. - M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a déclaré, lundi 6 juillet, que « la perspective d'alternance liée aux élections législatives de 1993 est aujourd'hui renforcée grâce à M. Jacques Chirac », après l'annonce par le président du RPR qu'il votera « oui » au référendum sur la ratification des accords de Maastricht. « La récente décision des plus hauts responsables du RPR, a-t-il ajouté, est courageuse, parce qu'elle privilégie l'intérêt de la France dans une Europe en devenir et porteur d'espoir pour les perspectives du renforcement de l'union de l'opposition qu'elle contient. »

Les courants majoritaires sont appuyés par les trois quarts des participants au vote

Les congrès des fédérations du Parti socialiste préparant le congrès extraordinaire qui doit se réunir du 10 au 12 juillet à Bordeaux ont été organisés, pour la plupart, le week-end dernier. Selon le secrétariat national du parti, qui disposait lundi 6 juillet des résultats des votes dans soixante-douze fédérations sur cent deux, 84 % des quelque quarante-cinq mille adhérents ayant exprimé un vote ont approuvé le projet de programme adopté, fin mai, par le comité directeur. Ce texte est soutenu par les courants de MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin, Michel Rocard et Jean Poperen, seuls M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis de Socialisme et République, ainsi que la Gauche socialiste de MM. Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon et de M^{me} Marie-Noëlle Liemann, étant en désaccord.

Selon le secrétariat national, le texte déposé par la Gauche socialiste obtient environ 7 % des suffrages exprimés, tandis que le vote « contre », préconisé par Socialisme et République, atteint un peu moins de 9 % (environ 10 % des participants, en outre, ont choisi l'abstention et le refus de vote).

Du côté de Socialisme et République, où l'on avait totalisé, lundi, les résultats de quatre-vingt-cinq fédérations, on avançait les chiffres suivants : 45 756 votants sur 128 781 inscrits (soit 35,53 % de participation au vote) ; 84,35 % des suffrages exprimés pour le texte du comité directeur, 7,15 % pour celui de la Gauche socialiste, 8,48 % de « contre ». Par rapport aux votants, le pourcentage recueilli par le texte du comité directeur est de 75,24 %.

P. J.

M. Poperen s'élève contre la « braderie » des projets gouvernementaux

M. Jean Poperen, ancien ministre des relations avec le Parlement, a déclaré, lundi 6 juillet, à quatre jours du début du congrès de Bordeaux, que le Parti socialiste est « au bout du chemin, c'est-à-dire au fond de la nasse ».

M. Poperen, qui demande à ses amis politiques, dans un texte diffusé lundi, de « relever la tête » et de « sonner la fin de la retraite », a dénoncé « la préparation d'une nouvelle alliance politique », qui « apparaît comme le point de chute d'une trajectoire de près de dix

années. « Les actes parlent : ils parlent de recomposition vers le centre-droit (...). Un parti social-démocrate, il y en a déjà un en France, il fait très bien l'affaire. Jamais, depuis bientôt dix ans, il n'a été possible d'obtenir que le PS dise clairement qu'il avait changé de politique et que, du coup, on en définisse une nouvelle », indique M. Poperen dans son appel.

L'ancien ministre a exprimé son « sentiment d'une accélération dans la mauvaise direction » et d'une « période de braderie ». Il a cité à

l'appui de ses dires l'ajournement de la réforme de la taxe départementale sur le revenu, le compromis avec l'enseignement catholique, le report du projet sur la maîtrise des dépenses de santé et l'introduction de sanctions contre l'auto-avortement dans le projet de code pénal.

Il s'est aussi demandé si le débat sur Maastricht sera l'occasion du « premier acte de recomposition qui serait le rapprochement, puis la coalition du PS avec certaines formations de droite ». « Ce serait le

plus mauvais service à rendre au « oui », a-t-il ajouté.

Face à la perspective de « l'alliance avec le centre-droit », l'ancien ministre a proposé de « refaire la gauche du post-communisme » dans un « grand parti du mouvement ou confuseront progressivement la mouvance social-démocrate, celle venue du communisme, celle de l'écologie, et celle des divers centristes de progrès ».

Hostiles au « report » de la réforme de la taxe d'habitation

M. Wolf et deux autres élus du Nord quittent le PS

LILLE

de notre correspondant

Le « report » de l'application de la taxe départementale sur le revenu, décidé par le gouvernement avec l'assentiment des députés socialistes (le Monde du 5-6 juillet), suscite une vive réaction de la part de trois élus de la section de Mons-en-Barœul, près de Lille. M. Marc Wolf, premier adjoint au maire de cette commune de près de trente mille habitants (dont il avait été le maire de 1977 à 1989), M^{me} Julien, maire, et M^{me} Cassin, députée de 1981 à 1988, ont annoncé leur décision de quitter le PS.

« Nous ne pouvons plus être complices d'un tel parti », écrivent-ils dans un communiqué rendu public à la fin de la semaine dernière. En

reniant leurs discours et leurs votes précédents sur cette réforme, les parlementaires du PS cèdent au conservatisme administratif et sacrifient leur identité à l'opportunisme politicien (...). Notre identité de socialistes repose sur une double ambition : une ambition morale de loyauté et de redistribution du pouvoir vers les citoyens ; une ambition sociale de réduction des inégalités dans toute la mesure permise par les contraintes économiques. « Nous supportons, poursuivent les trois communistes de ce texte, depuis quelques années, l'affaiblissement des dirigeants socialistes au pouvoir, en espérant qu'au moins ils poursuivraient la réalisation de leur promesse de réduction des injustices, notamment dans le domaine de la fiscalité locale. La réforme de l'impôt départemental

était à nos yeux un enjeu décisif. » Le geste des trois élus du Nord dépassera certainement le cadre de leur seule ville. En effet, ils rejoignent, depuis quinze ans, une aventure un peu singulière, s'efforçant d'inventer une sorte de socialisme municipal. Leur aventure commence en 1977 quand, porté par la vague rose municipale d'alors, M. Wolf, fils et petit-fils de socialistes convaincus et militants et membre, alors, du CERES de M. Chevènement, emporte la mairie de cette cité-dortoir tenue jusqu'alors par le CDS. Devenu le plus jeune maire d'une commune de plus de vingt mille habitants, il impose très vite une pratique de rigueur et de démocratie militante dans la vie municipale, imaginant de soumettre à ses administrés les grands choix budgétaires ou des décisions comme

le ciblage systématique de la ville. A la communauté urbaine de Lille, il s'opposera couragement, et non sans succès, à l'ancien président, M. Notebart, notamment sur le tracé de la seconde ligne du métro, faisant finalement prévaloir ses propositions dans le respect rigoureux des intérêts de tous les habitants de la communauté urbaine. Hostile au « professionnalisme » en politique, il laissera son fauteuil, au terme de deux mandats de maire, à M^{me} Julien, pour devenir lui-même adjoint aux finances. Ayant suivi avec succès la scolarité de l'ENA au titre de la « troisième voie », M. Wolf s'est spécialisé dans la fiscalité locale. Cela ne lui a pas fait oublier ses choix militants, qui le conduisent aujourd'hui, avec ses amis, à quitter le PS.

JEAN-RENÉ LORE

Redoutant l'influence du crime organisé dans le Sud

MM. d'Aubert (UDF) et Lajoinie (PC) demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la Mafia en France

L'Europe de Maastricht va-t-elle être gangrenée par le crime organisé ? Bruxelles va-t-elle devoir subir la loi des délégués des « parrains » ? Deux députés, MM. François d'Aubert (UDF, Mayenne) et André Lajoinie (PC, Allier) le redoutent et demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le sujet.

MM. Lajoinie et d'Aubert viennent de déposer, chacun, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'implantation de la Mafia en France. Ils auraient pu joindre leur plume, si l'air du temps n'était au combat « sous ses propres couleurs ». Le style est de la même encre. Dans son exposé des motifs, M. d'Aubert note que « diverses informations font état de l'influence croissante de la Mafia sicilienne en France ». M. Lajoinie, lui, observe que « des voix autorisées parmi les magistrats et dans

la police s'élèvent pour rappeler la pénétration déjà bien réelle de la Mafia, en liaison avec les milieux locaux, dans les régions méditerranéennes ».

Dans la version initiale de sa requête, M. d'Aubert localisait précisément la contagion mafieuse au « littoral méditerranéen, la Corse, la région Rhône-Alpes et la région parisienne », allant jusqu'à préciser que « 35 % du marché immobilier nigérisé » serait sous influence. Toutefois, pour ne pas froisser ses amis politiques des dites régions, le député de la Mayenne s'est finalement contenté, dans une seconde version, de faire vaguement référence à « certaines zones géographiques ».

Tout aussi commun est le parallèle que les deux députés, qui ont voté contre la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, établissent entre l'offensive de la Mafia et l'Union européenne. Quand M. d'Aubert assure que « l'acte unique européen et la liberté de circulation des capitaux qu'il prévoit facilitent les opérations de recyclage », M. Lajoinie affirme

que la « suppression du contrôle des frontières risque d'institutionnaliser » le « treizième Etat » qu'est la Mafia.

Une partie des fonds communautaires destinés aux régions défavorisées n'est-elle déjà pas, selon les deux parlementaires, détournée par l'organisation criminelle ? « La Mafia est à l'affût du processus européen, elle a des plans et se prépare », avertit M. Lajoinie qui avoue avoir été brutalement « alerté » du péril en prenant connaissance des révélations du « repent » Antonino Calderone au commissaire divisionnaire marseillais N'Guyen Van Loc, lesquelles faisaient état des projets d'expansion de la Mafia. Sans vouloir jouer au « Rambo », M. d'Aubert déplore l'« angélisme » des autorités politiques sur tous ces réseaux occultes en gestation.

Qu'espèrent donc les deux croisés anti-Mafia du Palais-Bourbon ? « La commission pourrait enquêter en Italie, puis à Bruxelles », envisage le président du groupe communiste.

M. d'Aubert souhaiterait l'adoption d'une super loi anti-Mafia,

regrettant qu'on ait déjà « laissé passer l'occasion avec la réforme du code pénal ».

La prochaine rentrée parlementaire, qui pourrait voir ces deux propositions de loi inscrites à l'ordre du jour, dira si le combat de MM. Lajoinie et d'Aubert se fera dans les placards des vœux pieux ou suscitera une mobilisation plus volontaire.

FREDERIC BOBIN

ISTH ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DEPUIS 1900 PRIVE

PRÉPAS
aux concours d'entrée en 2^e année de :

- HEC-ESCP
- ESCAE

Entretiens individuels d'admission
• Stages intensifs gratuits

SUCCÈS CONFIRMÉS
Centre Auteuil 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Le Front national et la collaboration

M. Mégret évoque « certains amis qui n'ont pas fait le choix des vainqueurs »

Dans le dernier numéro de la Lettre de Jean-Marie Le Pen, organe bimensuel du Front national, et sous le titre « La nouvelle résistance », M. Bruno Mégret, délégué général, signe un article qui a implicitement pour but de marginaliser ceux qui, militants ou dirigeants du parti d'extrême droite, ont eu des activités dans la collaboration pendant la seconde guerre mondiale. « Notre nécessaire marche en avant et notre volonté de voir Jean-Marie Le Pen, un jour, à la tête de l'Etat », écrit M. Mégret, doivent nous prémunir de tout propos ou de toute initiative, de tout apparemment ou de toute action prêtant le flanc aux fantasmes trop connus de nos adversaires. »

« Certains de nos amis n'ont pas fait, durant la seconde guerre mondiale, le choix des vainqueurs : pour autant, n'ayant pas de sang sur les mains, personne n'aurait leur reprocher aujourd'hui de combattre » au sein du Front national, ajoute-t-il en réjettant « les assimilations simplistes, et destinées à nous disqualifier,

que les médias et la classe politique emploient en chaque occasion ».

Quelques semaines avant les dernières élections, la presse avait notamment révélé le passé collaborationniste de M. Roland Gogoullot, dit Gaucher. Membre du bureau politique du Front national, conseiller régional de Franche-Comté et directeur de National-Hebdo, M. Gaucher fut militant du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat. Les dirigeants de ce parti de la collaboration furent, entre autres, d'ardents propagandistes du film « le Jeune Hillérien », qualifié de « magnifique film de la jeunesse » par le journal L'Essor, organe du RNP où écrivait M. Gaucher.

Après les élections, M. Pierre Sergent, membre du bureau politique, avait déjà réclamé, pour sa part, la mise à l'écart des nostalgiques du régime de Vichy qui « continuent à vouloir réhabiliter leur passé contestable en se servant du Front national ».

JUSTICE

Exportation d'armements et respect du droit international

Un arrêt de la Cour de cassation place les marchands d'armes devant leurs responsabilités

Dans un arrêt rendu le 30 juin, la Cour de cassation a estimé que les ventes de matériels de guerre par une entreprise commerciale ne relevaient pas de l'exécution d'actes de gouvernement. Cette décision, qui donne gain de cause à l'association européenne Droit contre raison d'Etat, dont l'objet est de promouvoir le droit international public et humanitaire, infirme l'un des principaux arguments des marchands d'armes qui, souvent, s'abritent derrière le soutien des pouvoirs publics afin d'éviter d'avoir des comptes à rendre à la justice en matière de respect des lois et conventions internationales.

En 1988, à la suite des bombardements chimiques de l'armée de l'air irakienne contre des populations kurdes du nord de l'Irak, Droit contre raison d'Etat avait assigné Dassault Aviation, Thomson-CSF, Aérospatiale et Luchaire en justice. L'association accusait ces sociétés françaises d'avoir poursuivi leurs livraisons d'armements à l'Irak et à l'Irak sans tenir compte de la dénonciation, aussi bien par l'ONU que par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des violations du droit international et des conventions de Genève commises par les deux belligérants.

Pour l'association, la responsabilité des marchands d'armement était engagée par les comportements de leurs clients. A l'époque, un rapport d'enquête de l'ONU avait d'ailleurs fait état de la participation d'avions Mirage aux bombardements de la localité d'Halabja, dans le Kurdistan irakien, qui firent des centaines de victimes civiles.

A l'argumentation de Droit contre raison d'Etat, les marchands d'armes, ont opposé une ligne de défense simple et invariable qui consistait à mettre en avant la volonté et la responsabilité de l'Etat. Pour leurs avocats, le seul aspect juridique d'un exportateur français d'armement devait se préoccuper de l'obtention d'une licence d'exportation appropriée en bonne et due forme. Pour le reste, les marchands d'armes seraient en quelque sorte sans responsabilité juridique propre au regard d'éventuelles violations du droit international.

Un commerce ramené au droit commun

Illustrant parfaitement ce raisonnement, le directeur de l'Aérospatiale, M. Henri Martre, interrogé sur la question de savoir s'il fallait armer l'Irak dans les années 80, répondit à « L'heure de vérité » du 27 octobre 1991 : « Ce n'est pas une modeste société comme la nôtre qui prend des décisions comme celles-là. » Quant à la société Dassault, rappellent les juristes de Droit contre raison d'Etat, elle soutenait que la vente des Mirage à l'Irak au cours de la même décennie ne faisait qu'exécuter un accord international entre Paris et Bagdad.

Déboutée de son action contre Dassault Aviation en première ins-

ta, la Cour de cassation a estimé que les ventes de matériels de guerre par une entreprise commerciale ne relevaient pas de l'exécution d'actes de gouvernement. Cette décision, qui donne gain de cause à l'association européenne Droit contre raison d'Etat, dont l'objet est de promouvoir le droit international public et humanitaire, infirme l'un des principaux arguments des marchands d'armes qui, souvent, s'abritent derrière le soutien des pouvoirs publics afin d'éviter d'avoir des comptes à rendre à la justice en matière de respect des lois et conventions internationales.

ta, la Cour de cassation a estimé que les ventes de matériels de guerre par une entreprise commerciale ne relevaient pas de l'exécution d'actes de gouvernement. Cette décision, qui donne gain de cause à l'association européenne Droit contre raison d'Etat, dont l'objet est de promouvoir le droit international public et humanitaire, infirme l'un des principaux arguments des marchands d'armes qui, souvent, s'abritent derrière le soutien des pouvoirs publics afin d'éviter d'avoir des comptes à rendre à la justice en matière de respect des lois et conventions internationales.

« L'exécution d'un acte de gouvernement »

La cour, reprenant à son compte l'argumentation de la défense, jugait dans son arrêt que « le contrat passé avec l'Irak par la société Dassault ne constitue que l'exécution, par l'intermédiaire de cette société, d'un acte de gouvernement relevant de la politique nationale, qui échappe ainsi à la compétence de l'autorité judiciaire. »

Saisie en ultime recours, la Cour de cassation est d'un avis opposé. Pour la haute juridiction, « la conclusion des contrats de vente de matériels de guerre par une entreprise commerciale est détachable tant de la décision d'autorisation ou d'agrément auquel elle est subordonnée que de la conduite des relations du gouvernement avec des autorités étrangères. »

En affirmant, d'une part, que les contrats de ventes d'armes ne sont pas indissociables de l'autorisation de l'Etat et, d'autre part, que ces mêmes contrats ne sont pas nécessairement dépendants de la politique étrangère de l'Etat, ce sont les deux grands arguments des marchands d'armes que la Cour refuse formellement.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

ILE-DE-FRANCE

Boulogne veut transformer Billancourt en cité lacustre

M. Paul Graziani, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Boulogne-Billancourt, devait présenter, mardi 7 juillet, les grandes orientations de la municipalité sur le futur aménagement du site de Billancourt que Renault doit libérer progressivement. Le projet s'articule autour d'une idée force : créer une cité lacustre, la « cité bleue », grâce à un réseau de canaux et une continuité avec l'île Seguin. Le tout sous le signe d'un « urbanisme doux ».

M. Paul Graziani entend faire du réaménagement des terrains Renault, une opération d'urbanisme exemplaire. Le site est déjà exceptionnel par sa taille et sa situation : 60 hectares aux portes de Paris, soit 10 % de la superficie totale de la commune de Boulogne. Son projet met au premier rang la qualité de la vie et l'environnement : sur les quelque 60 hectares concernés, 12 seront occupés soit par un réseau de canaux, soit par des espaces verts.

Non seulement les bords de Seine seront rendus aux habitants, mais le fleuve ne se contentera plus d'enserrer Boulogne-Billancourt : il pénétrera dans la ville grâce aux canaux régulièrement nettoyés par un courant artificiel évitant la stagnation des eaux. Un grand axe réservé à la promenade, large de près de 60 mètres, traversera le site du centre de la commune vers la Seine, enjambée par une esplanade, pour atteindre l'île Seguin, où la promenade continuera sur les berges : 3 kilomètres de coulée verte, ponctués d'aires de jeux.

Cet « urbanisme doux » auquel tient tant M. Paul Graziani et qui inspirait déjà le rapport qu'avait rédigé M. Jean-Eudes Roullier à la demande de M. Rocard (le Monde du 23 novembre 1990) se traduit par d'autres signes.

Pas question de constructions anarchiques de bureaux et de logements de standing bordés des traditionnelles voies rapides sur berges. La Cité bleue - c'est le nom de la nouvelle Boulogne - se veut un modèle d'équilibre : 27 % de bureaux, 32 % d'activités économiques, 11 % d'équipements publics et 30 % de logements répartis pour un tiers de logements sociaux, un tiers en logements intermédiaires et

L'impératif de la rigueur économique a largement pesé sur la politique du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS). Du coup, les produits chauffés destinés aux hémophiles et inactivant le virus du sida ont été importés parcimonieusement comme on l'a vu, lundi 6 juillet, devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

L'un savait, l'autre pas. L'un prévenait, l'autre n'entendait rien. L'un accusait poliment, l'autre démentait farouchement. Et jour après jour, l'ancien tandem formé par les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain se dissocia un peu plus, révélant ses failles et ses dissensions passées. Dans la chronique de cette collaboration naufragée, la lettre du docteur Allain à son confrère, en date du 16 janvier 1985, illustre malheureusement quelques-uns des retards dramatiques du Centre national de transfusion sanguine (CNTS).

Une lettre qui sonne comme un désaveu de bien des subtilités développées devant la 16^e chambre correctionnelle. Une lettre qui énonce simplement, en ce début 1985, une réalité d'évidence : « Le problème de la transmission du virus LAV ou HTLV-III par les fractions coagulantes (prescrites aux hémophiles) est aujourd'hui une préoccupation majeure de la santé publique. » Une lettre qui rend subitement désolée les assurances du docteur Garretta : « En 1984, personne ne mesure la gravité de ce qui signale être séropositif. »

Etrange courrier à la réflexion. Sa lecture par le président Jean-Louis Mazères nous apprend que les deux correspondants du docteur

Allain - le docteur Garretta et le professeur Jacques Ruffié, président du CNTS durant quelques mois - entretenaient de mauvaises relations et qu'un climat délétère pouvait nuire à une décision indispensable dans le domaine de la santé publique. Bref, en ce début d'année 1985, le docteur Allain presse le CNTS de signer un accord avec la firme autrichienne Immuno pour que la France puisse enfin chauffer les concentrés sanguins destinés aux hémophiles.

« Le discrédit et la faillite »

Il est temps, grand temps. En juillet 1984, le docteur Garretta avait suspendu les négociations avec Immuno en « étant son cartable » alors qu'il discutait à Munich avec le professeur H. Etl. Six mois ont passé et le docteur Allain informe que 47 % des hémophiles français sont porteurs d'un « marqueur LAV » et que les produits français sont « infectants » pour 35 % des patients qui reçoivent des concentrés sanguins (facteurs VIII et FFPSS).

Alors, pour que les choses soient bien claires, le docteur Allain précise : « La responsabilité du CNTS est donc fortement engagée vis-à-vis des hémophiles, de leurs médecins et du ministère de la santé dans la prévention de cette maladie mortelle. » Et dans une conclusion tout aussi prémonitrice, il donne l'alerte sur quelques-unes des conséquences redoutables auxquelles le CNTS s'expose : « Une déconsidération en tant que partenaire industriel au niveau international ; un discrédit et une faillite dans l'accomplissement d'une de ses missions fondamentales. »

Comment être plus clair ? Mais le docteur Garretta, de toute évidence, devait tenir compte d'autres

paramètres. Et notamment importer le minimum de produits chauffés en attendant de pouvoir en produire lui-même. « Avez-vous reçu des instructions ? », lui demande le président. - « J'appliquais une politique définie. Autrement, j'aurais dû prévenir le ministère. »

La professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, intervient : « Quand le docteur Garretta parle de décision politique, il entend décision financière. » La président Mazères : « Appelez un chat un chat : vous voulez dire qu'on limitait les importations en raison de leur coût financier ? - Oui. - Vous en avez conscience, docteur Garretta ? - Oui, monsieur le président. On nous reprochait de ne pas être autosuffisants. »

La recommandation du docteur Allain

Dans ce contexte, quelques flacons de concentrés chauffés pouvaient être précieux. Et l'histoire racontée par le jeune Jean-Louis, hémophile A, le démontre éloquentement. Hébergé à la suite d'une dispute familiale par le docteur Allain qui le soigne depuis son enfance, il explique comment ce dernier lui remit des produits chauffés et lui demanda « de jeter les produits factor VIII que j'avais en ma possession et qui venaient du CNTS ». Mais un jour, que Jean-Louis situe en décembre 1984, se trouvant à court de concentrés, il néglige la recommandation du docteur Allain.

Il en informa ce dernier le soir même. La scène se passe pendant le dîner : « Cela a jeté un froid, raconte Jean-Louis. L'épouse de Jean-Pierre, qui travaillait au CNTS, est devenue blême et m'a dit : « Quel con d'avoir employé ça. » J'ai posé des questions à Jean-Pierre. Il m'a expliqué que les nou-

veaux produits étaient plus purs et chauffés et qu'ils protégeaient du virus du sida. »

Le docteur Allain ne dément nullement les faits, mais les situe plus tard : « Jean-Louis est resté chez nous du mois de décembre 1984 au mois d'août 1985. En février, j'ai reçu la confirmation qu'il était toujours séronégatif. Compte tenu de ce que je savais, j'ai considéré que mon devoir était de le protéger. Pour faire mon travail de médecin, je me suis permis de détourner quelques flacons de concentrés qui nous restaient au CNTS après une étude. C'était en février-mars 1985. »

Un épisode moins anecdotique qu'il n'y paraît et qui révèle, outre les excellents rapports que le docteur Allain entretenait avec ses patients, le degré de conscience que les dirigeants du CNTS pouvaient avoir des dangers encourus par les hémophiles. Le docteur Allain indique ainsi que son information a été, sinon complète, du moins très forte à partir du 19 décembre 1984 avec la communication du professeur Larrieu (dix-huit hémophiles traités exclusivement avec des concentrés chauffés sont restés séronégatifs). A la même époque, on pouvait du reste lire dans la revue l'hémophile que les produits chauffés ont désormais fait la preuve de leur efficacité.

Des éléments de « connaissance » qui franchiront encore plusieurs mois à franchir la porte du bureau du docteur Garretta et le mur de sa conscience : « Je n'ai pas présent à aucune réunion des groupes d'experts, explique-t-il. Ce que je sais alors, les autres le savent. Je ne suis pas médecin traitant. »

LAURENT GRELSAMER

L'aménagement de l'île Seguin

vingt-cinq ans de retard, estime M. Graziani. Cela revient à reconstruire des tours Aillaud à Boulogne. »

Le maire affirme qu'il n'a pas l'intention de déterrer la hache de guerre et d'entrer en conflit avec l'Etat. Il a mis ses services techniques au travail pour concevoir « son » projet, aujourd'hui approuvé par sa municipalité et les maires voisins. Il rappelle que l'opération respecte les grands principes chers au gouvernement : pas de spéculation foncière ni de sur-densification. Mais il marque dans un même temps son attachement à ne pas se laisser déposséder de l'aménagement de 10 % de sa commune.

La citation qui préface la plaquette de présentation de la Cité bleue donne le ton : « Ce n'est pas à l'Etat de faire la ville. La responsabilité de la décision, si la décentralisation a un sens, appartient désormais à l'Etat. Paul Quilès, 1991. »

JOSÉE POCHAT

Une rocade à péage entre la porte de Bagnolet et la porte d'Auteuil

Le Conseil de Paris confie à Cofiroute l'étude du périphérique souterrain

Le Conseil de Paris a décidé, lundi 6 juillet, de confier à la société Cofiroute, une étude technique et financière pour la création, entre la porte de Bagnolet et la porte d'Auteuil, d'une rocade périphérique souterraine à péage (le Monde daté 5-6 juillet).

Au nom du groupe socialiste, M. Bernard Bret, a combattu ce projet, déclarant notamment : « Nous refusons de céder à l'effet de mode qui veut qu'aujourd'hui, dès qu'un problème de circulation surgit, on fasse appel à la voirie souterraine pour le résoudre. » Il poursuit : « Cette politique de la ville, soumise à l'automobile, va à l'encontre des intérêts de Paris et des Parisiens. » Et M. Bret a conclu : « Sur ce dossier, personne ne leur dictera leur choix aux socialistes. »

L'intervention de M. Bret a eu lieu après la décision de M. Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France, d'inscrire au futur

schéma d'aménagement régional le projet de voirie souterraine de la ville. Cette contradiction entre le gouvernement et des socialistes locaux n'a pas échappé à M. Jean-François Segard, élu écologiste du Conseil de Paris, opposé, lui aussi, à la rocade. Il a lancé, en direction de M. Bret : « Après l'acceptation du projet de la ville par l'Etat, les élus socialistes de la capitale, dont trois ministres, se prononcent contre : allez comprendre ! A vouloir ainsi le beurre et l'argent du beurre, vous ne cessez de vous discréditer. »

Se tournant vers les bancs RPR et UDF, M. Segard s'est alors exclamé : « Vous baissez les bras devant le dikat de l'automobile et vous préconisez des solutions du passé qui, de plus, ont fait la démonstration de leur inefficacité. »

Commentant cette passe d'armes, tel un Rammingrois se frottant les mains, M. Henri Malberg (PC), affirme : « Qu'il s'agisse

Les terrains Renault : 60 hectares

L'ensemble du « site Renault », dans la boucle de la Seine qui comprend Billancourt représente une surface de 60 hectares : 43,5 sur la rive droite à Boulogne, appelé le Trapèze, encore occupés par Renault ; 11 hectares et demi sur l'île Seguin libérée cette année et 5 hectares rive gauche sur la commune de Meudon. La constructibilité totale du site est de 1 065 000 m² : 780 000 rive droite, 210 000 sur l'île Seguin et 75 000 rive gauche à Meudon.

Dans un premier temps, seul le site de l'île Seguin pourra être aménagé. Actuellement, le calendrier de la libération du reste des terrains n'a pas encore été définitivement élaboré.

JEAN PERRIN

de la politique de la ville ou de celle du gouvernement, vive les autoroutes à péage ! »

Ce dossier de voirie souterraine, ouvert quatre fois en moins de deux ans par l'assemblée municipale, le sera une nouvelle fois en mai 1993 quand les études de la capitale étudieront les conclusions remises à l'Hôtel de ville par la société Cofiroute.

Augmentation des tarifs de stationnement payant à Paris. - Le prix du stationnement payant horaire va augmenter à Paris pour atteindre 10 francs l'heure dans le centre de la capitale, au lieu de 8 francs actuellement. Il passera de 6 à 8 francs dans une zone intermédiaire et sera maintenu à 5 francs dans les quartiers périphériques. La décision a été prise, lundi 6 juillet, par le Conseil de Paris.

JULIEN 1520

150

SOCIÉTÉ

JUSTICE Les élections professionnelles dans les cours et tribunaux

Progression des syndicats conservateurs de magistrats

Les résultats des élections professionnelles des magistrats qui ont eu lieu du 16 au 26 juin ont montré une poussée des syndicats conservateurs. L'Union syndicale des magistrats (modérée) gagne 1,3 point et l'Association professionnelle des magistrats (droite) 1 point - et un total de la magistrature, qui perd 4,7 points, 72,57 % des 6 000 magistrats ont participé à cette consultation.

Au mois de juin, les magistrats des cours et tribunaux de France se sont rendus aux urnes afin d'élire leurs représentants à la commission d'avancement et à la commission consultative du parquet. Ils inaugurent ainsi les innovations inscrites dans la loi de la magistrature adoptée par le Parlement fin de la session d'automne : les pouvoirs de la commission d'avancement ont été élargis - elle ne se contente plus de soumettre les contestations portant sur les évaluations professionnelles - et le texte de la loi prévoit également de donner un avis sur les propositions de nominations aux emplois du parquet, à l'exception de ceux de procureur général près la Cour de cassation et de procureur général près une cour d'appel.

Tous les trois ans - ce sera désormais tous les quatre ans - une élection a lieu pour le mérite d'offrir une photographie politique du corps judiciaire. Dans les années 80, l'Union syndicale des magistrats, regroupée en son sein l'ensemble des magistrats syndiqués. Cette année, cinq listes se disputent les suffrages des magistrats : celles de l'Union syndicale des magistrats, organisation majoritaire depuis des années, celle du Syndicat de la magistrature, mouvement ancré à gauche, celle de l'Association professionnelle des magistrats, modérée de gauche, celle de la Force ouvrière et de la CFDT, qui présentent toutes deux des listes pour la première fois.

L'USM toujours majoritaire

Confrontés par cette consultation - elle passe de 51,7 % des suffrages en 1989 à 53,03 % aujourd'hui -, l'Union syndicale des magistrats reste majoritaire au sein de la magistrature. Ébranlée en 1991 par les déclarations de M. Jean-Luc Sauron, son secrétaire général, contre les magistrats du juge Thierry Jean-Pierre, l'USM a adopté depuis lors un ton nettement plus modéré. Cependant il se

revoit les revendications traditionnelles - l'augmentation de la mensualisation des indemnités de fonction, le maintien de la responsabilité de la gestion aux mains des chefs de juridiction, la réforme de l'assortiment de la justice, l'USM, souvent qualifiée de « corporatisme », refuse volontiers sur « apolitisme » et sur « préjugés idéologiques ». Les magistrats modérés des syndicats affilés se disent qui ne sont pas liés à un pouvoir ou un parti, ce qui est faux, affirme le secrétaire général, M. Claude Pons.

En passant de 12,2 % des suffrages en 1989 à 13,27 % aujourd'hui, l'Association professionnelle des magistrats se rapproche de ses objectifs de 1986. L'extrême droite, l'APM, avait vigoureusement défendu, au mois d'avril, l'honneur des magistrats de la chambre d'accusation qui ont rédigé l'arrêt Touvier. Les progrès de cette association, qui ne cesse de dénoncer les « idéologies déviées qui veulent miner le système pénal en ruinant la valeur de la peine », sont minces, mais ils confirment que la magistrature compte aussi ses rangs en courants idéologiques virulents et combatives.

Cette poussée des syndicats conservateurs s'accompagne d'un recul du Syndicat de la magistrature, qui passe de 35,7 % des suffrages en 1989 à 31,18 % aujourd'hui. Après une longue lune de miel avec le gouvernement, le SM, déchiré en 1989-1990 par une crise interne sans précédent, a peu à peu pris ses distances avec le pouvoir. Malgré le démarquage, il paie sans doute aujourd'hui son désengagement à l'égard de la politique judiciaire.

« Nous ne nous attendons pas à de bons résultats », nous assure le secrétaire général du SM, M. Jacques Patrie. De plus, nous nous attendons à la démission de la magistrature à dénoncer clairement les « idéologies déviées » de l'arrêt Touvier, et cela « peut-être pesté ».

Certains des courants traditionnels du Syndicat de la magistrature se sont sans doute tournés cette année vers l'« indépendance », ou vers les deux courants venus de la consultation, FI et la CFDT. En 1990, par exemple, la Force ouvrière, qui n'a pu présenter de liste dans toutes les cours d'appel, recueille un plan national de 0,23 % des voix. Quant à la CFDT, présente à Paris, Rennes et Nîmes, elle a obtenu, sur son terrain, 4 % des voix. Un résultat jugé « modeste mais prometteur » par son secrétaire général, M. Yves Baudouin.

ANNE CHEMIN

ÉDUCATION

Le développement des formations d'ingénieurs

Création de cinquante-six nouveaux instituts universitaires professionnalisés

La commission nationale d'habilitation des instituts universitaires professionnalisés (IUP) a, lundi 6 juillet, en présence de M. Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture, la création de cinquante-six nouveaux IUP dans les établissements d'enseignement supérieur.

Les instituts universitaires professionnalisés (IUP), ces formations supérieures débouchant, quatre années après le baccalauréat, sur un diplôme d'ingénieur-maître, seront, à la rentrée prochaine, près de trois fois plus nombreux.

Depuis l'adoption, en 1983, de la loi relative à l'orientation de l'enseignement supérieur, la commission nationale d'habilitation des IUP a été créée. Elle a pour mission de sélectionner les projets de création de ces instituts, de leur attribuer un statut et de leur attribuer un financement. La commission a, jusqu'à présent, habilité 100 IUP. Elle a, en outre, attribué 100 IUP à des universités et à des établissements d'enseignement supérieur.

habilitations est suspendue à l'examen de dix-huit dossiers par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESR), lundi 7 juillet.

« Cette loi, en puissance, traduit la volonté de l'État », a indiqué le ministre de l'Éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, venu conclure la réunion de la commission des directeurs d'IUP et des présidents d'université concernés. Rappelant la rôle primordial de l'IUP dans la professionnalisation de l'enseignement supérieur, M. Lang a toutefois appelé les différents partenaires à un effort d'information, notamment en direction du tissu industriel, afin que ces nouvelles formations ne souffrent pas de méconnaissance.

La commission d'habilitation des IUP a, en outre, attribué 100 IUP à des universités et à des établissements d'enseignement supérieur. Elle a, en outre, attribué 100 IUP à des universités et à des établissements d'enseignement supérieur.

modifications se justifient. La commission, « lorsque le projet de loi correspondait aux besoins ».

De l'informatique à l'hôtellerie

La commission nationale d'habilitation des IUP a, en outre, attribué 100 IUP à des universités et à des établissements d'enseignement supérieur. Elle a, en outre, attribué 100 IUP à des universités et à des établissements d'enseignement supérieur.

Les grandes lignes des formations en IUP restent stables. Les admissions directes en première année de premier cycle universitaire ou une année de préparation aux Grandes Écoles. Un minimum de trois années est nécessaire pour la promotion, ce qui est le cas dans les trois années suivant la création de l'IUP. Des admissions directes en deuxième année sont possibles si un système encore plus souple est mis en place pour la formation.

Les études durent trois années, sanctionnées par des diplômes équivalents à un cycle universitaire. La moitié de la formation, comprenant des stages en entreprise, doit être dispensée par des professionnels. Pour rémunérer ces professeurs associés, chaque institut disposera de crédits spécifiques. Les IUP, par un diplôme d'ingénieur-maître, la formation sera complétée par un cycle d'études de deux années dans un laboratoire de recherche. Toutefois, devant les réticences nombreuses, le gouvernement semble avoir renoncé à qualifier par un titre d'ingénieur-docteur ces deux années supplémentaires de formation par la recherche.

MICHELLE AULAGNON

ARCHÉOLOGIE

Selon un premier rapport officiel d'experts

Les peintures et les gravures de la grotte Cosquer, près de Marseille, sont authentiques

Le premier rapport officiel sur la grotte Cosquer vient d'être publié dans le Bulletin de la Société préhistorique française. Les auteurs, Jean Clottes, A. Beltrán, Jean Courtin et Henri Cosquer, y font l'inventaire des peintures et des gravures tracées sur les parois de cette grotte sous-marine et exposent les raisons leur permettant de dire que ces « images » sont, avec une quasi-certitude, des œuvres vieilles de 17 000 à 19 000 ans.

Au début, on pouvait douter de l'authenticité de la grotte Cosquer. Cette extraordinaire cavité s'ouvre, dans les calanques de Cassis (sur le territoire de la ville de Marseille), à près de 40 mètres sous la surface de la mer et n'est accessible que par une galerie inondée longue d'environ 200

mètres. Autant dire que très peu de préhistoriens sont capables d'y aller. Elle a été découverte par un plongeur professionnel, Henri Cosquer, en octobre 1985. Depuis, il a exploré la grotte et a découvert les peintures et les gravures qu'il a fait publier le 9 juillet 1991. En outre, il a fait peindre à l'extérieur de la grotte, à l'abri du Rhodan.

Lorsque Henri Cosquer, conformément à la loi, a déclaré la grotte au 3 septembre 1991 (le dimanche 19 septembre 1991), il a déclaré 19 mètres maritimes, soit comme celles de l'archéologie sous-marine, ont été très dubitatives. Pourtant, un préhistorien, Jean Courtin, a été chargé d'explorer la grotte. Il a découvert les peintures et les gravures qu'il a fait publier le 9 juillet 1991. En outre, il a fait peindre à l'extérieur de la grotte, à l'abri du Rhodan.

vaux, bisons, bouquetins, félins, mégacéros, pingouins, phoques et animaux indéterminés peints ou gravés sur les parois de la grotte : des thèmes et des techniques conformes à ce que l'on sait du paléolithique supérieur. Ils font aussi mention des foyers aux charbons mous par détrempeage dû à l'hyperhumidité de l'air de la grotte. Et ils décrivent les concrétions de calcite qui recouvrent de très vastes parties, ornées ou non, de la grotte, ainsi que la patine qui affecte aussi bien les gravures que les parois nues.

Il s'agit ensuite par l'abandon. Patine et calcite peuvent, certes, être « fabriquées » mais ne sont pas « naturelles ». Un tel décor peut être gravé à l'aide d'un objet en os ou en bois : si près de Marseille, les fausses peintures seraient difficilement passées inaperçues. Les pingouins surprennent par leurs ailes en battoir proches des ailerons des manchots de l'hémisphère sud, mais leur présence n'a rien d'étonnant dans les climats froids qui régnaient à l'époque de la

grande glaciation.

Le premier rapport officiel sur la grotte Cosquer vient d'être publié dans le Bulletin de la Société préhistorique française. Les auteurs, Jean Clottes, A. Beltrán, Jean Courtin et Henri Cosquer, y font l'inventaire des peintures et des gravures tracées sur les parois de cette grotte sous-marine et exposent les raisons leur permettant de dire que ces « images » sont, avec une quasi-certitude, des œuvres vieilles de 17 000 à 19 000 ans.

Henri Cosquer vient de publier la grotte Cosquer, récit de la découverte de la grotte Cosquer, par Solar, 120 pages, 180 F.

YVONNE REBEYROL

SCIENCES

Francis Perrin bâtisseur de l'atome

Suite de la première page

Depuis la découverte de la radioactivité par Becquerel en 1896 et celle de l'atome par Pierre et Marie Curie deux ans plus tard, une véritable « révolution » a eu lieu dans le domaine de la recherche en physique nucléaire, qui évoluait au rythme d'une révolution importante par points menaient leurs travaux en étroite collaboration, et les Français - les mieux placés à l'époque - se réunissaient chaque semaine dans le laboratoire de Jean Perrin. Ils y discutaient des travaux en cours à l'Institut du radium et dans les laboratoires de physique, mais aussi politique : la plupart d'entre eux étaient engagés à gauche. Les Perrin et Curie habitaient deux maisons voisines, boulevard Keller, et passaient leurs vacances ensemble en Bretagne, à L'Arcaouet, près de Paimpol.

Francis Perrin profite pleinement de son environnement exceptionnel. Il complète par des études en mathématiques, et en physique une agrégation de physique obtenue des vingt et un ans. A trente-deux ans, il est maître de conférences à la Sorbonne.

Après des travaux sur la fluorescence, il se tourne vers la physique nucléaire et collabore avec Frédéric Joliot-Curie à partir de 1932. Il

est le « mathématicien » d'une équipe qui comportait aussi les physiciens Henri von Halban et Lew Kowarski. En mai 1939, il établit par le calcul qu'une réaction en chaîne ne peut se produire qu'en présence d'une certaine quantité de matière fissile, la « masse critique ». Très vite, les quatre hommes déposent cinq brevets qui couvrent les applications de l'énergie nucléaire imaginables à l'époque, des piles atomiques à la bombe. Il s'agit de prendre de vitesse les Britanniques et les Américains, qui avançaient rapidement dans ce domaine. « La réalisation de ce rêve s'est faite dans une atmosphère à la Jules Verne », se souvient Francis Perrin. Les discussions sur les applications possibles étaient très vives. Mais, par exemple, imaginé l'utilisation de la bombe pour créer une région fertile dans la dépression saharienne ou y apporter les eaux de la Méditerranée.

La première réaction en chaîne se produisit en 1942, dans la pile d'Oslo, à Fermi à Chicago. Mais l'atome de Joliot, Perrin, von Halban et Kowarski était telle que cet événement scientifique aurait dû avoir lieu en France si la guerre n'avait pas dispersé l'équipe, estimant la plupart des laboratoires de sciences. En 1940, von Halban et Kowarski s'embarquèrent pour l'An-

gleterre avec la réserve française d'eau lourde, tandis que les autres préféraient rester en France pour entrer dans la Résistance. Francis Perrin se rendit, pour sa part, aux États-Unis. Il enseigna à l'université Columbia de New-York de 1941 à 1943, puis repréenta les Français à l'étranger en 1944 et 1945 à l'Assemblée consultative d'Alger. De retour à Paris, il devient, en 1946, professeur de physique nucléaire et directeur du Centre de physique nucléaire et de la radioactivité au Collège de France.

L'aventure recommence à la Libération. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est créé en 1946, avec à sa tête Raoul Dautry (administrateur général) et Frédéric Joliot-Curie (chef de mission). Deux ans plus tard, l'équipe des débuts, dont fait bien entendu partie Francis Perrin, fait diverger Zoé, la première pile française réalisée à l'aide des moyens de guerre, selon les termes de l'un de ses constructeurs. Mais, loin des rêves idéalistes de ses premiers inventeurs, l'énergie nucléaire a une première application, particulièrement meurtrière, à Hiroshima et Nagasaki, en 1945. Victime de ses sympathies communistes, Frédéric Joliot-Curie est exclu de la direction du CEA en avril 1950. Francis Perrin le remplace, « à la demande de Joliot-Curie », précise-t-il. Comme de dernier, il affichait lui-même des convictions pacifistes.

Pourtant, il ne protestera pas quand, en décembre 1954, Pierre Curie lance la construction de l'arme atomique. « Il a eu une conviction en partie, se justifiait-il, en me montrant que, dans les

forums internationaux, les pays qui possédaient la bombe avaient beaucoup plus de poids que les autres ». En fait, dans ce domaine, Perrin ne s'est jamais senti à l'aise. Il a la tâche d'Yves Baudouin, directeur de la haute commission Francis Perrin pour ces activités militaires qui restent secrètes jusqu'en 1958, en dernier lieu en effet la caution scientifique, vis-à-vis de l'armée, de Pierre Guillaumat, l'administrateur du CEA à l'époque.

Francis Perrin déploya, en revanche, une activité publique importante pour l'option électronucléaire française face aux attaques dont elle faisait l'objet. En compagnie de Louis Leprince-Ringuet, il participa au colloque de la région Nord-Pas-de-Calais. En 1981, il fut nommé conseiller technique au ministre de l'Environnement, M. Michel Crépeau, puis au cabinet de M. Hugues Bouchardo, qui le lui succéda. Directeur de la production de la centrale nucléaire de l'environnement, il a travaillé de 1983 à 1992.

C'était en février 1975 et Francis Perrin, âgé de soixante-trois ans, avait travaillé cinq ans plus tôt de la direction du CEA. Jusqu'à la fin, son homme de convictions n'hésita jamais à prendre parti quand il le jugeait nécessaire. Pour soutenir André Sakharov, cinq autres membres de l'Académie des sciences (le Monde du 23 mai 1981). On peut dire que la cause de l'athéisme, il a été de l'Union des athées, dont il était président d'honneur (le Monde du 24 janvier 1979).

JEAN-PAUL DUFOR

ENVIRONNEMENT

M. François Letourneux est nommé directeur du Conservatoire du littoral

Le Journal officiel du 2 juillet annonce la nomination de M. François Letourneux, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, au poste de directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, en remplacement de M. Patrice Bequet.

(Né le 2 novembre 1940 à Clermont-Ferrand, François Letourneux est ingénieur agronome. En 1960, il a été nommé directeur technique de la région Nord-Pas-de-Calais. En 1981, il a été nommé conseiller technique au ministre de l'Environnement, M. Michel Crépeau, puis au cabinet de M. Hugues Bouchardo, qui le lui succéda. Directeur de la production de la centrale nucléaire de l'environnement, il a travaillé de 1983 à 1992.)

EN BREF

Coopération nucléaire européenne : la Hongrie entre au CERN. - La République de Hongrie a été admise comme 17^e État membre du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN), annonce le CERN dans un communiqué. La décision prend effet le 1^{er} juillet. Depuis les années soixante, des scientifiques hongrois travaillent au CERN, où ils participent actuellement à plusieurs expériences. Cette admission leur permet de bénéficier de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

Dans « Documents » de juillet

Fraudes, escroqueries, supercheries

Il n'est jamais facile de distinguer le vrai du faux, la vérité du mensonge, ceux qui ont apparemment raison de ceux qui n'auraient pas raison. L'objectif de ce numéro du Documents est d'apporter un éclairage sur des affaires de fraude et de supercherie en rappelant quelques faits historiques, mais aussi d'amener nos lecteurs à réfléchir sur la façon de distinguer le vrai du faux, la vérité du mensonge, ceux qui ont apparemment raison de ceux qui n'auraient pas raison. L'objectif de ce numéro du Documents est d'apporter un éclairage sur des affaires de fraude et de supercherie en rappelant quelques faits historiques, mais aussi d'amener nos lecteurs à réfléchir sur la façon de distinguer le vrai du faux, la vérité du mensonge, ceux qui ont apparemment raison de ceux qui n'auraient pas raison.

Enfin, dans ce numéro, prennent l'air de la poudre d'escamotage les faits de fraude et de supercherie en rappelant quelques faits historiques, mais aussi d'amener nos lecteurs à réfléchir sur la façon de distinguer le vrai du faux, la vérité du mensonge, ceux qui ont apparemment raison de ceux qui n'auraient pas raison. L'objectif de ce numéro du Documents est d'apporter un éclairage sur des affaires de fraude et de supercherie en rappelant quelques faits historiques, mais aussi d'amener nos lecteurs à réfléchir sur la façon de distinguer le vrai du faux, la vérité du mensonge, ceux qui ont apparemment raison de ceux qui n'auraient pas raison.

Enfin, dans ce numéro, prennent l'air de la poudre d'escamotage les faits de fraude et de supercherie en rappelant quelques faits historiques, mais aussi d'amener nos lecteurs à réfléchir sur la façon de distinguer le vrai du faux, la vérité du mensonge, ceux qui ont apparemment raison de ceux qui n'auraient pas raison. L'objectif de ce numéro du Documents est d'apporter un éclairage sur des affaires de fraude et de supercherie en rappelant quelques faits historiques, mais aussi d'amener nos lecteurs à réfléchir sur la façon de distinguer le vrai du faux, la vérité du mensonge, ceux qui ont apparemment raison de ceux qui n'auraient pas raison.

POINT/LES CHAUFFEURS ROUTIERS

Un conflit social mal traité

Perdre le permis, perdre l'emploi

Pourquoi les chauffeurs routiers craignent-ils les conséquences de l'application du permis à points ? Comme les autres usagers, ils disposent depuis le 1^{er} juillet d'un capital de six points pour l'ensemble de leurs permis de conduire (véhicules légers, poids lourds, plus 3,5 tonnes, éventuellement motocyclettes). La plupart des chauffeurs routiers parcourent en moyenne entre 10 000 et 15 000 kilomètres chaque mois, soit autant que le kilométrage moyen annuel du conducteur d'une voiture particulière. Ils affirment qu'ils sont beaucoup plus exposés aux infractions au code de la route qu'ils risquent donc de perdre rapidement les six points de leur permis. Une annulation du « droit de conduire » signifie pour eux, disent-ils, la perte de leur emploi. D'autant qu'un délai de 15 jours est imposé par la loi de 1989 avant de pouvoir se représenter au permis de conduire et qu'ils devront réussir l'examen pour conduire les véhicules qu'ils ont de se réinscrire à leur permis poids lourds.

Les syndicats des chauffeurs et des transporteurs routiers laissent la parole d'un « permis professionnel ».

Celui-ci comporterait un certain nombre de points, supérieur à six, et ne pourrait pas être annulé. Ils disposent aussi de la loi, qui prévoit au minimum une réglementation unique. Celle-ci s'impose d'autant plus que tous les permis (automobiles, poids lourds, motocyclettes) empruntent la même réglementation.

Une autre revendication concerne la vitesse maximale autorisée. Celle-ci est actuellement de 90 km/h sur autoroute et de 80 km/h sur les autres routes pour les camions de 10 à 19 tonnes ; de 80 km/h sur les autoroutes et de 60 km/h sur les autres routes pour les camions de plus de 19 tonnes ; de 90 km/h sur l'ensemble des routes pour les transports en commun (100 km/h sur autoroute s'ils sont munis de freins antibloquants). En ville, les poids lourds doivent respecter la limite de 50 km/h. Les chauffeurs-routiers affirment que ces « limites » sont « insupportables » compte tenu des performances de leurs véhicules. Mais, depuis un décret du 1^{er} octobre 1984, les poids

L'embryon d'accord signé mardi 7 juillet par les ministres concernés et les représentants des patrons du transport routier confirme la réorientation sociale du conflit qui a paralysé les routes de France et sérieusement perturbé les activités économiques.

Les chefs d'entreprise du transport dénoncent ce qu'ils appellent une dérive « sociale » cherchant à remettre l'accent sur la création du permis de conduire à points, d'où viendrait tout le

mal. Mais il était inévitable que les discussions en arrivent là, car, dans ce domaine où l'on ne compte pas plus de 0,2 % de sociétés de plus de deux cents salariés, les problèmes sociaux sont mal traités. Ce n'est pas sans raison que M. Mitterrand a parlé des « serfs » de la route : les petits patrons qui exploitent un ou deux camions dont ils honorent difficilement les coûts et les chauffeurs salariés gagnent pas beaucoup plus que le SMIC. Les uns et les autres roulent largement plus qu'il

n'est autorisé à représenter les véritables dangers pour les autres usagers de la route.

Il est temps de moderniser ce monde archaïque, d'autant que la suppression des frontières au sein de l'Europe des douze ne laisse plus beaucoup de temps pour mettre à niveau les professionnels français, moins formés et plus mal payés que les transporteurs allemands, belges ou néerlandais qui « caboteront », demain, dans l'Hexagone.

La grande peur de l'Europe

Les routiers comme les agriculteurs ont peur de l'Europe. Patrons ou salariés, ils redoutent la concurrence de leurs collègues belges, néerlandais, allemands, mais aussi mieux formés, notamment en langues, donc plus compétitifs en terme de qualité de service, et de leurs collègues espagnols, portugais, grecs, donc plus compétitifs en terme de coûts.

Il leur a pourtant fallu aller dans le sens du libéralisme voulu par le traité de Rome et accepter le démantèlement de la réglementation ultra-protectrice dont chaque Etat s'est doté pour protéger ses nationaux. On peut dire que des dizaines de conseils des ministres des transports de la Communauté ont péniblement travaillé pour trouver les solutions acceptables par les Britanniques et les Néerlandais, tenants du libéralisme, tout comme par les Allemands et les Français, infiniment plus protectionnistes.

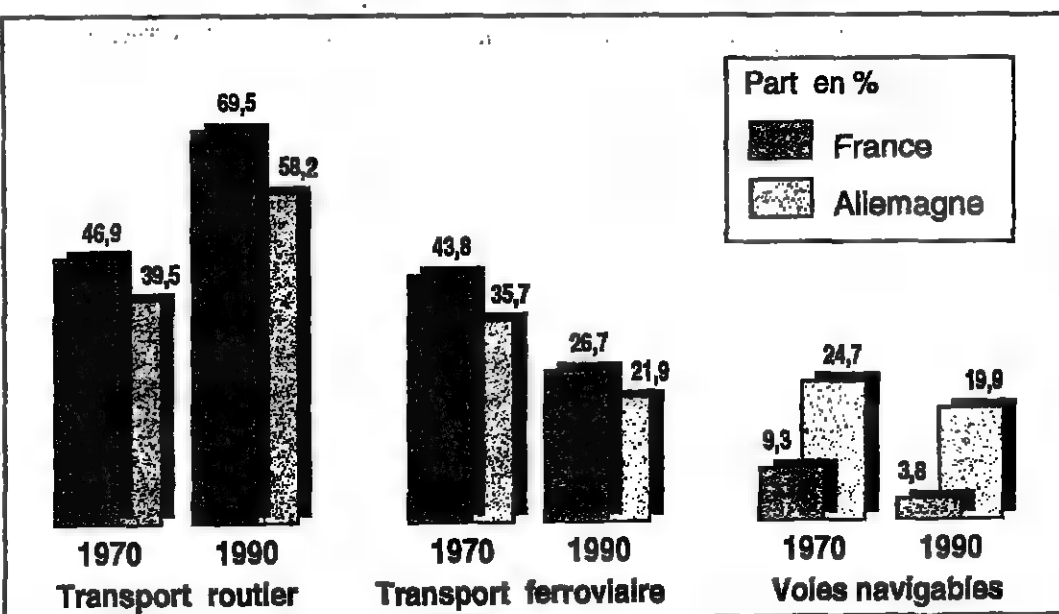
Les conditions de la concurrence

Que se passera-t-il le 1^{er} janvier 1993, date fatidique à laquelle les frontières disparaîtront entre les Douze ? En matière de transports, entre Etats membres, les autorisations quantitatives mises en vigueur laisseront la place à des autorisations « qualitatives », c'est-à-dire à des autorisations automatiquement accordées à franchir les anciennes frontières. Les entrepreneurs routiers détenteurs de la licence officielle, d'une compétence vérifiée, d'une honorabilité et d'une capacité financière certifiées, eux seuls, changeront grand chose tant le transport international routier fonctionne déjà sur de vraies bases.

En revanche, ni l'administration française ni les professionnels ne sont prêts à admettre la liberté de

AL. F.

Évolution des trafics nationaux de marchandises



Les dégâts d'une libéralisation brutale

Les routiers vont mal. Sur fond de démantèlement des tarifs, principal levier de leur survie, ils se sentent livrés à eux-mêmes. Soumis à une véritable guerre des tarifs, les camionneurs voient leurs marges fondre. Sur 36 762 entreprises de transports de marchandises en 1970, 24 % ne comptait qu'un seul patron et pas d'employés. C'est la formule minimale d'un homme et d'un camion, un couple dont la survie est de plus en plus difficile. En 1991, près de 2 400 entreprises ont disparu, soit deux fois plus qu'en 1970.

La libéralisation tarifaire, initiée en 1986, a jeté les camionneurs dans un univers concurrentiel auquel ils n'étaient pas préparés. Protégés par une tarification routière obligatoire, ils se sont retrouvés brutalement sans garde-fou. « L'envahissement des tarifs dispensés aux camionneurs de l'étranger par le prix revient et de se faire concurrence », a déclaré à la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR).

C'est également dans ce contexte que la création d'entreprises n'a plus été soumise à la détention d'un « patrimoine ». On a créé une profession très contingente à des installations très modestes. On a vu ainsi fleurir de nombreuses entreprises, communes mesure avec la réduction du trafic. Le nombre de

transporteurs routiers est passé de 34 150 en 1983 à 33 128 en 1991 (le Monde du 20 octobre 1991). Parmi les entreprises, l'un des plus importants leviers de la survie est l'offre par wagon de la demande, qui entraîne un colmatage des prix. M. M. Bessy, vice-président du Syndicat national des transporteurs, il y a deux ans, était un camion, mais il y a eu une explosion d'entreprises qui démarquent, acceptent n'importe quel prix et sont donc des concurrents financiers.

Depuis 1988, les prix n'ont cessé d'être tirés vers le bas, et 25 % des artisans pratiqueraient des prix en dessous du coût de revient, selon M. Bessy. Dans ce contexte, les entreprises n'ont cessé de fondre, pour 30 % en 1987 et 23,4 % en 1991. D'autant plus que les coûts ont grimpé dans la même période, avec une hausse de 7 % de 1987 à 1991.

Pendant un temps, la croissance considérable du trafic routier a compensé ces difficultés. On travaillait pour s'en sortir. Mais le ralentissement de la croissance, à partir de 1989, accentué par la guerre du Golfe, a donné le coup de grâce à une profession démunie. Les plus petits, sous-traitants pour beaucoup, ont subi de plein fouet le retour à la normalité. Le développement de la sous-traitance a mis les artisans à la merci d'entreprises plus puissantes. Du coup, ont eu de plus en plus recours à ces petits patrons, dénommés

« tractionnaires ». Cette formule leur permet de se développer sans prendre trop de risque, mais elle les rend vulnérables à la concurrence de la part des artisans capables de travailler beaucoup à un prix. Mais qu'un salarié soumis au droit du travail et ne doit pas dépasser quarante-six heures par semaine, heures supplémentaires comprises, les tractionnaires peuvent rouler jusqu'à cinquante-six heures par semaine. La sous-traitance, une formule normale, a été excès. Certains artisans ne travaillent que pour un client et se placent dans une situation de dépendance vis-à-vis du droit

« Il faut moraliser la profession », a-t-il affirmé. M. Jean-Louis Amato, président de l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA). Certains entrepreneurs sont des sous-traitants à la chaîne, ils dégradent les conditions de travail. L'an dernier, les pouvoirs publics diffusent une liste de la sous-traitance pour aider les tractionnaires. Le dernier, les chargeurs, les distributeurs, les transporteurs signaient un protocole d'accord visant à ramener à trente jours les délais de paiement, qui peuvent atteindre jusqu'à 120 jours. Un décret prévoyant des modalités d'accès à la profession plus strictes (des conditions de formation) est également attendu. Mais il est fort probable que ces mesures ne suffiront pas à réguler une profession si difficile.

MARTINE LARONCIE

Journées longues, salaires médiocres

La rémunération brute pour les conducteurs de poids lourds, entre 11 tonnes et 19 tonnes est de 11 500 F par mois (primes et heures supplémentaires comprises, sans considération d'ancienneté au temps de travail), soit 7 685 F par mois net. Elle est de 12 500 F annuels pour les conducteurs de poids lourds de plus de 19 tonnes, soit 8 341 F par mois, selon les conventions par la Caisse autonome de retraite complémentaire et de prévoyance du transport (CARPT) en 1990. Ces salaires sont inférieurs à ceux fixés au 1^{er} février 1992 lors des négociations paritaires. Le salaire minimum d'embauche, pour un conducteur de poids lourds de 11 à 19 tonnes, est de 5 100 F pour 39 heures par semaine (prime comprise) et à 6 251 F après quinze années d'ancienneté. Au-delà de 19 tonnes, le salaire minimum est de 8 625 F et 6 331 F après quinze ans d'ancienneté.

La durée du travail laisse également à désirer. Alors que la durée maximale autorisée par le code du travail est de 48 heures par semaine, les syndicats se plaignent de temps de conduite de 50 heures à 60 heures par semaine. Les chauffeurs sont souvent proches de ceux d'une semaine hebdomadaire de travail. Les camionneurs, qui s'absentent pour un seul jour, travaillent en moyenne 48,2 heures par semaine, soit deux à quatre jours, en temps de travail plein à 36,1 heures, et pour les voyages de 5 jours et plus à 60,7 heures. Soit en moyenne 53,2 heures.

Ces données sont confirmées par la nature des infractions constatées sur les entreprises ou sur la route. Sur près de 340 000 camions contrôlés en 1991 sur 33 623 étaient en infraction à la réglementation sociale. Dans plus de 80 % des cas, il s'agissait de dépasser la durée journalière de conduite.

La formation des salariés des transports est également limitée. Moins de 5 % d'entre eux détiennent un CAP ou un certificat de formation professionnelle de chauffeur routier, selon le Conseil national des transports (CNT). En général, la qualification est la plus simple expression, un permis de conduire les poids lourds.

Par ailleurs, les coûts des accidents mortels chez les usagers marchandise restent, en 1990, près de dix fois supérieurs à la moyenne nationale, celui des accidents graves trois fois et celui des accidents avec arrêt de trois mois. Le CNT dans son rapport sur l'évolution des activités du transport routier et aérien en 1991.

M. La.

En Belgique, la loi votée en 1990 n'est pas appliquée

BRUXELLES

Malgré les pertes indirectes de leur emploi, les syndicats belges des routiers ne se sont pas laissés aller à ce qu'ils appellent la « loi belge ». Dans leur esprit, la loi belge n'est qu'un simple acte de dévotion à l'égard d'une loi votée en 1990 pour l'instauration du permis à points n'a jamais vu le jour, en raison des protestations, à l'époque, des professionnels concernés, qui se sont opposés à la loi.

Cette loi, proposée par M. Jean-Luc Dehaene, actuel premier ministre, a été votée par le parlement belge, mais elle n'a jamais été appliquée. M. Dehaene, qui a succédé à M. Gys Dehaene, a déclaré que, compte tenu des événements en France, il ne se fera pas de la loi belge. Il a fait le cadre d'un plan plus général pour accroître les synergies entre différents modes de transports que le ministre présentera dès la rentrée.

20 % du trafic routier de la CEE

En principe, la dangerosité des poids lourds belges est réduite par des conditions de travail plus favorables qu'en France et découlant d'une convention nationale entre patrons et salariés.

Un effort a été entrepris pour la formation professionnelle des jeunes. Grâce à un fonds social financé par les employeurs, huit écoles spéciales ont été créées, et la première promotion de « diplômés chauffeurs de poids lourds » (dont une femme) a été baptisée la semaine dernière. Malgré cela, les milieux concernés ne cachent pas

que les nombreux imprudences commises par les professionnels au volant de leur profession où ils sont très avertis.

En raison de sa situation géographique et de la présence du port d'Anvers, la Belgique assure plus de 20 % du trafic routier de la Communauté européenne. Quelque 7 000 entreprises (dont 5 000 possèdent moins de 4 véhicules) travaillent dans ce secteur, qui génère 1,2 % du produit national brut (PNB).

Le royaume s'adjuge 60 % du transport bilatéral entre la France et, chaque jour, en moyenne, 1 000 camions belges roulent sur les routes et autoroutes de l'Hexagone, dont environ 10 % en transit vers l'Espagne et l'Italie.

Plusieurs centaines de camionneurs belges restent bloqués en France lundi 6 juillet. M. Willy Claes, ministre des affaires étrangères, a invité à faire constater par la gendarmerie française les dommages causés par leurs camions de denrées périssables, en vue d'une procédure de remboursement à la charge de la France.

La fédération des transporteurs belges, qui chiffrait à 11 millions de francs belges (5 millions de francs français) le manque à gagner quotidien en raison de l'arrêt du trafic. Néanmoins, certains camionneurs belges n'ont pas hésité à faire des manœuvres dangereuses (dont nous avons vu le témoin à l'autoroute Bruxelles-Paris) pour empêcher de passer les automobilistes qui tentaient de se dégager de la bande latérale réservée aux urgences. Une façon d'ajouter en France à la pagaille qu'ils espèrent dissuasive pour leur propre gouvernement.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

SPORTS

CYCLISME : le 79^e Tour de France

Conte de fées

Le Tour s'est poursuivi lundi 6 juillet sur les chapeaux de France, l'exploit d'un jeune Français, Vireque, arrivé deuxième, derrière l'Espagnol Javier Murguialday, de l'étape qui conduisait les deux à Saint-Sébastien à Pau. Au terme d'une échappée de 130 kilomètres, Vireque a revêtu le maillot jaune, le maillot vert (du meilleur sprinter), le maillot à pois rouges attribué au meilleur grimpeur. Au classement général, il est au sixième Alex Zuelle, l'une des victimes d'une unique étape pyrénéenne, et prédomine Indurain à 4 min 36. Bugno à 4 min 36.

PAU

de l'envoyé spécial

D'abord, l'image. Celle d'un gamin de vingt-deux ans, rouge à lèvres imprimés sur le joué, hommage d'un bouquet de jolies filles qui se lassent d'embrasser le podium. Puis, à un instant, le sentier de la gloire. Certes, le front de l'heureux élu, Richard Vireque, n'est pas ceint de lauriers, mais c'est tout comme. Exit le héros suisse de la veille, Alex Zuelle, relégué à près de douze minutes au classement général. Victime, comme bien d'autres, de la version moderne de l'ancienne étape romaine dont les écoliers se souviennent qu'elle partait du Capitole pour s'achever, plus vite que prévu, du côté de la roche Tarpentine. Du zénith à la trappe.

Ensuite, le sous-titre. L'épopée, dit la légende. L'épopée, dit de Grande Bouche et de Pyrénées qu'on avait un peu rapidement escamotées et qui, au terme d'une étape jugée un peu légèrement de « moyenne montagne », se rappelaient soudain au bon souvenir des chroniqueurs épris de panache et de faits d'armes.

En déroulant, 235 kilomètres durant, la belle histoire d'un jeune coureur français qui, parti anonyme de Saint-Sébastien, a métamorphosé, six heures et quarante-deux minutes plus tard, en médiatique. Par la grâce de Dieu. C'est lui-même qui le suggère en répondant, après coup, à des journalistes qui, pris de court, lui demandaient d'abord de déclarer son identité... Nom? Prénom? Date? Naissance? Palmarès? « Depuis que j'ai passé, pro, l'an dernier, précédant, je n'ai enregistré aucune victoire ».

EN BREF

■ **TENNIS** : McEnroe et Lendl vainqueurs à Wimbledon. — L'Allemand Michael Stich a remporté, lundi 6 juillet, la finale du double de Wimbledon en battant les Américains Jim Grabb et Richey Reneberg (5-7, 7-6, 3-6, 7-6, 19-17). La partie avait interrompu la veille par l'obscurité à 13-13 dans le cinquième set. Avec 11 jeux disputés en 5 h 11 mn, cette finale est la plus longue disputée dans l'histoire de Wimbledon.

■ **FOOTBALL** : le Furiati a été vendu. — La commission des sports du district urbain de Furiati a décidé, lundi 5 juillet, d'acheter le stade Armand-Cesari de Furiati, mais pas pour 1 million de francs, mais en cadre de la liquidation judiciaire civile de l'ex-Sporting Etoile Club de Bastia (SECB). Le SECB a son droit de préemption, évitant au stade l'adjudication et la mise en vente. La décision de mise en vente du stade avait été prise jeudi par le juge commissaire du tribunal de grande instance de Bastia après une entrevue avec les responsables du SECB, auquel avait succédé le Sporting Club de Bastia (SCB). Le SECB était resté propriétaire du terrain, mais louait le stade au SCB pour 1 million de francs. Le SECB a toutefois refusé de vendre le stade depuis la catastrophe qui avait fait 15 morts et 11 blessés le 11 mai.

JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au Journal officiel du 6 juillet 1992 :

UNE CIRCUULAIRE

— Du 27 mai 1992 relative à la mise à jour de la liste des produits et procédés de traitement des déchets destinés à la consommation humaine.

même, je ne sois pas passé côté. Aujourd'hui, le bon Dieu a dit : « mérité quelque chose. » Il m'a donné trois maillots !

Un vrai conte de fées. Qui mène par une échappée solitaire lancée à 19 kilomètres du départ. Se poursuit par une équipe menée à trois puis à deux, avec son équipier, le Français (qui finira par lâcher prise), l'Espagnol Javier Murguialday, qui, lui, s'octroiera le prix de la précieuse assistance : victoire d'étape. Et qui s'achève comme débute tout bon conte de fées, par un « Il était une fois... ».

Le repêché d'une équipe repêchée

Il était une fois un jeune Français, né le 19 novembre 1969 à Casablanca, au Maroc, où son père était sous-directeur d'une entreprise de pneus. Obligé de rentrer en France, dernier se reconvertissement à la nautique, tandis que Richard lancera dans le cyclisme à l'âge de 17 ans. « Pour me payer un vélo et des boyaux, il s'est mis à la tripe », se souvient, ému, reconnaissant, Richard, qui lui dédie une victoire également offerte à sa copine, Stéphanie, « que j'aime très fort ».

Regards attendris de l'assistance, qui craque définitivement devant Vireque s'excusant d'avoir pris son dernier moment (en raison de sa prestation championne de France) et de la vouloir, la place d'un autre, l'équipe RMO, elle-même repêchée par le directeur du Tour.

De quoi expliquer, en tout, que, si Richard était, lundi, victime de cette échappée fringale, hantise d'un peloton trop occupé à avaler sans trop de casse une étape au profil des montagnes, lui, le petit nouveau, avait su faire de reconnaissance. D'autant que, début, samedi, dans le prologue contre le début, l'avaient un peu déçu. « J'ai fini 150^e. J'avais un peu les boules », le soir même si je n'étais qu'à cinquante-cinq secondes du leader. « Le dimanche, j'étais un peu plus rassuré et j'ai fait 6^e. J'étais content de moi. »

Son directeur sportif, Bruno Besson, lui avait dit, lundi, avant le départ, « ne sois pas dans les coups ». Il y alla donc, du bon cœur. « Je me suis dit : aujourd'hui, c'est ton jour. J'ai attaqué une première fois et comme ils n'ont pas réagi, j'ai remis le coup. Je n'avais pas bien regardé le parcours et les deux premières bosses ont été très dures. Ce qui ne m'a pas empêché, avec l'aide de l'avance au pied de la principale difficulté du jour, le col de Marie-Blanche, d'estimer que « c'était jouable ». J'y croyais, car à chaque fois, je suis passé pas loin du but, et je suis sûr d'être allé, en ne souriant, ça m'a souri, Richard, accroché-t-il. »

Le bonheur d'un gamin

Il s'est accroché, s'est vraiment « fait mal » dans l'ultime col, où il a « tiré gros » (utiliser un grand braquet), et a donné tout ce qu'il avait dans le final. Il a joué et il a gagné. Là encore presque étonné, lui, le malchanceux chroniqueur (je me souviens de l'attention, il y a eu une fois un qui va traverser la route), d'avoir préservé une avance de cinq minutes au petit groupe où figuraient, écroulés du peu, Indurain, Bugno, Chiappucci et son ancien chef de file, Charly Mottet. Lucide (« le maillot jaune, c'est un rêve mais je garderais volontiers celui de meilleur grimpeur »), Vireque devait encore étonner : se montrant d'un cyclisme français malade, dont il se fit le vibrant et émouvant avocat.

Restait, au terme d'une belle journée épopée comme aime le Tour, le bonheur d'un gamin « vraiment content », qui, un jour, a choisi le vélo (« les études, j'y vais pas tout mon truc »), aime s'entraîner au bord de la mer, chez lui, dans le Var, entre Le Lavandou et Hyères. Un coureur qui, aujourd'hui, se fait faire sa place dans le peloton. Un peu fou-fou certes, mais son propre « Mais, constate-t-il, parfois ça va. Je ne peux rester en place, il faut que je bouge. L'effort, ça me plaît mais je suis là pour apprendre. » Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître.

PATRICK FRANCÈS

Les classements

DEUXIÈME ÉTAPE :

1. Murguialday (Esp), à 41 mn 56 s ; 2. Vireque (Fra), à 43 s ; 3. Bugno (Ita), à 1 mn 11 s ; 4. Chiappucci (Ita), à 1 mn 15 s ; 5. Indurain (Fra), même temps.

Général : 1. Vireque, à 11 h 30 mn 45 s ; 2. Indurain (Esp), à 4 mn 34 s ; Bugno, à 4 mn 36 s ; 4. Arnaud (Fra), à 4 mn 50 s ; 5. Alcalá (Mex), à 5 mn 04 s.

Naissances

— Isabelle et Jean-Marc WIEDER,

d'annoncer la naissance de

Anna-Sophie,

le 3 juin 1992, à Nogent-sur-Marne.

— Vendredi 3 juin 1992,

à Paris.

— née.

Martine et FTTAIRE,

7, rue de l'Érable, « La Nérac »,

Boussy-Saint-Antoine.

— Josephine et Zol

petite sœur

née le 1^{er} juillet 1991.

— BRUEDER,

17, rue Richard-Lenoir,

75011.

— Alexandre de COMARMOND

Marc AMZALLAG,

la joie d'annoncer la

survenue le 1^{er} juillet.

1, rue Albert-Camus,

Paris.

— et Karol VASAK,

Natacha,

ont la joie de faire part de la naissance de

Marouche.

London, le 12 juin 1992.

— et Carol SHYMAN,

Arthur,

heureux d'annoncer la naissance de

Viviane Lee,

le 1^{er} juillet 1992, à

2, place Gustave-Toudouze,

75009 Paris.

— Mariages

— Brigitte DUSSEAU

et Jean-Bernard CADIER

maris le 1^{er} juillet 1992.

34, rue Pasteur,

92190 Maudou.

— M. et M^{me} Françoise LUQUET,

sont heureux de faire part de leur mariage

avec

Christophe SZCZESZEK.

Le mariage a eu lieu à l'intimité,

le 1^{er} juillet 1992, à Versailles.

45, avenue de Saint-Cloud,

78000 Paris.

— Décès

— M^{me} Roger Billaud,

son épouse,

Arlette et Nachbaur,

ses enfants,

Le docteur Eric et le docteur

Valérie Bourget,

et Anne-Marie Nachbaur,

Catherine et le docteur Jean-Paul

Krom,

sus petits-enfants,

Antoine,

son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du

M. Roger BILLAUD,

officier de l'Ordre national

du Mérite,

à la commission technique

du service des affaires sociales,

président d'honneur de la Fédération

des anciens combattants

des organisations sociales,

à Paris, le 3 juillet 1992.

La levée du corps et l'inhumation

se feront à la famille le lieu

le vendredi 10 juillet, à 14 h 30, au cime-

tière de Fontenay-sous-Bois (Val-de-

Marne).

43, rue de la Forme,

75001 Neuilly.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques

Abonnés et actionnaires

Communi. diverses

Thèmes éditoriaux

CARNET DU Monde

— M^{me} Liliane

et sa fille Caroline,

M. et M^{me} Wilfried Unterwiesing

M. et M^{me} Roger

leur Philippe,

M^{me} Sina Nizari,

M. Patrick Susini,

Les familles Dana, Todeschi, Elbène,

la douleur de faire part du décès de

Henri DANA,

avocat à la Cour d'appel

d'Aix-en-Provence.

Les obsèques ont lieu à Aix-en-

Provence, le 2 juillet 1992.

15, rue Jean-Jaurès,

13100 Aix-en-Provence.

— La M^{me} Philippine Galup,

M. et M^{me} J.-F. Juillard,

enfants et petite-fille,

M. et M^{me} J.

M^{me} Soline Galup,

la douleur d'annoncer la

M^{me} Suzanne GALUP,

née Chevillard,

professeure de philosophie,

le 2 juillet 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 8 juillet, à 14 h, au temple

de l'Eglise réformée de Corbeil,

16, rue Carnot, suivie de l'inhuma-

tion au cimetière de l'Ermitage, à Cor-

beil.

« Le soir Jésus dit à ses

disciples : « Sur l'autre rive, »

Marc, ch. 4, v. 35.

25, rue du 14-Juillet,

91100 Corbeil.

— Saint-Maurice-La Souterraine,

La Souterraine.

Françoise Gardet,

épouse,

Marc-Louis Gardet,

son frère,

et sa famille,

la douleur de faire part du

Roger GARDET,

conseiller général de La Souterraine,

maire

de Saint-Maurice-La Souterraine,

ancien président du comité

départemental de la Libération,

de la Résistance,

survenue le 5 juillet 1992, à

soixante-troisième année.

Un dernier hommage lui sera rendu

mercredi 8 juillet, à 10 h 30, place de

la Mairie, à Saint-Maurice-La Souter-

aine.

La volonté, il sera inébranlable.

Cet avis tient lieu de faire-part.

sur registre.

La famille remercie par avance

toutes les personnes qui prendront part

à sa peine.

— Le Frère François LOUVEL,

dominicain,

entré dans la lumière du Seigneur le

1^{er} juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-

cinq ans.

Les funérailles seront célébrées le

mercredi 8 juillet, à 10 h 30, au Village

convalescent de l'Annonciation,

222, rue de Fausbourg-Saint-Honoré,

Paris-8^e.

Le part

du Père prior provincial de la

province dominicaine de France,

du Père prior et des religieux

du couvent de l'Annonciation,

et sa famille.

— Sylvie Hourdia,

épouse,

Charles-Henri Montagne,

son fils,

Henri et Henriette Montagne,

parents,

ont la douleur d'annoncer la

Jean-Pierre MONTAGNE.

Les obsèques ont lieu mercredi

8 juillet, à 14 heures, au cimetière du

Montparnasse (entrée Edgar-Quinet),

Paris-14^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Françoise Moutier,

épouse,

Sophie Moutier,

M. et M^{me} Christophe Moutier,

M. et M^{me} Emmanuel Moutier,

Genevieve et Rémy Leveau,

Philippe Leveau,

Charles et Hervé Grandury,

enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

et Pierre Courregelongue

ont la douleur de faire part du décès

de M. Emile André MOUCIER,

officier de l'Ordre national du Mérite,

officier

de l'Ordre des Palmes académiques,

médaille du bronze

de la Légion d'honneur française,

le 1^{er} juillet 1992, à l'âge

Le retour de Giotto

E LLE dormait depuis avril 1986. D'un sommeil profond, comme pour un repos du formidable effort accompli pendant la folle nuit du 13 mars 1986 en compagnie de... Halley. D'un sommeil qui n'aurait pu s'arrêter. Mais les chercheurs, éternels insatisfaits, en décidèrent autrement et, un jour le 12 février 1990, réactivèrent Giotto pour un nouveau rendez-vous.

C'est donc un miracle que cette jeune femme, prévue pour fonctionner seulement deux ans, soit encore prête, dans un sursaut de vie, à reprendre du service pour se porter, à la rencontre d'une vieille comète, Grigg-Skjellerup, qui tourne autour du Soleil en 5

Mais, pour qu'une telle œuvre soit possible, il faut que Giotto montre, après son réveil, quelque capacité à travailler efficacement. L'heure est bien sûr à l'optimisme chez les scientifiques, mais si chacun comprend bien que la tâche est immense qui contrôle la guerre n'a guère été... La réactivation réussie de l'engin en février 1990 a été une première victoire, vite suivie, en juillet de la même année, d'une... de trajectoire... pour qu'elle puisse... contre Grigs-Skiellerup. Puis Giotto finit par... pour deux ans.



Giotto n'a **jamais** été conçue au départ pour effectuer **une** seconde mission et encore moins **deux** réac-

tivée à une telle distance. Les principales n'étant pas tournées vers la Terre en période d'hibernation, « il » faut, expliquent les techniciens de l'ESA, faire appel à l'artillerie lourde pour prendre contact via une petite antenne secondaire ». On se alors pointé sur ciel les antennes de télécommunications plus puissantes (70 m de diamètre) du Deep Space Network de la

Aujourd'hui, la centrale de Grigg-Skjellerup, contre 200 MW, dispose de suffisamment d'énergie pour alimenter 100 000 habitants en service.

(1) Au contraire, la comète de Halley qui est active, beaucoup moins érodée en raison de ses passages moins fréquents à proximité du Soleil.

(2) Le **[]** composé en majorité de glace **[]** de **[]** comme CO, CH₄, CO₂, NH₃, HCN, ainsi d'une foule d'hydrocarbures. S'y ajoutent nombre de fragments de molécules : H₂O, H₂O, OH, C, CH, O, Na, C₂, S, Fe₂.

Sans en référer aux instances éthiques, des médecins bretons lancent le premier dépistage systématique du gène de cette grave maladie héréditaire

Les ■■■ devaient toutefois rapidement ■■■ révéler plus compliquées qu'on ■■■ pouvait l'espérer. On sait que ■■■ gène dirige la synthèse d'une protéine dénommée CFTR (cystic fibrosis transmembrane conductance regulator), qui joue un rôle essentiel dans le transport de l'ion chlore au travers des membranes cellulaires.

« Ces résultats montrent, pour la première fois, le cours d'une large

« Il est aujourd'hui évident que nous pouvons mettre en place des

Sur la base des données, l'équipe brestoise, en collaboration dans un premier temps avec une quinzaine de généralistes, vient de mettre en place un système dans une région bretonne - près de Brest - connue parmi les plus concernées par le risque mucoviscidose. En l'état des données, estime que

D'autre « foyers », sont également localisés en Bretagne, dans la région Pont-Abbé, dans le Morbihan. Autre aspect tout passionnant du travail mené à l'Institut : c'est la biologie moléculaire de la gécologie. Une fructueuse collaboration avec M. André Chavert (Institut français d'études démographiques), qui nous a permis de nous pencher sur la goutte et le psychisme. Ce travail, qui a été publié le 3 avril 1991, a permis de mettre en lumière une dimension que l'on fait inconnue : la distribution des mutations du gène. La synthèse des données gécologiques et moléculaires a permis d'établir la

La poursuite de ces travaux devrait permettre d'élucider l'étiologie des précédents, de mieux connaître la distribution à travers le temps et l'espace des mutations génétiques à l'origine de la plus fréquente des maladies héréditaires, et elle soulignera aussi de façon de plus en plus claire le caractère profondément héréditaire de la maladie, ce qui a permis le dépistage systématiquement proposé et le diagnostic prénatal, à l'éradication d'une pathologie, et que les progrès de la biologie humaine sur le point de permettre, pour la première fois, la mise d'une thérapie efficace dans un certain nombre de cas, d'hui qu'il n'est pas l'expression aveue.

JEAN-YVES NAU

(3) Le coût de l'examen pour un couple ■■■■■■ estimé en Bretagne à 1 000 francs. ■■■■■■ devrait diminuer ■■■■■■ lors qu'il ■■■■■■ en grand nombre. La prise en charge de ces examens ■■■■■■ effectuée grâce à l'Association bretonne d'étude de la mucoviscidose. Le conseil général, la municipalité et ■■■■■■ primaire d'■■■■■■■ maladie du département pourraient également ■■■■■■ participer à ■■■■■■ action. On situe généralement entre 2 et 4 millions de francs le coût de la prise en charge médicale d'un enfant atteint ■■■■■■ mucoviscidose.

100 dernières PEUGEOT 1992
205, 309, 405, 605
à enlever, en livraison immédiate
au prix de revient



- 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
- 28, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
- 29, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.68.62
- 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.33.60.80

Le Big Band du pianiste

Partout où il passe, le grand orchestre de McCoy Tyner suscite un bel enthousiasme



Eisenstein [...] disait-il, [...] ses pairs, [...] du métier, les comédiens [...] pour [...] public [...] plus populaire du [...] U [...] gorie qui le désespérait, celle «demi-niais», la troupe moyenne [...] organisée [...] idées demi-faites. [...] grandes formes populaires s'abiment dès qu'elles perdent le contact avec les gens de métier et le grand public. C'est le cas souvent du cinéma et du jazz. McCoy Tyner échappe au modèle.

FRANCIS MARMANDE

Le grand ~~accident~~ de McCoy
Tymer repassera par ~~Paris~~ au
Morning ~~du~~ 17 ~~et~~ 18 juil-
let ~~pour~~ filer à Antibes (le

Gerry Mulligan remonte le temps

Pour *Birth of the Cool*, Carole Lewis et Mulligan jouaient à point le rôle d'horloger et les plus frappantes du jazz moderne les captent l'impossible, le rythme en lumière, celle de la musique de Louis Konitz, par exemple, les percussions et les tubas (Bill Barber au tuba). Les *Birth of the Cool* enregistrées par Capitol ont émergé les esprits. Contes des fondatrices, c'est un choix, mais le jazz le champ de la conscience. L'état dernier, à Montreux, d'une acrobacie d'une émo-

que
nostalgie abjecte et répétition
seumêtre, **COO** **COO**
n'a plus de sens, **COO**
ses candides que le **COO**. A
moins qu'on **COO** son
compte qu'il voir Gerry Mulligan dis-
ger personne les arrange-
COO Comme un témoin.
Comme un auteur. Comme un
COO. Bref, comme un arrangeur.

F. M.

► **COO** of **COO** à Vienne.
le 9 juillet : à la **COO**
Parade **COO** Nice, les 17 **COO**
18 juillet.

Le ballet de l'Opéra 17-0 11 premier spectacle ■ Bastille

Les costumes de Ton
(complice) de la ville du
Issey Miyake, on ne
fameux plissés) soufflent
le froid : robe
à trois étages en frange
rassants de la coupe à l'a
ravissants : une de plume
« blanches » ; couleurs
ébouissantes pour la «
ments » de l'acte III, tra
nante plus fantastique que

SYLVIE DE NUSSAC

► **Orléans** de Paris-Bastille, jusqu'au 25 juillet, à 19 h 30 ; les 11 et 18, à 14 h 30 et 20 heures ; le 14, matinée gratuite à 14 h 30. Tél. 44-73-13-00.

La New Orleans Revue passe par Paris

Faites la faute des agriculteurs routiers, les leurs les
ferroviaires, les les
scolaires qui se libèrent, ces
les enfants et, par voie de
cette, les parents qui le
mais plus Ciccolini n'a attiré
personnes au récital
donné vendredi 3 juillet dans
Ciboure de Lazzar Berman
deux jours, le lendemain il
de Gruetherr.

maître, maire de Guéthary, en collaboration avec les habitants de Saint-Jean-de-Luz et de Ciboure, avec l'aide du ministère de la culture et des collectivités locales, en espérant à l'avant : n'y a-t-il vraiment plus de gens qui par la musique dans une région dont les églises devraient être l'objet d'études pour leur acoustique égale celle des salles de concert les plus réputées du monde, dans celle de Ciboure. L'interprétation aînée de la *Troisième sonate* de Chopin par Ciocolini, l'ultime sonate de Schubert (la grande si bémol majeure D 960), tourmentée, hagarde, se déployait avec malice dans un air de pierre.

thary, où Lazar Berman jouait Liszt et Chopin, l'acoustique ■■■ plus parfaite encore, égale à la beauté de ce lieu de culte. Malheureusement, ■ pianiste russe accumulait fautes sur fautes, écrasait tant la pédale dans Liszt, jouait si fort que ■■ l'avons abandonné avant qu'il ne se lance dans ■ polonaises. ■ Chopin déjà trop martiales au naturel. ■ puis, ■■ l'aimons trop pour l'écouter ■■ ■■ mauvais jour.

THOMAS SOTINEL
 Le 10 juillet au Festival du
 Leysin (Suisse). Le 14 au Fran-
 cofestival de La Rochelle. Le
 21 juillet aux arènes de Nîmes
 (avec José Cocker). Le 23 juillet
 à Bruxelles, salle de l'Académie
 Belgique.

THOMAS SOTINEL

■ Le 10 juillet au Festival du Leysin (Suisse). Le 14 mai à la Foire de la Rochelle. Le 21 juillet aux arènes de Nîmes (avec Jean Cocker). Le 30 juillet à Bruxelles, salle de l'Andart de Belgique.

Un rendez-vous prestigieux cherche une recette pour attirer un public plus nombreux

En fait, la faute des agriculteurs, et de leurs représentants ferroviaires, mais les voyageurs qui ne libèrent, cette année, leurs parents que le 7 juillet, comme Ciccolini n'a attiré que 100 personnes au régal qui avait été prévu pour le samedi 3 juillet dans le hall de la gare de Ciboire. Le Lazzar Berman à la gare de Ciboire le lendemain.

C'est un peu désespérant pour les organisateurs de la Fête du Piano en côte basque (un habitué qui récitals

boration avec les universitaires de Saint-Jean-de-Luz et de Ciboure, avec l'aide du ministère de la culture et des collectivités territoriales. Désespérant au navrant : n'y a-t-il vraiment pas plus de gens intéressés par la musique dans une région dont les églises devraient être l'objet d'études : leur acoustique égale celle des salles de concert les plus réputées du monde. Dans celle de Ciboure, l'interprétation aidée de la Trinité, consacrée à Marie, par Cécile

Dans l'église, plus petite, de Guéthary, où Lazar Berman jouait Liszt et Chopin, l'acoustique est plus parfaite encore, égale à la beauté de ce lieu de culte. Malheureusement, le pianiste russe accumulait fautes sur fautes, égarait tant la pédale dans Liszt, jouait si fort que nous l'avons abandonné avant qu'il ne se lance dans les polonaises de Chopin déjà trop martiales au naturel. Et puis, nous l'aimons trop pour l'écouter dans un mauvais jour.

plus suivis. ■ ■ ■ de grands
artistes qui jouent devant des
vides, à l' ■ ■ ■ que l'on se
hasardera ■ ■ ■ à chercher d'explica-
tions rationnelles. Un fait ■ ■ ■ cepen-
dant certain : ■ ■ ■ défaut d'être ■ ■ ■
nombreux, ■ ■ ■ public de ■ ■ ■ festival ■ ■ ■
silencieux, attentif ■ ■ ■ le prix ■ ■ ■
places on ne peut plus sage pour des
pianistes ■ ■ ■ ce calibre.

ALAIN LOMPECH

► Prochains : récital Jean-Paul Sevilla (le 11 juillet)
récital Viktoria (le 10, classe publique le 9)
récital Gerhard Oppitz (le 11)
master (le 10)
récital Frank Braley (le 13)
stagiaires (le 11)

ÉCONOMIE

BILLET

La crise des HLM en Ile-de-France

« Une région sinistrée » : le diagnostic fait par l'association des organismes d'HLM de la région Ile-de-France sur l'état du logement social francilien ne porte pas à l'optimisme. Au niveau de l'offre, c'est « la grande misère » : les logements (13 000 en 1991) ne suivent pas du tout la dispersion du parc social fait (hôtels meublés ou gîtes, lois 48...), les démolitions et changements d'usage. Pour 1991, le solde négatif de plus de 10 000 logements. Et « si rien n'est fait pour les sauver, quelque 220 000 logements résiduels du parc social de fait auront quasiment disparu dans cinq ans », assurent les HLM. Face à cette offre insuffisante, la demande est disproportionnée, quoique mal évaluée en raison des imprécisions des fichiers : leur simple cumul fait apparaître 300 000 demandes en 1991, dont 100 000 prioritaires, mais l'organisme, qui réclame depuis années un observatoire régional des besoins et de la demande, estime que « le chiffre vrai doit être situé au-dessous, environs de 200 000 ». Non satisfait en quantité, le demandeur n'est pas non plus en qualité : « Contrairement aux affirmations officielles, la surface des logements est trop faible. » Et de dénoncer quatre « inadéquations » : celle des plafonds de loyers qui interdisent l'accès des HLM aux ménages ; moins 30 % des petits ménages (2 à 3 personnes) peuvent accéder au parc social en Ile-de-France ; le relèvement des plafonds dans la région est un « véritable bricolage » ; celle des produits (répondant aux jolis PLA, PLI, PLS, PAP et FGAS...) dont certains « réputés répondre à des conditions de marché déjà dépassées » ; celle des prix de référence moyens auxquels doivent accéder les HLM, qui « à ce point écartés de la réalité qu'ils laissent un trou d'au moins 100 000 francs par logement » ; celle des loyers, mal : l'organisation n'hésite pas à qualifier d'« appareil orthopédique » les contraintes qui pèsent sur eux, tandis que l'écart s'aggrave entre les loyers privés (33 francs en PLA contre moyenne de 90 à 110 francs) et le mètre carré habitable. Dernier volet de ce réquisitoire : « le rideau » fumé sur les problèmes du foncier. « En l'absence d'une politique foncière à long terme, les réserves à moyen terme, ce n'est pas jouer les Cassandra d'annoncer des durures », écrit l'association des organismes d'HLM d'Ile-de-France. Un jugement qui ne se limite au foncier.

FRANÇOISE VASSE

En dépit de succès dans l'exploration

La production pétrolière de la Syrie est condamnée à stagner

La production pétrolière de la Syrie d'atteindre 1 000 000 barils par jour, 25 millions de tonnes par an. Mais, quel qu'on dise à Damas, sauf découverte majeure à l'échelle, il est peu probable que la production augmente beaucoup à court terme.

DAMAS

Un envoyé spécial

C'est un secret, mais un secret de Polichinelle. Les Syriens refusent de fournir le chiffre de la production pétrolière du pays. « Il y a trois ans, elle a augmenté de plus de 350 % », a-t-on dit à l'ambassade syrienne à Paris. Le ministre du pétrole, le docteur Mounir Habib, ne renvoie l'interlocuteur vers les compagnies pétrolières étrangères opérant en Syrie, habilitées à fournir le chiffre mystérieux.

Cette manie du secret apparaît déplacée s'agissant d'un secteur aux résultats flatteurs : 1 000 000 barils par jour (bbl/j) en 1989, la production pétrolière, l'estimation des compagnies, a franchi le cap 1 500 000 bbl/j (soit 25 millions de tonnes/an) au début 1992. C'est plus que le Gabon. Les industries pétrolières fournissent le budget de l'Etat, selon certains, « plus de 30 % des recettes » : elles représentent « près de 40 % des exportations du pays ». Tout aussi secret, le volume des réserves récupérables, évalué à 1,7 milliard de barils au total, devrait dépasser vingt ans de production.

L'envoie de la production, ces dernières années, a été sur le compte des compagnies pétrolières occidentales, les nouvelles autorisées au début de la décennie à explorer le sous-sol syrien. A la veille de leur retour (elles avaient été expulsées en 1963), en effet, la production a régressé à celle du gisement de Suwaydah, un champ de pétrole lourd, donc bon marché, exploité dans le nord-est du pays — un rythme de 100 000 bbl/j — par la compagnie pétrolière nationale, la Syrian Petroleum Company (SPC), avec l'aide de techniciens des anciens pays socialistes.

Résultats

Tout change avec la découverte du gisement de Deir-Ez-Zor, initiée par Shell en 1984 dans une zone désertique de l'est du pays, à quelques dizaines de kilomètres de l'Euphrate. Depuis, elle, plusieurs centaines de millions de barils d'un brut léger d'excellente qualité viennent gonfler les réserves syriennes. Démarrée en 1985, la production d'Ash-Sham (c'est le nom du gisement) frise aujourd'hui 1 000 000 barils/jour. Elle culmine à 1 000 000 barils/jour en 1991. Appâtée par le succès de Shell, les compagnies ont suivi. De l'espagnol Repsol à l'américain Marathon, en passant par les français Total et Elf, une dizaine de pétroliers travaillent en Syrie. L'an passé, ils ont réalisé 14 forages — à raison d'un coût de 4 à 5 millions de dollars (15 à 20 millions de francs) pour chacun d'eux.

Mais les résultats sont décevants. Elf Aquitaine, débarquée

Syrie au début 1989, a eu l'évidence de 80 à 100 millions de barils de réserves supplémentaires. « Depuis l'Angola, il y a douze ans, la Syrie est le premier pays où notre groupe passe de l'exploration à celui de producteur », observe M. Jacques Halton, directeur délégué exploration-production chez Elf. De bonne qualité, le brut extrait par la compagnie française à Jaffra (12 000 barils/jour environ) acheminé vers une partie du pays en direction de la côte méditerranéenne via un pipeline propriété de Shell.

Set
de l'éponge

C'est là que le bât blesse. Car le groupe anglo-néerlandais, arguant de la libération de la production pétrolière, tandis qu'Elf, qui prévoit de porter sa production à 400 000 barils/jour, hésite à investir des dizaines de millions de dollars dans la pose d'un pipeline supplé-

mentaire. La réussite de l'opération est jugée aléatoire, sauf à en évaluer le risque géopolitique.

Problèmes de santé, rétorqueront les autres compagnies, mais changeant qu'Elf et surtout que Shell. Une découverte d'hydrocarbures, qui ne s'apprécie, à l'extrême, qu'à changer son fusil d'épaule et à rester en Syrie. Total, numéro deux par la superficie de son permis d'exploration, n'a jusqu'ici rien fait que du lourd. Des travaux de longue durée diront avant la fin de l'année si son exploitation est justifiée. En cas de réponse négative, il est probable que le groupe français quittera la Syrie. C'est évident que viennent de la britannique BP et l'américain Enron. Un autre américain, Tricentrol, serait également à la veille de jeter l'éponge.

Agitée de temps en temps par les autorités de Damas, la perspective d'une production pétrolière d'un million de barils/jour n'a jamais paru éloignée.

JEAN-PIERRE TUQUOH

Elf : course d'obstacles dans l'ex-URSS

Parti en tête dans la course d'obstacles dans l'ex-Union soviétique, Elf Aquitaine a du mal à conclure. Non pas que les négociations soient grièvement retardées. Simplement, le groupe s'éloigne au fur et à mesure que le groupe pétrolier s'en rapproche.

Annoucé avec tambours et trompettes en mai 1991 — il y a plus de deux ans —, Elf a en février 1992 l'honneur de la présidence d'Elf, M. Lof La Foch-Prigent, et celui qui pour quelques semaines encore le ministre russe de l'énergie, M. Vladimir Lopoukhine, le directeur d'exploration-production pour entrer en vigueur d'être ratifié par le Parlement russe.

Aux dernières nouvelles, ce sera chose faite à l'automne. Si tout va bien, l'accord avec la République du Kazakhstan en février, un deuxième

d'exploration-production bute, lui aussi, sur la ratification par le Parlement. Les députés kazakhs, promis jurés, l'examinent à l'état.

Du coup, le groupe pétrolier russe des économies involontaires. D'un côté, l'essentiel des sommes prévues pour l'exploration-production dans l'ex-Union soviétique ne peut être dépensée. Le scénario risque de se reproduire l'année prochaine. Le budget 1992, en effet, 700 millions de dollars devraient être consacrés à la CEI. Le chiffre vient d'être abaissé à la baisse.

Il n'est plus de 500 millions de francs. « En Russie, nous obtenons nos premiers résultats pétroliers en 1995 », a déclaré récemment le directeur d'Elf. La promesse pourrait être tenue.

J.-P. T.

Concentration dans la presse économique et financière

« La Cote Desfossés » achète « la Tribune » au groupe Expansion

Le groupe Desfossés International, éditeur de la Cote Desfossés, achète la Tribune à l'Expansion. Les deux quotidiens ont annoncé lundi 7 juillet qu'ils fusionneront en septembre (nos dernières nouvelles du 7 juillet).

Plus que la crise des médias publicitaires dans la presse économique et financière, la fusion est une concentration de l'offre. Le groupe Desfossés International a acquis la Tribune (nos dernières nouvelles du 7 juillet). Le groupe Expansion

investit 70 millions de francs pour acheter 84 % des actions de la Tribune et lancer le nouveau quotidien. Le groupe Expansion pourra renforcer son réseau d'une unité commune. M. Marc Ladreit de Lacharrière a participé à la PDC, M. Georges Ghosn, directeur adjoint de la Tribune, a été nommé directeur de la Tribune.

Le principe de la fusion est d'être détenu par les financiers Expansion, la Mondiale, la Tribune (groupe Elf), Initiative Finance (groupe Indosuez), Hannover Finanz, Crédit agricole, etc.

Une affaire
prospère

Il y a un an, le PDG du groupe Expansion, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, vendait l'AGEFI à M. Georges Ghosn. Il doit aujourd'hui lui céder la Tribune, le quotidien économique dont les ventes ont atteint 11 millions de francs en 1991, le plus haut niveau de son histoire. Cinq ans après l'avoir fondé, M. Bruno Bertez, M. Servan-Schreiber a décidé de vendre la Tribune à l'Expansion. L'opération est la plus importante de son histoire. Le groupe Expansion a donc réintégré les magazines (le Monde du 29 juin) et appliqué un plan d'investissement de quatre-vingt-dix millions de francs. Le groupe Expansion a donc réintégré les magazines (le Monde du 29 juin) et appliqué un plan d'investissement de quatre-vingt-dix millions de francs. Le groupe Expansion a donc réintégré les magazines (le Monde du 29 juin) et appliqué un plan d'investissement de quatre-vingt-dix millions de francs.

L'ambition du groupe Expansion est de combiner les forces des deux quotidiens fusionnés. D'un côté, des magazines fidèles qui utilisent la Cote Desfossés comme un outil financier et, de l'autre, une presse prospère.

F. V.

Le rapport sur les tendances des marchés des capitaux

L'OCDE souligne les incertitudes pesant sur le marché de l'écu

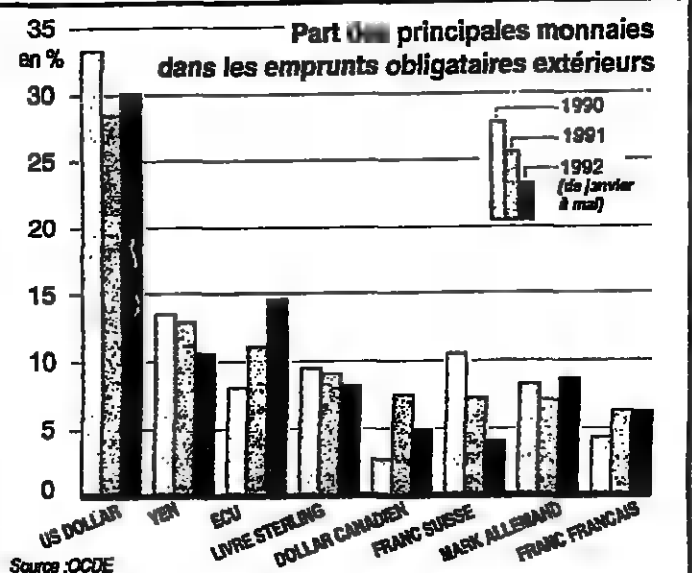
Les emprunts sur les marchés financiers ont connu un développement accru au cours des cinq premiers mois de 1992 : avec un volume de 223 milliards de dollars (116 milliards de francs), ils ont progressé de 11 % par rapport à la même période de l'an dernier, selon le rapport de l'OCDE sur les « Tendances des marchés des capitaux » publié lundi 6 juillet.

Le rapport souligne que les obligations qui s'est révélé le plus dynamique ces derniers mois, souligne l'OCDE, du fait de l'anticipation d'une baisse des taux d'intérêt à long terme et de la poursuite de beaucoup d'entreprises ou d'Etat de refinancer des dettes contractées à la fin des années 80. Un important renversement de la baisse a en revanche ralenti le marché des prêts syndiqués, du fait de la faiblesse prolongée de l'économie mondiale et, plus encore, de la prudence des banques. Le volume des nouveaux prêts a chuté de 20 % par rapport aux cinq premiers mois de 1991.

Du fait de l'incertitude, en

revanche, l'OCDE est optimiste, estimant que la reprise modérée prévue pour l'année industrialisée, accompagnée d'une décelération accentuée de l'inflation, permettra une certaine détente des marchés des capitaux à long terme. Dans ce contexte, les emprunts à court terme devraient progresser de 10 à 15 % en 1992, avec une poursuite de l'expansion du secteur des obligations, d'autant que quelque 190 milliards de dollars de dette arrivent à échéance et doivent être rachetés en 1992.

Quant à l'activité du marché de l'écu, qui a été forte de janvier à mai (avec 9 % de croissance des émissions), elle a été brutalement freinée à la suite du non-danais au traité de Maastricht. Selon l'OCDE, le marché de l'écu restera ténu jusqu'à l'apparition de signes indiquant que le processus de ratification du traité pourra être mené à son terme. Les remous provoqués sur les marchés européens des obligations par le référendum danois devraient également rendre « incertain » une certaine réorientation des flux de capitaux vers les marchés de l'écu.



Les émissions obligataires en franc, qui avaient fortement progressé en 1990, ont subi un coup d'arrêt après le rejet du traité d'union européenne, le 2 juin. Le dollar américain, la première monnaie choisie pour les émissions obligataires extérieures, tandis que le volume des émissions en yen s'est stabilisé.

Rothmans prend
4 % de Bolloré

A la suite d'achats en Bourse, le groupe britannique de tabac Rothmans est entré pour 4 % dans le capital d'Albatros Investissement, le holding de contrôle du groupe Bolloré Technologie. Il devient ainsi l'un des principaux actionnaires du groupe aux côtés des AGF et de l'INPT (Agredit). Cette entrée s'accompagne d'un accord de partenariat entre les deux groupes de fabrication de la cigarette. Il se traduira par la création d'une société dédiée à la production de cigarettes pour les deux groupes pour étudier des projets de développement commun.

En Afrique, les deux groupes ont des complémentarités. Rothmans est présent en Afrique du Sud et Bolloré en Afrique francophone. En Europe, les deux groupes étaient quasiment absents alors que Rothmans, avec ses marques Camel, Dunhill, Five Star, etc., est très bien implanté.

Achèvement
de la privatisation
des banques mexicaines

L'Etat mexicain a mené son travail de privatisation des banques nationales avec la vente, lundi 6 juillet, de Banco del Centro pour 290 millions de dollars (1,5 milliard de francs). La banque a été achetée 4,65 fois sa valeur comptable au groupe Multivalores. Au total, dix banques ont été privatisées : le secteur privé, pour un peu plus de 13 milliards de dollars (68,9 milliards de francs), a essentiellement financé la réduction de la dette et des dépenses sociales. L'ancien président José Lopez Portillo avait nationalisé les banques en septembre 1982 dans un contexte de crise économique et financière. Trois mois après, sous la présidence de Miguel de la Madrid, les tiers des actions (sauf les actions des entrepreneurs privés). La privatisation a été achevée en décembre 1988 à l'initiative du président Carlos Salinas.

La mise en œuvre du plan de soutien au bâtiment

Consternation des professionnels après la suspension d'une mesure de déduction fiscale

Les professionnels du bâtiment expriment leur consternation après la suspension d'une des mesures du plan de soutien annoncé par le gouvernement au dernier : il s'agit de la possibilité ouverte aux propriétaires bailleurs de déduire jusqu'à 20 % du montant de leur investissement (dans le neuf) sous certaines conditions (touchant au loyer, à la durée de la location et au revenu du locataire). Cette disposition a été mise en direction des professionnels, les professionnels trop élevés pour obtenir une HLM mais trop pour être libérés.

Déjà les professionnels s'inquiétaient, la semaine dernière, des modifications apportées par les députés à la version initiale du plan abaissant le taux de 30 %

rallongeant de 9 à 15 ans la durée de location y afférant. Finalement, l'Assemblée nationale a voté, vendredi 3 juillet, un amendement du ministre du budget supprimant purement et simplement la mesure. « La FNB (Fédération nationale du bâtiment) s'élève avec force contre une décision qui témoigne d'un total irrespect de la parole donnée et qui est une honte », a déclaré le président de la FNB, M. Mario-Noëlle Liemann, ministre délégué au logement. La mesure n'est pas supprimée : elle doit être représentée à l'automne, probablement dans la loi de finances 1993. Elle pose alors la question de la rétroactivité de la mesure à 15 ans 1992.

Par ailleurs, les discussions se poursuivent sur le plan de soutien

plan de mars : la FNB a garanti l'accession sociale à la propriété, destinée à lutter contre la filiation des banques dans la distribution des prêts conventionnés. En réponse à une question lors d'un point de presse, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a indiqué récemment qu'il se donnait « le temps de la réflexion » sur un mécanisme qui agirait « en plus du PAP » (prêt accessoire à la propriété). Le ministre confirme donc qu'il n'entend pas suivre les recommandations du Trésor pour que le PAP ne soit pas placé au PAP. En effet, précise-t-il, chez M. Liemann, il faudra préciser devant le Parlement pour fixer certains éléments du projet, qui ne sont pas encore définis.

F. V.

150

501

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Avant d'essayer un refus du président Bush

Thomson-CSF préfère renoncer au rachat du fabricant américain de missiles LTV

Le département américain du trésor a indiqué, lundi 6 juillet, que Thomson-CSF avait renoncé à la reprise de la firme LTV. La commission fédérale chargée de contrôler les investissements étrangers s'était récemment opposée au rachat de la firme de Dallas et allait transmettre le dossier au président des États-Unis, qui l'invitait à bloquer la transaction.

NEW-YORK

de **Alain Gomez** correspondant

M. Alain Gomez retire de l'industrie américaine de la défense avant d'avoir pu même glisser un pied. Mettant un terme à une d'après *Washington Post*, avait constitué « la bataille » plus féroce et la plus coûteuse en termes de lobbying, de *« derniers mois »*, le groupe Thomson a informé le 6 juillet les autorités américaines de son intention de renoncer, dans sa phase actuelle, au rachat du fabricant de missiles LTV dont il avait hérité le 10 avril, à l'issue d'une décision en *« du tribunal des faillites »* New-York.

Plus exactement, c'est sa filiale Thomson-CSF, la société LTV qui, ensemble, a informé le département du trésor, lequel préside la commission fédérale chargée des investissements étrangers (CFIUS), un organisme qui siège les représentants de sept autres ministères ou organismes publics, parmi lesquels le département de la justice et du commerce, de leur renoncement. « Thomson-CSF a demandé l'autorisation de retirer leur offre et le *« Committee on Foreign Investments in the United States »* a accepté leur demande », a indiqué Rich Myers, se refusant à fournir la moindre indication sur les intentions du CFIUS où, le 3 juillet, le général *« Non à Thomson »*.

La veille, la commission de la Chambre des représentants chargée de la répartition du budget de la défense, puis le Sénat ont voté des dispositions visant à bloquer la transaction. Avant cette levée de boucliers au Congrès, les analystes de la Defense Intelligence Agency (DIA), la principale agence de renseignements du Pentagone, avaient conclu que la *« des activités de défense de LTV à Thomson-CSF »* pourrait entraîner un transfert de *« technologies militaires »* figurant parmi les clients du groupe français. Par la suite, M. Joseph Kelley, le directeur de la section d'enquêtes du General Accounting

Office (GAO), un organisme parlementaire bi-partisan (composé de démocrates et de républicains) s'opposait aussi à la vente, bien que son avis ne soit qu'indicatif. Il expliquait alors que le département américain de la défense ne pourrait faire respecter les conditions préventives mises à l'éventuelle cession de LTV, à savoir l'instauration de droits de *« spéciaux »* qui garantiraient l'accès aux *« technologies »* détenues par l'entreprise.

Face à ce *« front du refus »* politique et parlementaire, les véritables alliés de Thomson-CSF étaient sur le terrain. A Dallas, LTV Aerospace & Defense emploie 14 000 personnes (générant 2 milliards de dollars de revenus dans la région) et réalise un chiffre d'affaires annuel de 1,7 milliard de dollars, l'heure *« à la sauvegarde »* de ce groupe qui constitue le quinzième employeur de l'État du Texas.

Le protectionnisme américain sous-estimé

M. Duane McGuffey, le maire de Grand-Prairie, la où LTV possède la majeure partie de ses usines (les autres se trouvent dans l'Arkansas), avait *« sa préférence »* dès le 28 mai, à la *« loi Thomson-Hughes-Carlyle »* qui avait convaincu le juge new-yorkais, le mois précédent, de *« 250 millions de dollars »* pour acquérir la branche missiles (300 millions) et les activités aéronautiques (150 millions) de LTV. La chambre de commerce de Grand-Dallas avait également approuvé l'offre française. Mais c'était compter sans les *« contre-foyers »* allumés par les deux candidats malheureux, Martin-Marietta et

Lockheed, pour faire chuter Thomson.

Théoriquement, après avoir retiré son offre sur la filiale armée du groupe LTV, également spécialisée dans l'industrie sidérurgique, qui a été placée en 1986 sous le chapitre 11 de la loi américaine des faillites, Thomson-CSF peut présenter un nouveau montage financier *« des des fournisseurs américains du Pentagone »*. Le groupe s'y employait depuis plusieurs jours, à en croire les spécialistes du secteur (*« Le Monde du 4 juillet »*) et il a jusqu'au 11 juillet pour faire admettre un éventuel nouveau projet par les autorités américaines de le faire avaler par le tribunal des faillites. Faut-il que Thomson-CSF perle *« 10 millions de dollars »* déjà versés et destinés aux créanciers de LTV.

Mais l'opposition au groupe français est trop forte pour qu'il puisse remonter le courant en trois semaines. Y compris en se passant de l'un de ses *« amis »* l'Acropatelle, également fabricant de missiles, qui a vertement critiqué l'assaut lancé par le président de Thomson sur l'un des principaux fournisseurs du Pentagone à la « stratégie » à l'origine de cette opération en terre étrangère. Maintenant qu'il a confirmé à la tête du groupe, il *« Gomez »* expliquer comment il a pu sous-estimer à ce point la capacité de *« du complexe militaro-industriel américain »* la tradition protectionniste du Congrès. A l'heure où le président *« est en quête de jobs »* pour sa campagne électorale, il était *« vrai »* qu'il applique l'option *« d'un concurrent étranger »*.

SERGE MARTI

Avec le nouveau Falcon-2000

Dassault consacrera le tiers de ses activités au secteur civil d'ici cinq ans

TURIN

de **Alain Gomez** envoyé spécial

Grâce à son nouvel avion biréacteur de liaison et d'attaque Falcon-2000, qui fera son premier vol au printemps prochain, la face *« de l'été »* Dassault, qui fabrique le Mirage-2000 et le Rafale, escompte parvenir dans cinq ans à réaliser 35 % de ses activités dans le sec-

teur civil, un tiers de 13 % aujourd'hui. Cet objectif a été fixé par M. Serge Dassault, qui recevait, lundi 6 juillet à Turin, le premier tronçon du Falcon-2000 conçu par le groupe italien Alenia.

Cet avion, destiné à transporter 9 à 16 passagers sur des distances de 1 500 kilomètres, sera assemblé à 800 ou 600 exemplaires. Il emprunte un grand nombre de *« éléments »* à l'actuel biréacteur Falcon-900, Alenia et, en sous-traitance, la société italienne Paggio fabriquent le fuselage arrière à Turin.

A ce jour, une cinquantaine d'exemplaires du Falcon-2000 ont été réservés par la clientèle, qui a versé des arrhes. Cet avion est estimé au prix de 25 à 30 millions de dollars. Le marché est évalué à 300 ou 600 millions. Pour développer le Falcon-2000 jusqu'à la constitution de l'outil de série, le groupe Dassault doit investir par autofinancement 1,5 milliard de francs et Alenia, qui réunit 31 000 personnes dans l'aéronautique civile et militaire, la défense et l'espace sous contrôle à 80 % de l'institut de reconstruction industrielle (IRI), s'est engagé à hauteur de 400 ou 500 millions de francs dans le projet.

Dassault, à l'heure actuelle, répartit ses activités entre 70 % pour le militaire, 25 % pour le civil et 5 % pour l'espace. En visant à compléter sa gamme civile, qui est fondée aujourd'hui sur le Falcon-50 et le Falcon-900, le nouveau-né, le Falcon-2000, doit permettre au groupe Dassault, selon son vice-président, M. Bruno Revelin-Falcoz, d'équilibrer autre activité, dans cinq ans, à raison de 55 % pour le militaire, 35 % pour le civil et 10 % pour l'espace.

En s'associant avec Alenia, le constructeur français s'associe avec le politique précédent, puisque Dassault a déjà coopéré avec le groupe italien *« précédemment »* Alenia résulte de la fusion en 1981 entre Aeritalia et Selenia sur le court et moyen-courrier Mercure, l'avion de *« des affaires »* Falcon-10 et sur le patrouilleur maritime Atlantique-2.

JACQUES ISNARD

SOCIAL

Une étude de l'INSEE

Les chômeurs allocataires du RMI cumulent les handicaps

de **Maman achète Maman Nova**

Bongrain donne sept ans pour réussir la reprise de l'ULN

« Nous sommes un grand travail à faire ensemble, le chemin sera long mais nous sommes confiants dans le succès de *« notre opération »* », a affirmé M. Jean-Noël Bongrain, co-président du groupe du même nom, le 7 juillet, lors de la réunion normative (ULN). Choisi comme reprenneur de cette coopérative au détriment de Besnier (*« Le Monde du 2 juillet »*), Bongrain se donne sept ans pour réussir le redressement d'un groupe *« difficile »*, fois plus gros que lui (15 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Comme convenu, l'ULN se sépare de la Générale ultra-frais (GUF), une filiale qui produit des yaourts Maman Nova. Le groupe confisier Andros implanté dans la Lot est connu pour sa marque Bonne Maman. Toutefois, le prix de la cession n'a pas été communiqué. Il avoisinerait les 300 millions de francs.

D'autre part, le montage financier, qui a mis plusieurs jours à être ratifié après l'annonce de l'accord la semaine dernière, prévoit le regroupement des activités de l'ULN dans la Sogénor, une société en commandite. Ses deux actionnaires les plus importants, à hauteur de 43,25 % chacun, sont l'ULN par ses apports et les vingt-trois banques du groupe, qui ont versé d'environ 800 millions de francs de créances. Les 13,5 % restant sont détenus par Newco, une société au capital de 100 millions contrôlée par Bongrain dans lequel figurent deux partenaires : Entremont et Sodisal. Newco est le gérant de Sogénor.

Le projet du Bongrain prévoit une septième entrée de l'ULN dans la Sogénor. Elle devrait alors permettre aux banquiers qui font la *« plus »* effort dans *« le »* de se retirer avec, *« des succès »*, une plus-value.

« Moins formés, isolés, d'âge plutôt avancé, les chômeurs cumulent les handicaps », telle est l'une des principales conclusions de l'un des articles publiés mardi 7 juillet dans le *« Journal Economie et Statistique »* (n° 252, mars 1992) de l'INSEE consacré au bilan des trois années du revenu minimum d'insertion (RMI). La plupart des analyses présentées - bilan chiffré du dispositif, situation des départements d'outre-mer (DOM) - ont déjà été largement intégrées au rapport remis au gouvernement par la commission d'évaluation du RMI (*« Le Monde du 12 mars »*), à l'exception d'une étude consacrée au comportement des « Rmistes » sur le marché du travail.

Réalisée par des membres de la division emploi de l'INSEE, cette synthèse reprend les principales données recueillies dans les enquêtes emploi de 1991. « Retour à l'emploi : les allocataires cumulent les difficultés », souligne l'INSEE. Premier obstacle : la catégorie 30-40 ans, beaucoup plus importante (35 %) parmi les chômeurs allocataires que parmi les autres demandeurs d'emploi (24 %). Le handicap : les *« moins »* souvent moins diplômés. Au total, en 1991, près de 30 % des chômeurs bénéficiant du RMI étaient *« sans »* diplôme, contre environ 15 % des autres chômeurs.

Enfin, « il y a deux fois plus de personnes seules chez les chômeurs allocataires (18 %) que chez les autres » (8 %) indique l'étude, qui en précisant que la proportion des femmes élevant leurs enfants est beaucoup plus forte parmi les chômeurs bénéficiant du RMI (41 %) que chez les autres (12 %). L'ensemble de ces difficultés explique, selon l'INSEE, la plus grande difficulté d'accès à l'emploi des « Rmistes » : 70 % des allocataires au chômage depuis plus d'un an, contre 36 % des autres demandeurs d'emploi.

En revanche, la synthèse de

l'INSEE que « toutes choses égales par ailleurs, (...) les Rmistes mènent une recherche plus active que les demandeurs d'emploi ayant une situation comparable à la leur ». Un dynamisme qui s'explique par « des relations plus étroites et plus suivies avec les services de l'ANPE ». Ainsi, parmi les chômeurs de très longue durée (deux ans ou plus), seuls 10 % des chômeurs allocataires n'avaient aucune démarche de recherche d'emploi dans les mois précédant l'enquête, contre 37 % des autres chômeurs de cette catégorie.

O. P.

EDF-GDF va accueillir 3 000 contrats emploi-solidarité

EDF-GDF désormais participe au même titre que d'autres établissements publics, associations et collectivités locales, au développement des emplois-solidarité (CES), qui ont pris la succession des anciens TUC (travaux d'utilité collective). A la demande de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, la direction a annoncé qu'elle intégrerait ainsi momentanément, selon l'ancienne formule, 3 000 personnes, jeunes ou handicapées, au chômage de longue durée.

L'entreprise, qui emploie actuellement 146 000 salariés, dont 20 000 environ EDF, n'avait jusqu'à présent pratiquement ouvert ses portes aux bénéficiaires de dispositifs de traitement social. Précédemment, elle n'avait accepté que quelques centaines de TUC.

La fédération FO (l'électricité et du gaz) a protesté, estimant que cette mesure qui « ne règle qu'en apparence la situation du chômage » en France et qui n'a que des préoccupations statistiques.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de TAITTINGER qui s'est tenue à REIMS le 22 juin 1992 sous la présidence de M. Claude TAITTINGER, a approuvé les comptes de l'exercice 1991, ainsi que les différentes résolutions qui ont été soumises à son approbation par le Conseil d'Administration.

Le dividende : coupon net 22, F + crédit d'impôt 11,10 F, soit 33,30 F, payé aux actionnaires titulaires du coupon n° 40, ainsi qu'aux titulaires de certificats d'investissement, le 24 juillet 1992.

Dans son allocation M. Claude TAITTINGER a indiqué que Champagne connaît une reprise de ses activités commerciales et que le volume des expéditions serait vraisemblablement comparable à celui de l'année précédente.

La prochaine récolte s'annonce comme devant être importante, ce qui ne manquera pas d'entraîner une baisse sensible du prix du raisin, cette baisse étant la condition nécessaire à un rétablissement progressif des marges des grandes marques champenoises.

CERCLE DES ACTIONNAIRES TAITTINGER

Le Cercle des actionnaires TAITTINGER est ouvert à plein droit, à tout possesseur d'au moins une action ou un certificat d'investissement TAITTINGER. Des lors que vous remplissez cette condition, il suffit de faire, par écrit, votre demande d'adhésion au cercle des actionnaires TAITTINGER - 9, Place Saint Nicaise - 51100 REIMS, et vous recevrez gratuitement votre carte de membre ainsi qu'une information sur les avantages qui y sont liés.

TAITTINGER

Un investissement de Qualité



VIE DES ENTREPRISES

La concentration dans les services informatiques

Sema Group confirme être en pourparlers avec France Télécom

France Télécom, fédérateur de sociétés de services informatiques (SSI), l'idée a été maintes fois évoquée. L'exploitant public a joué un rôle certain de soutien auprès des SSI hexagonales. Quand rivaux ATT, NTT, British Telecom gardaient jalousement la conception de la mise au point des logiciels pour centraux téléphoniques, l'opérateur français décidait de sous-traiter à l'extérieur ses activités, permettant aux Cap Sema, Sema Group et autres de développer une compétence dans les télécommunications.

Aujourd'hui, le propos est plus ambitieux. Alors que la course à la concentration s'accroît dans les services informatiques, France Télécom ne redoute qu'une chose : que l'un de ses fournisseurs en programmes ne tombe entre les mains d'un concurrent étranger. Pour « sanctuariser » ses logiciels stratégiques, l'opérateur français est de plus en plus demandeur d'alliances

en capital. D'autre part, dans l'offre de services aux entreprises, France Télécom a besoin de présenter des solutions complètes, mêlant télécommunications et informatique.

Depuis plusieurs mois, l'opérateur public discute donc avec les tenants du secteur. L'hypothèque Cap Gemini Sogefi a été provisoirement levée l'été dernier, lorsque le groupe dirigé par M. Serge Kampf a choisi de faire entrer Daimler-Benz dans son capital. Le projet Thomson-CEA Industrie a ensuite été l'occasion d'évoquer un éventuel partenariat avec la CISE, filiale du CEA. Aujourd'hui, c'est au tour de Sema Group de concentrer l'attention. Les discussions semblent plus avancées.

Dans une communication à la Bourse de Londres, où le titre est coté, Sema Group a confirmé, lundi 6 juillet, avoir engagé des négociations en vue d'un partenariat industriel avec France Télé-

com. Le groupe franco-britannique, qui a réuni ses principaux actionnaires, propose à l'exploitant public le schéma suivant : la participation au 39 % détenue par Paribas dans son capital serait transférée à un holding, dont Paribas conserverait la majorité. France Télécom acquerrant, selon ses vœux, une participation minoritaire. Schneider, qui détient 10,5 % de Sema Group, profiterait pour s'en désengager, comme il l'a apparemment notifié à d'autres actionnaires du groupe.

France Télécom a jusqu'à fin juillet pour donner suite ou à cette proposition. Précise-t-on chez Sema Group, ce schéma pourrait toutefois évoluer. Cap Gemini Sogefi, qui détient 29 % du capital de Sema Group, disposant ainsi d'un sérieux pouvoir d'amendement.

CAROLINE MONNOT

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

NOMINATIONS

Le général Jean Fleury nommé au conseil d'administration d'Aéroports de Paris. - Le général Jean Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air, 57 ans, nommé administrateur d'Aéroports de Paris. Il devrait être élu à la présidence de l'établissement le 9 juillet, en remplacement de M. Bernard Lathière.

M. Gérard Renon futur président de la SNECMA. - Un décret, paru au Journal officiel du mardi 7 juillet, nomme M. Gérard Renon, 51 ans, au conseil d'administration de la SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion). M. Renon, ingénieur général des mines, ancien secrétaire d'Etat, passe de prendre la présidence du « motoriste » national, poste occupé jusqu'à présent par M. Louis Gallois, nommé à la tête de l'Aérospatiale.

Epéda-Bertrand-Faure (EBF) : M. Daniel Dewarvin succède à M. Pierre Richier. - M. Pierre Richier prend sa retraite et va quitter, le 30 septembre, ses fonctions à la tête du groupe diversifié où il sera remplacé par l'actuel directeur général, M. Daniel Dewarvin. Agé de 40 ans, dernier a été mandaté, selon le communiqué publié par EBF à l'issue de son conseil d'administration, pour « procéder à toutes mesures nécessaires permettant la descente en compte du groupe EBF, qui s'était endetté en 1991 pour repousser l'OPA hostile lancée par Valeo, pourrait en effet céder certaines de ses activités périphériques pour se concentrer sur les sièges automobiles, même si l'on affirme au siège du groupe que « rien n'est à ce jour arrêté » (Le Monde daté 21-22 juin). Ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique, ingénieur de l'armement, M. Dewarvin est entré dans

le groupe via Ratier-Figeac. Il était directeur général d'EBF et président du directoire de Bertrand-Faure depuis 1990.

ACHAT

Elf-Atochem : acquisition au Japon dans les additifs plastiques. - Le groupe chimique Elf-Atochem a repris japonais Yoshitomi Pharmaceuticals la société Akishima, spécialisée dans les additifs pour matières plastiques. Akishima réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et dispose de deux unités de production au Japon. De son côté, Yoshitomi Pharmaceuticals reprendra les activités de produits industriels dérivés de l'étalement développées par le français sur place.

VENTE

Elf-Atochem : cède une division de Beazer. - Le groupe chimique Elf-Atochem a annoncé, lundi 6 juillet, la vente d'une division du groupe de construction Beazer pour 53 millions de francs (530 millions de francs) à Kier Group, une société formée par des employés de Beazer, Hanson, qui avait acquis la totalité du groupe de construction Beazer en décembre 1991, pour 43 millions de francs en paiement comptant. 9,8 millions de francs en actions préférentielles de 10 % et une participation de 10 % dans Kier Group. Kier, qui emploie 1 000 personnes, devient ainsi le plus important constructeur britannique à être détenu par ses salariés. En 1991, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 1 100 millions de francs (5,9 milliards de francs) et un bénéfice imposable de 11 millions.

CAPITAL

La suspension de la Bourse de Copenhague et émission d'actions

nouvelles. - La suspension de la cotation du groupe d'assurances danois Hafnia, intervenue à sa demande mercredi 1^{er} juillet, a été levée à compter du lundi 6 juillet. L'émission d'actions de deux milliards de couronnes (1,75 milliard de francs) garantie par le consortium bancaire Paribas et les danois Den Danske Bank et Hjoernskov Co. reportée à une date indéterminée, jeudi 2 juillet (Le Monde du 4 juillet), a également pu décoller le même jour, selon M. Flemming Skov Jensen, responsable du consortium. Hafnia a dévoilé, vendredi 3 juillet, à la Bourse de Copenhague des pertes de provisions de 350 millions de couronnes (304,5 millions de francs) des transactions et contrats incorrectement enregistrés. Une enquête d'urgence n'a pas révélé d'autres irrégularités.

SOCIAL

La Bundespost supprimera 500 emplois dans ses services administratifs. - La poste allemande prévoit de supprimer, d'ici à 1995, 10 000 emplois sur les 52 000 que comptent ses services administratifs dans la partie occidentale du pays. Cette mesure devrait permettre à l'administration, qui emploie au total 310 000 personnes dans l'ex-RFA, d'économiser 600 millions de deutschemarks par an (2,08 milliards de francs). En 1991, la Bundespost avait lancé une enquête interne afin de « débureaucratiser » l'administration et de supprimer les services superflus. Cette enquête a montré qu'il était possible d'économiser un cinquième des dépenses de travail. L'ex-RDA, où elle est actuellement en train de se mettre en place des services analogues à celles de l'Ouest, la Bundespost tiendra compte des enseignements de cette enquête.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 juillet

Indécision

La Bourse de Paris a parfaitement indécise mardi, et l'indice des 40 principales valeurs oscille irrégulièrement, au gré des transactions. Après avoir commencé en hausse de 0,14 %, l'indice parisien a progressé jusqu'à 0,71 % pour rapidement rebrousser chemin et se terminer à l'équilibre et passer sans apparente de la progression à la régression, à la mi-séance. Le CAC 40 s'affichait en baisse de 1,067,78 points.

Aux alentours de 14 heures, les valeurs françaises s'appréciaient en moyenne de 0,22 %.

Il n'y a pas eu de mouvement de la part des investisseurs, intervenant. Le volume d'échanges restait anémique, avec quelque 830 millions de francs.

Les places européennes, quant à elles, de détermination, affichant une tendance à la consolidation. En outre, le marché ne voyait toujours rien venir du côté de Munich où les pays les plus industrialisés se réunissent. Les Sept doivent définir les méthodes susceptibles de la croissance mondiale.

Sur les déclarations du secrétaire d'Etat au Trésor américain, Brady, lundi à Munich, répétées sur CNN, les rachats ont été découverts. M. Brady a déclaré que la Bundesbank pourrait émettre des obligations à court terme, après que le gouvernement aura réduit ses dépenses publiques.

Sur les tendances fondamentales, les analystes soulignent toujours les risques de dévaluation qui pèsent sur les valeurs, et les conséquences du blocage des francs.

LONDRES, 7 juillet

Baisse

Les valeurs ont le chemin à la hausse lundi 6 juillet au Stock Exchange, déprimées par la disparition des espoirs d'un abaissement des taux d'intérêt britanniques. A la clôture, l'indice Footsie des cent principales valeurs a perdu 28,1 points, soit 1,1 % à 2 741 points, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis trois mois. Le volume des échanges a été très faible : 274 millions de titres, 429,3 millions vendus.

La baisse des crédits à la consommation à 3,77 milliards de livres en mai a assombri le marché, confirmant la réticence des emprunteurs à la reprise que la reprise n'est encore loin.

NEW-YORK, 6 juillet

Hésitante

La tendance a été très hésitante lundi 6 juillet à Wall Street, collée à la légère hausse ou baisse d'un long week-end. Après avoir évolué très irrégulièrement, le son niveau de clôture de vendredi, l'indice Dow Jones des valeurs a rebondi en hausse de demi-heure à la clôture, finissant à 3 339,21, en progrès de 8,92 points sur un gain de 0,27 %.

Le marché a été déprimé par l'annonce, jeudi 4 juillet, d'une remontée du chômage américain à 7,1 %, qui ne parvenait pas à profiter d'une baisse des taux d'intérêt à long terme. Les Etats-Unis ont intervenus après la réduction du compte de la Réserve fédérale.

De nouvelles indications sur l'état de l'économie américaine sont disponibles en fin de semaine, la publication des chiffres de détail et les prix au gros pour juin. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt à court terme du Trésor à 90 jours, principal référence, a descendu à 7,61 % lundi en fin d'après-midi contre 7,63 % jeudi soir.

VALEURS	Cours du 6 juillet	Cours du 7 juillet
Alcoa	75 3/8	73 1/2
ATT	43 7/8	44 1/4
Boeing	41 1/8	41 1/2
Chemical Bank	32 1/8	32 3/4
Du Pont de Nemours	90 1/2	90
Eastman Kodak	38 7/8	40 7/8
Exxon	117 1/8	116 1/4
Ford	43	42 1/8
General Electric	77 1/4	77 3/8
General Motors	41 1/8	40 3/4
Goodyear	67 1/2	68 1/4
ITT	98 7/8	98 1/2
Johnson & Johnson	66 1/8	66 1/2
Modell Co.	61 1/8	62 5/8
Rockwell	64 3/8	64 1/2
Union Carbide	64	63 5/8
United Technologies	83 1/4	84 3/8
Walt Disney	117	117 1/2
United Tech.	26 7/8	11 3/8
Westinghouse	51 7/8	50 7/8
Xerox Corp.	89 3/4	70 1/8

TOKYO, 7 juillet

Nouveau recul

La Bourse de Tokyo a terminé le 7 juillet à un nouveau recul, perdant 197,52 points, soit 1,19 %, à 16 459,55 points, dans un volume de 170 millions de pièces.

Le recul s'est envenimé de ventes programmées motivées par les inquiétudes de la situation financière de l'immobilier et de la distribution. De plus, les investisseurs ont l'air d'observer de près le sommet du C7 et de l'issue de la prochaine réunion de la Banque du Japon. Cela étant, le sentiment du marché est plutôt mauvais.

VALEURS	Cours du 6 juillet	Cours du 7 juillet
Alphatech	1 200	1 190
Asahi	1 200	1 190
Casio	1 370	1 360
Fuji Bank	1 380	1 360
Hitachi	270	260
Mitsubishi Electric	1 240	1 210
Mitsubishi Heavy	520	510
Sony Corp.	4 180	4 140
Toyota Motors	1 450	1 430

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4450	4450	Immob. Hénery	1020	1025
Amatel Associés	225 40	235	Immat. Computer	146	148 70
BAC	32	32	IP S.M.	111 10	112 50
Bouygues	715	715	Locare	215 10	215 10
Borin (L)	463	470	Mara Conn.	161	161
Boussat (Lyon)	208	200	Nes	480	482 10
C.A.I. de Fr. (C.C.)	730	730	Publi Filippich	325	325
Cabotage	370	370	Rhone-Alp. Eau (L)	52 50	52 50
Cardi	751	750	Select Invest (L)	270	272 20
C.E.S.E.P.	182 50	180	Serbo	255 50	255 50
C.F.P.	250 30	264	Sopra	472	471 50
C.N.I.M.	1143	1111	Thomson H. (L)	370	370
Coderon	280	280	Unilog	250	250
Conforama	1159	1159	Viel et Co	95 50	95 50
Credex	177 70	177 70	Y. St-Laurent Groupe	811	810
Dapim	320	312			
Daim	1070	1070			
Danachy Worms Cit	349	349			
Devant	1082	1130			
Deville	165	165			
Dofco	110	111			
Edisons (Belind)	149	149			
Europ. Propriété	150	150			
Fraser	120	95			
G.F.F. (group. fin.)	68 10	69 30			
G.L.M.	375	389			
Givographe	170	169			
Gumil	805	805			
I.C.C.	191 70	190			
Isanova	80 10	80 10			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

10 % - en pourcentage du 6 juillet
Nombre de contrats estimés : 62 030

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	107,74	108,02	108,38
Précédent	107,32	107,11	108,40

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
108	0,50	1,10	0,65	1,01

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	juillet 92	août 92	septembre 92
Dernier	1 873	1 895,50	1 908,50
Précédent	1 895	1 891	1 922

CHANGES

Dollar : 5,07 F

Mardi 7 juillet, le dollar amorçait un mouvement de repli, dans un marché des changes à tendance baissière. A Paris, le billet vert a baissé de 5,07 francs, contre 5,105 francs aux cours indicatifs fournis par la Banque de France, lundi.

Monnaie	6 juillet	7 juillet
Dollar (en DM)	1,5146	1,5070
YEN	165,40	165,40
TOKYO	124,88	124,17
Dollar (en yen)	124,88	124,17

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (7 juillet)	97,8 - 10 %
New-York (6 juillet)	3 %

BOURSES

PARIS (INSEE) 100 - 31-12-91

Valeurs françaises	3 juillet	6 juillet
Valeurs étrangères	97,78	97,30
(SBF, indice) : 31-12-91		
Indice général CAC	569,30	
(SBF, indice) : 31-12-91		
Indice CAC 40	1 873	1 873

Valeurs étrangères	3 juillet	6 juillet
Industrielles	Clos	3 339,21
Londres (indice Financial Times)	3 juillet	3 juillet
100 valeurs	2 497,10	2 469
30 valeurs	1 915,50	1 891
Mines d'or	99,10	99,50
Fonds d'Etat	89,75	

FRANCFORT

Dax	3 juillet	6 juillet
	1 776,98	1 772,36
TOKYO	3 juillet	7 juillet
Nikkei Dow Jones	16 657,87	16 459,55
Indice général	1 287,55	1 271,15

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

MARCHÉ INTERBANKAIRE DES DEVISES				
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,0670	5,0690	5,1500	5,1500
Yen (100)	4,0767	4,0801	4,1341	4,1402
Esc	6,8930	6,8950	6,8943	6,8914
Deutschmark	3,3665	3,3670	3,3686	3,3715
Franc suisse	3,7547	3,7570	3,7632	3,7691
Lire italienne (1000)	4,4485	4,4505	4,4578	4,4642
Live sterling	9,7240	9,7260	9,7262	9,7300
Peseta (100)	5,3224	5,3274	5,3376	5,3466

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 9/16	3 9/16	3 11/16
Yen	4 7/16	4 9/16	4 1/4	4 3/8	4 1/8	4 1/4
Esc	10 3/8	10 1/2	10 3/8	10 1/2	10 3/8	10 1/2
Deutsche Mark	9 9/16	9 11/16	9 11/16	9 11/16	9 11/16	9 11/16
Franc suisse	8 15/16	9 1/16	9 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16
Lire italienne (1000)	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 3/4	14 1/4	14 3/8
Lire sterling	10	10 1/8	9 7/8	10	9 15/16	9 15/16
Peseta (100)	12 1/8	12 3/16	12 3/16	12 7/16	12 5/16	12 9/16
FRANC FRANÇAIS	9 15/16	10 1/16	10 1/8	9 15/16	9 15/16	9 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par le Service des marchés de la BNP.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le classement global de votre portefeuille

BOURSE

36-15 LE MONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

COMPAGNIE DES MACHINES BULL
NOUVEAU CAPITAL

L'Assemblée Générale de la Compagnie des Machines Bull s'est réunie le 29 juin 1992. La Présidence de Monsieur Bernard Pache. Elle a approuvé l'ensemble des résolutions dont celle concernant l'augmentation de capital numéraire réservée à I.B.M. Corporation.

Par cette opération, effective le 30 juin 1992, le capital de la Compagnie des Machines Bull est porté de F 738 259 800 à F 963 259 100 par l'émission de 11 250 000 actions nouvelles, de 20 francs nominal, souscrites au prix de 48 francs.

Ces titres sont entièrement assimilés aux 186 912 actions anciennes (jouissance : 1/01/1992) et seront admis à la cote officielle de la Bourse de Paris dans la semaine du 13 au 17 juillet 1992.

I.B.M. Corporation devient actionnaire de la Compagnie des Machines Bull à hauteur de 5,68 %, la participation des autres actionnaires s'élevant à 72,03 % pour l'Etat, 16,17 % pour France Telecom, 4,43 % pour NEC Corporation et 1,69 % pour le public.

Cette augmentation de capital d'un montant total de 540 millions de francs renforce la nature stratégique de l'alliance technologique à long terme, conclue le Groupe Bull I.B.M., notamment dans les domaines des systèmes Unix technologie Risc, des micro-ordinateurs portables et des réseaux informatiques.

JUL 14 1992

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 JUILLET

Corsa relevés ■ 14 h 00

Réglement mensuel																				Composition									
VALEURS										VALEURS										VALEURS									
Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	%										
4690 C.A.L. S.W.	4690	4687	- 0.08		Compagnie <td>Cours</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <th>%</th> <td>Compagnie<td>Cours</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><th>%</th><td>Compagnie<td>Cours</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><th>%</th></td></td>	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>Cours</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <th>%</th> <td>Compagnie<td>Cours</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><th>%</th></td>	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>Cours</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <th>%</th>	Cours	Premier cours	Dernier cours	%										
520 B.N.P. T.P.	520	520	0.00		VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%										
530 C.A.L. S.W.	530	530	0.00																										
540 C.A.L. S.W.	540	540	0.00																										
550 C.A.L. S.W.	550	550	0.00																										
560 C.A.L. S.W.	560	560	0.00																										
570 C.A.L. S.W.	570	570	0.00																										
580 C.A.L. S.W.	580	580	0.00																										
590 C.A.L. S.W.	590	590	0.00																										
600 C.A.L. S.W.	600	600	0.00																										
610 C.A.L. S.W.	610	610	0.00																										
620 C.A.L. S.W.	620	620	0.00																										
630 C.A.L. S.W.	630	630	0.00																										
640 C.A.L. S.W.	640	640	0.00																										
650 C.A.L. S.W.	650	650	0.00																										
660 C.A.L. S.W.	660	660	0.00																										
670 C.A.L. S.W.	670	670	0.00																										
680 C.A.L. S.W.	680	680	0.00																										
690 C.A.L. S.W.	690	690	0.00																										
700 C.A.L. S.W.	700	700	0.00																										
710 C.A.L. S.W.	710	710	0.00																										
720 C.A.L. S.W.	720	720	0.00																										
730 C.A.L. S.W.	730	730	0.00																										
740 C.A.L. S.W.	740	740	0.00																										
750 C.A.L. S.W.	750	750	0.00																										
760 C.A.L. S.W.	760	760	0.00																										
770 C.A.L. S.W.	770	770	0.00																										
780 C.A.L. S.W.	780	780	0.00																										
790 C.A.L. S.W.	790	790	0.00																										
800 C.A.L. S.W.	800	800	0.00																										
810 C.A.L. S.W.	810	810	0.00																										
820 C.A.L. S.W.	820	820	0.00																										
830 C.A.L. S.W.	830	830	0.00																										
840 C.A.L. S.W.	840	840	0.00																										
850 C.A.L. S.W.	850	850	0.00																										
860 C.A.L. S.W.	860	860	0.00																										
870 C.A.L. S.W.	870	870	0.00																										
880 C.A.L. S.W.	880	880	0.00																										
890 C.A.L. S.W.	890	890	0.00																										
900 C.A.L. S.W.	900	900	0.00																										
910 C.A.L. S.W.	910	910	0.00																										
920 C.A.L. S.W.	920	920	0.00																										
930 C.A.L. S.W.	930	930	0.00																										
940 C.A.L. S.W.	940	940	0.00																										
950 C.A.L. S.W.	950	950	0.00																										
960 C.A.L. S.W.	960	960	0.00																										
970 C.A.L. S.W.	970	970	0.00																										
980 C.A.L. S.W.	980	980	0.00																										
990 C.A.L. S.W.	990	990	0.00																										
1000 C.A.L. S.W.	1000	1000	0.00																										
1010 C.A.L. S.W.	1010	1010	0.00																										
1020 C.A.L. S.W.	1020	1020	0.00																										
1030 C.A.L. S.W.	1030	1030	0.00																										
1040 C.A.L. S.W.	1040	1040	0.00																										
1050 C.A.L. S.W.	1050	1050	0.00																										
1060 C.A.L. S.W.	1060	1060	0.00																										
1070 C.A.L. S.W.	1070	1070	0.00																										
1080 C.A.L. S.W.	1080	1080	0.00																										
1090 C.A.L. S.W.	1090	1090	0.00																										
1100 C.A.L. S.W.	1100	1100	0.00																										
1110 C.A.L. S.W.	1110	1110	0.00																										
1120 C.A.L. S.W.	1120	1120	0.00																										
1130 C.A.L. S.W.	1130	1130	0.00																										
1140 C.A.L. S.W.	1140	1140	0.00																										
1150 C.A.L. S.W.	1150	1150	0.00																										
1160 C.A.L. S.W.	1160	1160	0.00																										
1170 C.A.L. S.W.	1170	1170	0.00																										
1180 C.A.L. S.W.	1180	1180	0.00																										
1190 C.A.L. S.W.	1190	1190	0.00																										
1200 C.A.L. S.W.	1200	1200	0.00																										
1210 C.A.L. S.W.	1210	1210	0.00																										
1220 C.A.L. S.W.	1220	1220	0.00																										
1230 C.A.L. S.W.	1230	1230	0.00																										
1240 C.A.L. S.W.	1240	1240	0.00																										
1250 C.A.L. S.W.	1250	1250	0.00																										
1260 C.A.L. S.W.	1260	1260	0.00																										
1270 C.A.L. S.W.	1270	1270	0.00																										
1280 C.A.L. S.W.	1280	1280	0.00																										
1290 C.A.L. S.W.	1290	1290	0.00																										
1300 C.A.L. S.W.	1300	1300	0.00																										
1310 C.A.L. S.W.	1310	1310	0.00																										
1320 C.A.L. S.W.	1320	1320	0.00																										
1330 C.A.L. S.W.	1330	1330	0.00																										
1340 C.A.L. S.W.	1340	1340	0.00																										
1350 C.A.L. S.W.	1350	1350	0.00																										
1360 C.A.L. S.W.	1360	1360	0.00																										
1370 C.A.L. S.W.	1370	1370	0.00																										
1380 C.A.L. S.W.	1380	1380	0.00																										
1390 C.A.L. S.W.	1390	1390	0.00																										
1400 C.A.L. S.W.	1400	1400	0.00																										
1410 C.A.L. S.W.	1410	1410	0.00																										
1420 C.A.L. S.W.	1420	1420	0.00																										
1430 C.A.L. S.W.	1430	1430	0.00																										
1440 C.A.L. S.W.	1440	1440	0.00																										
1450 C.A.L. S.W.	1450	1450	0.00																										
1460 C.A.L. S.W.	1460	1460	0.00																										
1470 C.A.L. S.W.	1470	1470	0.00																										
1480 C.A.L. S.W.	1480	1480	0.00																										
1490 C.A.L. S.W.	1490	1490	0.00																										
1500 C.A.L. S.W.	1500	1500	0.00																										
1510 C.A.L. S.W.	1510	1510	0.00																										
1520 C.A.L. S.W.	1520	1520	0.00																										
1530 C.A.L. S.W.	1530	1530	0.00																										
1540 C.A.L. S.W.	1540	1540	0.00																										
1550 C.A.L. S.W.	1550	1550	0.00																										
1560 C.A.L. S.W.	1560	1560	0.00																										
1570 C.A.L. S.W.	1570	1570	0.00																										
1580 C.A.L. S.W.	1580	1580	0.00																										
1590 C.A.L. S.W.	1590	1590	0.00																										
1600 C.A.L. S.W.	1600	1600	0.00																										
1610 C.A.L. S.W.	1610	1610	0.00																										
1620 C.A.L. S																													

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

6/7

Obligations			Etrangeres		
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prec.	Dernier cours
Emp. Etat 5.25/78	100	100	Emp. Etat 5.25/78	100	100
10.20% 7/84	100	100	10.20% 7/84	100	100
Emp. Etat 12.25/83	100	100	Emp. Etat 12.25/83	100	100
Emp. Etat 12.25/84	100	100	Emp. Etat 12.25/84	100	100
10.25% mars 86	100	100	10.25% mars 86	100	100
OAT	100	100	OAT	100	100
11/1989	100	100	11/1989	100	100
PT 11.25/85	100	100	PT 11.25/85	100	100
CHF 10.50/86	100	100	CHF 10.50/86	100	100
CHF 10.50/87	100	100	CHF 10.50/87	100	100
CHF 10.50/88	100	100	CHF 10.50/88	100	100
CHF 10.50/89	100	100	CHF 10.50/89	100	100
CHF 10.50/90	100	100	CHF 10.50/90	100	100
CHF 10.50/91	100	100	CHF 10.50/91	100	100
CHF 10.50/92	100	100	CHF 10.50/92	100	100
CHF 10.50/93	100	100	CHF 10.50/93	100	100
CHF 10.50/94	100	100	CHF 10.50/94	100	100
CHF 10.50/95	100	100	CHF 10.50/95	100	100
CHF 10.50/96	100	100	CHF 10.50/96	100	100
CHF 10.50/97	100	100	CHF 10.50/97	100	100
CHF 10.50/98	100	100	CHF 10.50/98	100	100
CHF 10.50/99	100	100	CHF 10.50/99	100	100
CHF 10.50/00	100	100	CHF 10.50/00	100	100
CHF 10.50/01	100	100	CHF 10.50/01	100	100
CHF 10.50/02	100	100	CHF 10.50/02	100	100
CHF 10.50/03	100	100	CHF 10.50/03	100	100
CHF 10.50/04	100	100	CHF 10.50/04	100	100
CHF 10.50/05	100	100	CHF 10.50/05	100	100
CHF 10.50/06	100	100	CHF 10.50/06	100	100
CHF 10.50/07	100	100	CHF 10.50/07	100	100
CHF 10.50/08	100	100	CHF 10.50/08	100	100
CHF 10.50/09	100	100	CHF 10.50/09	100	100
CHF 10.50/10	100	100	CHF 10.50/10	100	100
CHF 10.50/11	100	100	CHF 10.50/11	100	100
CHF 10.50/12	100	100	CHF 10.50/12	100	100
CHF 10.50/13	100	100	CHF 10.50/13	100	100
CHF 10.50/14	100	100	CHF 10.50/14	100	100
CHF 10.50/15	100	100	CHF 10.50/15	100	100
CHF 10.50/16	100	100	CHF 10.50/16	100	100
CHF 10.50/17	100	100	CHF 10.50/17	100	100
CHF 10.50/18	100	100	CHF 10.50/18	100	100
CHF 10.50/19	100	100	CHF 10.50/19	100	100
CHF 10.50/20	100	100	CHF 10.50/20	100	100
CHF 10.50/21	100	100	CHF 10.50/21	100	100
CHF 10.50/22	100	100	CHF 10.50/22	100	100
CHF 10.50/23	100	100	CHF 10.50/23	100	100
CHF 10.50/24	100	100	CHF 10.50/24	100	100
CHF 10.50/25	100	100	CHF 10.50/25	100	100
CHF 10.50/26	100	100	CHF 10.50/26	100	100
CHF 10.50/27	100	100	CHF 10.50/27	100	100
CHF 10.50/28	100	100	CHF 10.50/28	100	100
CHF 10.50/29	100	100	CHF 10.50/29	100	100
CHF 10.50/30	100	100	CHF 10.50/30	100	100
CHF 10.50/31	100	100	CHF 10.50/31	100	100
CHF 10.50/32	100	100	CHF 10.50/32	100	100
CHF 10.50/33	100	100	CHF 10.50/33	100	100
CHF 10.50/34	100	100	CHF 10.50/34	100	100
CHF 10.50/35	100	100	CHF 10.50/35	100	100
CHF 10.50/36	100	100	CHF 10.50/36	100	100
CHF 10.50/37	100	100	CHF 10.50/37	100	100
CHF 10.50/38	100	100	CHF 10.50/38	100	100
CHF 10.50/39	100	100	CHF 10.50/39	100	100
CHF 10.50/40	100	100	CHF 10.50/40	100	100
CHF 10.50/41	100	100	CHF 10.50/41	100	100
CHF 10.50/42	100	100	CHF 10.50/42	100	100
CHF 10.50/43	100	100	CHF 10.50/43	100	100
CHF 10.50/44	100	100	CHF 10.50/44	100	100
CHF 10.50/45	100	100	CHF 10.50/45	100	100
CHF 10.50/46	100	100	CHF 10.50/46	100	100
CHF 10.50/47	100	100	CHF 10.50/47	100	100
CHF 10.50/48	100	100	CHF 10.50/48	100	100
CHF 10.50/49	100	100	CHF 10.50/49	100	100
CHF 10.50/50	100	100	CHF 10.50/50	100	100
CHF 10.50/51	100	100	CHF 10.50/51	100	100
CHF 10.50/52	100	100	CHF 10.50/52	100	100
CHF 10.50/53	100	100	CHF 10.50/53	100	100
CHF 10.50/54	100	100	CHF 10.50/54	100	100
CHF 10.50/55	100	100	CHF 10.50/55	100	100
CHF 10.50/56	100	100	CHF 10.50/56	100	100
CHF 10.50/57	100	100	CHF 10.50/57	100	100
CHF 10.50/58	100	100	CHF 10.50/58	100	100
CHF 10.50/59	100	100	CHF 10.50/59	100	100
CHF 10.50/60	100	100	CHF 10.50/60	100	100
CHF 10.50/61	100	100	CHF 10.50/61	100	100
CHF 10.50/62	100	100	CHF 10.50/62	100	100
CHF 10.50/63	100	100	CHF 10.50/63	100	100
CHF 10.50/64	100	100	CHF 10.50/64	100	100
CHF 10.50/65	100	100	CHF 10.50/65	100	100
CHF 10.50/66	100	100	CHF 10.50/66	100	100
CHF 10.50/67	100	100	CHF 10.50/67	100	100
CHF 10.50/68	100	100	CHF 10.50/68	100	100
CHF 10.50/69	100	100	CHF 10.50/69	100	100
CHF 10.50/70	100	100	CHF 10.50/70	100	100
CHF 10.50/71	100	100	CHF 10.50/71	100	100
CHF 10.50/72	100	100	CHF 10.50/72	100	100
CHF 10.50/73	100	100	CHF 10.50/73	100	100
CHF 10.50/74	100	100	CHF 10.50/74	100	100
CHF 10.50/75	100	100	CHF 10.50/75	100	100
CHF 10.50/76	100	100	CHF 10.50/76	100	100
CHF 10.50/77	100	100	CHF 10.50/77	100	100
CHF 10.50/78	100	100	CHF 10.50/78	100	100
CHF 10.50/79	100	100	CHF 10.50/79	100	100
CHF 10.50/80	100	100	CHF 10.50/80	100	100
CHF 10.50/81	100	100	CHF 10.50/81	100	100
CHF 10.50/82	100	100	CHF 10.50/82	100	100
CHF 10.50/83	100	100	CHF 10.50/83	100	100
CHF 10.50/84	100	100	CHF 10.50/84	100	100
CHF 10.50/85	100	100	CHF 10.50/85	100	100
CHF 10.50/86	100	100	CHF 10.50/86	100	100
CHF 10.50/87	100	100	CHF 10.50/87	100	100
CHF 10.50/88	100	100	CHF 10.50/88	100	100
CHF 10.50/89	100	100	CHF 10.50/89	100	100
CHF 10.50/90	100	100	CHF 10.50/90	100	100
CHF 10.50/91	100	100	CHF 10.50/91	100	100
CHF 10.50/92	100	100	CHF 10.50/92	100	100
CHF 10.50/93	100	100	CHF 10.50/93	100	100
CHF 10.50/94	100	100	CHF 10.50/94	100	100
CHF 10.50/95	100	100	CHF 10.50/95	100	100
CHF 10.50/96	100	100	CHF 10.50/96	100	100
CHF 10.50/97	100	100	CHF 10.50/97	100	100
CHF 10.50/98	100	100	CHF 10.50/98	100	100
CHF 10.50/99	100	100	CHF 10.50/99	100	100
CHF 10.50/00	100	100	CHF 10.50/00	100	100
CHF 10.50/01	100	100	CHF 10.50/01	100	100
CHF 10.50/02	100	100	CHF 10.50/02	100	100
CHF 10.50/03	100	100	CHF 10.50/03	100	100
CHF 10.50/04	100	100	CHF 10.50/04	100	100
CHF 10.50/05	100	100	CHF 10.50/05	100	100
CHF 10.50/06	100	100	CHF 10.50/06	100	100
CHF 10.50/07	100	100	CHF 10.50/07	100	100
CHF 10.50/08	100	100	CHF 10.50/08	100	100
CHF 10.50/09	100	100	CHF 10.50/09	100	100
CHF 10.50/10	100	100	CHF 10.50/10	100	100
CHF 10.50/11	100	100	CHF 10.50/11	100	100
CHF 10.50/12	100	100	CHF 10.50/12	100	100
CHF 10.50/13	100	100	CHF 10.50/13	100	100
CHF 10.50/14	100	100	CHF 10.50/14	100	100
CHF 10.50/15	100	100	CHF 10.50/15	100	100
CHF 10.50/16	100	100	CHF 10.50/16	100	100
CHF 10.50/17	100	100	CHF 10.50/17	100	100
CHF 10.50/18	100	100	CHF 10.50/18	100	100
CHF 10.50/19	100	100	CHF 10.50/19	100	100
CHF 10.50/20	100	100	CHF 10.50/20	100	100
CHF 10.50/21	100	100	CHF 10.50/21	100	100
CHF 10.50/22	100	100	CHF 10.50/22	100	100
CHF 10.50/23	100	100	CHF 10.50/23	100	100
CHF 10.50/24	100	100	CHF 10.50/24	100	100
CHF 10.50/25	100	100	CHF 10.50/25	100	100
CHF 10.50/26	100	100	CHF 10.50/26	100	100
CHF 10.50/27	100	100	CHF 10.50/27	100	100
CHF 10.50/28	100	100	CHF 10.50/28	100	100
CHF 10.50/29	100	100	CHF 10.50/29	100	100
CHF 10.50/30	100	100	CHF 10.50/30	100	100
CHF 10.50/31	100	100	CHF 10.50/31	100	100
CHF 10.50/32	100	100	CHF 10.50/32	100	100
CHF 10.50/33	100	100	CHF 10.50/33	100	100
CHF 10.50/34	100	100	CHF 10.50/34	100	100
CHF 10.50/35	100	100	CHF 10.50/35	100	100
CHF 10.50/36	100	100	CHF 10.50/36	100	100
CHF 10.50/37	100	100	CHF 10.50/37	100	100
CHF 10.50/38	100	100	CHF 10.50/38	100	100
CHF 10.50/39	100	100	CHF 10.50/39	100	100
CHF 10.50/40	100	100	CHF 10.50/40	100	100
CHF 10.50/41	100	100	CHF 10.50/41	100	100
CHF 10.50/42	100	100	CHF 10.50/42	100	100
CHF 10.50/43	100	100	CHF 10.50/43	100	100
CHF 10.50/44	100	100	CHF 10.50/44	100	100
CHF 10.50/45	100	100	CHF 10.50/45	100	100
CHF 10.50/46	100	100	CHF 10.50/46	100	100
CHF 10.50/47	100	100	CHF 10.50/47	100	100
CHF 10.50/48	100	100	CHF 10.50/48	100	100
CHF 10.50/49	100	100	CHF 10.50/49	100	100
CHF 10.50/50	100	100	CHF 10.50/50	100	100
CHF 10.50/51	100	100	CHF 10.50/51	100	100
CHF 10.50/52	100	100	CHF 10.50/52	100	100
CHF 10.50/53	100	100	CHF 10.50/53	100	100
CHF 10.50/54	100	100	CHF 10.50/54	100	100
CHF 10.50/55	100	100	CHF 10.50/55	100	100
CHF 10.50/56	100	100	CHF 10.50/56	100	100
CHF 10.50/57	100	100	CHF 10.50/57	100	100
CHF 10.50/58	100	100	CHF 10.50/58	100	100
CHF 10.50/59	100	100	CHF 10.50/59	100	100
CHF 10.50/60	100	100	CHF 10.50/60	100	100
CHF 10.50/61	100	100	CHF 10.50/61	100	100
CHF 10.50/62	100	100	CHF 10.50/62	100	100
CHF 10.50/63	100	100	CHF 10.50/63	100	100
CHF 10.50/64	100	100	CHF 10.50		

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Reagents and materials:

Renseignements :

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/7
	préc.	7/7			
Etats Unis (1 USD).....	5 101	4 8	5 3		
Ecu.....	6 300				
Angleterre (100 dm).....	336 850	325	345	57000	56200
Belgique (100 fl.).....	16 844	15 9	16 8	57400	56700
Pays-Bas (100 fl.).....	259 640	287	307	326	326
Italie (100 lire).....		4 2	4 7		
Danemark (100 kr.).....	57 630	53	51		
Grèce (Dracmas 1 L.).....	9 742	9 3	10 1	330	326
Grèce (100 drachmas).....	2 760	363	383	334	326
Suisse (100 fr.).....	375 800	88	97	427	400
Suède (100 kr.).....	53 170		90	1200	1305
Norvège (100 kr.).....	55 350		49 5	930	928
Autriche (100 sch.).....	856	5	5 8	615	2100
Espagne (100 pes.).....	330	3 6	4		
Portugal (100 esc.).....	4 038	4	4 4	339	
Canada (15 c can.).....	4 253	4	4 1		
Japon (100 yens).....	4 099				

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

DE CHAILLOT

(47-04-24-34)

Une histoire du film policier français. Un homme marche. La ville (1949). Marcel Pagnol. 14 h 30. Le Port du désir (1954). de Edmond T. Gréville. 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma polonais. Konopnicka (1992, v.o. s.t.f.). de Witold Leszczynski. 14 h 30. Camelot (1984, v.o.). de Lukasz Wlasczak. Cinq filles et une corde (Taiwan, v.o. s.t.f.). de Grzegorz Królikiewicz. 17 h 30. Histoire d'un pêche (1975, v.o. s.t.f.). de Walerian Borowczyk. 21 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie

porte Saint-Eustache

Forum ■ Halles

(40-26-34-30)

MERCREDI

Seine. Doubles et Sosies. Encyclopédie du cinéma français. Michel Simon (1978). Claude-Jean Philippe. Actualités Gaumont, les Trois font la paire (1957). Sacha Guitry et Clément Duhour. 14 h 30. Feuilles. Vidocq. Vidocq (1987) de Marcel Bluwal. 16 h 30. Doubles et Sosies. Affaires (1932) de Kurt Bernhardt. 18 h 30. Détectives privés. ■ annonce Bar. ■ volés (1984) de François Truffaut. Lady L. Lady L (1987). Alphaville (1985) de Jean-Luc Godard. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

■ SUMMER (Taiwan, v.o.). 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

■ L'AMANT (Fr.-Brit. v.o.). Images d'ailleurs. 5 (45-87-13-09). Grand Pavlov. 15 (45-54-46-85). v.f. Les Montparnasse. 14 (43-27-52-37).

■ LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36). Dantier. 14 (43-21-41-01).

■ APRÈS L'AMOUR (Fr.). UGC Biarritz. 9 (45-62-20-40).

■ ARRÊTÉ OU MA MÈRE (Fr.). TIRERI (A. v.o.). George V. 11 (45-62-41-36). v.f. ■ Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Montparnasse. 14 (43-20-13-06). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94).

■ ATTACHE-MOI (Esp. v.o.). Latina. 4 (42-78-47-86). Studio Galande. 5 (43-54-72-71).

■ AU PAYS DES JULIETS (Fr.). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). Pathé Hauteville. 6 (46-33-78-38). Reflet République. 11 (46-05-51-33). Gaumont Gobelins (ex Fauvet). 13 (47-07-55-85). Les Ténébroses. 14 (47-27-52-37).

■ CŒURS DES TÉNÉBRES (A. v.o.). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). 14 Juillet Odéon. 6 (43-25-59-83).

■ L'AMANT (Fr.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36). Saint-Lambert. 15 (45-54-46-85).

■ INSTINCT (Fr.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 JUILLET

Exposition: « Guimard », au d'Orsay, 10 h 30. ■ devant musée, au pied du téléphérique (Paris). ■ des Archives (Paris).

Exposition: « Van Cleef et Arpels », au Musée Galliera, 11 heures. RER 10. ■ Pierre-le-de-Serbie (M. Hager).

« La Cité des sciences et de l'industrie », 14 heures. ■ avenue Corentin Carou ■ au quai de la Charente (Rencontres) ■ l'architecture.

« L'orange de la cité de Var », 14 h 30, devant ■ Louis XIV, dans la cour d'honneur (Office de ■ Versailles).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Rueurion du passé).

« Jardins et de Lorette », 14 h 30, métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque).

« Les vieux quartiers », Montmartre, 14 h 30, sortie métro (D. Flaurion).

« L'hôtel de Lassay, demeure du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité) », 14 h 30, devant colonnade du Palais-Bourbon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

BEETHOVEN (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). UGC Odéon. 6 (42-25-10-30). Marignan-Concorde. 8 (43-58-92-82). UGC Normandie. 8 (45-63-16-16). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Montparnasse. 14 (43-20-12-06). UGC Convention. 15 (45-74-93-40). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). Pathé Wepler II. 18 (45-22-47-94). ■ Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ (Fr.-Tun.). ■ Beaubourg. 3 (42-71-52-36). Espace Saint-Michel. 5 (44-07-20-48).

■ CARNE (Fr.). Saint-André-des-Arts I. 11 (43-26-48-18).

■ CELINE (Fr.). Utopia. 5 (43-26-84-65).

■ CINQ FILLES ET UNE CORDE (Taiwan, v.o.). 14 Juillet Parnasse. 6 (43-26-58-00).

■ (A. v.f.). Cinoches. 11 (45-32-10-32). ■ Saint-Lambert. 15 (45-54-46-85).

■ (A. v.o.). Loups (A. v.o.). Rex. 2 (42-36-83-93). v.f. ■ Rex (le Grand Rex). 2 (42-36-83-93).

■ DEAD (Fr.). (A. v.o.). Gaumont Ambassade. 8 (45-59-19-08). Gaumont Alésia. 14 (36-85-75-14).

■ DELICATESSEN (Fr.). Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26). UGC Triomphe. 8 (45-74-93-50). Saint-Lambert. 15 (45-54-46-85).

■ DEVENIR COLETTE (A. v.o.). Elysées Lincoln. 8 (43-58-39-14). Eclair. 13 (47-07-28-04). Sept Parnassiens. 14 (43-20-32-20). v.f. ■ Saint-Lazare-Pasquier. 8 (43-37-35-43). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94).

■ HOLLYWOOD (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Biarritz. 9 (45-62-20-40). v.f. ■ UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). UGC Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Wepler II. 18 (45-22-47-94).

■ LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.). v.o.). Epée. 5 (43-37-57-47). Reflet Média Logos. 11 (45-62-41-36). ■ Bois. 5 (43-37-57-47). Reflet Média Logos. 11 (45-62-41-36).

■ ET CONCUBINES (Fr.-Chen, v.o.). Lucernaire. 8 (45-44-57-34). Publieis. Saint-Germain. 5 (42-22-72-80). Elysées Lincoln. 8 (43-58-39-14).

■ FACE (Fr.). (A. v.o.). Cinoches. 11 (45-32-10-32).

■ FACES (A. v.o.). Ciné Beaubourg. 3 (42-71-52-36).

■ FAMILLE ADDAMS (A. v.o.). Lucernaire. 8 (45-44-57-34). UGC Triomphe. 8 (45-74-93-50). Saint-Lambert. 15 (45-54-46-85).

■ FAUTE DE PREUVES (Brit. v.o.). Rotonde. 6 (45-74-94-94). ■ Biarritz. 9 (45-62-20-40). Studio 28. 18 (46-06-38-07). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93).

■ FISHER KING (A. v.o.). Cinoches. 11 (45-32-10-32).

■ L'HOMME ■ PLANTAIT ■ (Can.). Utopia. 5 (43-26-84-65).

■ HOOK (A. v.f.). Cinoches. 11 (45-32-10-32). George V. 11 (45-62-41-36). Les Montparnasse. 14 (43-27-52-37). Saint-Lambert. 15 (45-54-46-85).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Convention. 15 (45-74-93-40). Pathé Clichy. 18 (45-22-47-94). La Gambetta. 20 (46-36-10-98).

■ INSTINCT (Fr.). (A. v.o.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathé Impérial. 2 (47-42-72-52). UGC Danton. 6 (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6 (45-74-94-94). George V. 11 (45-62-41-36). UGC Normandie. 8 (45-83-16-16). 14 Juillet Beaugrenelle. 11 (43-57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle. 15 (45-75-79-79). UGC Maillot. 17 (40-68-00-16). v.f. ■ Rex. 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 6 (45-74-94-94). Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31). Les Nation. 12 (43-43-04-97). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-04-97). UGC Gobelins. 13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-

19.54 Six minutes ■■■■■■
■■■■■

20.00 Série : Madams ■■■■ servie.
Surprise-parée.

20.38 Minis des plages.

20.40 Téléfilm : Escapade ■■■■
De Sylvia Hoffman.

22.20 Téléfilm :
La Robe ■■■■ Pamelà.
De Peter De Felitta.

0.00 Magazine : Venus.

ARTE

19.00 Documentaire :
La Nature ■■■ danger
■ l'Elbe et la Baltique.
De Volker Ullrich ■■■■ 2. La
Aurore de l'écluse RDA, un grand lac et
d'aménages

19.50 ■■■■ :
Tristes tropiques. ■■■ Jorge Bodansky.
Musique ■■■ sur ■■■■ l'anthro-
logue Claude Lévi-Strauss.

20.40 ■■■■ :
Téléfilm : Tchaïkovski.
De Christopher Nupen (2° partie).
■■■■ d'après son ■■■■ le musi-
ciste ■■■ se suicider.

22.05 Opéra : Eugène Onéguine.
■■■■ notes. ■■■ Tchaïkovski.
d'après ■■■■ d'Alexandre Pouchkine.
l'Orchestra du Covent Garden ■■■ Lon-
dres, dir. ■■■ George Solti. Anna Mey-
Terese Kubak, Julia Hamari, ■■■
Borrows, ■■■ Gilaurov,
Michel Sénéchal.
Pour cette transposition ■■■ l'écran, ■■■■

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le Rythme ■■■ Raison.
■■■■ Burney, un voyage
l'Europe ■■■ Lumière's. 3. Naples.

20.30 Tire ■■■ langue. La langue française ■■■
Europe. Avec notre ■■■ Jean de
Saurès, écrivain.

21.30 Communauté des ■■■ publiques de
langue française. Marina Tsvetaïeva.

22.40 Les ■■■ magnétiques. ■■■■ (2).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean Fatte
le miroir ■■■ sorcière.

0.15 Musique : ■■■■
Les ■■■ grecques : ■■■ Cyclades (3).

FRANCE-MUSIQUE

19.08 ■■■■. La soirée ■■■■
Clary. Avec Kathleen Ferrier. ■■■
21.00 Concert.

0.15 Jazz. Par Philippe Carles.

سلافة الراحل

13 pages d'offres d'emploi

Tiroir-caisse

Le Monde

INITIATIVES

Le tourisme se professionnalise

PLUSIEURS signes ne trompent pas. Depuis quelques années, le secteur du tourisme vit sous l'effet de sa modernisation et il est clair que le mouvement ne va pas cesser de s'accélérer. Contrainte ou forcée, une mutation profonde est en train de s'opérer, à terme, que l'activité rentre - enfin - dans les catégories économiques « normales », au même titre que l'industrie.

Des exemples, entre autres, et parmi les plus anodins qui, pourtant, ne trompent pas. Des hôtels de luxe interviennent de plus en plus fréquemment, aux côtés de cabinets spécialisés dans le marketing, sans parler des inévitables professionnels de la communication. Peu à peu, le marché de l'emploi s'organise, comme en témoigne l'apparition de missions de recrutement. Mais aussi, il y a deux ans par Jean-Jacques Descamps, ancien secrétaire d'Etat au tourisme. Son chiffre d'affaires (2 millions de francs en 1991) et la diversité de ce qu'on appelle les missions, dans le monde professionnel, témoignent.

Avec ses hôtels, le secteur qui emploie 5 000 salariés selon les normes Mickey, Euro Disneyland confirme à l'évidence une tendance. Chaque détail compte à l'égard du personnel ne laissant plus la place à l'improvisation, l'écueil sympathique. A ce niveau, les employés doivent être compétents, formés, et au minimum bilingues. Depuis des années maintenant, les carrières de gestionnaires des grands hôtels ressemblent à celles des cadres à haut potentiel dans les grands groupes multinationaux. Ils passeront d'un continent à un autre et la fonction en fonction. Les salaires sont élevés, les responsabilités, si les grandes chaînes internationales ont des pionnières, ces pratiques se répandent progressivement dans les palaces, dans les groupes indépendants et, bien que sur un autre mode - celui du vedettariat -, dans les restaurants gastronomiques de grande renommée.



Dans le même ordre d'idées, on voit que les professions s'organisent, à l'image des agents de voyage, et que les formations initiales s'adaptent de mieux en mieux. La réforme du BTS tourisme, mais aussi le développement des diplômes de type CAP ou des professionnels, va dans ce sens. Le secteur en main-d'œuvre qualifiée se traduit bien en filières, même si, peut-être plus qu'ailleurs, des difficultés d'adaptation demeurent. Là aussi, on connaît les pénuries en personnel

qualifié, y compris pour les femmes de chambre dont 100 postes ne seraient actuellement pas pourvus sur Paris, selon la Fédération nationale de l'industrie hôtelière. Mais il faut également dire que l'interminable conflit du patronat de grands hôtels parisiens et les syndicats, le propos de la suppression de la rémunération indexée en pourcentage sur le chiffre d'affaires, ne donne pas forcément une bonne image de ces métiers. Le secteur des sous-traitants pour occuper des fonctions, qui justifie le besoin de s'aligner sur les salaires nécessairement plus bas, pour le personnel permanent, correspond là aussi à l'un des aspects, peut-être discutables, de la modernisation en cours.

Pour mesurer l'évolution, il convient enfin de se référer à l'étude réalisée par le CERQ (Centre d'études et de recherche

qualifications) qui examine le secteur par ses dernières années par les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, essentiellement l'influence des grands groupes. En 1990, les chaînes hôtelières intégrées représentaient 22,4 % de la capacité, tandis que, par ailleurs, le nombre de services hors du foyer passait de 3,9 millions en 1970 à 4,9 millions en 1987. D'origine artisanale ou familiale, ces secteurs se caractérisent par le poids croissant de logiques d'organisation, de management et de produits qui évoquent plutôt la grande industrie, observe Diane Barrat, qui souligne une forte croissance de l'emploi et l'appel à une main-d'œuvre plus diplômée, particulièrement au niveau V (CAP) (+25,2 % de 1980 à 1989).

En fait, ces activités donnent une dimension commerciale au travail, décloisonnent les fonctions

et à la recherche d'un service aligné sur les exigences de qualité. Les programmes y sont au même temps plus techniques qu'autrefois mais s'appuient sur des formes de polyvalence, parfois nouvelles. Entre 1981 et 1989, les effectifs salariés ont augmenté de plus de

8,2 % (+2,5 % pour les salariés), +0,8 % pour l'ensemble de la population active occupée, atteignant 130 000 emplois. Si le nombre de cadres et d'agents de maîtrise évolue, les serveurs (+35 000 emplois), les cuisiniers qualifiés (+20 000) et les employés d'hôtellerie (+17 000) sont les premiers bénéficiaires de cette croissance.

Mieux, et alors que les salariés sont formés, les branches « se distinguent par le maintien, en termes des années, de la durée de l'emploi, en particulier à durée indéterminée », bien que le changement d'employeur reste la règle et que l'activité reste très saisonnière. Contrairement à d'autres secteurs, le CERQ en conclut même que la restauration et l'hôtellerie se caractérisent par une grande stabilité des jeunes - moins pour les jeunes filles - qui peuvent y trouver leur compte.

Mais ce qui peut être vrai au niveau global rencontre des situations locales, justement. Les lieux qui, depuis des générations, consacrent exclusivement au tourisme, la résistance au changement, les obstacles mis à la modernisation sont plus forts qu'ailleurs et les conséquences sociales qui en découlent, la main-d'œuvre n'étant pas formée, trop enclavée dans ses habitudes. Le cas de Royan de ce point de vue éclairant, qui a servi de point de départ à un colloque récent sur le sujet. On a découvert, malgré les perspectives, le taux de chômage des villes littorales était supérieur à la moyenne nationale.

Alain Lebaube
Lire aussi dans
pages 11 et 111.

Cadres à Douze

Outre-Rhin, les cadres ne bénéficient pas d'un statut aussi formel qu'en France. Pour les entreprises allemandes, la collaboration entre Français et Allemands semble plutôt harmonieuse. Page IV

13 pages d'offres d'emploi

■ Le Monde des commerciaux... p. VI	■ Collectivités territoriales... p. X
■ Gestion et finances... p. IX	■ Juristes... p. XI
■ Dirigeants... p. X	■ Cadres... p. XI
■ Ressources humaines... p. X	■ Secteurs de pointe... p. XII
	■ Informatique... p. XIII

Avant de partir en vacances...

... saisissez les opportunités que les entreprises vous proposent pages VIII et XIII

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
544 Montgomery Street - San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

Ph.D. Doctorate of Business Administration for International Management

Vingt candidats seront sélectionnés pour janvier 1993

■ Filière d'admission en Ph.D. Doctorate of Business Administration : Diplômés de l'enseignement supérieur en management.

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans à titre résidentiel.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris - Tél. : (1) 40 70 11 51.
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA - Programme associé en Asie : IMA HONG KONG

ECONOMIE GÉNÉRALE

صكنا عن الامرين

cteur d'hôtel

Révolution de palaces

Tempête sur les salaires



Le député Justin Godart se retourne sans doute dans sa tombe. Lui qui, inspiré par les beaux yeux d'une femme de chambre, avait fait adopter en 1936 une loi sur la rémunération au pourcentage du personnel hôtelier « ayant contact avec la clientèle », qui partageait ainsi 15 % du chiffre d'affaires, les autres salariés étant payés au fixe.

Mais voilà qu'après plus de cinquante ans de bons et loyaux services la loi Godart fait l'objet de critiques. Ce mode de rémunération, basé sur le pourcentage d'affaires, a évolué au fil du temps, est devenu insupportable pour les employeurs des grands hôtels parisiens qui ont cherché à le remplacer par un système par des salaires fixes. Cette initiative s'inscrit en fait dans une série de réformes prises par les employeurs pour équilibrer leurs comptes.

Depuis les quatre étoiles l'une à l'autre, les hôtels ont cherché à bénéficier de l'abaissement du taux de TVA de 18,6 % à 5,5 %. Les prix n'ayant pas été diminués pour autant, les hôtels ont ainsi récupéré des sommes considérables : 13 millions de francs, par exemple, au George-V, selon la CGT. « Face à la baisse de la TVA, l'augmentation des charges, les entreprises ont des marges de manœuvre de plus en plus étroites pour se développer », affirme Gérard Savoye, délégué général du Syndicat français de l'hôtellerie (SFH), qui réclame entre autres la quasi-totalité des quatre étoiles. Elles ne peuvent pas permettre d'avoir des ratios de frais de personnel qui représentent 38 % à 40 % de leur chiffre d'affaires. Or alors, ils veulent en perdre leur salaire.

Les syndicats de salariés n'ont pas été convaincus par cet argument. La CFTC accuse ainsi les palaces de vouloir devenir une « vitrine » au lieu de rester une « vitrine » du prestige français. « Nous sommes gouvernés par des financiers », souligne ce syndicat en citant notamment le cas du Marriott, Prince-de-Galles.

« vendu six fois au double » Quant au George-V (groupe Forte), il a été vendu à deux reprises au même groupe; l'une, exploitante, pour un loyer de 14 millions de francs par an à la seconde, propriétaire du terrain, à la CFTC, qui alloue que ces deux loyers sont des comptes d'exploitation.

Mais ce sont surtout les salariés employés par les directions qui ont choqué les salariés, entraînant des grèves et des manifestations, comme au Mériadien, au George-V. Première étape : les salariés ont dénoncé les avantages d'entreprise, notamment ceux relatifs aux indemnités de licenciement, qui pouvaient atteindre trois à quatre semaines de salaire par année d'ancienneté. Ensuite, ils ont proposé de passer à un pourcentage de 30 % à 40 % aux précédents salaires calculés au pourcentage. En avril 1990, le Marriott, Prince-de-Galles a refusé dans la même voie. Mais les négociations d'un nouvel accord n'ayant pas abouti, la direction avait décidé de recourir au SMIC les salariés de tous ceux qui n'ont pas de nouvelles conditions. Une manière d'inciter les salariés à quitter l'entreprise.

« On a porté atteinte à la dignité des salariés, leur a-t-on dit », a déclaré un employé du Prince-de-Galles.

cinquante-six ans, qui comptait vingt-six ans d'ancienneté. Pour me pousser à partir, j'ai été déclassé. J'en ai fait une dépression nerveuse. Bilan : licenciement des 80 personnes concernées. Le groupe a perdu 2,3 millions de francs de salaire. En revanche, il n'a pas payé les syndicats, qui avaient démontré qu'il ne s'agissait pas de licenciement, mais d'une mesure préventive.

Mauvais exemple

A cet effet, ils ont produit un rapport en 1988, en provenance du siège du groupe Marriott. Ce rapport a été utilisé pour suivre afin d'augmenter les bénéfices de l'hôtel en économisant sur les salaires et en conseillant « de séparer les employés qui n'acceptent pas les changements, de leur indemnité de licenciement ». Les syndicats ont poursuivi devant la Cour de cassation.

Ailleurs, les salariés dénoncent d'autres pratiques destinées à réduire au minimum les futures rémunérations au fixe. Elles consistent soit à augmenter le nombre de

bénéficiaires par des embauches, soit à diminuer volontairement le chiffre d'affaires qui sert d'assiette au calcul des rémunérations par un refus de clientèle. Le syndicat patronal (SFH) reconnaît l'existence de ces méthodes et les désapprouve. « À chaque fois qu'un hôtelier a donné, il porte atteinte à l'ensemble de la profession. Alors qu'en réalité il s'agit d'exceptions. »

Il est vrai que les hôtels tels que le Mériadien, le Mériadien, ou le Plaza-Athénée sont parvenus à des accords avec certains syndicats qui limitent les salaires. Les négociations ne se font toutefois pas sans heurts. Certains salariés, soumis à la pression du personnel, qui craignent le licenciement, ont « échangé à l'emploi » des directions, ont opposé leur signature avant d'être désavoués par leur fédération. Car si les syndicats ne s'opposent pas au passage à un salaire fixe, ils estiment, à la CGT comme à la CFTC, que cela ne peut se faire que si le maintien des niveaux de salaires est assuré. La CFTC, quant à elle, se dit consciente du paiement d'un pourcentage qui disparaît. « Notre position est de prendre les salariés pour négocier des accords qui n'entraînent qu'une baisse minime des salaires », déclare Michel Favre, secrétaire de la fédération des services CFTC.

Aujourd'hui, les regards sont tournés vers le Ritz, où 100 licenciements individuels ont été proposés en début d'année, la direction proposant des salaires au fixe d'environ 40 %. La CGT, majoritaire, attend la décision du conseil d'administration, le 7 juillet, qui doit déterminer s'il s'agit ou non d'un licenciement collectif économique. Dans ce cas, le comité d'entreprise aurait été consulté, un calendrier de négociations, établi à un plan social, mis en place. Dernier élément du pourcentage : le George-V, qui dispose d'un pourcentage de 40 %. La direction se montre confiante. « Le George-V est une famille unie par une complicité très particulière. Nous sommes très attachés à la CGT se montre plus sceptique et évoque un climat « très tendu ». C'est un harcèlement », virent, pour pousser les plus anciens à la sortie. Le syndicat compte en effet citer la direction devant le tribunal correctionnel pour délit d'entrave au bon fonctionnement du CE et discrimination syndicale. En l'attente des propositions patronales, le syndicat a décidé de salaires de 1 000 francs à 4 000 francs. « Nous ne pourrions pas le maintenir de la loi », déclare un responsable de la fédération.

Godart a proposé de fixer les salaires qui étaient jusqu'à au fixe au niveau des salaires au pourcentage », explique un délégué CGT.

Quand ces conflits auront pris fin, il y aura encore, pour redorer l'image de ce secteur, à élaborer enfin un contrat collectif de travail, à étendre. Mais la négociation n'est pas à l'ordre du jour en raison de l'incapacité des six organisations patronales à s'entendre. Salariés et employeurs n'ont donc pas fini de se battre devant les tribunaux.

Francine Aizicovici

Le tourisme social innove

Un changement délicat

C'est un élément à retenir : d'ici la fin de l'année, le tourisme social disposera d'une banque de données économiques d'abord à interne mais qui, par la suite, devrait lui permettre de discuter, cartes sur table, ses principaux partenaires, notamment la direction de l'industrie touristique.

Il s'agit bien, en effet, d'accompagner concrètement la transformation d'un secteur, qui, il y a encore dix ans, faisait figure de parent pauvre du tourisme, fléqué qu'il était d'un bon nombre de permanents syndicaux piétreux gestionnaires.

L'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT), qui regroupe 22 associations parmi les plus importantes (VVF, UCPA, etc.) a 22 délégations régionales, affiche un chiffre d'affaires qui, selon les premières statistiques exploitables de la banque de données, dépasse les 6 milliards de francs. VVF accueille, lui seul, 600 000 personnes, dont la moitié des enfants et des jeunes. Le chiffre-clé, c'est celui - encore approximatif - mais qui devrait être confirmé - des prix de journée proposés au moyen d'une pension complète et animation.

recrutés en fonction de leurs compétences et de leur métier, qu'il s'agisse de la restauration, de l'hôtellerie ou de l'animation. Cela dit, les constitutions encore chance idéal pour une catégorie de jeunes qui, par la suite, devraient lui permettre de discuter, cartes sur table, ses principaux partenaires, notamment la direction de l'industrie touristique.

Des changements qui entraînent la modification des produits et des services proposés aux deux secteurs-clés : les familles et les jeunes. Création de villages internationaux, lancement de formules innovantes qui apprennent l'autonomie aux enfants... La clientèle, dont une photographie au grossier montrerait le cadre moyen et l'employé en été, et le cadre supérieur ou les professions libérales en hiver, modifie elle aussi ses habitudes. « Nous sommes le troisième client d'Air France sur les Antilles, précise Catherine Viannay (VVF). Nous sommes de plus en plus de monde dans les DOM-TOM. En France, si l'on cite atlantique, la Bretagne, l'Alsace, l'interieur, marchent bien, en revanche, nous avons moins de demandes dans le Languedoc-Roussillon. »

Il s'agit de savoir si le tourisme social pourra continuer sur cette lancée. Aura-t-il les moyens de financer son changement ? Aujourd'hui, les partenaires habituels, les ministères qui lui versaient des subventions ou la nationale d'allocation familiales (CNAF) avec sa précieuse « aide à la pierre » se désengagent. Le tourisme social doit se tourner vers les régions, les départements, qui n'ont pas a priori chose facile, bien, la encore, faire preuve d'imagination et innover. Certaines associations, sans renier leur raison d'être, pensent ainsi instaurer des tarifs légèrement supérieurs pour les périodes d'affluence d'été (15 juillet-15 août). D'autres espèrent voir développer la formule des chèques-vacances qui, les chèques-restaurants, bonifiés par les entreprises. Quoi qu'il en soit, c'est vital, le secteur doit prouver qu'il peut s'autofinancer. C'est sa mutation qui est en jeu.

Marie-Béatrice Baudet

La formation en progrès

Une lente adaptation

C'est une rareté pour le signaler : presque tout le monde est content ! Que ce soit dans le tourisme de voyage ou dans l'hôtellerie-restauration, qui représente 8 000 emplois, les trois quarts du secteur, les professionnels ont même unanimement approuvé la réforme du SNAV, le Syndicat national des études de voyage, et à la Fédération de l'industrie touristique.

Il y a longtemps qu'indépendamment des contenus des formations et des exigences des entreprises. Mais un autre élément a été fait et les demandes des professionnels ont été prises en compte par l'éducation nationale. « Depuis dix ans la formation et l'emploi des professionnels de l'industrie touristique, ensemble, ils ont procédé à de nombreuses études régionales et nationales. Des objectifs de formation, des quantitatifs, des fixés en fonction des besoins du terrain », déclare Robert Gagner, délégué national à l'emploi de l'industrie touristique.

Xavier de Rothschild, directeur des études du SNAV, lui fait écho : « Nous représentons 25 000 emplois répartis dans 2 000 entreprises, 60 % de jeunes qui arrivent dans la profession un an après la sortie des lycées. La réforme de 1989 était indispensable et n'avait déjà que trop tardé. La première promotion est partie en 1991 à une grande satisfaction. Ce nouveau BTS revu et corrigé a préparé une vingtaine de lycées en France et dans un nombre non négligeable d'établissements privés de qualité inégale. En quoi consiste la réforme qui a résorbé le décalage entre curriculum et besoins quotidiens du travail ?

Elle comporte trois éléments essentiels : une réforme de la pratique de la vente et de la commercialisation, par un allongement de la durée des stages de huit à dix semaines. Enfin, et surtout, les professionnels ont mis à disposition de l'éducation nationale le logiciel Estrel, bible de la profession, qui permet de distribuer les produits du tourisme. Les étudiants peuvent ainsi se familiariser avec l'outil qu'ils auront à maîtriser

la vie active. « Dans notre profession, explique un enseignant, tout est entièrement informatisé, depuis la réservation jusqu'aux réservations d'hôtel. Une formation initiale qui n'inclurait pas l'informatique serait inutile. »

Les professionnels ont prêté main-forte à la réforme en place de cette réforme. Il est vrai qu'ils en avaient besoin. En 1990, peu de faits des diplômés du BTS de tourisme, ils avaient déjà organisé, leur formation avec l'École pratique du tourisme. Mais une petite centaine d'élèves en sortaient chaque année, 4 000 des classes du BTS. Insuffisant pour couvrir les besoins. Il existe, en outre, une quarantaine de formations universitaires très poussées : licence, maîtrise, DEA, DISS, ou trouve en général les diplômés dans les offices de tourisme et les organisations départementales ou régionales. Quelques formations de complément post-BTS se sont créées à Bordeaux et à Toulouse pour répondre à des besoins précis. Mais les flux en sont modestes. Est-ce à dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

Forte attraction des jeunes

Certes pas. Le turn over dans les agences de voyages, est très important. Le turnover d'ancienneté des salariés dans une entreprise est de 10 %. Une mauvaise information sur le métier en est, en partie, responsable. Les jeunes choisissent le tourisme parce qu'ils ont vu les grands espaces d'hôtels nouveaux. Mais le tourisme, c'est faire voyager les gens et rester soi-même derrière le comptoir. Le sujet de déception : la surqualification fréquente à bac + 2, on est en général comme billettiste ou agent de comptoir avec une rémunération voisine du SMIC. D'où frustrations et fuite vers d'autres entreprises. Il manque donc une formation intermédiaire qui éviterait d'engager des salariés surqualifiés.

A en croire les syndicats professionnels, l'hôtellerie-restauration a

été depuis 1974 créée à 20 000 à 35 000 emplois par an sans discontinuer depuis les années 70. Le secteur a donc connu une croissance à 5, 12 % au niveau cadre. Or une pénurie persiste à tous les niveaux de la pyramide professionnelle. L'inflation des formations supérieures, le manque de métiers simples et dramatiques dans un secteur où la professionnelle requiert une évolution sur le terrain, en partant de la base, pour maîtriser tous les aspects du métier. A la pénurie de chefs de rang de commis de restauration, d'employés d'étage, de réceptionnistes fait écho la pénurie de BTS d'hôtellerie-restauration, trop souvent embauchés pour leur diplôme d'accueil qu'on a mal le pouvoir.

La profession n'est pas réglementée comme les guides interprètes ou des agents de voyage. Il ne faut pas oublier que 80 % des dirigeants hôteliers sont à la tête de petites entreprises familiales et n'ont aucune formation, même un CAP. Pour la direction des industries touristiques, la tâche la plus urgente est d'évaluer l'évolution des profils de la profession et d'identifier les besoins en formation. Une étude a été lancée, conjointement avec les branches professionnelles, le ministère du tourisme et celui du travail. Ces études d'études prévisionnelles permettront de s'adapter au fur et à mesure. Il y a une forte attraction des jeunes vers ces métiers du tourisme, mais que les emplois ne soient pas dévalorisés. « Ils confondent parfois service et servilité. »

Le recrutement est trop souvent le premier emploi, de petit job d'été, le point de passage à l'entrée dans la vie active. Les jeunes insuffisamment formés pour pouvoir envisager une véritable carrière. Or les métiers sont devenus très techniques, très précis, et sans une solide qualification on a peu de chance d'y réussir.

Liliane Delwasse

AMERICAN EXECUTIVE MBA
STEP UP YOUR CAREER
L'unique dans votre carrière sans interruption

Vous avez décidé d'adapter votre C.V. à la nouvelle perspective de votre carrière. Notre MBA américain vous permet de Paris des horaires le soir et le samedi. L'enseignement est dispensé en anglais par des professionnels des affaires. Reconnu par The Executive MBA, apporte aujourd'hui les outils indispensables pour atteindre la sphère des décideurs de demain. Trois sessions : Septembre, Janvier et Avril.

Pour plus d'informations ou pour un rendez-vous, appelez 01 47 11 11 71

THE GRAMER SCHOOL OF MANAGEMENT
SAINT XAVIER UNIVERSITY
PARIS • CHICAGO • MILAN

59, rue de Saint-Pierre, 75006 Paris

DIPLOMES BAC + 4/5, INGÉNIEURS
avec ou sans expérience professionnelle

Accélérez votre carrière
en suivant une formation au

GROUPE ESC REIMS

CEFA
3^e cycle de management

12 mois intensifs au sein d'un groupe composé de diplômés d'origine académique diverse
de jeunes cadres dotés d'expérience professionnelle.

Recrutement sur épreuves spéciales le 5 septembre 92
Clôture des inscriptions le 1^{er} septembre 92

Chambre de Commerce et d'Industrie de Reims et d'Epervier

59, rue Pierre Taittinger - B.P. 302
51061 REIMS - 03 26 08 06 04

GROUPE ESC REIMS

صلى الله عليه وسلم

re-Rhin

plémentarité

ion

INITIATIVES

Le Monde ■ Mercredi 8 juillet 1992 ■ V

TRIBUNE

Accroître la capacité d'action

par Daniel Croquette

UN des fondements de l'économie libérale est la capacité d'initiative de chacun. C'est aussi un des fondements de la participation. Or, suivant leur éducation, leur formation, leur niveau initial de culture, leurs fonctions antérieures, l'entreprise, leurs implications dans la vie sociale hors entreprise, les salariés ont une capacité d'initiative très inégale.

Attendre passivement des initiatives de la part des salariés ne peut que révéler cette inégalité fondamentale, et les conclusions sont alors du type : il y a les performants, il y a les autres.

Il faut donc aller plus loin : mettre en place une culture d'apprentissage de l'initiative ; appeler les salariés à des tâches qu'ils jugent être un premier temps hors de leur portée.

Pour faciliter la compréhension, les exemples de départ sont pris à dessein hors du cadre de l'entreprise. Nous essaierons ensemble de pousser le raisonnement dans les implications que cela peut avoir dans l'entreprise elle-même.

Atteindre ce stade est une culture d'apprentissage de l'initiative.

L'ENJEU est bien, selon les termes de L. Sainsaulieu, de passer d'une société de spectateurs ou de consommateurs à une société d'acteurs. Faut-il encore que l'ambition ne soit pas seulement la permission mais la faveur.

Premier exemple dans la formation des ingénieurs. La formation humaine des ingénieurs passe par des cours spécifiques à ce sujet. Elle passe aussi par des enseignants-chercheurs qui induisent dans les cours de leurs collègues des compétences en formation humaine et sociale. Les ingénieurs sont toujours à la position de spectateurs ou de consommateurs. Ils ne se sont pas plus impliqués que les stagiaires dans l'entreprise ou dans une formation en entreprise. Ils deviennent aussi acteurs s'ils sont poussés à prendre des responsabilités dans leur promotion ou dans la vie sociale hors de l'école. Ainsi, une grande entreprise embauche en priorité des diplômés de bureau de l'entreprise.

Un directeur de maison des élèves d'une grande école d'ingénieurs de Nantes me disait aujourd'hui même qu'il jouait le rôle de la responsabilité des élèves dans la gestion de la maison. Et cela se passe mieux et dans un meilleur climat que dans une maison équivalente de la région parisienne, la région

en charge de la vie pastorale de mon secteur est le fait d'une équipe de laïcs, et de la prise des paroisses voisines. Cela a développé chez un nombre important de laïcs une prise de conscience de leur responsabilité dans la communauté catholique locale. Ils ont progressivement acquis une capacité d'initiative.

Troisième contre-exemple dans la vie syndicale : qui ne connaît pas la dualité dans son entreprise entre des militants syndicaux surchargés de réunions et des responsables et d'adhérents attendant l'arme au pied que les militants leur disent ce qu'il faut faire ? Heureusement, les syndicats ne sont pas un modèle.

Cela entraîne des conséquences importantes dans et hors de l'entreprise :

- que l'hypothèse première est la confiance dans l'action des autres et non le sentiment que l'hyper-spécialiste est la question de la seule à pouvoir faire ;
- que les idées des uns et des autres soient prises en compte, qu'elles soient, après explication, à être abandonnées ;
- que l'incitation à l'initiative implique l'acceptation de l'erreur et non la répression brutale de celle-ci. La démarche est-elle en charge qu'elle est plus comprise dans la culture anglo-saxonne que dans la culture française ;
- que la formation de tous soit un devoir de l'entreprise et que la formation ait deux sous-voies : mettre chacun en position d'acteur et non de spectateur et d'auditeur ; bâtir un lien fort entre formation et activité professionnelle elle-même.

Par exemple, une formation qui consiste à accompagner, en alternance, la conduite d'un projet dans l'activité professionnelle est une pédagogie pour mettre les salariés en capacité d'initiative.

Un autre exemple : le service organisé de l'entreprise ne peut pas à la fois vouloir de chacun une position d'acteur et non de spectateur et d'auditeur ; bâtir un lien fort entre formation et activité professionnelle elle-même.

Appeler les salariés à des tâches qu'ils jugent être un premier temps hors de leur portée, c'est une tâche nouvelle à accomplir. Elle doit devenir non pas « C'est intéressant » ou « Je suis le mieux placé pour l'entreprendre » ou « Je vais le confier à un tel parce qu'il sait bien faire » (alors qu'il est complètement surchargé) mais « Qui peut-il faire progresser en prenant cette tâche en charge qu'il a l'accompagnement par moi-même ou par un autre, une fois que l'initiative sera prise ».

Premier exemple : quand vous animez un grand groupe, si vous appelez l'ensemble des participants de façon indifférenciée à prendre

la parole, personne ne la prendra. Il l'exception d'un extrême indifférencié qui risque de la monopoliser.

Par contre, si vous interrogez quelqu'un à ce moment-là en fonction d'une question précise que vous savez importante pour lui, il prendra la parole qu'il n'avait jamais d'habitude prise. Cela incitera d'autres à faire de même.

Deuxième exemple : dans la vie associative ou syndicale, en tant que pourvoyeur, si vous appelez un groupe indifférencié à le pourvoir, vous ne pouvez pas le présenter :

- soit personne ne se présente et vous ne déduisez, à tort, que l'individualisme ;
- soit quelqu'un, déjà surchargé, se croit devoir prendre la parole ;
- soit se présente un ou deux moins compétents que vous ne vouliez à ce prix, mais vous refusez maintenant ?

Si, par contre, à l'issue d'une réflexion collective du bureau de l'association ou du syndicat, vous appelez un tel ou un tel jusqu'à lors engagé à prendre sa responsabilité, il vous dira d'abord qu'il ne se sent pas capable, mais si vous lui dites que le groupe l'a jugé digne de cette confiance, il acceptera après un temps de réflexion, et son action dépassera vos propres espérances.

La conséquence, dans le cadre de l'entreprise, pour un responsable, il faut toujours être en attente de quelque chose d'important de chaque salarié. Les placards, même dorés, ne procurent pas la confiance. Il faut les encouragements. Il faut mieux motiver, voire licencier et reconstruire. Il faut prendre le temps (et ce n'est pas du temps perdu mais du temps gagné) pour répartir les responsabilités, déléguer et faire déléguer, pour équilibrer les charges de travail, bien organiser l'appréciation des salariés, la négociation des objectifs de chacun, la formation et les évolutions de carrière souhaitées.

Il faut éviter d'embaucher des surqualifiés et faire appel au besoin, à la formation personnelle pour atteindre un résultat supérieur. C'est plus motivant que d'avoir des salariés sous-employés en temps et en compétences.

Il faut mieux perdre, de temps en temps, un salarié compétent et responsable qui sera plus motivé dans un autre projet professionnel extérieur qui lui tient à cœur que d'avoir des salariés frustrés ou aigris.

► Daniel Croquette est directeur du Centre d'études supérieures industrielles (CESI) d'Ile-de-France.

ECHOS

Association pour le développement local

■ Association des managers du développement local (AMADEL), présidée par Laurent Benveniste, vient d'être créée. Elle regroupe, en fait, les 44 premiers stagiaires qui, pendant un an, à raison d'une semaine par mois, ont suivi les cours de l'Institut des managers du développement local (IMDL). Il y a deux ans.

L'Intuition d'origine se vérifie donc : il existe bien un métier du développement local, et il s'impose de mieux en mieux, face à de nombreux partenaires, entreprises ou collectivités locales. Les stagiaires proviennent, quant à eux, de tous les horizons.

On y trouve des cadres de Rhône-Poulenc, d'EDF, de BSN, des dirigeants d'économie mixte, des responsables de villes ou de communes de commerce, des sous-préfets et des fonctionnaires de l'emploi.

► IMDL : 93, rue de la Jonquière, 75017 Paris. Tél. : 40-25-39-02.

Innovations sociales : opération Eureka

■ La Délégation générale à l'innovation sociale et à l'économie sociale, que dirige Maurice Benassy, lance, sous forme de concours, l'opération Eureka, destinée à récompenser les initiatives dans la lutte contre les exclusions. Avec ce projet, l'objectif est de démontrer qu'il existe, dans le secteur privé, des initiatives sociales, des initiatives à faire connaître puis à imiter, de la même façon que la France doit pouvoir s'inspirer des expériences étrangères, et notamment européennes. Sous forme de subventions, ce concours sera doté d'un prix qui sera remis à Paris, le 23 octobre.

■ Opération Eureka, Délégation générale à l'innovation sociale et à l'économie sociale : 100, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Management de l'environnement

■ L'INSA de Lyon met en place, à la rentrée prochaine, une chaire de management de l'environnement destinée à offrir une formation pluridisciplinaire aux cadres dirigeants des sciences et techniques de l'environnement. Elle correspond à des domaines qui déclinent dans trois domaines : protection de l'environnement, développement durable, utilisation des éco-produits. Le programme de DESS est composé de 200 heures de cours fondamentaux, complétés par des travaux pratiques et des cas (100 heures). Les thèmes sont : les risques, les sciences de l'homme et l'environnement, la société de l'environnement, techniques de l'information.

et de la communication. Chaque promotion sera de vingt étudiants.

■ Renseignements : tél. (16) 72-43-82-00.

Premières rencontres nationales des régies de quartier

■ Le Comité national des régies de quartier, créé en 1988, organise les 27 septembre, à Orléans, les premières rencontres nationales des régies de quartier. Elles ont pour objectif de répondre aux besoins sociaux et économiques des quartiers défavorisés, souvent banlieues, se sont développées ces dernières années afin de favoriser l'insertion en offrant des activités, sur le site même, à la population la plus démunie. Le Comité a grandi pulvé, on est passé à 100 en 1990, on est passé à 200 en 1991. On attend qu'il en soit 300 à la fin de l'année.

► Comité national de liaison des régies de quartier, 13, rue Jandelle, 75014 Paris. Tél. : 42-40-18-11.

Au-delà du RMI et de l'Etat-providence

■ La faculté du Saint-Maur organise les 18 et 19 septembre le congrès international du Basic Income European Network (BIEN), auquel s'associent différentes organisations, dont Futuribles. De nombreux experts et économistes (Alain Lipietz, Patrick Viveret, Bernard Gazier, Patrick Sauvage et René Dumont, pour les Français) participeront aux débats. Le titre retenu, « Au-delà du RMI et de l'Etat-providence », permettra d'aborder les propositions de réforme de la détermination du revenu d'existence, souvent en discussion.

■ Secrétariat du congrès : M^{me} Boussat, faculté de sciences économiques et de gestion du Saint-Maur, 88, avenue Didier, 93119 La Varenne-Saint-Hilaire. Tél. : 49-76-80-00.

La gestion des ressources humaines, avec ou sans frontières

■ Le 3^e congrès de l'Association française de gestion des ressources humaines (AGRH) se tiendra les 18 et 19 novembre à Lille. Le thème du congrès est « La gestion des ressources humaines, avec ou sans frontières ». Une quinzaine de symposiums regroupant une soixantaine de contributions de chercheurs permettront de faire le point.

■ AGRH, ESSEC-IMD : CNIT, place de la Défense, 92090 Paris-La Défense, M. Jean-Marie Peretti. Tél. : 34-43-30-00.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE.

Les personnes intéressées peuvent contacter directement STAG'ETUD (12, avenue Raspail, 94257 Gentilly Cedex), le service des offres de stages de la MINEF, en téléphonant au (1) 49-02-99-99. Les entreprises qui veulent passer des offres de stages peuvent contacter directement STAG'ETUD au 45-46-16-20.

Gestion

■ Fontenay-sous-Bois. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1 ou 2. Mission : commercial, gestion des commandes, gestion des commandes. 01821.

■ Paris. Date : juillet. Durée : 2/3 mois. Ind. : 1 500 F + 30 % Smic. Profil : bac + 2. Mission : gestion comptable, gestion clients, règlements fournisseurs, gestion informatique. 01777.

Comptabilité

■ Meaux. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : opération d'encaissement, faire le tri et l'annulation des chèques et autres de paiement. 01870.

■ Meaux. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : opération de décaissement. 01869.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4. Mission : comptable. 01829.

■ Issy-les-Moulineaux. Date : septembre. Durée : 6 mois, minimum (contrat de qualification). Ind. : à définir. Profil : bac professionnel comptabilité. Mission : effectuer des opérations en comptabilité dans le cadre d'un contrat de qualification. 01893.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : expertise comptable, commissariat aux comptes. 01850.

Personnel

■ Paris. Date : juillet. Durée : 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Profil : bac + 1.

Marketing

■ Asnières. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : promotion d'un produit, mise en place de la stratégie marketing. 01851.

■ La Roche-sur-Yon. Date : 1^{er} août. Durée : 3/4 mois. Ind. : 4 000 F à 4 500 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : étude de marché, synthèse d'une expérimentation sur une nouvelle gamme de produits du personnel. 01896.

Informatic

■ Vélizy. Date : août. Durée : 1 mois. Ind. : 5 000 F à 7 000 F. Profil : bac + 3 à 5. Mission : gestion des données, analyse et exploitation. 01859.

■ Fontenay-sous-Bois. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : gestion des données justifiées en vue de l'acquisition de logiciels de performance pour grand système IBM. 01816.

■ La Défense. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 5 000 F à 6 000 F. Profil : bac + 4/5. Mission : réalisation d'un logiciel/programme de gestion de la messagerie, de la conception à l'installation. 01831.

■ Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 000 F. Profil : bac + 2. Mission : études de marchés, analyses statistiques. 01844.

■ Paris. Date : indéterminée. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : réaliser une étude de marché dans le milieu de la montagne et effectuer la prospection commerciale. 01804.

Vente

■ Meaux. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Mission : contacts agences immobilières, gestion, salons de vente. 01821.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 610 F à 1 810 F. Profil : bac + 1/2. Mission : négociations commerciales dans le domaine de l'immobilier d'entreprise. 01843.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion des ventes (logé, nourri, et transport payé). Mission : commercialiser des PNE auprès des commerçants de la région. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 2. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

COURRIER

La formation des dockers

■ Le projet de l'article paru dans le Courrier de la formation des dockers allemands, nous avons reçu la lettre suivante de l'ITIM.

« L'ITIM (Institut de formation aux techniques d'implantation de la manutention) existe depuis 1985 ans (il pour les entreprises de la manutention portuaire. Nous travaillons en collaboration avec l'UNIM (Union nationale des industries de la manutention) des ports français, 76, avenue Marceau, 75006 Paris ; délégué général adjoint : M. Galbrun, qui regroupe les syndicats patronaux locaux des principaux ports nationaux. Ainsi, l'organisme de formation est bien connu des entreprises de l'UNIM. Nous avons de nombreuses simulations d'un navire de charges et possédons différents outils de simulation : grandeur nature, grues de bord, engins de manutention, chariots élévateurs, tracteurs à selette, etc.

■ Enfin, pour compléter l'information, nous formons en moyenne 300 stagiaires (ouvriers et maîtrise), soit la quasi-totalité des participants inscrits au plan de formation annuel. »

Communication

■ Puteaux. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : préparation de la régulation et la réalisation d'événements (salons, congrès, etc.). 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : journaliste assistant du directeur en chef sur une lettre quotidienne d'information dans le domaine de l'industrie. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 6 à 12 mois (contrat d'adaptation). Ind. : SMIC. Mission : assistance à la fabrication de produits de presse, relations avec les imprimeurs et photographes et assister le responsable de la fabrication de revues. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 3. Mission : suivi, organisation de manifestation dans le domaine audiovisuel et cinématographique. 01816.

Droit

■ Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3. Mission : études juridiques liées à la propriété intellectuelle. 01816.

Publicité

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

Tourisme-gastronomie

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

■ Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % Smic. Profil : bac + 1. Mission : gestion commerciale/marketing. Mission : la promotion de produits en grande surface les fins de semaine. 01816.

(Publicité)

IFG LANGUES ÉTÉ 1992 SÉJOURS LINGUISTIQUES

□ Allemagne, Angleterre, Canada, Espagne, États-Unis, Italie, Irlande, Japon, Portugal, Russie □ En groupe □ En cours particuliers □ Pour cadres, adolescents □ En famille ou à l'hôtel

STAGES INTENSIFS A PARIS

□ Anglais, Allemand, Espagnol, Italien □ Cours de groupes, 30 h, 25 h par semaine □ Toutes langues : cours particuliers □ Français pour étrangers : programmes intensifs 20 h à 30 h par semaine.

IFG LANGUES, 37, quai de Grenelle 75015 Paris
Tél. : (1) 40-59-30-30, Fax (1) 45-78-96-66.

Le Monde des COMMERCIAUX

REPRODUCTION

Un produit passionnant sur un marché en progression :

Nous sommes l'un des leaders du domaine de la porte automatique. Nos clients sont des professionnels du second-cœur du bâtiment (menuisiers aluminium, miroitiers, serruriers, administrations, acheteurs publics...). Notre développement exceptionnel est dû à la qualité de nos produits, de nos services et... de nos hommes.

Vous connaissez le domaine de la porte automatique et, dans le cadre économique actuel, vous avez envie d'intégrer une entreprise qui porte d'évolution, de marge et... qui gagne !

Nous devons nous rencontrer !

CHEF DES VENTES

Région Parisienne
250 KF +

Vous animez une équipe de Responsables de Secteur, définissez les objectifs commerciaux et suivez personnellement les principaux clients.

La formation électromécanique, connaissez déjà le produit par la technique. Pragmatique, possédez de réelles qualités d'animation d'organisation.

Réf. 925 CV/M

Merci d'adresser CV et photo (en précisant sur l'enveloppe la référence du poste cherché) à : M. J. P. Cornet, 69002 Lyon, qui transmettra.

la porte automatique piétonne !

RESPONSABLE DE SECTEUR

Languedoc-Roussillon / PACA

100 KF +

04-06-11-13-30-34-66-83-84
Vous visitez et fidélisez la clientèle actuelle et prescrivez régionaux. Vous trouvez des partenaires professionnels capables d'assurer la mise en œuvre de nos produits.

Vous possédez déjà une expérience technique ou commerciale dans le second-cœur du bâtiment (idéalement dans la porte automatique). Vous êtes autonome et organisé afin d'atteindre les objectifs que vous fixez avec le Chef des Ventes.

Réf. 925 RS/M

Accessoires automobiles CHEF DE ZONE EXPORT

Filiale d'un grand groupe automobile, notre société est l'un des leaders de la fabrication et la commercialisation des accessoires automobiles auprès de la grande distribution. Elle développe une gamme de produits particulièrement innovants en réponse à la demande du marché et à la distribution. Elle est présente de la CA à l'export.

Pour conforter et accentuer son implantation internationale, le Commercial Export recherche son Adjoint.

Il prend en charge le développement de son secteur géographique, le partage des problèmes internationaux ; il est responsable de son volume et de sa marge.

Agé de 27-32 ans, formation commerciale supérieure, le candidat doit être parfaitement trilingue Français-anglais-allemand. Dynamique, débiteur et combatif, il aime le terrain et fait preuve d'un très bon sens. Il possède une première expérience dans la vente à l'export de biens de consommation.

Le siège est en Rhône-Alpes.

Merci d'adresser CV, candidature, CV complet, photo et rémunération à : réf. 68/3316 P à

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais

129

PARIS BRUXELLES BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SUEDE UNITED KINGDOM

EGOR

ANEMOTHERM

Filiale du groupe
HALTON INTERNATIONAL
100 p., 12 pays,
leader incontesté
dans la profession,
ANEMOTHERM FRANCE
(150 p., 100 MV) conçoit,
fabrique et commercialise
des équipements pour la
Diffusion d'Air.

DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING

A 38-42 ans ingénieur de formation, une solide expérience de produits techniques pour le bâtiment, acquise en Climatization, Chauffage, vous managez aujourd'hui une équipe commerciale, maîtrisez bien l'anglais.

Nous vous proposons de prendre plus de responsabilités, dans un environnement de travail international, en vous confiant la Direction Commerciale et Marketing.

Opérationnel et meneur d'hommes, à travers l'animation d'une équipe professionnelle, vous définirez, appliquerez et en accord avec la stratégie HALTON la politique commerciale et marketing, et développerez l'export.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant : rémunération actuelle à : Conseil MERCURI URVAL, 14 bis Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la réf. 60.6013AAL

Mercuri Urval

FUBA Communication

4000 personnes, 2000 MF de CA, constructeur européen de matériels et systèmes pour câbles, vidéocommunication, télévision par satellite et télécommunications professionnelles, recherche pour sa filiale française à STRASBOURG, un

INGENIEUR D'AFFAIRES

Diplômé d'une grande école (ESE ou équivalent), vous êtes chargé de mettre en place un nouveau secteur d'activité portant sur les équipements de transport de données, la télématique, les réseaux locaux et les télécommunications par satellite.

Fort d'une expérience technico-commerciale de deux années au minimum et d'une bonne connais-

sance de l'allemand, vous disposerez d'une grande autonomie, sein du Département Systèmes et Réseaux.

Merci de déposer votre candidature dès maintenant par minitel 3616 EUROMES - Code 10209 ou d'adresser CV, photo et prétentions à :

Madame Nicole FLABA - FUBA COMMUNICATION
ZAC - BP 27 - 67450 LAMPERTHEIM.



1000

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

BASF
responsables

COLORANTS POUR MATIERES PLASTIQUES OUEST - SUD-OUEST

BASF Peintures + Encres, filiale du 1er Groupe mondial de la chimie emploie 1.200 personnes et réalise un CA de 1,5 milliard de francs.

Nous sommes parmi les grands producteurs de systèmes de colorants pour matières plastiques, avec une implantation européenne. Dans un contexte d'expansion, nous désirons accueillir un jeune ingénieur technico-commercial avec une expérience significative, technique ou commerciale.

Responsable de la région Ouest et Sud-Ouest de la France, vous serez chargé de développer un portefeuille de clients en région et préparer les ventes. Vous serez en contact direct avec vos clients et établirez les prévisions de ventes à court et moyen terme.

Vous apporterez une réponse aux problèmes techniques et rédigerez les documents de travail ; pour cela, vous serez en contact permanent avec les techniciens de la section marketing de notre maison-mère.

Ce poste implique une présence hebdomadaire à Clermont (60). La pratique de la langue anglaise ou allemande est indispensable.

Veuillez adresser CV, lettre et prétentions sous : M7.07/LTC à : BASF France - Service Emploi, 60576 Clermont de l'Osse Cedex.

BASF

VIVIS

Jeune en croissance sur le marché DIETETIQUE ET NUTRITION
(C.A. : 80 millions de francs - 25 personnes)
filiale d'un groupe PHARMACEUTIQUE crée le poste de

Chef de Service Marketing

Missions :

Strasbourg, membre du Comité Direction directement rattaché au P.D.G., assurerez la responsabilité complète de la fonction :

Définition de la politique Marketing, Etudes de marché, Cohérence des gammes et positionnement, Création packaging et lancement des gammes, Information tous niveaux du marché et communication.

Profil :

Formation Grande Commerce ou Formation Scientifique + 3 ans cycle, Expérience de 5 à 10 ans, une importante expérience de la Distribution.

Si vous êtes rigoureux, dynamique, si le challenge de création d'une fonction est votre motif, C.V. prétentions et photo précisant la réf. sur l'enveloppe à : LTA Antenne ST LAZARE 4, du 19 Poissonnière 75002 PARIS qui transmettra.

AGIR EN CONSEIL DANS LA COMMUNICATION

CHEFS DE PROJETS



EXTENSION Groupe PUBLICIS

Agence Conseil en Communication Événementielle, EXTENSION se situe aujourd'hui parmi les leaders sur son marché. Nous assurons la conception et la réalisation de communications et événements. Notre champ de compétence intègre les techniques les plus pointues en matière de production vidéo et d'audiovisuel. Nous proposons également un large éventail de prestations techniques.

Notre savoir-faire acquis au cours de nos 25 ans d'expérience, nous permet d'être le partenaire des entreprises les plus prestigieuses. Avec nos collaborateurs, nous réalisons aujourd'hui 130 millions de CA.

Nous recherchons actuellement 2 Chefs de Projets pour mission de développement commercial de l'agence. Sous la responsabilité de la Directrice Commerciale, vous serez chargé de la mise en œuvre de la stratégie commerciale de notre conseil adapté au mix des prestations proposées.

Pour ces postes, nous souhaitons des candidats disposant d'une bonne formation de base (école, de commerce), Agés d'environ 30 ans, vous ayez une expérience commerciale avérée sur la qualité et le conseil. La connaissance de notre secteur constitue un plus. La rémunération attractive ainsi que le fonctionnement autonome au sein d'une petite équipe de 10 personnes motivent des candidatures à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération actuelle à la réf. M764675 A à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS

1000 Bort - Tél. : (1) 42.25.71.07

responsable de clientèle haut niveau

(H/F) 350 / 400 ET +

PARIS

Agence de Communication pour l'objet, nous sommes une filiale, en trois ans, nous sommes les leaders de notre profession. Les plus grandes marques nous font confiance. Elles apprécient notre créativité et la qualité de nos prestations "sur mesure".

Notre très fort développement nous amène à rechercher un

RESPONSABLE DE CLIENTELE

Votre mission : Véritable "patron", autonome, vous serez à prospecter, développer, fidéliser, une nouvelle gamme de produits.

Homme de communication, négociateur, convaincu que la réussite passe par le Conseil et le Service, Créatif, deviendrez le partenaire reconnu de nos clients : publicités, produits, chais de gamme, acheteurs...

L'expérience de la vente, le marketing et la négociation sont indispensables, la pratique de l'anglais un atout supplémentaire. La mission de cette fonction sera de développer une gamme de produits de haut niveau.

Merci de vouloir adresser votre dossier à : (C.V., photo et prétentions) à : SL 95 à Paris qu'il vous garantisse une

2, rue L... 75782 PARIS

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COCEPLAN

à l'écoute des talents

Technico-Commercial
SAV

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR

1000

سكراجه مله

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde ■ Mercredi 8 juillet 1992 VII

COMMERCIAUX

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EST

elf antargaz recherche pour sa Direction Régionale Est, basée à Nancy, son Chef de Ventes Industriel.

Animateur de l'équipe technico-commerciale, vous mènerez les négociations commerciales, assisterez la Direction Régionale pour les problèmes techniques GAZ, clientèle interventions, réalisation d'études technico-économiques...

À terme, vous aurez la possibilité de joindre vos ambitions au développement du Groupe Elf Aquitaine. Vous êtes ingénieur ENSAM, INSA, IDN, ENSPM ou équivalent, justifiez d'une expérience dans les domaines Thermique et Commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à **ELF ANTARGAZ - DRS - Tour ELF 92078 PARIS LA DEFENSE Cedex 45**.

elf *exclusive*

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

DIRECTEUR COMMERCIAL Systèmes d'emballage

Marne-la-Vallée - Notre client est l'un des leaders internationaux de l'industrie d'aluminium. Une des usines en Allemagne produit des systèmes d'emballage pour les marchés alimentaires européens : barquettes en aluminium, machines à conditionnement, techniques de recyclage. Nous cherchons aujourd'hui le directeur commercial France, capable de développer de manière significative les ventes de ces produits. Rattaché au directeur export Allemagne, il animerait une équipe composée actuellement de quatre personnes : commercial, magasin, administration.

SAV. Ce challenge s'adresse à un candidat de formation supérieure justifiant d'une expérience commerciale réussie d'au moins 7 ans, de préférence dans les emballages ou agro-alimentaire ou encore dans l'industrie de la restauration. Une bonne maîtrise de l'allemand est essentielle. La connaissance de l'anglais serait un plus. Ecrire à **Jürgen MOLLER**, précisant la référence **A/F9904** - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74**.

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

AGENTS COMMERCIAUX

Paris - Lyon - Aix-en-Provence - Bordeaux

Cet important groupe international s'est affirmé dans le monde de la mode par la qualité et l'originalité de ses créations. Il recherche aujourd'hui pour développer ses activités en France 4 agents commerciaux. Ils auront la responsabilité, dans leur secteur respectif, du lancement d'une marque américaine d'une nouvelle ligne de produits "casual wear", depuis l'introduction du concept dans les magasins de prestige jusqu'au développement commercial. Pour ces postes, nous

recherchons de véritables professionnels, représentant déjà 2 ou 3 marques reconnues dans le domaine de la mode. Nous considérerons également les candidatures de distributeurs disposant de leur propre réseau. Ecrire à **Catherine VERDIER**, précisant la référence **B/5053M** - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.52**.



PA Consulting Group

Creating Business Advantage

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL Biens d'équipements industriels

NORDSON FRANCE (85 personnes, 111 millions de francs de chiffre d'affaires, implantée à Marne-la-Vallée) est une filiale d'un groupe international renommé, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements industriels à haute technologie pour l'application des poudres, peintures, liquides et colles. Nous recherchons, pour nos produits, un technico-commercial. Rattaché au directeur de la division, il aura la responsabilité complète d'un secteur géographique (une vingtaine de départements) à développer commercialement à partir du siège. Bénéficiant d'un soutien technique, il sera chargé de la vente de produits et systèmes adaptés au sein

d'une clientèle industrielle. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, possédant au minimum une formation technique de type IUT + 2 (voire un diplôme d'ingénieur) et une expérience de 4 à 5 ans dans les équipements industriels. La pratique de l'anglais est fortement souhaitée (training, meetings, évolution). La rémunération offerte, fonction des compétences acquises, comprendra un fixe et un intéressement aux ventes : elle sera assortie d'une voiture fonction. Ecrire à **Gil MASSON**, en précisant la référence **A/S8770M** - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.50**.

Nordson

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Vivre à Maastricht !

DSM France (filiale du 13ème chimique mondial (25 personnes), nous recrutons pour une expatriation temporaire au siège en Hollande un

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT MARKETING

Chargé des nouvelles applications pour un des produits leader du groupe, la mélatamine dérivée CA : 1,5 milliard F, il devra analyser les nouveaux marchés potentiels, un dialogue pointu avec les laboratoires des clients, s'impliquer dans leurs projets de développement et dériver un processus commercial. Intégré dans une équipe R & D de haut niveau, il sera en contact étroit avec les filiales en Europe. Ce poste est destiné à un ingénieur chimiste diplômé (IUT) avant

expérience minimum de 3 ans dans la fonction marketing ou si D déjà tournée vers une clientèle européenne. L'anglais courant est impératif. Poste basé à Maastricht. Après 2/3 ans, le candidat reviendra en France pour un poste opérationnel de responsable des produits chimiques.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous ref. 256 DSMO à **PSYNERGIE, 2 rue Saint Thomas d'Aquin, 75007 PARIS**.

PSYNERGIE PARIS MAESTRI

DIVISION COMMUNICATIONS D'ENTREPRISE

Commerciaux seniors grands comptes Industries - Administrations

Grand Constructeur Européen de Télécommunications, nous développons notre savoir-faire dans la conception, la réalisation et la mise en œuvre de réseaux d'entreprise.

La Division Communications d'Entreprise (430 personnes) renforce son équipe commerciale : recherche commerciale seniors grands comptes industries et administrations.

Les missions : conquérir la clientèle hors parc, intensifier la présence en terme de produits et services actuels.

Les interlocuteurs : en externe : les responsables de réseaux informatiques et télécoms des grands comptes clients ou prospects, en interne : les services produits, ingénierie, mise en service, maintenance, ainsi que toutes les équipes commerciales de la Division.

Les responsabilités : la négociation d'affaires de plus de 10 MF par an

et, par client, la satisfaction de ces derniers, le développement des ventes de nos produits dans le cadre de notre offre complète de solutions.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur, justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans la vente de systèmes de haute technologie, dans les domaines télématiques ou télécoms auprès de grands comptes privés ou publics.

Sylvie CATHÉLAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, et vos dates de vacances.

sous réf. 9219/LM, au **Cabinet Robert Raymond & Partners**, 7 rue du Montebello, 75008 Paris. Tél : (1) 42.89.10.25.



Marrel

Leader européen sur le marché de l'équipement des véhicules industriels, nous poursuivons notre avancée technologique, nous développons des produits innovants, améliorons la qualité. Nous investissons dans l'efficacité de nos hommes et de nos méthodes.

Nous recherchons un

Technico-Commercial SAV

Parfaitement Bilingue
Anglais-Français

Pour la vente de nos appareils dans les pays anglo-saxons, nous recherchons :

- l'assistance technique à la vente, à la mise en route et au S.A.V.,
- l'interface avec la fabrication et le Bureau d'Etudes.

A 30-40 ans, ingénieur de formation ou très bon professionnel, vous avez un excellent profil commercial et possédez une connaissance du SAV. Vous êtes idéalement issu de l'environnement PL.

Nous vous offrons une solide formation à nos produits ainsi que de réelles possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'envoyer CV et prétentions sous réf. 1886/M à notre conseil : **Pierre ZENTAR - PRO CONSULTANT**, 18, rue Rouget de Lisle - 42000 ST-ETIENNE. Tél. 77.33.88.33. Fax 77.25.73.47.



pro consultant

صكنا عن الوطن

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
de la

Le Monde ■ Mercredi 8 juillet 1992 IX

Gestion et des Finances

VOUS ETES UN VRAI PROFESSIONNEL DU CONTROLE DE GESTION...

Nous sommes un groupe financier français à très forte notoriété (Paris 7ème). La décentralisation de notre gestion au sein de Directions Opérationnelles conduit à refondre notre système de gestion.

Au sein de la Direction de nos Services Centraux, la tête d'une équipe de 25 personnes, vous aurez la charge de poursuivre la modernisation de notre comptabilité analytique et des systèmes de gestion budgétaires. Vous devrez par ailleurs continuer de faire vivre les systèmes existants et en particulier directement responsable de la fonction budgétaire du groupe (établissement, suivi, arbitrages...), de la gestion des facturations internes et externes, des analyses et du reporting de gestion auprès des directions de direction.

A 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous devez développer votre professionnalisme à travers votre expérience en cabinet d'audit (de préférence) doublée impérativement d'une expérience d'entreprise à un niveau holding ou groupe.

Véritable animateur, vous devez être "l'impulseur" de cette mission importante qui nécessite un esprit de synthèse développé, beaucoup de savoir-faire, d'adaptabilité et d'investissement.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV + prétentions) sous référence E15641LM à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS.

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT



Chargés de Clientèle Confirmés

Ile de France

Pour répondre aux besoins de financement des entreprises, le Crédit d'Équipement des PME dispose d'une gamme variée de produits et de montages spécifiques.

Véritable partenaire financier des dirigeants de PMI/PME, votre mission s'articule autour de :
- développer un portefeuille de clientèle existant par le suivi et la mise à jour de la base et par une action active de prospection
- évaluer et maîtriser le risque par une analyse financière et économique de l'entreprise.

Autonome sur votre secteur géographique, vous devez assurer l'atteinte des objectifs de votre agence.

Votre profil est celui d'un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur en gestion/finance, doté(e) d'une expérience de 3 à 6 ans dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. ML/07MO au Service Recrutement - CEPME - 14 rue du 4 Septembre, 75002 PARIS.

CONSEILLER POUR MIEUX FINANCER.

De larges responsabilités administratives et comptables

Rattaché au Directeur Général et manager d'une équipe de 7 personnes, dans un champ d'action très large et sous la responsabilité du plan au suivi budgétaire, de la comptabilité analytique aux dossiers d'ordre juridique et fiscal, vous serez pleinement associé à la gestion du personnel et de l'informatique. Vous entendrez, vous serez aussi l'initiateur et le garant des procédures.

35/40 ans, formation DESS ou DESCF, vous devez avoir une expérience dans ce domaine vous sera précieuse pour mener à bien la diplomatie de votre future mission. Vos qualités d'animation et de rigueur vous seront indispensables pour ce poste dans une ville du Sud-Est de la France (environ 30 000 habitants).

Si relever ce challenge vous motive, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, prétentions), sous réf. M401 à notre agence Média-System, 6 impasse des Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

CONSEILLER DE GESTION

REGION PARISIENNE



Un but : améliorer les performances financières de votre réseau, votre rôle consistera, d'une part, à conseiller les concessionnaires de la région parisienne dans le domaine de la gestion financière (analyse des éléments comptables, suivi de la trésorerie, élaboration de plans de financement), et d'autre part, de mettre en place, sur le terrain, les préconisations de BMW France en matière de gestion.

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou DECS, et vous avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la comptabilité ou de la gestion financière allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion).

La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Le poste est basé sur la région concernée (Paris) et implique une grande mobilité ; une voiture de service est fournie.

Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 9207/M à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 Saint-Quentin en Yvelines Cedex

DIRECTEUR FINANCIER "CONTROLLER"

Cette société (500 MF - 550 pers.) constituée de plusieurs entreprises industrielles dans le secteur équipement mécanique. Elle fait partie d'un groupe français de première importance dans son domaine d'activité.

Rattaché au Président, il met en place les procédures, la gestion et le contrôle des opérations administratives et financières des établissements.

Organisateur, préconisateur de solutions, il agit dans une optique de contrôle de type anglo-saxon.

Son intégration s'effectuera dans un premier temps au sein d'une entité industrielle.

De formation supérieure, s'exprimant couramment en anglais, il nous fait part d'une expérience professionnelle confirmée de Controller en milieu industriel dans un contexte international.

La création de la fonction, l'intérêt de la mission sont la nature à motiver une personnalité de valeur.

Le poste est à pourvoir dans la région lyonnaise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 15/1814 E à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour C - 120, rue de la République - 69431 LYON CEDEX 03
PARIS NANTES BORDEAUX LILLE LYON NIMES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DUISBURG ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

EGOR

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris propose de rejoindre le Groupe CPA, spécialisé dans le perfectionnement des dirigeants, en tant que

Chargé d'affaires senior

Vous devez avoir une expérience commerciale et de montage, puis le suivi de programmes intra-entreprises.

Agé de 35 à 40 ans, vous devez être diplômé de l'enseignement supérieur. Vous devez avoir un tempérament d'entrepreneur, du dynamisme, un goût prononcé pour la formation dans le domaine de la stratégie.

Votre expérience en entreprise est confirmée votre sens de la négociation à haut niveau. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Votre réussite dans ce poste nous permettra d'envisager une évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous référence ALM07009 à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand - 75001 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Filiale française d'une importante banque d'affaires internationale, nous recherchons dans le cadre de notre activité de gestion de patrimoine un :

Chargé de développement clientèle institutionnelle

Intégré à une petite équipe très motivée, vous développerez une clientèle nouvelle de grands et moyens investisseurs.

Vos qualités morales et votre professionnalisme vous permettront de gagner leur confiance.

Une expérience commerciale confirmée et une formation supérieure sont nécessaires.

Le poste est basé à Paris 8^e.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf. 825 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Nous sommes un groupe financier français de première importance dont le siège est basé à Paris 7ème. L'évolution de nos structures comptables amène aujourd'hui à rechercher pour notre Direction des Services Centraux

UN CONSOLIDEUR (H/F)

Avec la vocation de remplacer à terme le Responsable de la Consolidation de notre groupe, vous participerez activement à l'ensemble des travaux de consolidation : organisation et mise en place des procédures, révision des liasses, analyse des comptes consolidés. Animateur du réseau des correspondants, vous serez par ailleurs amené à analyser certaines procédures comptables mises en œuvre par les entités consolidées.

Diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS/DESCF, vous devez avoir une expérience effective et significative de la consolidation en milieu bancaire acquise dans un groupe ou un cabinet d'audit.

Opérationnel en micro-informatique (la connaissance du logiciel TADIA serait un plus), vous connaissez l'anglais et possédez de bonnes qualités relationnelles.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV + prétentions) sous référence E15631LM à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS.

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

Gestion et des Finances

**Puissant groupe financier
recherche pour sa
DIRECTION ACTIONS et DÉRIVÉS**

2 Chargés du placement des émissions internationales

Dans le cadre de notre développement vers l'international, nous renforçons notre présence sur le marché primaire actions international.

Vous rejoindrez le service du primaire, équipe jeune et performante, en fort accroissement, et prendrez en charge le développement des relations commerciales auprès de la clientèle d'investisseurs que nous ciblons. Votre rôle commercial, vous agirez aussi en conseil tant auprès de nos clients que dans le choix des émissions.

Pour ce poste, qui exige autant de dynamisme que de rigueur, nous souhaitons rencontrer de jeunes potentiels prêts à s'impliquer activement dans le démarrage de cette activité à forte composante commerciale. Vous parlez l'anglais, vous possédez une formation et un bon niveau en économie, finance ou gestion (Bac + 5), éventuellement une première expérience financière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et préférences) sous référence 820 à MEDIA PA 90 54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT qui transmettra.

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU CRÉDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 889 milliards de francs de dépôts, 8 millions de clients, est le 5^{ème} groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération du Crédit Mutuel recherche pour sa Direction Juridique et Fiscale son Responsable du Secteur Fiscal.

Professionnel et créatif, possédant un sens du dialogue et l'aptitude à animer, vous devrez :

- assurer la représentation fiscale du Crédit Mutuel auprès des autorités nationales que des organismes professionnels,
- répondre aux questions des 21 groupes régionaux et assister dans l'organisation des relations des 2.000 du Groupe,
- explorer pour le compte de l'ensemble du Crédit Mutuel les évolutions législatives et la jurisprudence en matière de produits bancaires.

De formation supérieure (DEA/DESS Droit Fiscal, DJCE, ENI...), vous désirez valoriser une expérience réussie d'au moins 5 ans acquise en entreprise.

CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre candidature sous référence 820 à DRHRS, Confédération du Crédit Mutuel, 11, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

la banque à qui parler

BANQUE
PARIS

Banque de réseau,
filiale d'un Groupe
important recherche

responsable du service engagements

FONDÉ DE POUVOIR

A 35/40 ans, vous êtes devenu un SPECIALISTE des CREDITS, vous justifiez d'une expérience réussie d'encadrement d'une équipe d'au moins 10 personnes.

Votre responsabilité sera située à deux niveaux :

- Animer et superviser une équipe d'environ 15 personnes ayant en charge la rédaction des actes de crédit des garanties sous toutes leurs formes, en liaison étroite avec

les conseillers clientèle. • Etudier et mettre en place les moyens les plus adaptés visant à optimiser l'organisation et l'efficacité du Service.

Rémunération et environ-
nement de travail attractifs.

Merci d'adresser lettre + CV + préférences sous réf. 827 LM à MEDIA PA 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Dirigeants

Groupe international, un leaders au plan mondial, nous fabriquons, distribuons des logiciels et matériel de haute technologie. Notre C.E.O. Worldwide recherche aujourd'hui :

DIRECTEUR GÉNÉRAL FUTUR P.D.G.

qui poursuivra le développement de notre filiale française (30 personnes) dans une optique de qualité totale.

Patron et entité, vous serez garant de la croissance, financière, stabilité de services apportés à la clientèle de l'Hexagone, dans le respect des exigences du groupe et en étroite collaboration avec le C.E.O. Worldwide. Vous serez également membre actif du Comité Directeur Europe.

A 35-40 ans environ, diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, compétent en finance, en marketing et en développement commercial, vous travaillez aisément en anglais. Vous avez acquis la maîtrise des multiples facettes d'un gestionnaire : animateur d'entreprise, par diverses fonctions réussies auprès de la filiale d'un groupe international. Manager à l'esprit européen, vous êtes prêt à relever la nouvelle direction évolutive.

Notre Conseil attend votre dossier complet (réf. 1106 et vous documentera le poste avant le premier entretien). L'confidentialité garantie.

LESEQUOIA - rue Saint-Lazare 75009 Paris

Ressources Humaines

Nous sommes la filiale spécialisée dans le secteur de la distribution automatique du groupe MARS Incorporated, qui figure au top des géants mondiaux de l'Agro-Alimentaire.

Un challenge européen pour un RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Au sein de notre équipe européenne des Ressources Humaines, vous serez chargé d'une fonction véritablement complète : recrutement, formation, gestion, communication... et serez particulièrement en charge de la responsabilité pour l'Europe du Sud : France, Italie, Espagne.

De formation supérieure, doté d'une excellente culture générale et fort de votre expérience de 2 à 10 ans dans ces domaines, si possible dans une grande entreprise de dimension européenne, vous avez fait la preuve de vos nombreuses qualités : sens de l'analyse, de l'organisation, capacités d'écoute, de communication et de persuasion.

Interface avec la Direction des Ressources Humaines des collaborateurs France et à l'étranger, vous êtes nécessairement mobile et vous maîtrisez l'anglais et idéalement une autre langue européenne.

Nous vous offrons, une rémunération très attractive, de réelles perspectives d'évolution, en France ou à l'étranger, au sein de l'équipe des Ressources Humaines dans une autre fonction.

Si cette opportunité vous intéresse, si l'occasion d'intégrer une équipe jeune et motivée vous stimule, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et préférences) à David PERRY - Direction des Ressources Humaines - FOUR SQUARE - BP 117 - 15, rue de la Malmaison - 95504 Gonesse Cedex.

FOUR SQUARE

Collectivités territoriales

SEVRES

RECRUTE

RESPONSABLE DES SERVICES FINANCIERS

la Direction des Services Financiers, comprenant les Services Finances, Service Economique et Achats, prendra en charge la mise en œuvre opérationnelle de la comptabilité analytique et la gestion.

A 30/40 ans, vous avez une formation supérieure de niveau Bac + 4 et justifiez

une expérience significative dans le domaine financier.

Le salaire annuel est compris entre 150 000 F et 180 000 F.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et préférences) à

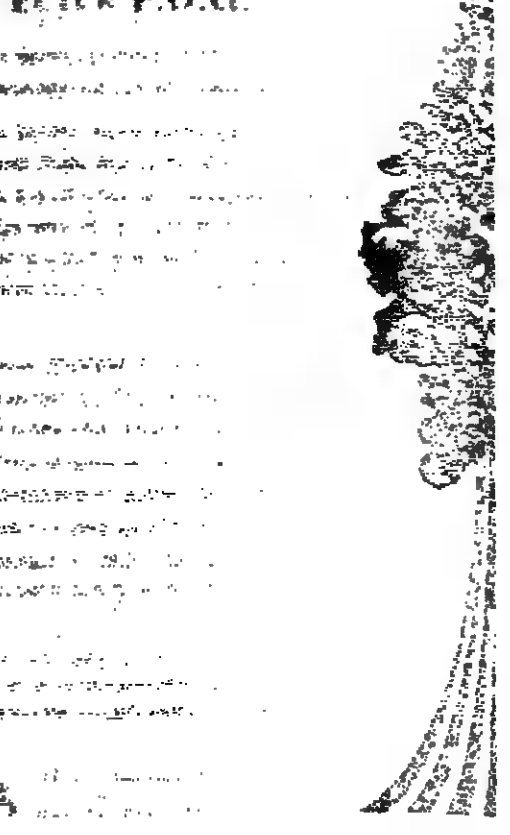
CEDEX 11 - Renseignements : 41 14 10 60.

150 000 F

صلى الله عليه وسلم

Le Monde
Dirigeants

CTEUR GENERAL
PETER P.D.C.



Le Monde
Carres Humaines

ONSABLE
SSOURCES
MAINS

Le Monde

ivites territoriales

MAINE DES VERTES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des
Juristes

Le Monde • Mercredi 8 juillet 1992 XI

BTP BANQUE, filiale de la Compagnie BTP (800 personnes, 25 milliards d'engagements, 2 milliards de fonds propres) intervient par son département spécialisé auprès des professionnels de l'immobilier, proposant tous les crédits, cautions et garanties nécessaires à leur activité et recherche pour animer son équipe de rédacteurs juridiques un(e) :

RESPONSABLE "REDACTEURS JURIDIQUES IMMOBILIER"

Capable de prendre en charge personnellement le montage de dossiers complexes, vous serez aussi pour mission le contrôle des contrats et la prise de garanties ; en outre, vous intervenez fréquemment en conseil auprès de notre réseau d'agences régionales. Dépendant du Directeur du Département, vous participerez également au comité d'engagements.

De formation DESS Droit Immobilier, vous justifiez 5 ans minimum d'expérience acquise soit au sein du service juridique immobilier d'une Banque soit en tant que Clerc notaire ; devez impérativement être familiarisé à l'encadrement d'une petite équipe.

Merci d'adresser votre candidature motivée (photo et prétentions sous référence RRI) à Jean RICHET - BTP BANQUE - Avenue François Arago, 92017 NANTERRE CEDEX

BTP BANQUE
Compagnie BTP

Le Conseil National du Patronat Français recherche dans le cadre du développement de sa Direction Fiscale un

Fiscaliste Confirmé

Rattaché au Directeur du département fiscal, vous aurez principalement pour mission de prendre en charge des dossiers en droit fiscal interne pour le C.N.P.F. (2/3) et pour le premier plan (1/3).

A ce titre, vous interviendrez de façon autonome dans le domaine d'activité, une double approche conceptuelle (analyse et recherche, élaboration de propositions...) et pratique (consultations...).

Agé d'environ 34-35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DEA, DESS, DICE) ou issu de l'administration (ENI), vous avez une expérience réussie de 7/8 ans de préférence en entreprise.

Une bonne connaissance de la fiscalité internationale et une pratique de l'anglais sont nécessaires.

Votre savoir-faire en matière de fiscalité vous confère une autorité naturelle qui permettra de vous épanouir dans une fonction qui implique de nombreux contacts (commissions C.N.P.F., relations S.L.F., D.G.I., ministères, instances communautaires...) et quelques déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + n° tél + prétentions à **Michael Page Tax & Legal**, 30 rue Spontini, 75116 Paris sous réf. TV8234MO.

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en conseil fiscal et juridique

CLIFFORD CHANCE
recherche pour son bureau de PARIS

UN JURISTE
(2 à 4 ans d'expérience)

pour renforcer son groupe « Computer and Communications »

Le candidat devra posséder une excellente connaissance du droit des obligations et plus généralement du droit commercial ; avoir une réelle spécialisation dans les domaines suivants :

- droit de l'informatique
- droit des télécommunications

Doté d'une solide expérience en droit des affaires (doctorat, DESS, DEA), complétée, le cas échéant, par un diplôme d'une grande école de commerce, le candidat devra avoir une première expérience réussie dans les domaines susmentionnés, un conseil en entreprise, le candidat devra avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une excellente présentation, le sens du travail humain et l'esprit d'équipe sont également exigés.

Prière d'adresser votre lettre de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photographie et rémunération actuelle) à :

Clifford Chance
direction du Personnel
112, avenue Kléber
BP 163 Trocadero
75770 Paris Cedex 11

36 15 LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans **Le Monde**. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

JURISTE D'AFFAIRES

Filiale du groupe ECCO, ECCO SECURITE réalise un CA de 1,9 milliard de francs et emploie une quarantaine de sociétés en France, ainsi qu'en USA, en Espagne et au Danemark.

Plusieurs dossiers d'acquisition sont étudiés chaque année. Pour renforcer notre service juridique, nous recherchons un responsable qui assurera le suivi des dossiers des sociétés dans toutes les opérations d'acquisitions et les cessions en France et à l'étranger. Il suivra les mouvements immobiliers ainsi que tout ce qui concerne la propriété industrielle.

De formation juridique supérieure, vous avez acquis de 5 à 10 ans d'expérience au sein d'un groupe ou d'un cabinet important dans le domaine du droit des affaires. Votre rigueur est reconnue de tous et votre efficacité vous permettra d'évoluer dans une structure dynamique.

Rejoignez le groupe ECCO, qui peut présenter de nombreuses possibilités d'évolution. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol est souhaitée.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence RRI à notre conseil, qui étudiera votre dossier avec toute confidentialité.

Ariane search
118 rue de Tocqueville
75017 Paris

Provenance

Quand l'expérience rejoint l'excellence...

Institut de Formation Supérieure Technique
au service des entreprises

Nous sommes aujourd'hui l'un des leaders français spécialisé en automatique industrielle. Nous recherchons notre

Directeur

En collaboration étroite avec la Direction de l'Organisation de tutelle, vous aurez en charge l'organisation de l'Institut, la gestion, l'animation et le management d'une équipe de Formateurs-Ingénieurs et d'Administratifs.

Doté d'une formation supérieure technique (Ingénieur ou équivalent), vous avez exercé durant 5 ans minimum des responsabilités au sein d'un institut de formation en étroite relation avec le monde industriel. La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Merci d'adresser, sous réf. 781 G, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil : PSYNERGIE, 42 rue Fargès 13008 MARSEILLE.

PSYNERGIE
MARSEILLE - MONTPELLIER

Les Titres à vocation religieuse, au sein de notre division PRESSE JEUNE, représentent un enjeu prioritaire pour le présent et l'avenir de notre groupe. Nous cherchons leur

CHEF DE PRODUIT OPÉRATIONNEL

Nous confions la responsabilité de la promotion de ces titres ; vous analyserez leurs diffusions. Vous êtes, en outre, leur ambassadeur direct auprès du terrain catholique : écoles, mouvements, organismes et instances d'église.

A environ, diplômé de l'enseignement supérieur et disposant d'une solide culture générale, vous avez acquis une première expérience marketing. Votre objectivité et votre sens de la diplomatie vous permettent de réussir avec nous dans ce poste évolutif et passionnant.

Ecrivez votre conseil, Paul-André FAURE (réf. 3615 LM) "Carrières Marketing & Ventes"

BAYARD PRESSE
ALEXANDRE TIC
10, RUE ROYALE - 75002 PARIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

501/1000

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde • Mercredi 8 juillet 1992 XIII

Secteurs de Pointe

ORLÉANS

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN CONFIRMÉ

Managez nos projets techniques
et développez nos services clients

Nous sommes un
important groupe
industriel (35 000
personnes, chiffre
de CA. plus de 100 M)
International
qui conçoit, fabrique
et commercialise des
matériels et équipements
électriques. Nous
recherchons pour
notre agence d'Orléans
un ingénieur
électrotechnicien
confirmé.

En relation directe avec le Directeur d'Agence, vous aurez la
responsabilité de la maintenance et des services clients et Services
Après-vente. Votre mission englobera le management du bureau
d'études et des équipes d'installation et de maintenance, le
montage technique des affaires en relation avec les ingénieurs
commerciaux et le développement des prestations de services
techniques pour le client et développer notre clientèle.

Ingénieur de formation électrotechnique avec 10 à 15 ans
d'expérience commerciale et le management d'équipes techniques
dans votre domaine d'activité, vous posséderez une expertise
technique, votre aptitude au management et votre dynamisme
commercial.

Merci d'adresser votre candidature avec référence BMOND1015,
à VOG, 32 avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine,
qui transmettra.

MATÉRIELS DE TRANSPORT

RESPONSABLE DE GRANDS PROGRAMMES TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE 30/40 ANS

Nous appartenons à un groupe inter-
national réputé (30 000 pers.) implanté
dans l'industrie des matériels de
transport.

Nos références sont tous les grands
programmes ferroviaires passés (TGV
Atlantique, Métro de NEW YORK...) et
à venir (Navette pour le tunnel sous la
MANCHE, TGV, futurs programmes
banlieux et métro de l'avenir).

Nos responsables de programmes,
basés à PARIS et dans le NORD de
la France, étudient, négocient et

conduisent de grands projets auprès
de clients tels que la SNCF, la RATP et
de grandes sociétés privées en
FRANCE et à l'EXPORT.

Une expérience de la coordination
d'affaires conviendrait à ce poste où
autonomie et rigueur sont par ailleurs
indispensables.

Merci d'adresser sous référence 14252/LM
à Cabinet de Gâtines, 21 avenue de
Suffren, 75007 Paris.

BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP

recherche pour

1 consultant
(environ 3 ans d'expérience)
4 consultants juniors
(X, X Mines, X Télécom, ENA, MBA)

Vous serez formés dans l'équipe qui
intervient auprès des gouvernements et
grandes administrations dans les domaines

- Développement économique.
- Lutte contre la pauvreté.
- Audit de fonctionnement.
- Réaménagements structurels.
- Restructuration stratégique.
- Marketing international.
- Audit financier.
- Privatisation.
- Création d'une économie de marché.

Il est offert : la possibilité de s'implanter
l'approche créative des problèmes telle
qu'elle est pratiquée chez Bernard Krief
Consulting Group ; les déplacements
couvrant différents pays intéressants
(Europe, Afrique, Russie) ; de réelles

possibilités d'autonomie et de dévelop-
pement personnel (N.B. : la prochaine
mission concerne la Russie).
Il faut : être prêt à beaucoup travailler et
séjourner à l'étranger, parfois dans des
conditions difficiles. Avoir le goût des
résultats concrets. Travailler et s'exprimer
à l'aise par écrit et verbalement en
français (notre langue de travail interne),
anglais et si possible dans d'autres
langues. Avoir le sens du service public et le
respect des cultures.

Merci d'adresser votre candidature, sous la
référence R 115 à la mentionner sur la lettre
et à : Bernard Krief
Consulting Group, 115 rue du Bac,
75007 Paris.
Fax : 33.1.42.84.10.72.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS 1500 LYON BORDEAUX ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

S'appuyant sur
une forte expérience
en acquisition techno-
logique incontestée,
la SAT occupe une
position de leader dans
les domaines de
ses trois divisions :
Communications,
d'Entreprises,
Télécommunications,
Optique et Défense.

Pour ces deux postes, vous
êtes un jeune ingénieur soit
spécialisé en Télécom soit
possédant une première
expérience dans un poste
similaire et/ou sur les mêmes
types de produits.
Bien sûr vous maîtrisez
l'anglais, une autre langue
européenne serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier
de candidature, sous la
référence du poste choisi, à
SAT, DCE, Service SPRI,
25 quai de la Gare, BP 284,
75004 Paris Cedex 13.

Ingénieur Documentation

Vous concevez, réalisez et assurez la maintenance
de la documentation technique des produits ou
systèmes de communications d'entreprise, avec
pour objectif d'intervenir à terme sur l'ensemble du
catalogue de la division (PABX, Réseaux, Images,
Modems...). Bien sûr, vous êtes le garant de l'exé-
cution des documents produits avec les besoins
des utilisateurs. Réf. ID

Ingénieur Validation

Vous assurez la validation des produits ou sy-
stèmes de communications d'entreprise pour
garantir la conformité des produits aux spécifi-
cations (PABX, Réseaux, Images, Modems...).
Vous serez impliqué dans le processus d'études
des phases de conception du produit et détermi-
nerez la méthode et les moyens à mettre en
œuvre pour mener à bien votre mission. Réf. IV

SAT
GROUPE SAGEM

**BSN, des idées qui font
la différence, une vocation
industrielle qui fait référence.**

Responsables Maintenance Travaux Neufs 4-8 ans d'expérience

BSN

Danone, Panzani,
Belin,
BSN Flaconage...
BSN est le 3e groupe
alimentaire européen :
66 Mds de F de CA,
59 000 personnes,
plus de 100 filiales,
implantées dans
37 pays.

Pour faire la différence dans un secteur fortement
concurrentiel où les besoins des consommateurs évoluent,
nous développons une stratégie industrielle et élaborons
des produits, des technologies, des process toujours plus
performants.

Pour assurer la pérennité de notre outil industriel et
conduire les différentes mutations, nous recherchons des
Ingénieurs confirmés. Ils encadreront des équipes
importantes et de haut niveau professionnel dans des
contextes où les enjeux humains et technologiques sont
fortement associés.

Plusieurs postes sont proposés sur nos sites industriels
dans le Nord, le Sud-Est, la Région Parisienne :

• Vous avez plus de 4 ans d'expérience.
En tant que Chef de Service, membre du Comité de
Direction de l'usine, vous gerez les investissements
importants, développez l'organisation de la maintenance
préventive (système MAO). Vous encadrez une équipe
de plus de 30 personnes.

• Vous avez entre 3 et 5 ans d'expérience.
Responsable de la maintenance d'un atelier de l'usine,
vous conduisez le changement par le renouvellement
des équipements, l'animation et le développement du
professionnalisme de vos équipes.

Une telle mission vous permettra d'évoluer vers des fonctions
élargies au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, en indiquant la région
souhaitée, sous réf. 138M2 à Hervé et Millet Conseil,
56 rue du Passy, 75016 Paris.

BSN
GROUPE
BSN
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPÉEN

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

Secteurs de Pointe

Wunderbar!

DEBUT DE CARRIERE
REUSSE COMME...

INGENIEUR PRODUITS

Pilière d'un des premiers groupes français, notre Société conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipements légers à destination de marchés importants (aéronautique, électronique...). Notre unité de l'Oise (240 personnes) désire consolider ses positions en Allemagne, où nous avons une agence active près de Düsseldorf, en intégrant un **INGENIEUR PRODUITS**.

■ dans l'Oise, ■ liaison avec ■ Responsable Marketing, ■ proche de l'ensemble industriel, ■ l'interface de notre agence allemande pour l'ensemble des problèmes techniques et marketing.

Vos déplacements outre-Rhin (25 % de votre temps), la formation initiale que l'on vous dispensera, vous permettront de participer à la stratégie produits, aux études de marché, à la promotion... d'apporter notre soutien technique à l'agence d'avoir une polyvalence souhaitée. Naturellement, le poste qui implique une formation de niveau ingénieur (voire école de **INGENIEUR** avec ouverture d'esprit technique) nécessite autonomie, réelles qualités d'ouverture et aisance relationnelle, ■ offrant un français bilingue allemand qu'un allemand bilingue français.

Ecrivez très vite ■ référence M 1113 H ■ notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS.

NEMESIS

Support Logiciel
en Modélisation
Moléculaire

TRIPOS, leader mondial sur le marché de la modélisation moléculaire, recherche pour son bureau français un support logiciel en modélisation moléculaire.

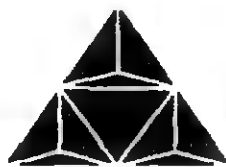
En collaboration avec l'équipe de support international de Saint-Louis, Missouri, vous ■ l'interlocuteur ■ notre base installée dont vous ■ le suivi et la gestion des appels de support. Vous pourrez être amené à effectuer des interventions sur site.

Ingénieur chimiste, Bac +4 ou plus, vous avez, de préférence, une formation ■ Drug Design / Modélisation Moléculaire, une bonne maîtrise du système d'exploitation UNIX, ■ connaissance du logiciel SYBYL.

L'anglais courant ■ indispensable à votre relation de travail avec le siège.

Lieu de travail : Palaiseau 91, proximité RER.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à : Tripos Associates, ref. SH, 3 allée des Garays, 91120 Palaiseau



TRIPOS Associates

Institut National de
l'Audiovisuel.

DIVISION DE LA RECHERCHE

recrute plusieurs profils d'ingénieurs
■ développement

INGENIEUR

TRAITEMENT D'IMAGES

■ analyse et reconnaissance d'images
■ vectorisation et analyse topologique
■ détection et suivi de formes
■ programmation C++ sous Unix

INGENIEUR

UNIX/ORIENTÉ OBJET

■ conception et développement d'applications
grâce aux sous-ensembles
■ maîtrise du langage C++
■ méthodologie d'analyse et de
■ architectures d'ordinateurs

De formation supérieure (grandes écoles doctorales), vous justifiez d'une première expérience dans un des domaines suivants : programmation informatique et la création d'images. Nous vous offrons de participer au développement d'une nouvelle ligne de produits.

Merci d'adresser ■ manuscrite et CV sous référence DR/1 à : Service des Humaines, INA, 1 avenue de l'Europe, 91120 Palaiseau

Réseaux Télécoms Internationaux

INGENIEUR D'AFFAIRES



Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles ■ Radio, 750 personnes, 1,6 milliard de francs ■ chiffre d'affaires, filiale de Cogecom (Groupe France Télécom), est ■ partenaire privilégié ■ acteurs du monde des télécommunications.

Le Secteur Finance de notre Division Services Internationaux recherche un **Ingénieur d'Affaires** chargé ■ développer l'ensemble de nos services ■ télécommunications auprès ■ grands comptes internationaux.

Ce collaborateur se verra confier un portefeuille ■ sociétés principalement françaises mais aussi japonaises qu'il traitera en s'appuyant ■ ingénieurs support, notre service marketing et ■ équipes commerciales implantées dans le monde entier.

De formation Ingénieur, âgé ■ 35 ans, vous ■ initialement acquis une expérience dans un environnement technique ■ occupez aujourd'hui ■ fonction commerciale dans le domaine des télécommunications internationales.

Ce poste basé à Paris, nécessite un excellent niveau d'anglais.

Professionalisme, tenacité, implication personnelle, talents de négociateur, esprit d'équipe, autant de qualités pour réussir puis évoluer dans notre groupe, ■ France ou ■ l'étranger.

Un ■ poste, très similaire, ■ disponible à Paris pour un candidat britannique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous ■ référence M 75229 ■

EGOR TECHNOLOGIES
17 ■ Matignon - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
SIEGES : DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM



Pour soutenir la qualité des performances de la Direction Régionale d'une de nos filiales (2,5 Md, 5000 pers.) spécialisée dans les Travaux électriques, l'instrumentation, les automatismes ■ milieu industriel, ■ recherchons ■

DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFIT
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
NANTES

VOTRE MISSION : ■ Soutenir le développement de la région pour les affaires industrielles. ■ Animer le centre de profit constitué d'une équipe très professionnelle. ■ Assurer les négociations et la vente de nos prestations.

VOUS AVEZ : ■ 35/45 ans environ. ■ Une formation supérieure d'ingénieur ou professionnel de bon niveau. ■ Une bonne connaissance des métiers de l'installation électrique en milieu industriel ■ des automatismes. ■ Un tempérament d'entrepreneur et de meneur d'hommes. ■ Des qualités commerciales. ■ De réelles aptitudes à gérer un centre ■ profit. ■ Une expérience ■ entreprise d'électricité ou Engineering.

NOUS VOUS OFFRONS : ■ Un haut niveau ■ décision. ■ Une entreprise de forte notoriété sur un marché très porteur. ■ Une structure très opérationnelle dans un groupe important. ■ Des possibilités d'évolution.

Pour un entretien individuel avec la société le 12/08/92 à NANTES.

Adressez ■ télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 Boulogne. FAX (1) 46.21.78.13 en indiquant la référence ■ la lettre ■ sur l'enveloppe.

EUROMAN

LYON - TOULOUSE - NANTES -
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Zambon Group

Qui sommes-nous ?

Zambon France ■ le Laboratoire Français du Groupe Zambon, qui depuis les années 60 ■ implanté ses unités dans plus de 16 pays : en Europe, en Amérique du Sud, aux Etats-Unis ■ au Japon. Il ■ connu pour ■ de recherche internationale qui ont développé des produits leaders en pneumologie, infectiologie, cardiologie ■ ophtalmologie. Zambon investit beaucoup actuellement dans son développement et cherche des collaborateurs capables de participer à sa croissance.

Dans un environnement particulièrement compétitif, Zambon en France prend en charge le Développement Européen de la biopharmacie et du matériel médico-chirurgical.

LE SUCCES ■ UNE ■

Que cherchons-nous ?

2 INGENIEURS ■ fort potentiel pouvant faire preuve d'une expérience réussie de quelques années dans leur domaine.

■ Ingénieur ■ Chef de projet R&D. Expérience requise de préférence dans l'étude et ■ développement de systèmes comportant des ■ électroniques ■ microcontrôleur (automates programmables...). ■ gestionnaire.

■ Ingénieur responsable Assurance Qualité ayant acquis une expérience dans une entreprise à forte ■ qualité (industrie médicale, aéronautique, armement...). ■ de haute technologie.

Bonne pratique de l'anglais, Italien apprécié. Sans des relations humaines. Postes à forte responsabilité. Grande liberté d'action. Salaire en relation avec potentiel ■ expérience.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo récente ■ présentations à : J. MINGOTAUD - ■ Humaines - Laboratoires ZAMBON FRANCE S.A. - 664, Route des 3 Moulins - Sophia Antipolis 06600 ANTIBES.

Leader sur le marché de la sécurité, notre société en forte expansion est animée d'un réel esprit d'équipe ■ est tournée ■ service. Nous recherchons pour ■ siège situé en proche banlieue ouest :

Responsable
service après-vente

Rattaché au Directeur logistique, ■ êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients ■ le garant de leur satisfaction.

Manager ■ gestionnaire, autonome et entrepreneur, ■ agissez en véritable patron d'un centre de pi ■. Vous prenez ■ charge toutes ■ opérations commerciales, techniques et administratives du service : suivi des commandes, planning des réparations, gestion ■ stocks, admini- ■ ventes, définition ■ tarifs, relations ■ échanges ■ les fournisseurs...

Animateur, vous ■ motiver une petite équipe ■ garantir le meilleur service client, la qualité et les délais.

A 30/40 ans, ingénieur en électronique, vous avez acquis de ■ 4/5 ans l'expérience de ce métier ■ du management, de préférence dans une société à culture import-export.

Merci d'adresser votre candidature,

■ référence 142M,

■ Hervé ■ Conseil,

56 rue de Passy,

75016 Paris.

Hervé
& Millet
Conseil
Hommes ■ Managers

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 0 1 5 L M

150-44-001

501 100 000

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde • Mercredi 8 juillet 1992 XV

Secteurs de Pointe

AGER INTERNATIONAL
Premier exportateur de l'ingénierie française
dans le domaine de la construction, recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES X, CENTRALE, PONTS

Notre société renforce son équipe de Responsables de projets, dans le cadre de son important développement à l'exportation, en particulier au Moyen-Orient. Ces responsables interviendront soit dans les domaines techniques, soit dans la structure de l'organisation.

Les perspectives de développement à moyen terme permettront à des candidats à fort potentiel d'accéder à des emplois particulièrement motivants en France et à l'étranger au sein d'AGER INTERNATIONAL (400 personnes) ou dans l'une des sociétés du groupe : Entreprise Générale - Société de Maintenance - Société de Services (12.000 personnes).

Les candidats devront maîtriser l'anglais et avoir acquis une expérience professionnelle de quelques années dans un secteur proche de notre activité.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence IXC/20 à S. Rousseau, AGER INTERNATIONAL, 1, place Victor-Hugo - 92411 COURBEVOIE CEDEX. Discretion et réponse assurées.



DIRECTEUR TECHNIQUE

MEMBRE DU DIRECTOIRE

Vous êtes ingénieur mécanicien et vous avez des connaissances en informatique industrielle avec une expérience d'au moins 10 ans en études, développement et production.

Vous aurez la responsabilité du bureau d'études (50 personnes), des achats, de l'atelier de production (80 personnes) et du service montage et après-vente.

Votre capacité d'innovation et votre sens de l'organisation favoriseront le succès de votre mission.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand sera appréciée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature complet avec prétentions sous référence 6054.

AGENCE MAILLE

18, RUE VOLNEY - 75002 PARIS - QUI TRANSMETTRA

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

RECRUTEMENTS SUR CONCOURS

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale ouvre ses concours pour le recrutement d'ingénieurs et de personnels techniques et administratifs

INGÉNIEURS
recrutement sur titres et travaux aux titulaires d'un diplôme d'ingénieur, doctorat, DEA, maîtrise, licence, ou diplômes équivalents

PERSONNELS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS DE NATIONALITÉ FRANÇAISE
recrutement sur épreuves écrites et orales aux titulaires d'un DUT, BTS, DEUG, BAC, BEP, CAP, BEPC, ou diplômes équivalents

Les dossiers de candidature sont disponibles jusqu'au 24 juillet 1992. Ils doivent être déposés ou envoyés (le cachet de la poste faisant foi) au plus tard le 27 juillet 1992 à :
INSERM - Bureau des Concours ITA
101, rue de Tolbiac - 75654 PARIS cedex 13

Pour obtenir la liste des postes à pourvoir, composer le 36 16, code Joël, sélectionner les rubriques 11, puis 1.

Pour toute précision sur les fonctions à pourvoir, téléphoner au : 16 (1) 44 23 62 24 (ou 25, 26, 28)

Ingénieurs Télécoms Relevez avec nous le défi européen

Filiale d'un des premiers Groupes mondiaux de Télécommunications, nous concevons et réalisons des systèmes de communications numériques orientés vers les Télécoms d'entreprises (modems pour données, fax, vidéo, image ; multiplexeurs et gestion de réseau). Et nous sommes leader. Nous créons aujourd'hui notre Centre de Développement Européen et constituons notre équipe R & D.

Dans le contexte très concurrentiel du marché européen, nous voulons apporter des produits de haute qualité, adaptés et novateurs.

Vos compétences HARD/SOFT appliquées au développement (traitement du signal, architecture de systèmes numériques, protocoles...) vont contribuer au sein d'une équipe très performante à atteindre cet objectif.

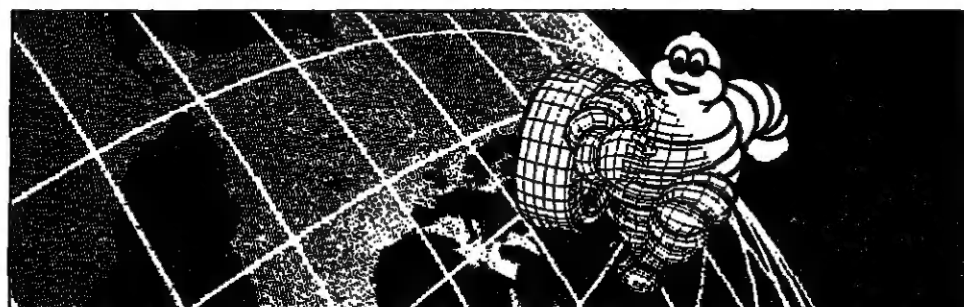
Ingénieur Grande Ecole, spécialisé en Télécoms, vous avez déjà au moins 3 ans d'expérience dans cet environnement, et possédez une forte motivation pour vous impliquer dans un projet ambitieux. Votre sens de la collaboration, votre dynamisme sont les atouts que vous pourrez valoir au sein d'une équipe internationale. Votre contribution doit vous permettre d'évoluer au sein du Groupe en France ou dans le monde. Bien entendu, vous parlez parfaitement l'anglais.

Postes basés dans le Sud de la France.



Envoyez à notre Conseil
50, rue Marcel Dassault 92100 BOULOGNE
en précisant la réf. LC/92/311

INGÉNIEURS DE RECHERCHE POUR BATTRE DEMAIN LE PNEU D'AUJOURD'HUI



Nous mobilisons les technologies les plus avancées pour concevoir et fabriquer les meilleurs pneumatiques du marché. Nous fabriquons plus de 3000 types de pneus pour répondre à tous les besoins exprimés par nos clients. Nous sommes le leader mondial du pneumatique. Nous vous proposons de venir partager notre passion du progrès.

Ingénieurs Chimistes
Spécialiste de la chimie organique ou minérale, de l'électrochimie, de la physique ou de la physico-chimie des matériaux... vous aurez en charge l'amélioration des performances des élastomères, des mélanges, des renforts de nos pneus. Vous utiliserez les moyens d'analyse les plus puissants pour mieux comprendre et faire progresser nos matériaux et procédés de mise en œuvre.

Ingénieurs Physiciens, Mécaniciens, Thermiciens
Adhérence, résistance à l'usure et à la fatigue, niveau sonore, qualités de confort... Pour améliorer les performances des pneumatiques, vous réaliserez des études physiques et/ou thermo-mécaniques de haut

niveau. Après une période de formation initiale, vous encadrerez des équipes pluridisciplinaires dotées de puissants moyens de calcul et de mesure.

Ingénieurs Brevets
Propriété industrielle, rédaction de brevets, documentation, analyse, synthèse... De formation scientifique solide en chimie/physique/matériaux (thèse ou diplôme d'ingénieur) et après un cycle éventuel au CEPI, vous travaillerez en étroite collaboration avec nos équipes de Recherche et Développement, dans un contexte d'innovation permanente.

Si ces métiers vous passionnent, si ces responsabilités vous attirent, adressez votre candidature, sous réf. LM/80, à MICHELIN - Service du Personnel Bruno ENALBERT 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

MICHELIN®
Les moyens de se passionner

PARTICIPEZ A NOTRE PERFORMANCE INDUSTRIELLE Le Mans

ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC

Spécialisé dans les hautes technologies appliquées à la communication, notre Centre de Compétence Internationale du Mans s'affirme comme pôle industriel de premier plan pour les téléphones, répondeurs, minitel et terminaux de vidéocommunication. En permanence, il échange expérience et savoir-faire avec les autres centres Philips, en Autriche et en Asie du Sud-Est.

ACHETEUR INITIAL

Proche des activités de développement, vous prendrez en charge le choix des technologies et des composants, avec une volonté de standardisation et de contrôle des coûts. Vous sélectionnez les fournisseurs, dans un esprit de qualité. Pour remplir cette mission vous êtes aujourd'hui acheteur confirmé (5 ans minimum), de formation ingénieur électromécanicien. Vos qualités d'innovation, votre sens de la communication, ainsi que votre maîtrise de l'anglais, seront autant d'atouts pour ce poste évolutif.

RESPONSABLE APPROVISIONNEMENT

Vous prendrez en charge la fonction approvisionnement et assurerez la fiabilité du flux matières. Véritable animateur d'équipe (4 personnes), vos connaissances en logistique, planning, MRP dans un contexte industriel international, ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans la fonction Achats, vous rendront rapidement opérationnel. De formation technique Bac + 4, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci de faire parvenir votre CV + lettre, à Pascal Le Mazier, Philips EGI, BP 184, Route d'Angers, 72004 Le Mans Cedex.

PHILIPS C'EST DÉJÀ DEMAIN



PHILIPS

Philips en France :
17 500 personnes,
24 Mds de F de CA.
Nous rejoindre en entrant chez Philips Electronique Grand Public, c'est l'opportunité de vivre plusieurs vies professionnelles et connaître plusieurs entreprises en une seule.

3615
PHILIPS
JOB

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

Secteurs de Pointe

Ingénieurs Confirmés

Leader mondial dans notre domaine d'activité, nous investissons en permanence dans la fonction transmission pour améliorer les performances et les prestations des véhicules.

Au sein de la Branche Embayages, la Division Mécatronique développe les produits de demain de la transmission automobile : la transmission à embrayage électronique, le double volant amortisseur,...

EMBRAYAGES

Pour répondre aux exigences de qualité et d'innovation de nos clients, nous intégrons des Ingénieurs Généralistes (ECP, Mines, ...), ouverts à l'international, rigoureux dans les méthodes de développement, aptes à appréhender la complexité de systèmes et désireux de réussir leurs missions dans le cadre d'une large autonomie.

INGENIEURS SYSTEME

Réf. IS

Vous serez chargés de traduire les attentes d'un client en cahiers des charges sur lesquels vont travailler les équipes R&D spécialisées. Vous définirez l'architecture de systèmes pour les composants et, le cas échéant, les logiciels. Véritables intégrateurs des diverses technologies utilisées, vous possédez une expérience d'une dizaine d'années soit dans le développement de logiciels temps réel pour le secteur Haute Technologie (aéronautique, ...), soit dans la mise en œuvre de systèmes multitechnologies. Une bonne connaissance des contraintes techniques de l'automobile est un atout. Pour réussir dans cette fonction, vous devrez savoir faire partager vos convictions et votre dynamisme.

INGENIEURS INDUSTRIALISATION ET ACHATS

Réf. II

Au sein des équipes spécialisées, vous serez chargés de définir les actions méthodes/industrialisation qui devront être mises en place par nos partenaires qui interviennent dans le domaine des études ou de la fabrication. Dans le cadre d'une politique de coopération, vous serez responsables de la bonne réalisation des affaires, dans le respect des exigences qualité VALEO. Votre rôle implique des relations permanentes avec les fournisseurs. Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs Mécaniciens ayant une expérience en IE ou en méthodes/industrialisation, possédant une sensibilité économique, une réelle faculté d'adaptation à des interlocuteurs divers ainsi que des qualités de négociateur.

INGENIEURS D'ETUDES

Réf. IE

Vous serez intégrés aux équipes d'Ingénieurs et Techniciens R&D intervenant dans les domaines électromécanique, mécanique et hydraulique. Vous serez chargés de définir, de concevoir, de tester et de mettre au point les produits composant le système.

Vous aurez également à coordonner l'action des fournisseurs sous l'aspect technique. Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs Généralistes possédant aussi bien des qualités de conceptualisation que de pragmatisme.

INGENIEURS FIABILITE/ESSAIS

Réf. IF

Au sein des équipes spécialisées, vous serez chargés de définir et de suivre les plans d'essais et de fiabilité de toutes les phases de développement et de pré-industrialisation d'un nouveau produit. Vous utiliserez les différentes méthodologies de prévention, type FMECA...

Votre pratique du domaine de la fiabilité et des essais ainsi que votre engagement total dans la réussite d'un projet feront que vous serez une force de proposition écoutée aux différents stades de développement de nos produits.

Pour tous ces postes basés à SAINT OUEN (93), l'anglais ou l'allemand est impératif.

Si vous êtes passionnés par la technique et par l'industrie automobile, venez nous rejoindre par minitel 3616 EUROMES Code VALEO ou adressez votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à PA Consulting Group - Philippe LESAGE - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de nombreux industriels dans le monde. Valeo compte près de 27.000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

COGEMA

LE GROUPE
COGEMA16 000
PERSONNES21,7 MILLIARDS
DE C.A.
DONT 31 % A
L'ETRANGER150 REACTEURS
NUCLEAIRES
ALIMENTES
DANS
LE MONDEINGENIEURS
GENERALISTES

28/32 ans

Acteur clef de l'indépendance énergétique de la France, le Groupe COGEMA occupe une large part du marché mondial dans sa spécialité : pour l'essentiel les produits et services liés au cycle du combustible nucléaire. Notre usine COGEMA - La Hague (3000 personnes) située près de Cherbourg, a récemment démarré un deuxième ensemble industriel de très haute technologie. Elle recherche des

INGENIEURS D'EXPLOITATION

MISSION : au sein d'une équipe de 9 ingénieurs et en étroite liaison avec les directeurs des deux unités de production, vous serez chargé de la coordination de l'exploitation et de l'optimisation de la sûreté sur les différentes unités. Bilans d'exploitation, études de retour d'expérience, arbitrages inter-ateliers, feront également partie des activités vous permettant d'assurer en permanence la continuité de la production.

PROFIL : généraliste, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, vous possédez une première expérience réussie de l'encadrement. Concret, rigoureux, vous avez le sens de la communication.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- un poste au cœur de la production,
- une formation approfondie à la complexité de nos installations,
- de réelles perspectives d'évolution sur un site moderne à la pointe de la technique,
- la possibilité au cours de votre carrière de découvrir des métiers très diversifiés dans nos différentes branches d'activités et dans nos filiales.

Merci d'adresser votre candidature sous référence LM/LHISE à COGEMA - Service Gestion des Cadres 2, rue Paul-Dautier - BP 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX.

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...

Le Monde
INITIATIVES

Le Monde des Dirigeants
Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes

... AVEC 10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI
DANS LE « SUPPLÉMENT »
LE MONDE INITIATIVES (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde des Cadres
Le Monde des Collectivités Territoriales
Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe
Le Monde des Commerciaux

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

1506 611 111

صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
de

Le Monde • Mercredi 8 juillet 1992 XVII

L'Informatique

Ensemble, exceller dans
nos métiers. gagner en Europe.

LE GROUPE CNCA
CONFIRME SA
DYNAMIQUE DE
SUCCES ET SA
VOLONTE D'ETRE LE
MOTEUR DU
DEVELOPPEMENT DU
CREDIT AGRICOLE :
85 C.R.C.A
9400 POINTS
DE VENTE.
74000 SALAIRES.



INGENIEUR INFOCENTRE

CNCA

DEPARTEMENT DES ETUDES INFORMATIQUES

Vous avez au moins 5 ans d'expérience dans les techniques d'Infocentre et d'architecture client-serveur.

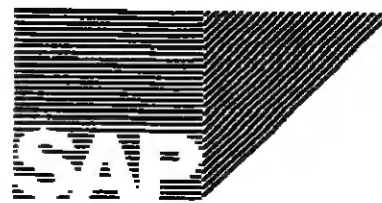
De formation BAC + 4 ou plus (Ecole d'Ingénieur, Université), vous maîtrisez parfaitement le système de gestion DB2 sur site central et l'utilisation de micro-ordinateur.

Vous devrez réaliser, développer, promouvoir les techniques de traitement coopératif dans un environnement DB2 - SYBASE - PARADOXE, vous conseillerez et assisterez les chefs de projets dans la mise en oeuvre de ces outils.

L'esprit de synthèse, la capacité de communication sont des atouts importants.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la référence II/1033 à CNCA, Direction des Ressources Humaines - BP 48 - 78280 Guyencourt.



La référence progiciel

Notre Groupe, présent dans plus de 20 pays (3.000 personnes - 3 Milliards de CA), conçoit et commercialise un modèle de gestion intégré - SAP/R2 couvrant l'ensemble du système d'information de l'entreprise. Avec plus de 6.500 progiciels installés, nous renforçons notre image d'industriel des Systèmes d'Information avec une architecture CLIENT/SERVEUR - SAP/R3 dans le monde UNIX.

CONSULTANTS "TECHNIQUE"

De formation MIAGE ou équivalent, vous avez une première expérience d'environ 5 ans, acquise dans la conduite de projets et de réalisations informatiques, en entreprise et/ou en SSII.
Une bonne culture informatique dans un environnement UNIX de préférence, ou IBM 370 utilisant CICS serait un atout.
Dans un premier temps, vous serez formé au produit de manière à dispenser rapidement les cours associés à nos outils de développement. Vos qualités pédagogiques d'abord, votre potentiel ensuite seront les meilleurs atouts pour évoluer vers d'autres fonctions de Conseil en Développement d'Applications.

Réf. : SA 947

Allemand ou Anglais Indispensable. Nous vous offrons un véritable challenge dans une société jeune, en très fort développement.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la référence choisie à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

COCEPLAN
à l'écarte des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.



L'INSTITUT NATIONAL
DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour sa

Direction Université d'Entreprise

UN CHEF DE PROJET DE FORMATION

- Chargé de la conception de formation et d'actions de consultation en environnement technique pour le Groupe FRANCE TELECOM (Ingénierie, exploitation, planification des Réseaux Publics).
- Formation supérieure scientifique (Télécommunications, Réseaux, Informatique).
- Connaissances appréciées dans le domaine du management et de la conduite de projet.

Adresser votre candidature
(lettre manuscrite + curriculum vitae
+ prétentions + photo) à :

INSTITUT NATIONAL DES
TELECOMMUNICATIONS
Secrétariat Général - Réf. : CPF
9, rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX
Tél : (+33 1) 60.76.47.27.



Concepteur et Fabricant de Matériel de
PAIEMENT ELECTRONIQUE,
de SYSTEMES de PEAGE
et de PUBUPHONIE
recherche pour son siège à Valence

Chef de Projet (Ingénieur Logiciel)

En informatique temps réel, mène à bien l'analyse et la conception complète de logiciels appliqués à l'informatique Industrielle.

Votre expérience informatique de plus de 5 ans, vos connaissances : microprocesseurs - langage C - base de données relationnelles et UNIX, vous permettront d'intervenir dans un environnement technique de haut niveau.

Pour exercer son métier avec succès, Monétel assure la maîtrise de trois domaines très différents et pourtant complémentaires :

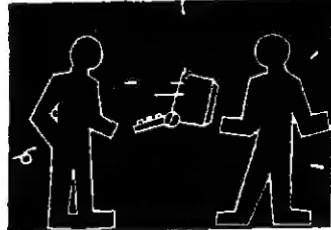
- ▲ la mécanique
- ▲ l'électronique
- ▲ le logiciel.

C'est à la combinaison et à l'excellence de ces compétences que Monétel doit son succès et sa réputation, étayées par une démarche qualité systématique. Sa connaissance approfondie dans l'utilisation des cartes à mémoire et son savoir-faire dans la saisie et le traitement des données permettent à Monétel d'être retenus dans les grands appels d'offres internationaux.

Notre société, 600 salariés, basée dans la région valentinoise est partenaire du groupe Suisse ASCOM (17 000 pers.). Nous vous offrons des métiers High Tech sur un marché porteur et évolutif, un B.E. de 6 000 m2 sur un site industriel de 22 000 m2.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à DRH - Monétel - rue Claude Chappe - BP 344 07500 GRANGES LES VALENCE.

36 15
LM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

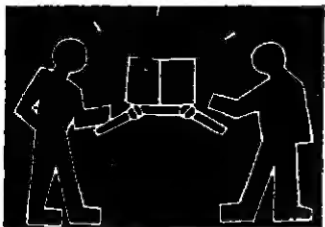
L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise du poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

36 17
LM CV

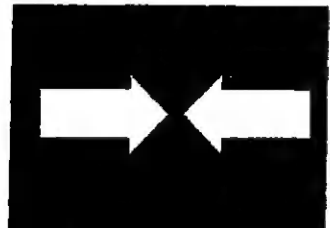
L'INTERACTIVITE

Offrez leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leur CV sur 3617 LMCV.



LA CONVIVIALITE

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffit d'une simple pression sur la bonne touche.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE



Le service "OFFRE SUR MESURE" a pour mission de proposer des solutions répondant aux besoins des grands clients de FRANCE TELECOM.

CONCEPTEURS (Réf. CN/M)
CHEFS DE PROJETS (Réf. PR/M)
INGENIEURS METHODES (Réf. MT/M)
RESEAUX D'ENTREPRISE

Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, de nationalité CEE, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience réussie de 5 à 6 ans dans le domaine des télécoms d'entreprise : conception architecture de réseaux, réseaux de PABX, réseaux locaux d'entreprise (LAN MAN, WAN) et réseaux haut débit, réseaux numériques (X25, NUMERIS, TELETEL), administration de réseaux, support méthodologique en gestion de projet/qualité, CAO réseaux et analyse des modèles économiques.

En relation avec les pôles de compétences internes de FRANCE TELECOM et avec ses partenaires, vous assurerez la conception, en effectuant la gestion, de projets de réseaux d'entreprise, planning, objectifs coût et qualité, cohésion des équipes, et en suivant la réalisation.

Les postes à pourvoir sont basés à Saint-Quentin-en-Yvelines (78), avec des déplacements fréquents en clientèle.

L'importance de notre Groupe offre de réelles perspectives de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous la référence concernée, lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à :

SM Conseil

38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

Dans un très grand groupe, il y a toujours de belles responsabilités à prendre.



650 personnes, 1,2 Md de F de CA,

6 unités de production,

une gamme étendue de moutardes,

saucés, légumes condimentaires,

poivres, épices et herbes.

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur des services comptables et du contrôle de gestion, vous participez aux missions de coordination du cycle de planification et vous animez l'équipe de contrôle de gestion. Vous assurez l'interface entre les services comptables et le contrôle de gestion de la société, et le groupe. Vous développez les outils et procédures nécessaires à la fiabilité de l'information chiffrée. Par la pertinence de vos analyses et la qualité de vos préconisations, auprès des opérationnels, vous optimisez nos résultats.

A 25/30 ans, de formation supérieure complétée par une expérience de 2 à 3 ans en contrôle de gestion, vous avez acquis une bonne connaissance du secteur industriel et commercial. L'anglais est un plus. Animer une structure à la fois très formatrice et réactive, contribuer aux performances économiques vous permettra d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges chez Amora et dans le groupe.

Pour ce poste basé à Dijon, merci d'adresser votre candidature, sous référence 141M, à Hervé et Millet Conseil, 56 rue de Passy, 75016 Paris.

Organisateur

Amora mer en œuvre dans ses usines un programme d'action prioritaire de progrès dans une démarche de productivité globale.

Rattaché au Directeur de l'usine de Dijon, vous créez cette fonction avec l'objectif d'aider la production et la maintenance à maîtriser les coûts et accroître la productivité du site. Vous vous attachez à la réduction des pertes matières et emballages ainsi qu'à l'optimisation de l'utilisation des équipements.

Vous mettez en place des tableaux de bord de suivi des performances, vous animez des groupes de travail d'opérateurs production-maintenance pour assurer l'efficacité et la pérennité des actions entreprises.

Ingénieur généraliste, mécanique ou automatismes, vous avez prouvé au cours d'une expérience de 3 à 5 ans des compétences en production, conditionnement, entretien ou méthodes.

Au terme de cette mission (2 à 3 ans), au cours de laquelle vous valoriserez votre parcours professionnel, vous pourrez prendre des responsabilités élargies en production ou maintenance dans le groupe BSN.

Pour ce poste basé à Dijon, merci d'adresser votre candidature, sous réf. CJ27M, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Responsable organisation/formation/information

Notre usine de Brive-la-Gaillarde en Corrèze (400 personnes, 50 000 tonnes de produits par an) est spécialisée dans les produits de diététique infantile et elle bénéficie d'évolutions technologiques de pointe.

Rattaché au Directeur de l'usine et en partenariat avec les différents Responsables de services, vous participez à une réflexion permanente sur les organisations et la mise en place d'actions visant à optimiser les compétences des hommes :

- Optimisation des lignes de fabrication afin d'accroître la flexibilité et améliorer la productivité.
- Mise en place de projets de refonte des classifications et anticipation par la formation des évolutions techniques de demain.

• Animation de la communication interne du site.

Ingénieur de formation, vous avez acquis une première expérience en usine ou en relations humaines et sociales en contexte industriel. Vous avez prouvé vos talents d'organisation ou de formation, votre sens de la communication et surtout l'aptitude à faire vivre vos convictions au service de projets ambitieux.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. SJ109M, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Chef de zone export

Afrique de l'Ouest

De formation supérieure commerciale, vous avez une première expérience réussie dans l'exportation de produits de grande consommation. Vous pratiquez avec aisance l'anglais.

Rattaché au Directeur de zone, vous organisez et contrôlez l'action de nos agents commerciaux et de nos distributeurs. Vous proposez les politiques marketing, commerciales et tarifaires et participez à leur mise en place. Excellent négociateur et extrêmement rigoureux dans votre approche commerciale, vous avez le sens de l'initiative et l'ambition d'un développeur pour fertiliser des zones à fort potentiel de croissance.

Basé à Villefranche-sur-Saône près de Lyon, vous vous déplacerez 50 % de votre temps.

Dans un contexte de fort développement à l'international, les perspectives d'évolution dans l'entreprise et dans le groupe sont très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 143M, à Hervé et Millet Conseil, 56 rue de Passy, 75016 Paris.

BSN
GROUPE

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPÉEN

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

150 000 000